TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — Nº 11 226 | DERNIÈRE ÉDITION | MERCREDI 4 MARS 1981

LE MINISTRE ÉGYPTIEN DE LA DÉFENSE ET TREIZE OFFICIERS SUPÉRIEURS TUÉS DANS UN ACCIDENT D'HÉLICOPTÈRE

LIRE PAGE 5



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 285 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le régime militaire pakistanais à l'épreuve

Malgré le peu de succès remporté par les manifestations organisées par l'opposition, lundi 2 mars, *le détournement* d'un avion pakistanais vers Kaboul, par un membre du parti populaire pakistanais — même si ce geste est désavoué par la direction de l'ancienne formation gouvernementale, — attire *l'attention sur les difficultés que* rencontrent un régime et un homme pour le moins impopulaires.

Installé au pouvoir après le renversement par les forces armées, en juillet 1977, du *gouvernement d'Ali Bhutto*, le général Zia Ul Haq avait d'abord appelé au gouvernement quelques représentants des groupes islamiques conservateurs qui avaient mis en échec le « leader du peuple ». Le profond malaise causé par la pendaison de l'ancien premier ministre conforta, en quelque sorte, son pouvoir. Aussi bien le général Zia Ul Haq mit à l'écart, peu après, les personnalités musulmanes, au risque de se couper de toutes les forces politiques du pays. Puis, prenant goût aux affaires, il fit prolonger, en dépit de ses engagements, son mandat *de chef d'état-major afin de* demeurer à la tête de l'Etat, et constitua une équipe gouvernementale formée uniquement de militaires et de technocrates.

Le régime avait paru consolidé par la crise afghane. *Le général Zia Ul Haq noua des relations* très étroites avec l'Arabie Saoudite — qu'indisposaient l'activisme brouillon et le « socialisme » d'Ali Bhutto — et les Emirats du Golfe. Il imposa des lois islamiques, pas contraignantes *toutefois* au point de *modifier* les rapports de classes au Pakistan. Les difficultés causées par l'afflux de réfugiés depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. et les conséquences géopolitiques du « coup de Kaboul » — la guérilla se développe en partie, qu'on le veuille ou non, du territoire pakistanais — font craindre à Islamabad sinon une « *déstabilisation* » *des régions frontières*, du moins une agitation politique dans ces régions.

Sans attendre les résultats d'un « redressement » et rompant la fragile « unité nationale » réalisée face à la « menace » soviétique, neuf groupes de l'opposition — de la gauche marxisante à la droite ultra-conservatrice islamique, y compris, bien *entendu, le P.P.P., qui voue une* haine implacable au général Zia Ul Haq — viennent, pour la première fois, de se rassembler au sein du Mouvement pour la restauration de la démocratie et de lancer une *vaste* campagne de désobéissance civile pour ce mois-ci.

Pour le moment, le chef de l'Etat *répond*, en *militaire*, que les *exigences de l'opposition* — levée de la loi martiale, de la censure et élections générales — sont irrecevables autant dans la *forme* que dans *le fond*. « Les conditions actuelles ne favorisent pas la tenue d'élections dont aucun résultat significatif ne sortirait », vient-il de déclarer au « Times of India ». Il est vrai que le régime d'Islamabad est d'abord préoccupé par la sécurité extérieure du pays. Et il ne fait guère de doute qu'il fonde à ce sujet de grands espoirs *sur* la nouvelle administration américaine. Le Pakistan redeviendra-t-il un pays - clef dans le système de défense occidental *en Asie* et *près du Golfe* ?

Pour peu qu'il ne parvienne pas à renouer des relations étroites avec les Etats-Unis et à répondre avec plus de bon sens aux clameurs de l'opposition, le général Zia Ul Haq pourrait être écarté par d'autres militaires rêvant d'instaurer à Islamabad un régime « à la Pinochet ». En *proposant d'élargir son* gouvernement à des personnalités civiles et de désigner les membres d'une Assemblée, le chef de l'Etat fait une « ouverture » qui risque de ne contenter ni les « durs » de son entourage ni les partis politiques adverses.

Le congrès du P.C. soviétique reconduit sans la modifier l'équipe dirigeante de Moscou

Le XXVIe congrès du parti communiste soviétique s'est terminé, ce mardi 3 mars, à Moscou, par l'élection des dirigeants du parti. Aucune modification n'a été apportée à la composition des organes dirigeants, malgré une moyenne d'âge proche de soixante-neuf ans pour le bureau politique. Ce phénomène confirme la grande difficulté des dirigeants à coopter des hommes nouveaux.

De notre correspondant

Moscou. — C'est une direction totalement inchangée qui sort du XXVIe congrès du parti communiste soviétique. Les membres titulaires du bureau politique, les suppléants comme les secrétaires du comité central conservent tous leurs place sans qu'aucun nom ne vienne s'ajouter aux quatorze titulaires et aux huit suppléants du bureau politique, ainsi qu'aux dix secrétaires du comité central.

A midi, heure de Moscou, M. Souslov a ouvert la dernière séance du Congrès en donnant la parole à M. Brejnev. Celui-ci a annoncé que la première session du nouveau comité central élu à bulletins secrets, le lundi 2 mars, *en fin d'après-midi, par les cinq* mille délégués réunis à huis clos, avait désigné, à l'unanimité, M. L. Brejnev comme secrétaire *général*.

Personne, certes, ne s'attendait à des bouleversements au sommet, le *congrès* ayant été dominé, comme le précédent, par la personnalité de M. Brejnev. Mais certains observateurs pensaient que le bureau politique, au moins au niveau des suppléants, subirait quelques modifications pour permettre un apport de forces nouvelles. Il n'en est rien. Même le vétéran, M. Pelche, âgé de quatre-vingt-deux ans, conserve son poste de président de la commission de contrôle du parti. La moyenne d'âge du bureau politique tourne autour de soixante-neuf ans.

Cette stabilité, qui confine à l'inertie, est la rançon d'un système qui n'a pas été capable de sécréter un mode de désignation démocratique des dirigeants. Tout départ à la retraite est immédiatement interprété comme une sanction. Aussi n'y a-t-il aucune raison pour que les responsables, aussi âgés et fatigués soient-ils, quittent leur poste. En outre, dans cette direction où depuis des années M. Brejnev a assis patiemment son autorité, un équi*libre des forces semble s'être créé* entre les « grands » du régime tel que toute légère modification pourrait relancer une lutte pour *le pouvoir aujourd'hui en sommeil*.

Dans son discours de clôture, le chef du parti et de l'Etat soviétiques a défini, pour les cinq prochaines années, deux orientations « *liées entre elles : la première est l'édification du communisme, la seconde la consolidation de la paix* ».

Sur le premier point, M. Brejnev a demandé à tous les délégués, une fois revenus dans leur organisation de base, de « *s'atteler aux tâches définies par le congrès : il s'agit avant tout de faire en sorte que les objectifs du onzième plan quinquennal soient accomplis, et même dépassés* ».

Sur le second point, M. Brejnev a affirmé que « *notre parti a de nouveau prouvé que le peuple soviétique a non seulement le désir, mais aussi la volonté politique de tout faire pour la paix, une paix stable et inébranlable, ainsi qu'un programme précis, clair, pour mener cette lutte* ».

DANIEL VERNET.

M. Valéry Giscard d'Estaing se prépare à affronter M. Mitterrand au second tour et néglige M. Chirac

En confirmant qu'il sollicitera un nouveau mandat présidentiel, M. Giscard d'Estaing est entré de plain-pied dans la bataille électorale : il a désigné son adversaire principal, *le représentant de la gauche au second tour, et esquissé les thèmes de* sa campagne. Le président sortant se prévaut d'un certain nombre d'acquis positifs et promet de donner la priorité à l'emploi des jeunes.

L'heure du bilan a sonné. « Le Monde » a établi celui du septennat et le publiera échelonné sur plusieurs numéros à partir *de demain*.

De « l'ère nouvelle » au bilan d'un mandat

par NOEL-JEAN BERGEROUX

Sept ans, c'est long ! Et bien délicate est la situation de celui qui, au bout de sept années de pouvoir, examine l'image qu'a gardée de lui « *le grand livre du temps* ». Ce « *grand livre du temps* » qu'il s'est plu à évoquer — avec quelque emphase — au premier jour de sa charge et qui a conservé la trace de ses ambitions, de ses bonnes intentions — de son ingénuité aussi. Oui, sept ans, c'est long quand on réentend les discours, quand on recense les promesses, quand on fait la somme des nouveautés si vite vieillies. Quand on compare l'intention et le bilan.

Le « *style nouveau* », la simplicité qui, affirmait-on, faisait son entrée à *l'Elysée, les économies de moyens*, les *costumes* de ville à la place des redingotes, *la Marseillaise* ralentie, le 14 juillet déménagé, les dîners chez l'habitant : autant de souvenirs qui n'ont laissé de traces que légères, autant de marques dérisoires d'une « *ère nouvelle* » annoncée avec solennité, mais révolue avant même d'avoir commencé vraiment.

Le style ? Oublié. La Réforme (avec un grand R) ? Présentée comme le maître mot d'une époque qui s'ouvrait mais bientôt réduite à des réformes, à quelques réformes. Quelques réformes certes importantes mais au bout du compte peu nombreuses en regard de l'ambition initiale.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde commencera dans son prochain numéro une série d'études sur le bilan du septennat

Demain : L'EXERCICE DU POUVOIR

Un septennat nouveau ?

« De ce jour date une ère nouvelle de la politique française. » Ainsi s'exprimait M. Giscard d'Estaing à son entrée à l'Elysée en 1974. A défaut d'une ère, il y eut au début du septennat un air de nouveauté, dans l'action comme dans l'apparence. C'est plus tard, beaucoup plus tard, que le président prit un autre visage *et sa politique un singulier* virage.

Aujourd'hui, M. Giscard d'Estaing se présente « *pour un septennat nouveau* » ; il a de la continuité dans l'esprit et en tout cas dans l'expression. Mais pour qu'un nouveau septennat soit réellement un septennat nouveau il faudrait *revenir aux origines* de celui qui *avait si bien* commencé et s'achève si mal ou changer complètement de style et de cap. Mais ce changement-là on n'en voit encore pas le moindre signe.

***

On comprend que, malgré le mauvais sort que l'histoire attache aux seconds septennats, le président se présente de *nouveau*. Qui *pourrait* à sa place défendre un bilan contesté au sein même de la majorité ? Car s'il y a trop-*plein de candidats parmi les* épigones du gaullisme, *c'est* le vide *au centre*, où il veut se situer, et ce n'est pas le moindre échec que de ne pas avoir préparé la relève depuis sept ans.

S'il se flatte aujourd'hui de rendre « intact » — l'étrange formule ! — le pouvoir au peuple qui le lui a confié, *c'est au sens constitutionnel* le plus étroit. Car le pouvoir politique, lui, a fortement évolué, plus présidentiel et plus centralisé, plus personnel et finalement, en dépit des apparences, plus autoritaire *qu'au début du septennat*. Le tournant a été pris inexplicablement après le succès des élections législatives de *1978, qui fut, il est vrai, autant* sinon plus celui de M. Chirac que celui de M. Giscard d'Estaing.

Citoyen-candidat et non président-candidat ? Mais quand ? Demain ou dans un mois ? Pour « *la campagne d'information et d'explication* » qu'il va commencer, usera-t-il de la radio et de la *télévision, dont il dispose, et* ses adversaires — de la majorité et de l'opposition — y auront-ils alors accès dans les mêmes conditions avant l'ouverture officielle de la campagne ?

J. F.

(Lire la suite page 11.)

L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Plan Marshall ou grande crise ?

La proposition de recourir à un nouveau plan Marshall pour renforcer l'assistance que les pays industrialisés apportent aux pays en voie de développement a été faite à plusieurs reprises, ces temps derniers : elle répond à la *fois à un élan de solidarité humaine et à l'idée* que les pays industrialisés ont d'importantes retombées politiques et économiques à attendre de leur générosité.

Ce n'est pas de ce postulat généreux que parle M. Maurice Lauré, président de la Société générale (1). En économiste rigoureux, le père de la T.V.A. dissèque froidement la situation dans laquelle les chocs pétroliers ont plongé le monde. Il constate que les pays importateurs de pétrole sont actuellement en sursis d'une grande crise économique et qu'ils ne tirent pas suffisamment parti de ce sursis pour adoucir *le sort qui les attend*.

par MAURICE LAURÉ

Les « chocs pétroliers » ont déstabilisé l'économie mondiale, et celle-ci doit trouver un *nouvel équilibre*. En attendant, *quoique déjà ralentie*, elle tourne encore sur sa lancée antérieure, car les pays importateurs de pétrole recourent à leur capacité *d'emprunt. Mais cette capacité* s'épuise, pour un nombre croissant d'entre eux, et le moment approche où le *monde devra se plier aux* contraintes d'un *nouvel* équilibre.

Ce n'est pas le niveau élevé du prix actuel du *pétrole* qui est la cause *essentielle du déséquilibre* : ce niveau était très certainement souhaitable afin de susciter *le développement de sources d'énergie* capables de prendre la relève des gisements d'un accès facile, sur lesquels nous avons eu la bonne fortune de nous approvisionner depuis le début du siècle. Mais c'est la brutalité avec laquelle cette hausse est tardivement intervenue qui en a *engendré le déséquilibre. Cette brutalité* a suscité l'accumulation d'excédents financiers considérables au profit des pays de l'OPEP, car elle n'a pas ménagé le *délai* qui aurait permis, sous l'influence de la hausse des *prix*, l'apparition de nouvelles capacités de production dans de plus nombreux pays.

Les excédents financiers des pays de l'OPEP ont *nécessairement pour contrepartie un déficit global d'égal* montant de la part de l'ensemble des autres pays. Or des nations libres et indépendantes ne peuvent s'accommoder que de déficits épisodiques, et pour des montants compatibles avec le crédit dont elles *jouissent*

(Lire la suite page 9.)

(1) M. Maurice Lauré présentera le 7 mars, au quatrième Séminaire pétrolier international, organisé à Nice par l'Institut français du pétrole, un rapport sur « Le rééquilibrage par les aides internationales », où les problèmes abordés dans le présent article seront développés et précisés.

AU JOUR LE JOUR

Le récidiviste

Après sept ans de travaux forcés, il n'aspirait plus qu'à une seule chose : la délivrance. Il nous l'a dit : il attendait cette liberté pour pouvoir enfin se révéler tel qu'en lui-même et nous confier d'homme à homme ce qu'il avait dans l'esprit et sur le cœur. Et puis, est-ce l'influence de ses compagnons de cellule, la rigueur du régime pénitentiaire, ou tout simplement la fatalité, toujours est-il qu'il n'a pu s'empêcher de recommencer de plus belle.

Finalement, c'est M. Peyrefitte qui a raison : il faut toujours se méfier des récidivistes.

BERNARD BRIS.

LA GAULE DE CONSTANTIN A CHILDÉRIC

L'agonie du monde antique

Une très intéressante et très riche exposition avec quatre cents numéros où abondent les objets rares et précieux, « A l'aube de la France, la Gaule de Constantin à Childéric », nous vient de Mayence, où elle a été organisée par le Römisch Germanisches *Zentralmuseum* et notre Réunion des musées nationaux. Sans oublier l'orfèvrerie, surtout barbare ; elle fait triompher le verre et l'ivoire en réunissant en ces deux domaines des documents internationaux qu'il sera difficile de revoir avant longtemps côte à côte. Cependant, tandis que les spécialistes se délecteront, le grand public ne restera pas insensible, bien que le sérieux l'emporte sur le spectaculaire : les œuvres, souvent belles, sont bien groupées pour une double évocation sans *cesse présente*, celle de l'agonie *d'un monde et l'aube d'un autre*.

Agonie, il est vrai partielle, du monde antique, puisqu'ici nous ne parcourons qu'un peu moins de deux siècles — ceux *qui finissent* en 481, à la mort de Childéric, père de Clovis. Naissance si l'on peut dire relative, puisque la tradition scolaire fait, en gros, commencer la France au baptême de Clovis. Mais ce n'est pas tellement la France, *ni même les Gaulois qui* sont les principaux protagonistes de l'exposition. Le sujet, c'est finalement la substitution d'une iconographie à une autre. C'est une lente révolution des images, qui conduit les mêmes techniques éprouvées à changer de représentations, à passer d'Apollon et Artémis aux symboles chrétiens.

PAULE-MARIE GRAND.

(Lire la suite page 17.)

PRÉSIDENTIELLE

M. Giscard d'Estaing ayant confirmé son intention de se lancer *dans l'arène, la campagne* présidentielle se trouve virtuellement ouverte. Yvon Bourges explique pourquoi il a décidé, lui gaulliste, de soutenir la candidature du chef de l'Etat. Pour Philippe de Saint-Robert, le vrai problème de la succession touche à la légitimité, beaucoup plus qu'à la gestion économique. Pour Pierre Marcilhacy, qui s'efforce de faire le bilan de l'ensemble du septennat, le négatif l'emporte nettement, et le moment du changement est venu.

Une nouvelle légitimité pour la France

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

LA succession de l'actuel président de la République n'est pas un problème de meilleure gestion économique, c'est un problème de légitimité. Il est permis de se demander s'il peut être résolu dans les conditions actuelles. D'ailleurs, ici comme toujours, la réalité est que la forme et le fond sont liés. La crise aiguë que traverse la France n'est un problème de gestion que pour autant qu'on aura d'abord rétabli sa souveraineté sur elle-même, car comment pourrait-on gérer, bien ou mal, un pays qui n'est plus maître de ses lois ?

Les vrais problèmes sont posés tous les jours, *mais nul ne les* soulìgne. C'est ainsi qu'un nouveau déni de justice, qui est en fait un véritable déni de *souveraineté, vient d'être commis par un tribunal de* la banlieue parisienne. Cette instance judiciaire, qui n'a de légitimi'i *qu'autant qu'elle s'exprime au* nom du peuple souverain, vient en effet, une fois de plus, de donner raiso à un règlement communautaire européen contre la loi française, qui seule est censée exprimer et régir *ledit peuple souverain.* Une telle attitude équivaut, pour des juges qui n'ont jamais eu qu'un pouvoir délégué impérativement (puisqu'ils ne sont pas élus), à prendre abusivement part à l'exercice du pouvoir législatif et à suspendre de leur propre autorité l'exécution des lois de la République.

Un amendement a été voté le 20 octobre dernier par l'Assemblée nationale assimilant un tel déni de souveraineté à une *forfaiture.* On est d'ailleurs extrêmement surpris de l'absence de réaction du garde des sceaux devant de tels errements de sa justice (celui-ci venant après quelques autres, dont certains ont été entérinés par des cours d'appels) : *lui pour qui le suprême* exemple est en tout l'Angleterre, on a peine à croire qu'il puisse ignorer le souci qu'a le Parlement de Westminster de ne laisser aucune de ses lois être subordonnée dans son application à quelque juridiction étrangère que ce soit. La République en tant que telle *n'aurait-elle pas droit à cette sécurité et à cette liberté qu'on organise si jalousement et si autoritairement* pour chacun de ses *citoyens*, ainsi réduits chaque jour davantage à l'état d'individus sans appartenance ?

Singulière conception et de la France, et de la République... et du gaullisme ! Il est vrai que ce *relâchement général des mœurs* politiques s'inscrit dans un ensemble dont nous avons pu prendre toute la mesure depuis sept ans. Jamais sans doute dans son histoire, et en temps de paix, le peuple français *n'aura été aussi délibérément* dépossédé et divisé au-dedans de lui-même par ses gouvernants. La manie qu'a prise le chef de l'Etat de s'adresser aux Français par catégories — les enfants, les jeunes, les femmes, les vieillards, etc. — est *révélatrice* de cet état d'esprit qui aboutit à ne plus considérer la nation comme un fait cohérent et global de civilisation. Nous assistons à la naissance et au développement d'un vaste phénomène *néoféodal à prétention moderniste, sur* lequel cherchent tout naturellement à s' greffer quelques séparatismes régionaux plus ou moins subventionnés de l'extérieur.

Plaire plutôt que faire

Il s'agit, malheureusement, dans tout cela beaucoup plus de mode que de *modernisme.* Le président de la République est un homme qui, de longue date, cherche beaucoup moins à faire qu'à plaire. Son goût de paraître le porte, au-dedans comme au-dehors, aux concessions qui relâchent l'esprit public et aux compromis qui *affaiblissent* la F[illegible]. *Son drame est d'avoir* tou[illegible] cru que la vie publique était la même chose que la vie de salon, où il est bien élevé, *quoi qu'on pense,* d'être toujours de l'avis de son interlocuteur. En politique extérieure, cela a conduit hier à *la comédie de la rencontre* avec Brejnev à Varsovie, comme cela conduisit ensuite à la visite de notre ministre des affaires étrangères à Washington, *dont on retirait le sentiment* désagréable qu'il allait prendre, comme au temps peu glorieux de la IVᵉ République, les instructions de la nouvelle administration américaine. Nous nous serons même inclinés devant les manigances de l'Angleterre aux Nouvelles-Hébrides. La philosophie de la retenue sombre en tout dans le *coïtus interruptus,* au seul risque de rendre la France entière psychotique.

Notre politique européenne, dont les dénis de souveraineté de notre *appareil judiciaire ne sont que l'un* des effets, ne vaut guère mieux. L'évolution du prétendu Parlement qui siège à Strasbourg est ce qu'elle devrait être, de plus en plus vindicative. Et Mme Simone Veil, *parrainée et cautionnée par le pouvoir* giscardien, y est l'instrument de la politique antifrançaise et antinationale de cette instance qui usurpe le nom de Parlement, en attendant de substituer son anarchie bureaucratique et apatride aux pouvoirs *légitimes des Etats souverains.* Dans le même temps, la Cour de justice qui siège à Luxembourg tend, elle aussi, à établir en Europe un gouvernement de juges, ce qui constitue pour les principes démocratiques *une formidable régression. Ainsi le* retour au féodalisme s'accompagne tout naturellement d'un retour au corporatisme. Et, alors que tout se défait au-dedans et au-dehors, le président de la République ne dédaigne pas de se laisser inscrire par des flagorneurs involontaires dans la grande lignée des rois qui firent de la France un Etat et une nation.

Nous sommes aux limites extrêmes de la comédie et de la dérision. Ce qu'il faut rétablir, ce n'est pas une majorité ou une autre, qui ne saurait exprimer qu'un pouvoir législatif appelé par sa nature à changer au fil des ans, mais la légitimité profonde qui existe depuis les *profondeurs de l'histoire en fonction* de ce qui rassemble les Français, non de ce qui les distingue ou les divise par catégories. Il faut retourner aux sources capétiennes du gaullisme, non à ses avatars bonapartistes. Il faut se tourner vers ceux qui, en 1979, ont eu le courage de dénoncer le mauvais coup porté à la France et d'appeler le « parti de l'étranger » par son nom. (On comprend bien qu'ici je ne pense malheureusement pas à un Michel Debré guichardisé, chabanisé, et *transformé malgré lui en sous-marin* giscardien).

Malheureusement, après sept ans d'un giscardisme délétère, il apparaît que, les institutions existantes *mises à part, l'entreprise de restauration* de la France sera presque aussi considérable qu'en 1958, tant le clan au pouvoir aura réussi à dissoudre le sentiment national, à aliéner et affaiblir notre économie, à faire reculer partout les positions de la France dans le monde. Naturellement, nul ne sera le général de Gaulle. Pourtant, les institutions qu'il nous a laissées n'avaient d'autres desseins que de permettre à quelqu'un qui ne serait pas lui *d'avoir les moyens et l'ambition de* faire de grandes choses quand même. De savoir, par exemple, dire non aux Russes, mais aussi aux Américains dont l'impérialisme s'annonce renaissant sous les traits d'un vieil acteur impérieux que tout le monde croit aujourd'hui de bon ton de célébrer, alors qu'il commence de mettre en œuvre une politique violemment anti-européenne.

Dans les colonnes mêmes de ce journal, Hubert Beuve-Méry écrivait le 31 janvier 1951 que l'œuvre à faire ou à refaire dans ce pays était essentiellement une *œuvre capétienne* — c'est-à-dire une œuvre qui associe à une préoccupation constante de l'indépendance de l'Etat et de la liberté de la *France* les vertus de volonté, de ténacité et de patience. Cela demeure ou redevient vrai, après dix ans de gaullisme qui nous ont précisément permis de croire que la France pouvait encore avoir une histoire, n'en déplaise à ceux qui, uniquement préoccupés d'eux-mêmes, ont traversé cette époque sans rien voir ni entendre.

Mon soutien au président

par YVON BOURGES (*)

L'ÉLECTION du président de la République est l'acte majeur de la vie politique française. Pour le scrutin du 26 avril prochain, j'apporte mon soutien à M. Valéry Giscard d'Estaing. Cela est naturel de la part de celui qui a été ministre de la défense pendant la durée presque entière du septennat. En politique cependant, il n'est jamais inutile d'expliquer les raisons de ses choix.

Bien sûr, chacun le comprend, il s'agit d'abord pour moi de loyauté à l'égard de mes engagements et de cohérence avec mes actes. Mais il y a davantage et plus fondamental.

Je me suis engagé dans l'action politique pour soutenir la pensée et l'action du général de Gaulle. Toujours je suis demeuré fidèle à ces convictions, qu'il s'agisse des institutions de la République, de l'indépendance nationale, du rôle de la France dans le monde, de la lutte contre le sous-développement, de l'ambition d'une Europe affirmant sa personnalité et assumant son destin, de l'évolution de la société française vers plus de justice, de solidarité et de responsabilité. Aujourd'hui, comme hier, je suis gaulliste.

En participant aux gouvernements de M. Giscard d'Estaing pendant près de six années de son septennat, je n'ai jamais été en conflit avec mes convictions. Cela est évidemment vrai pour la politique de défense dont j'ai assumé la responsabilité au sein du gouvernement et dont M. Giscard d'Estaing a lui-même déclaré ce qu'elle devait à l'inspiration du général de Gaulle. Son bilan est tout spécialement positif. Elle a permis d'aller au bout de l'effort engagé il y a plus de vingt ans pour faire de la France une véritable puissance nucléaire, et assuré à nos trois armées l'organisation, les équipements et les armes dont elles avaient besoin. Elle a rétabli l'ordre et la confiance. Le pays le sait. Il ne doit pas ignorer que c'est la volonté du président de la République qui a permis de disposer des moyens nécessaires à cette politique. En tout cas, je ne l'oublie pas.

Mais je tiens aussi à porter témoignage pour l'ensemble de l'action gouvernementale au cours de ces sept années.

L'autorité de la France est réelle et reconnue dans le monde. Il est clair que les institutions de la Vᵉ République demeurent avec toute leur vigueur. Il est évident que l'indépendance nationale a été confortée vis-à-vis de nos alliés comme des pays tiers. Malgré les difficultés économiques très importantes que le monde connaît, des mesures sociales généreuses ont été prises qui ont permis notamment d'améliorer le niveau de vie des familles et des plus modestes : personnes âgées, handicapés, travailleurs manuels. Des dispositions ont été prises pour atténuer le chômage et ses conséquences, notamment par les pactes pour les jeunes et plus récemment pour les cadres. Enfin dans la tourmente qui frappe les pays industrialisés, l'adaptation de nos moyens de production s'est poursuivie, de nouvelles perspectives de développement ont été ouvertes, notre dépendance énergétique va en se réduisant. Ce sont là des résultats qu'il ne faut pas méconnaître. J'ai été heureux d'entendre, il y a quelques jours, M. Olivier Guichard le rappeler d'autant qu'ils ont été obtenus par la majorité. Le parlementaire que je suis redevenu ne renie pas la solidarité du ministre d'hier.

Présence des gaullistes

Il ne s'agit pas pour autant d'ignorer les lacunes qui demeurent, les insuffisances à combler, ce qui n'a pu encore être entrepris ou même les erreurs à corriger. *C'est évidemment* de cela surtout qu'il sera question pour demain. L'important, l'essentiel pour le pays est de poursuivre l'immense effort engagé en 1958 avec la création de la Vᵉ République. Il faut que les gaullistes soient présents demain comme hier pour faire entendre leurs voix, soutenir leurs convictions. C'est pour cela aussi que je m'engage aux côtés du président de la République sans renoncer à mes amitiés politiques, auxquelles je demeure attaché. Pour que l'effort remarquable fait pour notre défense soit continué autant que nécessaire, pour que la France affirme sa vocation propre en Europe et dans le monde, pour que soient préservées les activités industrielles dans la Communauté européenne, pour que soit poursuivi l'allégement des tutelles administratives et mieux *répartis les prélèvements sur l'économie,* pour un exercice plus libre et plus réel des responsabilités des entreprises et des citoyens, pour une solidarité mieux organisée, pour réduire l'inflation et surtout le chômage. Tous les hommes qui sont attachés à une société de liberté doivent s'unir pour poursuivre ce que la majorité a pu entreprendre depuis vingt ans. Car il faudra impérativement au second tour barrer la route à l'opposant le plus constant et le plus résolu de l'action du général de Gaulle et empêcher que le gouvernement de la France soit soumis à l'arbitrage des communistes !

(*) Sénateur R.P.R., ancien ministre.

7 + 7 = 0

par PIERRE MARCILHACY

QUOI de plus simple en vérité que de renouveler au président de la République le mandat qu'il exerce depuis sept ans ? Quels reproches majeurs peut-on faire à sa gestion sinon — mais est-ce grave en politique — de n'avoir, et de loin, pas tenu ses promesses et de se terminer sur un bilan d'échecs : commerce extérieur, inflation, chômage, notamment ?

Les échecs peuvent s'expliquer, aux dires des zélateurs du régime, par des « circonstances extérieures à la volonté du gouvernement », une sorte de force majeure internationale qui aurait un goût prononcé de pétrole. L'explication vaut ce qu'elle vaut, c'est-à-dire pas grand-chose, car d'autres pays ont subi les effets de cette force majeure et la supportent infiniment mieux que nous, spécialement le Japon et l'Allemagne fédérale. Néanmoins, c'est une explication. Elle doit être retenue.

Par ailleurs, sur le plan économique *et financier,* le « monétarisme » de M. Raymond Barre a certes, en termes d'orthodoxie conservatrice, assuré une certaine défense de la valeur internationale de notre monnaie, ce qui, soit dit en passant, n'arrange pas toujours nos exportations et n'empêche pas une dégradation lente mais indiscutable du pouvoir d'achat des Français.

Il est également à porter à l'actif du septennat finissant un très gros effort en faveur des personnes âgées dont le nombre en chiffres électoraux pourrait être d'un grand secours au président sortant.

Il convient, par contre, de récuser les louanges de notre politique extérieure, dont nul ne sait où elle veut aller, et de noter que même et surtout en Afrique notre crédibilité nationale est loin de son meilleur niveau. Certes, nous sommes pour la paix comme tout le monde, mais où sont nos amis, où sont nos adversaires, où se situent nos objectifs à moyen ou à long terme ? Nul ne le sait et nul en France ne l'a expliqué, ni aux Français ni au reste du monde.

Ainsi tout se passe comme dans une société commerciale dont le responsable, arrivé avec un programme ambitieux après s'être contenté d'une gestion timide et maladroite, accuse la conjoncture économique quand on lui prouve que les affaires vont mal, qu'il va falloir débaucher du personnel et que l'avenir de la société sera nécessairement beaucoup plus sombre que son proche passé.

Il n'est pas du tout certain que les actionnaires d'une semblable société ne demandent le départ du responsable pour en essayer un autre avant que l'affaire ne périsse de consomption.

La France électorale aura-t-elle ce réflexe dont nul ne peut contester qu'il est sain et normal ? L'avenir nous le dira en avril-mai 1981.

Cependant, à nos yeux, il y a des raisons plus graves pour changer un président de la République dont les qualités intellectuelles ne sont pas en cause, mais qui n'a guère de réussite.

Le même pouvoir depuis vingt ans

Voici plus de vingt ans que, en fait, le pouvoir est détenu par une certaine catégorie de la société française qui, soit dit en passant, supporte bien la crise. Tout un réseau de relations, d'influences, de jeux économiques, financiers ou politiques s'est mis en place. Il n'est plus possible de réussir une entreprise, industrielle ou commerciale, un investissement collectif ou une opération quelconque pouvant porter atteinte à la caste au pouvoir sans que celui-ci soit d'accord. Il s'ensuit une dégradation de certaines valeurs morales pour la seule raison que tout est ramené à des chiffres, à des calculs, à de l'argent et à des ambitions inavouées sinon parfois inavouables.

Qui donc pourrait aujourd'hui affirmer que les petits, les modestes, les rouages intermédiaires de cette société stratifiée, sont traités comme les grands, les superbes, les « décideurs » de tout poil ? Et cela, dans la vie courante, devant l'administration, la police ou la justice. Qui donc, également, oserait affirmer que la crise conséquence de cette « force majeure » n'affecte pas à peu près exclusivement cette partie de la société française qui n'a d'autres relations avec le pouvoir que celles conférées par un bulletin de vote utilisé tous les sept ans, car force est de remarquer que les scrutins autres que présidentiels n'ont pas d'influence réelle sur les affaires de notre pays ?

Faudra-t-il dès lors s'étonner si ceux-là mêmes qui souhaitaient le changement dans la continuité n'aspirent plus qu'au changement tant la continuité leur fait peur ?

« Quel changement ? », direz-vous. Assurément ni la révolution ni le bouleversement de ce qui est, mais un changement d'hommes, de doctrines, et la nécessité conséquente d'une remise en cause de ces relations qui ne sont pas toutes coupables, mais qui font trop souvent litière de certains principes d'équité parce que leurs objectifs sont exclusivement matériels. Car il faut toujours en revenir à ce point : la vie des hommes n'est pas faite que de facilités, de profits, de gadgets. Elle est faite aussi et surtout de valeurs spirituelles ou morales. *Dans ce domaine, depuis* sept ans, nous restons sur notre faim. Or la démocratie est en cette matière plus exigeante que les autres systèmes politiques. Ce qui n'est que défaillance de certains, dans un régime autoritaire, devient faute grave dans un régime dont les chefs doivent être l'émanation de la nation. Celle-ci, même si ceux qui la composent sont loin d'être irréprochables, se sent atteinte par la méconnaissance de certains principes de la morale communément admise.

On voit mal comment le pays de France pourrait continuer pendant sept ans d'être ce qu'il a été depuis la dernière élection, *enlisé dans la bourbe des inégalités sociales,* ballotté par la « force majeure » pétrolière, incapable de donner du travail à ceux qui en veulent, dispensateur d'aumônes électorales, incertain de sa paix intérieure et extérieure et privé du feu généreux du progrès social et de la défense de toutes nos libertés.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	761 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

EUROPE

Espagne

L'enquête sur la tentative de putsch laisse subsister de nombreuses zones d'ombre

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le lieutenant-colonel Tejero menace de révéler *« tout ce qu'il sait »* si *« les choses ne tournent pas comme il l'espère ».* C'est du moins ce que le chef des insurgés qui ont occupé le Congrès des députés les lundi 23 et mardi 24 février a confié à l'un de ses amis, une personnalité civile, qui lui rendait visite dimanche à la caserne d'Alcala-de-Henares, où il est aux arrêts.

Le militaire au tricorne de cuir verni et à la grosse moustache qui avait surgi la semaine dernière devant les députés comme une caricature cauchemardesque d'une Espagne noire, *« toujours prête à glacer le cœur de l'autre Espagne »*, selon *la formule du poète Machado*, n'a, semble-t-il, rien appris, rien oublié. Selon ses amis, il affiche une assurance totale, convaincu d'avoir rendu *un grand service à la nation.*

En tout cas, il fait déjà figure de héros pour l'extrême droite. Son nom s'étale sur les murs de la capitale : *« Tejero, le brave. »* Des groupes de militants parcourent à l'occasion les rues du centre en criant : *« Tejero en liberté ! »* Une banderole a été accrochée à une passerelle de la Castellana, les Champs-Elysées de Madrid, avec cette inscription : *« L'honneur passe avant la discipline. Vive la garde civile ! »* Son action a été glorifiée dimanche par M. Blas Piñar, président de Fuerza nueva et député aux Cortès, qui a affirmé que *« les prisons espagnoles étaient transformées en temples de l'honneur ».*

Le lieutenant-colonel Tejero — comme les quatre généraux arrêtés : les généraux Milans del Bosch, Armada Pizarro et Torres Rojas, gouverneur militaire de la Corogne, transféré à Madrid depuis lundi — reçoit des visites, et aussi, dit-on, de nombreux messages de sympathie. Il aurait déjà obtenu satisfaction sur un point. Les gardes civils non gradés qu'il commandait dans la nuit du 23 au 24 février seraient prochainement réintégrés dans leurs unités. Avant de se rendre, le lieutenant-colonel putschiste avait assuré vouloir prendre *« toute la responsabilité »* de l'opération, en ajoutant devant les députés : *« Je vais écoper de trente ans de prison... »*

L'exemple turc

Les révélations sur l'ampleur de la conspiration militaire — non démenties jusqu'à présent par les autorités — laissent encore des zones d'ombre. En particulier, le « maillon » entre l'opération de commando menée par le lieutenant-colonel Tejero, qui a attendu *« une haute personnalité militaire »* jusqu'à mardi matin, et les autres « complots » qui se tramaient depuis au moins six mois n'est pas encore apparu clairement. Mais la presse a apporté lundi un nouvel élément de réflexion. Selon *Diario 16*, un colonel attaché militaire à l'ambassade d'Espagne à Ankara aurait adressé récemment un rapport confidentiel sur le coup d'Etat du général Evren en Turquie, lui accordant un *« caractère exemplaire ».* Selon ce rapport, le fait que le coup d'Etat turc a été bien accueilli par l'Occident et les Etats-Unis était un point essentiel.

De bonne source, on signale que les officiers et les sous-officiers impliqués dans le putsch seraient en désaccord avec l'accusation de *« rébellion militaire »* qu'ils encourent. C'est un juge spécial, M. José Maria Garcia Escudero, qui a été désigné pour instruire le dossier de la tentative de coup d'Etat. ce juge dépend du Conseil suprême de justice militaire, et c'est donc le code de justice militaire (plusieurs fois remanié et amendé depuis quatre décennies) qui sera appliqué. Cette procédure est contestée par certains partis politiques, en particulier par le parti socialiste, *« car elle laisse,* dit-il, *toute liberté aux autorités militaires ».* Certains, à Madrid, pensent que le pouvoir civil *« pourrait être compétent comme dans d'autres pays occidentaux pour juger d'une affaire contre la sûreté de l'Etat ».*

Plus d'une semaine après le coup de force du lieutenant-colonel Tejero, les Espagnols ne se sont pas encore remis des craintes qu'ils ont éprouvées pendant « la nuit la plus longue » depuis la mort de Franco. La peur d'un coup d'Etat militaire est maintenant une donnée objective de la *situation politique.* On estime dans certains milieux que le gouvernement centriste minoritaire de M. Calvo Sotelo pourrait exploiter *ce sentiment auprès des partis d'op*position et de l'opinion pour faire admettre une politique nettement plus à droite, de nature à satisfaire ceux *des chefs de l'armée qui réclamaient* une direction plus énergique des affaires. Mais l'U.C.D. apparaît, pour de multiples raisons, passable*ment discréditée, affaiblie et divisée* sur des options importantes, comme le divorce, par exemple. D'autre part, des prises de position en faveur d'un *gouvernement disposant d'une large* assise parlementaire, capable d'affronter avec vigueur la montée des périls, se multiplient.

Même le *journal A.B.C., monar*chiste et conservateur, se prononce depuis dimanche catégoriquement pour cette formule, associant à l'U.C.D. *« M. Fraga, avec son autorité personnelle, et M. Felipe Gonzalez,* le dirigeant socialiste. M. Fraga, leader de l'Alliance populaire, qualifié de traître par l'extrême droite pour avoir défilé côte à côte, vendredi à Madrid, avec les dirigeants communistes, a déclaré lundi que *« la crise devait être résolue avec l'effort de tous »* et que *« la base actuelle du gouvernement était insuffisante ».*

A priori, on imagine mal une cohabitation entre socialistes, centristes et conservateurs de l'Alliance populaire, séparés par tant d'options dif*férentes sur des questions intérieures* ou extérieures. Mais les exhortations de la droite conservatrice en faveur d'un gouvernement d'unité nationale reflètent aussi le climat d'inquiétude généralisée qui règne à Madrid.

MARCEL NIEDERGANG.

Enlèvement d'un footballeur de Barcelone

Barcelone (A.F.P., A.P., Reuter). — Le footballeur Enrique Castro « Quini », avant-centre du F.C. Barcelone, a *été* enlevé, *dimanche soir 1er mars. Ses ravisseurs* présumés se sont manifestés, lundi, par un appel téléphonique au quotidien « La Vanguardia », en demandant. le versement, sous quarante-huit heures, d'une rançon de 350 millions de pesetas (près de 20 millions de francs). Le correspondant anonyme du quodidien de Barcelone se réclamait de « militants du PRE », sigle dont on ignore la signification.

Un autre correspondant anonyme a appelé une *station* de radio en prétendant parler au nom des auteurs de l'enlèvement, qui seraient, selon lui, des membres du Bataillon catalan espagnol (extrême droite) voulant empêcher *« Quini »* de disputer *la prochaine rencontre* entre son club et l'Atletico de Madrid, dimanche, « parce que Barcelone est une équipe séparatiste et ne doit pas remporter le championnat d'Espagne ». La police, qui a ouvert une enquête, n'exclut pour l'instant aucune hypothèse.

Déjà quatre fois meilleur buteur du championnat, Enrique Castro « Quini » est, à trente et un ans, une des vedettes du football espagnol. Après avoir effectué une grande partie de sa carrière à Gijon, il a été transféré, au début de la saison, au Club de football de Barcelone pour 150 millions de pesetas (environ 8 250 000 F).

Avec ses quatre-vingt-cinq mille « socios » (supporters abonnés à l'année) et son stade du « Nou Camp », dont la capacité est actuellement portée de cent mille à cent vingt mille places — le deuxième du monde après le Maracana de Rio-de-Janeiro — pour la prochaine coupe du monde, le Club de football de Barcelone est, avec le Real Madrid, l'un des deux clubs espagnols les plus riches. Après s'être assuré les services de Johan Cruijff et de Johan Neeskens, les deux joueurs vedettes de l'Ajax d'Amsterdam et de l'équipe des Pays-Bas, le club espagnol les avait remplacés par deux des meilleurs attaquants européens, l'Autrichien Krankl et le Danois Simonsen. Krankl, qui avait coûté au club 60 millions de pesetas (3 500 000 F) de transfert et plus de 5 millions de francs de salaire pour deux ans, vient, pourtant, d'être limogé et remplacé par la nouvelle idole du football allemand, Bernd Schuster, pour 140 millions de pesetas (8 millions de francs) de transfert.

Italie

M. Marco Donat-Cattin aurait reconnu sa participation à trois meurtres

De notre correspondant

Rome. — M. Marco Donat-Cattin, l'un des dirigeants présumés du groupe terroriste Prima Linea — extradé de France le 27 février — aurait reconnu sa *participation* directe à trois des assassinats qui lui sont imputés. Devant les magistrats du parquet de Turin, le fils de l'ex-vice-secrétaire de la démocratie chrétienne semble en effet jouer le jeu de l'instruction et ne s'est pas cantonné dans un complet mutisme après s'être déclaré « prisonnier politique », comme le font en général les terroristes arrêtés. Il n'a d'ailleurs pas choisi comme défenseur un avocat politique mais l'un des plus célèbres *ténors du barreau de Turin*, Me Vittorio Chiusano, qui est aussi un des avocats de la Fiat.

Dans un mémoire d'une dizaine de pages remis au magistrat, M. Donat-Cattin aurait notamment affirmé : *« Je sens l'urgence de témoigner de mes erreurs et de confesser le mal que j'ai fait. »* Selon son avocat, le prévenu aurait *« assumé pleinement ses responsabilités personnelles »*, et affirmé ne pas avoir eu de contacts depuis septembre 1978 avec sa famille.

Interrogé sur les douze chefs d'inculpation pour lesquels a été concédée l'extradition, M. Marco Donat-Cattin aurait en particulier avoué avoir participé directement à l'enlèvement du magistrat milanais Emilio Alessandrini, assassiné en janvier 1979 à *Milan. Il s'agissait* pour le groupe terroriste de faire un exemple en « liquidant » un des magistrats progressistes qui donnent de la crédibilité à la justice italienne, et directement engagés dans la lutte contre le terrorisme.

L'inutilite de cet assassinat aurait justement divisé Primea Linea et amené M. Marco Donat-Cattin à prendre ses distances. S'il dit ne plus croire à la lutte armée, *M. Marco Donat-Cattin* ne semble pas pour le moment vouloir aider les magistrats-instructeurs dans leur enquête en échange d'une remise de peine. Il aurait notamment écrit dans son mémoire : *« Les idées d'hier sont mortes. le monde ne changera pas par ces voies. Mais que personne ne demande de dire que cette société est juste. Pour moi, il n'y aura plus que le vide. Je n'ai rien à demander. »*

MARC SÉMO.

Union soviétique

MOSCOU SE DÉCLARE DISPOSÉ AU DIALOGUE « SANS CONDITION » AVEC WASHINGTON

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique a la volonté d'engager le dialogue au plus haut niveau « sans condition préalable » avec les Etats-Unis, a déclaré lundi 2 mars à M. Zamiatine, porte-parole de M. Brejnev. Moscou est disposé à entamer des rencontres préparatoires avec Washington avant une réunion au sommet, un « dialogue actif » à tous les niveaux étant rendu nécessaire par l'état des relations soviéto-américaines et la tension internationale, a poursuivi M. Zamiatine au cours d'une conférence de presse.

Le responsable de l'information internationale au comité central a dénoncé ceux qui posent des conditions à la tenue d'un sommet américano-soviétique et « luttent ainsi de manière camouflée contre la reprise du dialogue ». M. Zamiatine *s'est félicité des réactions provoquées* en Occident par les propositions faites par M. Brejnev à l'ouverture du vingt-sixième congrès, en critiquant les propos tenus aux Etats-Unis par le premier ministre britannique. Le porte-parole de M. Brejnev a reproché à Mme Thatcher de mettre en doute l'existence d'un *équilibre* militaire entre l'Est et l'Ouest et a dénoncé une nouvelle fois l'augmentation du budget militaire des Etats-Unis.

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

- SALVADOR : Qui teste qui ? par André Fontaine.
- IDÉES : Jeunes.
- « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES » : Entretien avec le photographe William Klein (H. Guibert) ; Restaurations (A. Fermigier) ; Exposition Masson (A. Chastel).

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Vive le roi d'Espagne !

La démocratie espagnole a résisté au coup d'Etat. Grâce au roi. Alors, vive le roi ! Mais un Juan Carlos ne fait pas à lui seul le printemps démocratique. Les nostalgiques de l'ordre ancien n'ont pas désarmé.

« Le roi sauve l'Espagne » : c'est le titre qui, en première page de *PARIS MATCH* accompagne le portrait d'un Juan Carlos résolu, buste droit et bras croisés. *« Le roi, encore une fois, a prouvé que tout tient à la couronne. L'unité de l'Espagne serait vite emportée si venait à disparaître son symbole (...). Mais cette affaire arrive à point nommé pour rappeler que l'Espagne vit un drame effroyable »*, écrit Ricordo Paseyro.

Comme tous les commentateurs, il remarque que les hommes qui cherchent à rétablir l'ordre par la violence se nourrissent des activités du terrorisme fauteur de désordre.

« Que ce soit à Santiago, à Berlin, à Rome ou à Madrid, le terrorisme fonctionne comme une simple machine à relancer le fascisme, écrit Jean-François Kahn dans *LES NOUVELLES LITTERAIRES. Le colonel Tejero eût-il réussi son coup, l'armée l'eût-elle suivi, qu'aujourd'hui l'Espagne serait de nouveau sous la botte, opprimée et bâillonnée, et qu'elle le devrait aux petits Landru de pacotille, aux petits Staline de bazar, qui ont transformé le Pays basque en un sanglant laboratoire où peut se donner libre cours leur paranoïa assassine.*

» Car le fascisme n'est rien en soi ; mais que l'on commence à tirer des gardes civils comme des pigeons et l'on transforme un corps de soixante mille hommes, équipés d'un armement moderne, en armée de réserve de l'ordre noir. Seuls les cerveaux malades des bouchers de l'ETA militaire ou des Brigades rouges sont incapables de comprendre cette évidence. »

Dans *TEMOIGNAGE CHRETIEN*, Claude Bourdet estime qu'une épuration dans l'autre camp est nécessaire. *« Les amitiés entre anciens franquistes, la toile d'araignée de complicités à travers l'Etat et l'armée, la nostalgie du franquisme dans une partie dangereusement large de l'opinion publique, vont se liguer pour empêcher une épuration autre que partielle et superficielle, une sorte de « part du feu », sacrifiant les éléments les plus voyants pour conserver intact l'appareil secret du prochain putsch »*, écrit-il.

Pas si simple, affirme Jean-François Revel, dans son éditorial de *L'EXPRESS. « L'Espagne se trouve dans le cercle vicieux de toute démocratie face au terrorisme : réprimer, c'est trop souvent s'écarter de la démocratie ; ne pas réprimer, c'est la laisser périr sous les coups des assassins.*

» Le signe de la bonne santé de la démocratie espagnole est que la collaboration « objective » et explosive des ennemis de la démocratie, ETA et les nostalgiques du franquisme, n'ait pas abouti plus tôt à une tentative de coup d'Etat. »

Le roi a joué, pendant la nuit du coup d'Etat, un rôle décisif. Mais il n'est pas, pour autant, déterminant au regard de l'avenir de la démocratie. *« Rien n'est joué »*, affirme *L'UNITE*, organe du parti socialiste, dans lequel Gilbert Sans écrit : *« Si l'état-major des armées a proclamé sa fidélité tout au long de la nuit et prouvé sa loyauté, c'est d'abord envers la personne du roi bien plus qu'à la Constitution et au système parlementaire. Nuance. Question : qu'est-ce qu'une démocratie qui par une nuit tragique ne tient plus qu'à la parole d'un roi, aussi surprenant et méritant soit-il ? »*

« Rien n'est joué », titre *LE POINT* qui développe ce constat pessimiste sous la signature d'Eugène Mannoni : *« L'Espagne respire, mais plus rien ne sera comme avant. Elle a découvert qu'il ne suffisait pas de voter librement, d'abolir la censure, d'octroyer aux régions l'autonomie que celles-ci demandent pour passer, de manière définitive, d'un régime dictatorial à une démocratie assurée. »*

« Rien n'est joué » : c'est aussi, en substance, ce que pense Elisabeth Schemla qui écrit dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR : « La vraie victoire de Juan Carlos, ce sera d'avoir maintenu la légalité, non pas à cause, mais en dépit de ses généraux. Faut-il admettre qu'il paiera chèrement désormais leur adhésion ? (...) Il ne fait de doute pour personne que si le gouvernement de Calvo Sotelo ne parvient pas plus rapidement que celui d'Adolfo Suarez à mettre un terme à la guerre en Euskadi, les mêmes causes pourraient produire de plus grands effets. Vendredi dernier, le peuple de Madrid était appelé par tous les partis, de la gauche à la droite, à manifester son attachement à la démocratie. Le roi a, plus que d'autres peut-être, conscience que cette démocratie est pour une bonne partie entre les mains des généraux. »*

« Reste une donnée que les « soldats perdus » et leurs inspirateurs ont, semble-t-il, négligée : la réaction populaire », indique *REVOLUTION* hebdomadaire du P.C.F. La *« réaction populaire »*, justement, n'a pas été immédiate. Christian Picquet note dans *ROUGE*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire, que la classe ouvrière est restée *« passive et désemparée » « L'histoire de la guerre civile espagnole, le coup des tanks (le « tancazo ») en juin 1973 au Chili ont démontré que la soumission du mouvement ouvrier aux secteurs « démocratiques » de la bourgeoisie ne menait qu'à la défaite. Mais les réformistes n'apprennent rien de l'histoire et restent désespérément accrochés à leur stratégie »*, ajoute-t-il.

RIVAROL, hebdomadaire *« de l'opposition nationale et européenne »*, semble lui donner raison en paraissant se féliciter *« que le sort de l'Espagne se trouve entre les mains de l'armée et que le temps des palabres génératrices d'impuissance [soit] révolu ». « Dieu garde l'Espagne ! »*, s'exclame l'auteur anonyme de ce commentaire.

Et le roi alors ? Il est vrai que Juan Carlos, « sauveur » de la démocratie, ne l'est pas de droit divin. Il n'est que le souverain aux pouvoirs limités d'une monarchie parlementaire. — J.-Y. L.

EUROPE

Grande-Bretagne

Le ministre de l'intérieur a ouvert une enquête sur la progression du racisme

De vifs affrontements avec la police ont eu lieu à Londres, le lundi 2 mars, lors d'une manifestation à laquelle participaient environ cinq mille Noirs. Vingt-trois manifestants ont été arrêtés, dix-sept policiers blessés.

Les participants protestaient contre les lenteurs de l'enquête sur l'incendie, qui, le 18 janvier, avait provoqué la mort de treize jeunes Antillais. Aucune inculpation n'a encore été prononcée. Notre correspondant à Londres évoque le climat général qui explique cette tension.

De notre correspondant

Londres. — La recrudescence des actes de violence racistes contre les personnes, les biens et les lieux du culte (temples, mosquées, synagogues) entraînera peut-être dans un proche avenir la création d'unités spéciales de la police chargées de prévenir et de réprimer les attaques racistes. En effet, à la suite d'une démarche accomplie par le comité conjoint contre le racisme, organisme privé groupant les représentants de trois grands partis, des Eglises, des communautés asiatiques et juives, M. Whitlaw, ministre de l'intérieur, a décidé d'ouvrir une enquête sur les activités des organisations racistes et sur leurs liens éventuels avec les groupes de la même tendance du continent.

Selon un rapport du comité, les communautés asiatiques vivent actuellement dans une sorte d'état de siège et ont transformé leurs maisons en forteresses pour se protéger contre des agresseurs décidés à briser les fenêtres de leurs maisons ou de leurs voitures ou d'y mettre le feu. Faute d'obtenir une protection policière suffisante, le comité prévoit un accroissement des groupes d'autodéfense. En bref, il estime qu'un millier d'incidents raciaux ont eu lieu depuis dix-huit mois.

Cette constatation est confirmée par la commission pour l'égalité raciale. Cette organisation semi-officielle, veillant à l'application des lois contre la discrimination, n'a pas manqué de souligner que les difficultés économiques et surtout l'accroissement du chômage sont à l'origine de la recrudescence des tensions raciales. Le nombre de chômeurs enregistré dans les communautés asiatiques et noires s'est accru en un an de 70 %, mais la commission souligne que beaucoup de Noirs, aigris et désillusionnés ne se sont même pas donné la peine de s'inscrire.

Les incidents racistes sont particulièrement nombreux dans les quartiers déshérités de Londres et d'autres grandes villes, mais le comité déplore l'extension des violences à des petites villes et certaines banlieues relativement aisées. Les organisations antiracistes se préoccupent beaucoup également des mauvaises relations, en tout cas d'une grande méfiance, entre les minorités ethniques et les autorités policières locales. Si la confiance n'est pas rétablie, estime le comité, il faut craindre des affrontements directs entre les racistes et les groupes d'autodéfense.

D'autre part, les organisations antiracistes s'inquiètent de l'effort entrepris par les groupes politiques fascistes et racistes, comme le National Front (N.F.) et le British Movement (B.M.) pour rallier les jeunes. Les petits groupes néo-nazis concentrent leurs activités parmi les supporters des clubs de football ou les amateurs de pop. Ainsi, la Fédération britannique de football et le ministère des sports ont admis que les manifestations de racisme spontanées (comme par exemple les *cris de jungle* poussés chaque fois qu'un joueur noir pousse le ballon) sont exploitées par les groupes racistes. Le B.M., qui prétend réunir quatre mille membres, est particulièrement actif sur les gradins et autour des stades des clubs de Chelsea, d'Arsenal, de Tottenham et de West Ham.

Dans les stades et les salles de concert pop

Les Noirs ne sont pas les seuls visés. Par exemple, à l'extérieur du stade d'Arsenal, des jeunes au crâne rasé distribuent des tracts antisémites ou même des insignes comme : « *Je hais les yds (youpins) de Tottenham...* » A West Ham, le National Front a formé un groupe appelé WHAM (West Ham contre les marxistes). A Luton, des supporters de Chelsea ont attaqué la mosquée, tandis que le Front national diffuse un tract demandant que les intérêts des sportifs passent avant ceux des « riches spéculateurs juifs ». Sur les gradins des stades, des jeunes, certains revêtus de l'uniforme SS, groupés autour d'un drapeau à croix gammée, crient en chœur : « *Sieg heil.* » En fait, dans le climat passionné des matches de football, assimilables à des fêtes tribales, des organisations racistes rivalisent par leur outrecuidance et leur violence pour obtenir l'appui des jeunes « hooligans », jusqu'à présent non politisés, mais dont les clubs n'arrivent pas à se débarrasser.

Les organisations antiracistes s'inquiètent également des infiltrations de petits groupes racistes dans les concerts pop. Le N.F. prétend avoir vendu sept cents copies de son magazine *Bulldog* à un concert donné par le groupe Madness (folie), dont les musiciens par leur habillement et leur langage s'identifient assez bien à ses membres. Dans une autre banlieue de Londres, plusieurs centaines de ces « crânes rasés », communément appelés les Skins, ont interrompu par leurs cris de « *Sieg heil* » le concert donné par l'orchestre Bad Manners (mauvaises manières), comptant un Noir et deux juifs. Bien entendu, tout le groupe s'est dissocié publiquement des organisations racistes. Mais les Skins expliquent qu'il ne sont pas nazis. Tout simplement anti-Noirs. « *Nous sommes la classe ouvrière. Nous sommes une nouvelle jeunesse... Nous sommes des wasps* (Anglo-Saxons blancs protestants). *Nous nous battons pour le drapeau, Sieg heil* », a déclaré leur führer au *Sunday Times*. Néanmoins, selon la ligue antinazie, à la pointe du combat antiraciste, dans divers endroits les Skins se sont battus contre les nazis.

Sans exagérer l'importance de ces incidents, provoqués par de petites minorités, les autorités et les partis ont conscience que l'accroissement des difficultés économiques et sociales ne peut que faire fructifier le racisme. D'autre part, les organisations politiques sont soucieuses de capter les suffrages des minorités ethniques. Apparemment, les conservateurs sont plus actifs. Ils ont créé des associations où les ministres rencontrent des représentants de la petite bourgeoisie, des communautés asiatiques et noires, que la récente législation sur la nationalité teintée de racisme a déconcertées.

Du côté des travaillistes, les sections locales, dans leur majorité affiliées aux divers groupements antiracistes, montrent peu d'empressement à accroître les contacts individuels, encore moins à présenter des candidats de couleur, bref manifestent le racisme latent des classes moyennes et ouvrières.

HENRI PIERRE.

● *Le mariage du prince Charles et de lady Diana Spencer* aura lieu le 29 juillet en la cathédrale Saint-Paul, a annoncé, mardi 3 mars, le palais de Buckingham.

Le départ de douze députés consacre la scission du parti travailliste

De notre correspondant

Londres. — Les douze députés travaillistes membres du Conseil pour la social-démocratie (C.S.D.), créé au sein du Labour après le congrès de Wembley du 25 janvier dernier, ont rompu définitivement avec leur parti, lundi 2 mars, en annonçant leur démission collective du groupe parlementaire, et la création, d'ici à Pâques, d'une nouvelle formation. En attendant, ils constitueront aux Communes un « comité parlementaire », sous la direction de M. Owen, ancien ministre des affaires étrangères, et cofondateur du C.S.D.

La défection des douze députés, rejoints par neuf membres de la Chambre des lords, est la plus importante que le parti travailliste ait connue depuis 1931 (1). Elle a été vivement critiquée par M. Hayward, secrétaire général du parti, qui a souligné que les démissionnaires, ayant été élus sous l'étiquette travailliste, avaient l'obligation morale de solliciter à nouveau les suffrages de leurs électeurs. MM. Owen et Rodgers ont répondu qu'ils avaient scrupuleusement observé les engagements du programme travailliste de 1979, alors que la direction du parti s'en était écartée. Un autre argument fréquemment avancé est qu'un député n'est pas le délégué de son parti, mais de ses électeurs. Les démissionnaires continueront donc de siéger aux Communes jusqu'aux prochaines élections générales.

Ils représentent maintenant le troisième groupe par ordre d'importance aux Communes devançant d'un siège les libéraux (conservateurs : 337 ; Labour : 255 ; sociaux-démocrates : 12 ; libéraux : 11), avec lesquels les dirigeants du nouveau groupe vont tenter de négocier immédiatement. Les premières réactions de M. Steel, leader libéral, sont favorables à une entente électorale qui, a-t-il prédit, l'emportera aux prochaines élections.

Jusqu'à la création du nouveau parti, les douze démissionnaires auront du mal à se faire reconnaître par le « speaker » (2), à siéger dans les commissions conjointes, etc. Aussi, anticipant l'obstruction des deux grands partis, M. Owen a laissé entendre dans une conférence de presse que les sociaux-démocrates pourraient éventuellement user de représailles en employant la procédure de manière à paralyser tout travail parlementaire.

D'autre part, pour les prochaines élections, le nouveau parti ne pourra pas bénéficier du temps de parole attribué à la radio et à la télévision sur la base des voix obtenues par chaque parti au dernier scrutin.

En revanche, ils auront droit à deux émissions de cinq minutes à la radio et à la télévision, à condition de présenter au moins cinquante candidats. Quant aux prochaines élections municipales de mai, les candidats sociaux-démocrates s'y présenteront comme indépendants, et non sous l'étiquette du nouveau parti, qui n'aura pas eu le temps, d'ici là, de s'organiser pour attribuer des investitures.

Jusqu'à nouvel ordre, les dirigeants de la nouvelle formation envisagent une direction collective avec des attributions particulières. M. Rodgers sera responsable de l'organisation, Mme Williams des relations avec les médias, et M. Jenkins aura pour tâche de définir et de coordonner la politique du parti. M. Owen sera le leader du groupe au Parlement. Dans leurs déclarations, les quatre leaders affirment que leur ambition d'assurer un renouvellement de la vie publique en Grande-Bretagne est partagée par « *des millions de Britanniques* », et ils soulignent qu'ils ont déjà reçu plus de vingt-cinq mille lettres d'électeurs travaillistes et conservateurs prêts à les rejoindre.

Les milieux politiques n'en réagissent pas moins avec scepticisme à l'initiative des sociaux-démocrates, tout en reconnaissant que leur action a déjà eu une grande influence en renforçant les éléments modérés dans les deux grands partis. — H. P.

(1) En 1931, Ramsay MacDonald, qui dirigeait le second cabinet travailliste, avait choisi l'union nationale avec les conservateurs et les libéraux, pour faire face aux conséquences économiques et sociales de la « grande crise ». La majorité de son parti l'ayant désavoué, il quitta le Labour avec une partie des cadres du mouvement. Aux élections qui suivirent, en octobre, le parti travailliste perdit environ deux millions de voix.

(2) Le « speaker » est le président des Communes.

AMÉRIQUES

El Salvador

L'éventualité d'une médiation de M. Willy Brandt se heurte à beaucoup d'obstacles

M. Willy Brandt n'avait pas encore répondu, ce mardi matin 3 mars, à la demande qui lui avait été remise la veille par la section latino-américaine de l'Internationale socialiste, réunie à Panama avec des représentants de plusieurs partis européens, d'entreprendre une médiation en vue d'aboutir à une solution pacifique du conflit du Salvador. Les premières réactions au S.P.D. allemand reflètent un certain scepticisme, nous indique notre correspondant à Bonn, Jean Wetz.

Notre correspondant à Mexico pèse ici les chances d'un éventuel dialogue. Le renforcement de l'aide militaire américaine (Washington a annoncé, le 2 mars, un doublement du nombre de ses conseillers et un triplement de son aide en matériel) ; le durcissement des extrémistes du régime, portés par la « vague Reagan » ; le désir des révolutionnaires de trancher la « question militaire » : autant d'obstacles. M. Bengt Carlson, secrétaire général de l'Internationale socialiste a, pourtant, annoncé, à Panama que tant le F.D.R. que le F.M.L.N., organisations respectivement politique et militaire de l'opposition, avaient donné leur accord à l'idée d'une médiation de M. Brandt. Selon l'agence américaine Associated Press, M. Duarte, président de la junte salvadorienne, a annoncé le 2 mars qu'il était prêt à rencontrer des représentants de l'Internationale socialiste.

De notre correspondant

Mexico. — Jamais on n'a autant parlé de « *négociation* », de « *médiation* », de « *dialogue* », de la nécessité de rechercher une « *solution politique* » à la crise salvadorienne. Du sénateur Kennedy à l'Internationale socialiste, tout le monde semble redouter la « *solution militaire* » préparée à grand bruit par l'administration Reagan.

Les plus fidèles alliés de Washington eux-mêmes, en Amérique et en Europe, ont, sans rejeter les « *preuves de l'intervention soviétique* » fournies par les émissaires du nouveau président, fait clairement savoir qu'ils n'étaient pas en faveur d'une nouvelle opération susceptible de rappeler, de près ou de loin, le débarquement des « marines » à Saint-Domingue en 1965.

La crainte de voir Washington rechercher une solution radicale repose sur un fait : pour l'essentiel, l'accroissement de l'aide militaire des Etats-Unis, en armes et en hommes, à la junte salvadorienne.

Les Latino-Américains ont également été alertés, par les termes utilisés tant dans le Livre blanc de Washington sur les ingérences du camp socialiste en Amérique centrale que par le général Haig lui-même. Car ils pourraient être repris comme base juridique justifiant le recours au traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), c'est-à-dire à l'intervention de troupes étrangères en territoire salvadorien.

Le TIAR prévoit, en effet, que des mesures urgentes peuvent être prises en cas d'attaque armée d'origine extra-continentale. Les rédacteurs du traité de Rio ont également prévu, dans l'article 9, que : « (...) *l'un quelconque des actes suivants, indépendamment de l'existence ou non d'une déclaration de guerre, est qualifié d'agression : (...) l'action d'un Etat qui permet que son territoire soit utilisé par un autre pour perpétrer un acte d'agression contre un troisième Etat ; l'envoi par un Etat de bandes armées (...) réalisant des actes de force armée contre un autre Etat ou sa participation substantielle dans de tels actes* »...

Ce durcissement, les observateurs le notent aussi au Salvador même. Après la fermeture, au mois de janvier, de la seule agence de presse et du seul journal encore indépendant, il y a eu la disparition de nombreux syndicalistes, l'arrestation du colonel Majano, pourtant l'un des auteurs du coup d'Etat qui porta la junte au pouvoir, les accusations portées contre des organisations religieuses de venir en aide aux insurgés, ainsi que de prétendues découvertes d'armes dans leurs locaux et le déclenchement, en différents points, d'opérations militaires de grande envergure dont le coût est plus élevé pour la population civile que pour les guérilleros.

Des appels à la raison

La préférence pour une solution politique gagne, en revanche, du terrain à l'extérieur du Salvador. Elle regroupe, outre ceux qui affirment depuis toujours que les vrais problèmes du pays sont économiques et sociaux, ceux qui, quels que soient leurs sentiments sur le fond de l'affaire, ne veulent pas d'une intervention américaine (tel serait le cas du gouvernement vénézuélien), ceux qui, tout en étant favorables au Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), pensent qu'il ne peut pas l'emporter militairement (il semble que ce soit le raisonnement qui sous-tend la prise de position de l'Internationale socialiste, et demain, peut-être, celle du Mexique), et ceux, enfin, qui ne souhaitent pas voir se creuser une nouvelle zone de fracture dans les relations Est-Ouest (tel par exemple le chancelier Schmidt).

Mais pour avoir une chance d'être entendus, ces appels à la raison doivent évidemment tenir compte des réalités du pays. Or celles-ci se manifestent (avec des nuances dans chaque camp) dès que l'on pose les questions préliminaires : qui va négocier ? Quels seront les thèmes de la négociation ?

L'actuelle junte n'étant elle-même issue d'aucune élection, fût-elle frauduleuse, la question de la représentativité des interlocuteurs ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. Il s'agit, pour l'essentiel, de rapports de forces, et de la reconnaissance de chacun par l'autre. Aujourd'hui, presque plus personne ne conteste au F.D.R. le statut d'interlocuteur valable, alors qu'au début de l'année encore il faisait figure, dans l'esprit de beaucoup, de simple groupuscule. Pour n'avoir pas été décisive, l'offensive de janvier n'en a pas moins démontré la capacité des révolutionnaires à agir simultanément par groupes de plusieurs centaines en de nombreux points du pays. C'est là un élément de poids.

Le problème des interlocuteurs n'en est pas moins complexe. D'un côté, en effet, les Etats-Unis se refusent à dialoguer avec les révolutionnaires, estimant que c'est à la junte de le faire. A l'inverse, le F.D.R., du moins jusqu'à ces jours, n'acceptait de parler qu'aux Etats-Unis (M. Ungo, président du F.D.R., avait déclaré qu'il valait mieux s'entretenir « *avec le directeur du cirque qu'avec ses clowns* » !) ; il ne parlerait avec la démocratie chrétienne que si elle quitte le gouvernement. D'une façon non officielle, certains insurgés laissent aujourd'hui entendre qu'ils ont renoncé au dialogue avec les Etats-Unis « *par réalisme* », et que, dans un avenir proche, ils pourraient éventuellement accepter d'engager des négociations « *avec les militaires non fascistes et avec les démocrates-chrétiens, même dans le gouvernement, à l'exception de M. Napoléon Duarte* ». Leur position, apparemment inébranlable, est le refus de tout dialogue avec les responsables du massacre quotidien.

Pour sa part, la junte semble s'opposer encore à la « négociation », mais pas au « dialogue », qu'elle souhaite pourtant limiter « *au secteur démocratique égaré et conscient d'être tombé dans les pièges des marxistes* ».

La question de ce qui doit être négocié est plus compliquée. La distance entre les parties semble pour le moment infranchissable. Pour la junte, il s'agit, dans la meilleure des hypothèses, de discuter de la participation à un « *processus électoral* » : c'est ce que nous avait déclaré le colonel Gutierrez, membre de la junte et chef des forces armées ; mais le commandant de la garde nationale nous affirmait, au même moment, que, pour cela, il faudrait modifier la Constitution, qui interdit les partis d'idéologie « *antidémocratiques* ». Pour le F.D.R., la seule question fondamentale est celle de l'institution militaire. « *Le peuple ne pourrait croire à aucun changement qui préserverait l'existence des forces armées et des corps de sécurité tels qu'ils sont,* nous a déclaré un membre de la direction révolutionnaire unifiée du F.M.L.N. (Front Farabundo Marti pour la libération nationale), *tout simplement parce qu'ils ont pris le pouvoir voici cinquante ans en massacrant trente mille paysans et qu'ils l'ont exercé dans le même esprit depuis lors. Ils ont déjà, par deux fois, volé les élections gagnées par l'opposition, en 1972 et en 1977.* »

La façon dont la distance entre les parties en présence sera réduite tient, comme toujours, au rapport des forces, diplomatiques et militaires. C'est là poser la question de savoir en faveur de qui le temps joue.

Le dialogue peut s'engager très vite, sous la pression de l'étranger ; mais il est peu vraisemblable que les combats cessent pour autant. Les enjeux sont trop importants pour les principaux intéressés. Question de vie ou de mort pour les militaires, dont certains sont prêts, pour survivre, à rechercher, avec les nouvelles armes américaines, la paix dite des « *deux cent mille morts* ». Question de vie ou de mort, également, pour les insurgés. Mais aussi question d'identité, au sens le plus profond. « *Nous avons trop souffert, nous avons trop perdu des nôtres au cours de toutes ces années de lutte pour nous arrêter à mi-chemin* », nous déclarait récemment l'un d'entre eux.

FRANCIS PISANI.

● *L'aide militaire américaine* sera portée de 10 millions à 35 millions de dollars pour 1981, a annoncé le lundi 2 mars M. William Dyess. Selon le porte-parole du département d'Etat, 54 conseillers sont actuellement en poste au Salvador. Enfin, le gouvernement de M. Reagan estime qu'une augmentation de l'aide économique d'environ 63 millions de dollars sera sans doute nécessaire.

● *De violents combats* ont eu lieu ces derniers jours autour de San-Lorenzo, à soixante kilomètres à l'est de la capitale, et aux flancs du volcan Conchaga, à l'extrême est du pays, ont indiqué, le lundi 2 mars, des sources militaires salvadoriennes. Près de quatre cents guérilleros auraient été tués au cours des affrontements.

Le document établi par les Dix est pour l'essentiel un catalogue de questions

Egypte

(Publicité)

Comment l'Argentine a vaincu le terrorisme

En vente dans les librairies.

هكذا من الأصل

مكبر من الأصل

M. Willy Br…

obstacles

TOUT EN SUGGÉRANT CERTAINES OPTIONS

Le document établi par les Dix est pour l'essentiel un catalogue de questions

L'« *initiative européenne* » au Proche-Orient, qui a déjà conduit le président du Conseil de l'Europe des Dix (*M. Van der Klaauw, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas pour le semestre en cours*) à Damas, à Bagdad et à Amman en attendant Jérusalem, Beyrouth et Le Caire puis les capitales d'Afrique du Nord, a fait ces dernières semaines l'objet de plusieurs « fuites », précisant le document en quatre points arrêté au dernier Conseil européen de Luxembourg (*le Monde* des 23-24 novembre et 4 décembre 1980).

Ce document, tout en suggérant *des options possibles, n'est pas un* plan mais est pour l'essentiel un questionnaire. Les Dix ont envisagé les questions que poserait la mise en œuvre d'une solution *de paix fondée sur les principes* des différentes résolutions des Nations unies (caractère inadmissible de l'acquisition de territoires par la force, respect des droits des *Palestiniens, sécurité de tous les* Etats de la région). Au cours de la phase actuelle de sa mission, M. Van der Klaauw essaye d'obtenir des réponses aussi précises que possible.

Ce n'est qu'au Conseil européen de juin que les Dix seront en mesure d'arrêter le contenu d'un plan *puis de proposer des méthodes* pour le réaliser. Le document des Dix est donc nécessairement vague, notamment en ce qui concerne les délais. Ils insistent *d'autre part sur la nécessité* d'équilibre.

Le document comporte quatre parties :

I. *L'évacuation des territoires occupés par Israël.* — Les Dix estiment que, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 qui condamne *« l'acquisition de territoires par la guerre »* (et à laquelle se réfèrent les accords égypto-israélo-américains de Camp David), les territoires occupés *par Israël pourraient être évacués* dans un délai de six mois à deux ans. Les établissements israéliens dans les territoires occupés seraient démantelés.

Quelle autorité prendrait la place des autorités d'occupation ? Les Dix estiment qu'une période intérimaire est indispensable. Selon certaines informations non confirmées, ils suggéreraient *qu'elle dure deux ans, mais* la France aurait estimé que cinq ans ne seraient pas excessifs. L'autorité provisoire pourrait être exercée soit par les Nations unies, soit par la Jordanie (qui avait annexé le territoire avant 1967), soit par les maires et notables locaux, soit par une commission supervisée par l'ONU et formée par Israël, la Jordanie et les autorités locales.

Pendant la période d'évacuation, les Etats arabes devraient commencer à normaliser leurs relations avec Israël.

II. *L'autodétermination des Palestiniens.* — Toute solution ne pouvant, estiment les Dix, être fondée que sur le droit des Palestiniens à décider de leur sort, un choix devrait leur être offert par référendum entre un Etat indépendant, l'adhésion à une fédération avec la *Jordanie ou même* à une confédération avec la Jordanie et Israël. La plus grande difficulté à surmonter consiste à définir quels Palestiniens doivent *être appelés aux urnes*.

Les Dix suggèrent que tous les Palestiniens, réfugiés ou non, doivent pouvoir se prononcer (4 millions en tout), mais que le vote des 1 200 000 Palestiniens actuellement en Cisjordanie et à Gaza doit bénéficier d'une certaine pondération.

III. *Les garanties de sécurité.* — Des garanties internationales doivent assurer la sécurité de tous les Etats de la région. Des zones démilitarisées seraient établies des deux côtés des frontières et contrôlées par une force de l'ONU. Les Dix seraient prêts à y participer.

IV. *Jérusalem.* — Les Dix estiment que Jérusalem demande des dispositions particulières. Ils rappellent que le plan de partage de la Palestine de l'ONU (1947) — jamais appliqué — prévoyait un statut international pour la ville. Ils indiquent que d'autres solutions peuvent être envisagées : administration commune, division avec un régime spécial pour les Lieux saints, statut spécial pour la vieille ville. — M. D.

Israël

LA DIMINUTION DES IMPOTS EST DÉNONCÉE PAR LES TRAVAILLISTES COMME UNE « MANŒUVRE ÉLECTORALISTE »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Le nouveau ministre des finances, M. Yoram Aridor, a pris une mesure spectaculaire en annonçant, le 2 mars, une sensible diminution des impôts directs, décision qui ne manquera pas d'être appréciée par le contribuable israélien — l'un des plus imposés au monde, — mais qui provoque la colère de l'opposition. Il s'agit d'une modification des barèmes fiscaux prévoyant notamment que la moitié des salariés, et non plus 35 % d'entre eux comme précédemment, ne paiera que 25 % d'impôts.

Cette réforme, ajoutée au versement, le mois prochain, de la prime dite de « vie chère » destinée à compenser les effets de l'inflation (133 % en 1980), devrait entraîner une augmentation de 25 à 30 % des revenus de la plupart des salariés. En février, *M. Aridor avait déjà causé une* certaine surprise en décidant, par une réduction des taxes, la baisse des prix des voitures de petite cylindrée et de certains appareils ménagers.

Ces mesures sont vivement dénoncées par les dirigeants du parti travailliste et de la Histadrouth (*principale centrale syndicale*), qui soulignent que, conformément à leurs prévisions, le gouvernement se livre à une *« manœuvre électoraliste »* pour tenter *« à tout prix »* d'éviter la défaite de M. Begin et du Likoud lors du scrutin du 30 juin prochain. — F. C.

Liban

UN NOUVEAU RAID ISRAÉLIEN A FAIT DOUZE MORTS ET QUARANTE BLESSÉS

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Un nouveau raid israélien s'est produit le lundi après-midi 2 mars, au Sud-Liban. L'aviation a attaqué quatre bases de fedayin, principalement celle de Aboul-Assouad, faisant douze morts et quarante blessés, en grande majorité des civils libanais. Parmi les morts figurent, en effet, plusieurs paysans qui rentraient de leurs champs, dont une fillette de cinq ans ainsi qu'une famille de cinq personnes qui a péri dans sa maison. Parmi les fedayin, la mort d'un officier a été annoncée ; il y aurait également une vingtaine de blessés.

Les Palestiniens ont riposté par un bombardement du kibboutz de Kiryat-Chmoneh, en Israël, qui aurait fait cinq blessés. L'armée israélienne a alors recommencé son pilonnage par l'aviation et l'artillerie.

Une seconde forme de violence sévit d'autre part au Sud-Liban, ces jours-ci. L'officier libanais dissident Saad Haddad réclame, en effet, 20 millions de livres libanaises (20 millions de francs environ) d'arriérés à l'Etat qui l'a radié avec ses hommes des cadres de l'armée, en 1978, et, faute de paiement, le commandant Haddad menace de bombarder chaque jour la ville de Saïda. Il a déjà mis ses menaces à exécution en tirant depuis samedi des obus sur la ville. Lundi, sept personnes ont été blessées. Le président et le gouvernement libanais, dont le commandant Haddad conteste la légalité, n'ont pas réagi à son ultimatum.

LUCIEN GEORGE.

● *Le Liban* a demandé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de le saisir des *« agressions israéliennes »* de ces derniers jours, a déclaré, mardi, le premier ministre libanais. — *(A.F.P.)*

Libye

Le colonel Kadhafi propose à la France « une réunion au plus haut niveau »

Le colonel Kadhafi a proposé, lundi soir 2 mars, à la France *« une réunion au plus haut niveau »* pour discuter les problèmes africains. Prenant la parole à Sebha, dans le centre du pays, devant quinze mille personnes, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'« avènement au pouvoir du peuple », le dirigeant libyen a ajouté qu'il n'y avait pas, à son avis, de *« divergences »* entre Paris et Tripoli, *« à moins,* a-t-il dit, *que la France ne soit contre la liberté, l'intégrité et l'unité africaines »*.

« Nous tenons à avoir de bonnes relations avec la France, a-t-il poursuivi, *en raison de sa politique indépendante des Etats-Unis. Nous n'avons pas souhaité un affrontement avec Paris, mais c'est Paris qui s'attaque à nous. »* Il n'a cependant fait aucune allusion directe à la décision de la France de ne pas livrer à la Libye les dix vedettes lance-missiles que cette dernière avait commandées.

« Nous attendons avec impatience que la situation se normalise au Tchad pour retirer nos forces de ce pays », a encore dit le dirigeant libyen, tout en indiquant que la sécurité des deux pays était *« indivisible »* et que les deux peuples étaient *« unis par des liens historiques, géographiques, politiques, ethniques et autres »*.

Après avoir déclaré que l'Union soviétique n'avait *« fourni aucune aide aux troupes libyennes opérant au Tchad »,* le colonel Kadhafi a affirmé qu'aucune base étrangère n'existait sur le sol libyen et qu'aucun navire de guerre américain ou soviétique n'a mouillé dans les eaux libyennes *« depuis la révolution du 1er septembre 1969 »*.

Par ailleurs, le colonel Kadhafi a réaffirmé *« le droit du peuple libyen à liquider physiquement, à l'intérieur et à l'étranger, les ressortissants libyens qui veulent le priver de sa liberté et qui souhaitent le soumettre, une fois de plus, à l'esclavage dont il a été le seul peuple du monde à s'être affranchi »*.

Un appel pour les Libyens vivant à l'étranger

A ce sujet, un ancien diplomate libyen réfugié au Maroc a lancé lundi au nom de l'« opposition libyenne » un appel aux gouvernements occidentaux *« pour qu'ils accordent une protection efficace aux citoyens libyens vivant à l'étranger »*.

Dans un communiqué remis à la presse, l'ancien chargé d'affaires de Libye en Guyana, M. Ahmed Ibrahim Ehwas, affirme que la fusillade du 24 février à l'aéroport italien de Fiumicino était une tentative menée par *« un commando de terroristes formés et armés par les services de Kadhafi »*. L'opération était dirigée, selon le communiqué, contre un individu pris pour l'ancien ambassadeur de Libye à New-Delhi, M. Mohamed Lamgarief, *« l'un des principaux membres de l'opposition au régime de Kadhafi »*. Le communiqué affirme également que M. Lamgarief a été condamné à mort par *« un tribunal révolutionnaire »* qui s'est réuni à Tripoli et a prononcé, contre des civils et des militaires, plusieurs condamnations à la peine capitale et à la prison. — *(A.F.P.)*

Egypte

Le ministre de la défense et treize officiers supérieurs sont tués dans un accident d'hélicoptère

De notre correspondant

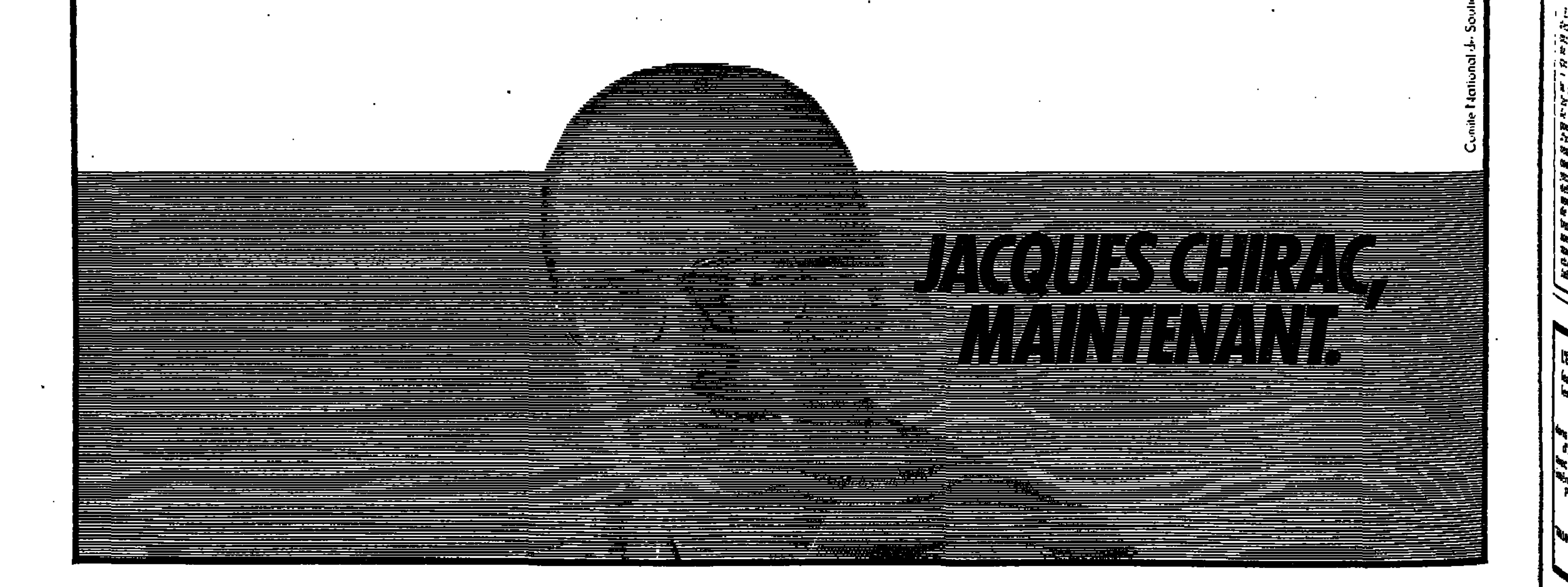
Le Caire. — Le général Ahmed Badawi, ministre égyptien de la défense, ainsi que dix autres généraux et trois colonels, ont trouvé la mort, lundi après-midi 2 mars, dans un accident d'hélicoptère à l'oasis de Siwa, près de la frontière libyenne.

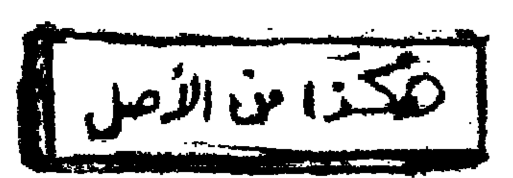
L'hélicoptère, qui venait de décoller d'une base, à Siwa, a été pris dans un violent tourbillon de sable. Les pales du rotor ont heurté un poteau électrique, et l'hélicoptère s'est écrasé au sol, où il a pris feu, avant d'exploser quelques secondes plus tard. Quatre membres de l'équipage et le secrétaire du ministre ont pu s'extirper à temps de la carcasse de l'appareil.

Le général Badawi se livrait, en compagnie des commandants de plusieurs corps (logistique, signalisations, travaux, entraînement, etc.), à une tournée d'inspection dans la zone occidentale. Cette région, allant de Marsa-Matrouh (200 kilomètres à l'ouest d'Alexandrie) à la frontière avec la Libye, et de la Méditerranée à l'oasis de Siwa, à 400 kilomètres au sud, est la seule en Egypte où l'état d'urgence demeure encore en vigueur, *« afin de faire face aux tentatives d'infiltration de saboteurs libyens »*. L'armée égyptienne a une présence massive dans cette région.

Le général Badawi, qui était âgé de cinquante-quatre ans, a été l'un des héros consacrés de la guerre d'octobre 1973. Il avait tenu tête avec sa brigade d'infanterie motorisée aux assauts israéliens et à l'encerclement de la IIIe armée. Ecarté de l'armée et emprisonné sous Nasser après la défaite de 1967, le général Badawi avait réintégré les rangs grâce au président Sadate en 1971. Chef d'état-major en 1978, il a été nommé ministre de la défense en mai 1979 et enfin promu maréchal à titre posthume.

Le général Mohamed Abou Ghazala, actuel chef d'état-major, succédera très vraisemblablement au général Badawi au ministère de la défense. En mission à Paris depuis samedi, le général Abou Ghazala a, en effet, été rappelé d'urgence. Le général Abou Ghazala, américanophile et antisoviétique convaincu ne s'est pas privé depuis sa nomination à la tête de l'état-major de proférer des attaques virulentes contre l'U.R.S.S. Conservant de bons contacts avec des responsables du Pentagone à la suite de son séjour de quatre ans en tant qu'attaché militaire à l'ambassade d'Egypte à Washington, le général Abou Ghazala a récemment demandé aux Etats-Unis d'augmenter leur aide militaire au Caire afin de contrer la *« menace soviétique »*. Il a enfin préconisé l'envoi de troupes égyptiennes dans le Golfe afin de défendre les pays arabes contre une « agression russe ». — *(Intérim.)*


JACQUES CHIRAC,
MAINTENANT.



AFRIQUE

Le Niger est de plus en plus inquiet de l'évolution de la crise tchadienne

N'Djamena a reconnu, dimanche 1er mars, la présence d'experts militaires soviétiques et est-allemands dans la capitale tchadienne, rapportée la semaine dernière de source française (« le Monde » du 27 février). L'Agence tchadienne de presse écrit, en effet, que « le matériel utilisé par l'armée libyenne requiert le concours de conseillers soviétiques et est-allemands ». « C'est un fait, poursuit-elle, dont *l'évidence ne méritait pas qu'on fasse autant* de commentaires. »

A Addis-Abeba, le trente-sixième conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine a pris fin, lundi à l'aube. Cette session a été dominée par les questions du budget de l'Organisation panafricaine et du conflit namibien. L'intervention militaire libyenne au Tchad aurait cependant fait l'objet de nombreux échanges privés au cours desquels le Nigéria *aurait joué un rôle de premier plan.* — (A.F.P., Reuter.)

De notre envoyé spécial

Niamey. — D'une certaine façon, l'Afrique est malade du Tchad et risque de le demeurer un bon bout de temps. En 1975, avec l'amorce de la révolution éthiopienne et, surtout, l'éclatement du conflit angolais, le continent noir était devenu une nouvelle victime de la guerre froide. Mais, pendant cinq ans, cette dernière s'était cantonnée dans la corne de l'Afrique et dans sa partie australe. Avec l'occupation, depuis plus de deux mois, de N'Djamena par des troupes libyennes bénéficiant d'une logistique soviétique et est-allemande, la guerre froide menace désormais de s'installer au cœur même du continent.

Le cas du Niger, frontalier à la fois du Tchad et de la Libye, illustre assez bien ce changement. Jusqu'à la décision prise, voilà une demi-douzaine d'années, d'en exploiter largement les richesses uranifères de l'Aïr, dans le Nord, ce vaste territoire sahélien avait eu une existence bien marginale. Il avait terriblement souffert de la grave sécheresse de 1973-1974 et vécu, à la même époque, un coup d'Etat dirigé par l'actuel chef de l'Etat, le colonel Kountché, contre M. Diori Hamani, un « père de l'indépendance » visiblement essoufflé. Pour le reste, ce pays pauvre n'était que le théâtre de la cohabitation plus ou moins heureuse entre la faible minorité de nomades touaregs et toubous du Nord avec les peuples plus nombreux du Sud — entre quatre et cinq millions de gens aujourd'hui — installés dans la vallée du Niger et sur la frontière avec le Nigéria. En bref, le Niger n'importait guère.

Ce n'est plus le cas. Avec quelque 10 % de la production mondiale d'uranium en 1980, il compte aujourd'hui parmi les Etats sur lesquels Paris table pour assurer l'approvisionnement de l'ambitieux programme nucléaire français. Il correspond également aux critères d'aide définis par la nouvelle administration américaine : un intérêt « stratégique » évident (l'uranium) face à l'« expansionnisme soviétique » et une gestion relativement sérieuse, le régime de Niamey n'ayant manifesté, jusqu'ici, guère de penchants pour les dépenses d'apparat ou des projets de développements démesurés. « J'envisage même le jour, nous dira un Américain, où mes compatriotes pourront distinguer entre le Niger et le Nigéria, ce qui n'est pas encore le cas. »

En gagnant la bataille de N'Djamena pour le compte de la coalition tchadienne assez hétéroclite que préside M. Goukouni Oueddeï, le colonel Kadhafi a réveillé, notamment à Niamey et à Lagos, de sérieuses appréhensions. Non seulement les autorités fédérales du Nigéria admettent mal que la Libye intervienne si ouvertement dans une zone qu'elles considèrent de plus en plus sous l'influence de leur diplomatie, mais elles voient désormais d'un autre œil les manigances d'agents libyens dans les Etats septentrionaux difficilement contrôlables de leur fédération.

Une attente vigilante

Le cas du Niger, sans ambition régionale, est sans doute différent, mais l'inquiétude devant la possibilité d'une « subversion libyenne » y a été fortement ranimée. Depuis de longues années, Tripoli revendique et occupe le poste frontière de Toummo. Le laxisme de l'ancien régime a permis à de nombreux commerçants libyens de s'installer au Niger, notamment à Agadez. La grande mosquée de Niamey, financée par Tripoli, témoigne depuis l'an dernier d'appétits certains de la Libye : l'ambition de regrouper un « Grand Sahel », la revendication sur les Touaregs du nord nigérien et la mission que s'attribue Tripoli auprès des musulmans de l'ensemble de cette zone. Enfin, plusieurs sources affirment que des Libyens avaient trempé, en 1976, dans le troisième complot déjoué par le président Kountché.

Au moment où l'uranium, en dépit de sa plus faible valeur marchande actuelle, est devenu une chance inespérée pour un Niger sans ressources et très handicapé par son enclavement géographique, le colonel Kountché n'ignore pas que Tripoli peut tenter d'y faire basculer un équilibre encore bien précaire. Comme Lagos, Niamey n'a pas accepté l'ouverture d'un « bureau populaire » libyen. En outre, le récent remaniement ministériel (*le Monde* du 11 février) semble avoir traduit le triple souci de renforcer l'efficacité du gouvernement, de raffermir la main du chef de l'Etat et, avec la promotion de deux Touaregs au rang de ministres, de manifester l'intérêt croissant de Niamey pour des nomades jusqu'alors délaissés.

Tout en exprimant ainsi sa fermeté, le président Kountché n'en a pas moins fait preuve de prudence en refusant l'offre française de lui dépêcher une petite garnison (1). Non seulement les Nigériens se rendent compte que la présence d'une unité française sur leur sol leur ferait du tort dans le contexte panafricain tout en ne contribuant guère à réduire des risques de « subversion », mais ils ont également du mal à voir clair dans le jeu de Paris. Les relations commerciales franco-libyennes l'emporteraient-elles sur toute autre considération ? En désespoir de cause, la France se serait-elle résignée au « partage » du Tchad ? Ce sont là des questions que les Nigériens ne peuvent pas s'empêcher de se poser.

Deux autres facteurs jouent également en faveur de cette position d'attente vigilante choisie par Niamey. En dépit du renforcement du contingent militaire français en Centrafrique, il faut s'attendre à la paralysie de la diplomatie française jusqu'à l'élection présidentielle. D'un autre côté, les premières initiatives africaines du président Reagan devraient affecter, encore une fois, l'Afrique australe et, en relation avec le Proche-Orient, la corne du continent.

Mais tout le monde semble penser ici qu'il ne s'agit que d'un répit. L'équipée du colonel Kadhafi sur les rives du lac Tchad aurait sans doute moins d'importance si elle ne s'appuyait pas sur un arsenal militaire soviétique, et si elle ne s'accompagnait pas d'actions susceptibles de « déstabiliser » des pays limitrophes dont les nouvelles richesses minières sont convoitées ou déjà exploitées par un Occident apparemment plus décidé à défendre des intérêts qui convergent en ce moment avec ceux du Nigéria, première puissance économique d'Afrique noire. A ce titre, l'exemple du Niger ne fait que confirmer le nouveau pas que la guerre froide est en train de franchir sur un continent qui en était encore à l'écart voilà à peine six ans.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Vingt-cinq cadres d'active sont, cependant, venus, en janvier, renforcer le contingent de soixante-dix *officiers et sous-officiers français* chargés de l'encadrement des écoles militaires.

La route de l'uranium

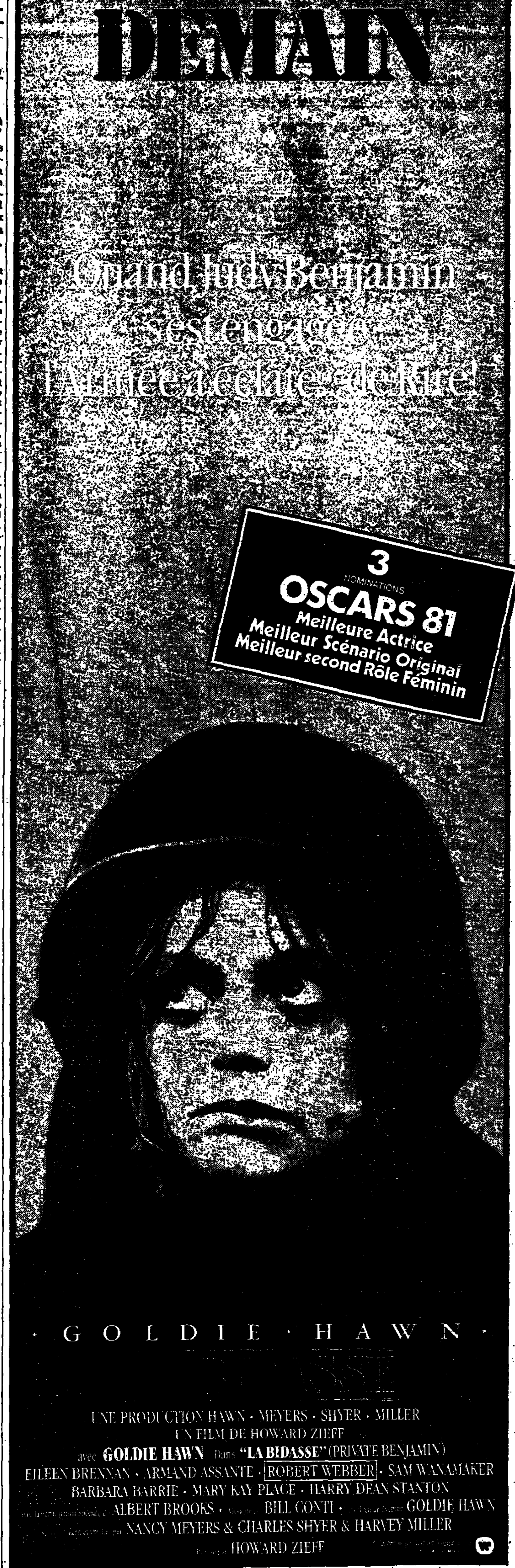
De notre envoyé spécial

Tahoua (Niger). — *Le dernier tronçon de la route qui relie les gisements uranifères de l'Aïr, dans le nord du Niger, à la côte atlantique a été inauguré la semaine dernière à l'entrée de Tahoua, bourgade poussiéreuse située, à vol d'oiseau, à 400 km au nord-est de Niamey. De Tahoua, le ruban bitumé s'inscrit désormais dans des paysages arides puis désertiques en remontant,* via *Agadez, cité touristique et commerçante, sur Arlit, où deux sociétés déjà en exploitation, la Somaïr et la Cominak, ont produit plus de 4 000 tonnes d'uranium en 1980, soit environ le dixième de la production mondiale.*

L'utilité de l'ouvrage qui s'est réalisé en moins de trois ans et à raison d'un million de francs le kilomètre — ce qui semble très raisonnable — est mise en évidence par la nécessité de faire remonter sur Arlit une trentaine de tonnes de produits divers pour fabriquer une tonne d'uranium. Les camions peuvent aujourd'hui faire le parcours Tahoua-Arlit dans la journée. Les marchandises débarquées dans le port béninois de Cotonou, sur le golfe de Guinée, remontent en train sur Parakou où elles sont chargées sur des camions qui font le reste du chemin via *Niamey, la capitale du Niger.*

Arlit, cité minière artificielle sortie du désert — où des Français ont même aménagé un vaste potager, — se situe au cœur du continent. Au nord, à cheval sur la frontière entre le Niger et l'Algérie, il ne manque plus que 600 km de bitume pour compléter la transsaharienne qui permettrait de relier le complexe uranifère au port d'Alger. Ainsi se dessine, peu à peu, le désenclavement d'une zone considérée comme stratégique et où la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires) française possède de très solides intérêts, notamment par l'intermédiaire de ses deux filiales précitées, la Cominak et la Somaïr.

Pour l'Etat nigérien, l'importance de cette nouvelle voie de communication est également politique. L'uranium constitue, en effet, une ressource essentielle au cœur d'un pays de nomades que les autorités nigériennes sont plus soucieuses que par le passé d'intégrer dans la vie du pays. C'est d'ailleurs à la demande pressante du président Kountché que les sociétés minières et le ministère nigérien des travaux publics ont créé, en 1975, une société, la Concerta, chargée de compléter la « route de l'uranium », jugée aujourd'hui comme « un outil privilégié de développement économique global du pays ». — *J.-C. P.*



AFRIQUE

Une vingtaine d'États étaient représentés aux cérémonies du cinquième anniversaire de la République sahraouie

De notre envoyé spécial

Hajed-Bou-Djemaa. — Un millier d'invités, venus du monde entier, ont participé, du 27 février au 1er mars, aux cérémonies marquant le cinquième anniversaire de la proclamation, par le Polisario, le *27 février 1976* à Bir-Lalou, de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Une vingtaine de pays étaient représentés au niveau gouvernemental. Pour des raisons diverses, la présence du vice-premier ministre d'Iran, du commandant Eden Pastora, chef des milices populaires du Nicaragua, et de M. Hamedou Salem Ould Sidi, ministre mauritanien de l'enseignement, a *été* particulièrement remarquée et applaudie. L'envoi par les autorités de Nouakchott d'un émissaire de haut rang, observait-on, constituant un nouveau pas dans la voie d'une reconnaissance officielle de la RASD. L'O.L.P. était absente, mais d'autres mouvements de résistance palestiniens, et notamment le F.P.L.P., *ont saisi cette occasion* de réaffirmer leur soutien à la cause sahraouie.

Les cérémonies ont été marquées par le traditionnel défilé militaire. Celui-ci n'a regroupé que deux mille hommes environ et quelque trois cents véhicules et blindés. Il s'agissait de matériel récupéré sur les forces armées royales marocaines. Aux Land-Rovers, camions Unimog, G.M.C. *et autres half-track présentés les* années précédentes s'ajoutaient cette fois-ci vingt-deux A.M.L.-90 de fabrication africaine et trois chars rapides S.K.-105 capturés intacts durant la bataille de l'Ouarkziz.

Si l'on en croit les Sahraouis, ils pourraient être prochainement engagés dans les opérations. Celles-ci se poursuivent à un rythme soutenu. *Le* Polisario a ainsi annoncé le 28 février que ses forces avaient attaqué et occupé la veille, pendant plusieurs heures, la localité de Hagounia, au nord-est d'El Aioun, la capitale du Sahara Occidental. Les combats auraient fait plusieurs centaines de morts et de blessés parmi les Marocains (1).

Dans leurs allocutions, le secrétaire général du Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, et son adjoint, M. Bachir Mustapha Sayed, ont dénoncé les nouvelles *livraisons d'armes des Etats-Unis* à Rabat (2). « *L'attitude américaine est inamicale et négative*, a notamment déclaré M. Abdelaziz, *et constitue une menace directe pour notre peuple et pour tous ceux de la région et de l'Afrique. Elle contredit les décisions internationales.* »

M. Abdelaziz a reçu dimanche 1er mars les lettres de créance des trois premiers ambassadeurs auprès de la RASD — ceux du *Mexique, de Cuba et* du Nicaragua. Le geste est surtout symbolique. Les ambassadeurs du Mexique et de Cuba sont ceux déjà accrédités à Alger et celui du Nicaragua représente également son pays à Cuba.

On s'attendait cependant généralement que les premiers pays à accomplir une telle démarche soient africains. Ni Madagascar, qui fut pourtant le premier pays à reconnaître la RASD, ni le Bénin ou les Seychelles, qui accordent à la cause sahraouie un soutien militant, ne se sont résolus à prendre cette initiative, non plus d'ailleurs que l'Algérie ou la Libye.

La République sahraouie, quant à elle, a accrédité des ambassa*deurs dans huit* pays : Madagascar, Seychelles, Panama, Costa-Rica, Bénin, Cuba, Nicaragua et Angola.

DANIEL JUNQUA.

(1) Pour sa part, Rabat a, dans un communiqué, opposé un démenti à ces informations affirmant que les deux attaques successives lancées par les Sahraouis avaient été contenues et que ceux-ci avaient subi de *lourdes pertes. — (N.D.L.R.)*

(2) Le Pentagone vient d'annoncer dans un rapport remis le 2 mars au Congrès sa décision de vendre cent huit chars M-60 au Maroc. Le Congrès a trente jours pour s'opposer à la vente de ces chars ; sinon elle sera automatique.

Mauritanie

M. BABA-MISKÉ A ÉTÉ LIBÉRÉ

M. Ahmed Baba-Miské, ancien ambassadeur de Mauritanie aux Nations unies et ancien membre du bureau politique du Front Polisario, a été libéré il y a quelques jours, apprend-on de bonne source à Paris. M. Baba-Miské avait été arrêté le 27 décembre dernier à Nouakchott — où il se trouvait chez son frère — en même temps que d'autres personnalités accusées d'avoir préparé un *complot* contre le gouvernement avec la complicité de l'ambassade de Libye.

LE DÉBAT SUR LA NAMIBIE

L'Afrique du Sud est expulsée de l'Assemblée de l'ONU

L'Afrique du Sud a été expulsée, pour la troisième fois en sept ans, de l'Assemblée générale des Nations unies, réunie lundi 2 mars pour reprendre le débat sur la Namibie.

A Pretoria, nous indique notre correspondant Patrice Claude, le rejet de la délégation sud-africaine par l'Assemblée générale des Nations unies n'a surpris personne. Il ajoute que, selon certains diplomates en poste à Pretoria, l'Afrique du Sud, se sentant en position de force depuis l'échec de la conférence de Genève et l'élection de M. Reagan à la présidence des Etats-Unis, a simplement cherché un motif supplémentaire pour rejeter le plan de décolonisation de la Namibie mis au point par une organisation qui lui « dénie le droit de s'exprimer ».

De notre correspondante

New-York. — Pour la troisième fois depuis sept ans, l'Afrique du Sud a été expulsée, lundi 2 mars, de l'Assemblée des Nations unies.

La trente-cinquième Assemblée de l'Organisation internationale reprenait ses travaux, lundi, pour discuter de la Namibie. Après *l'échec de la conférence qui s'était* tenue à Genève en janvier, au cours de laquelle le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, avait dû renoncer à faire proclamer un *cessez-le-feu*, il avait été décidé que la question de la Namibie serait à nouveau portée devant l'Assemblée.

Lundi, les Sud-Africains qui ne s'étaient pas présentés lors de l'ouverture de la *trente-cinquième* Assemblée, en septembre, sont venus, à la surprise quasi générale, occuper leur sièges. A la demande du Cameroun, la commission de vérification des pouvoirs fut immédiatement convoquée. Quelques instants plus tard, elle votait par six voix (Angola, Chine, U.R.S.S., Haïti, Singapour, Kenya) contre une (Etats-Unis) et deux abstentions (Espagne et Costa-Rica) l'expulsion des délégués sud-africains, leur gouvernement « *ne représentant pas la majorité de la population du pays* ».

Un « fissu en lambeaux »

Il est d'ores et déjà certain que l'Assemblée, qui devrait durer *toute la semaine, entérinera les* décisions précédentes concernant le retrait définitif des troupes sud-africaines de Namibie et la tenue d'élections libres sous la surveillance d'observateurs des Nations unies.

Dans l'après-midi, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, M. Eckstéen, souligna, au cours d'une conférence de presse, que l'absence de délégués de son pays à des discussions le concernant au premier chef frappe celles-ci de nullité. Il accusa l'organisation internationale de « *pratiques illégales* » destinées à « *tenter de garder un semblant de cohérence au tissu déjà en lambeaux de l'ONU* ».

Le débat sur la Namibie sera une « première » pour l'administration Reagan, qui est, à ce jour, restée remarquablement discrète sur sa politique africaine. Il semble bien que l'énergie déployée par les délégués africains dans les couloirs de l'organisation internationale ait été destinée à convaincre le nouveau gouvernement américain du « sérieux » de la crise namibienne.

On attend avec intérêt les premiers pas du nouvel ambassadeur américain, Mme Kirkpatrick, qui, après avoir été annoncée comme un redoutable « faucon », a fait preuve, jusqu'ici, d'une discrétion remarquée. Elle se contenta, lundi, de lire une déclaration après le vote américain à la commission de vérification des pouvoirs. Mme Kirkpatrick rappela le précédent de 1974 et souligna que le Conseil de sécurité est seul *habilité* à refuser le droit d'un membre de l'organisation à siéger.

De fait, la vedette lui avait été ravie par le secrétaire d'Etat, M. Haig, venu rendre une traditionnelle visite protocolaire à M. Waldheim. Assiégé par les journalistes, M. Haig déclara qu'il avait fait un tour d'horizon complet avec le secrétaire général et assura que la nouvelle adminis*tration américaine* tenait les Nations unies, « *seul lieu de discussion des problèmes globaux* », en haute considération. Interrogé sur les réactions des alliés — notamment la France et la Grande-Bretagne — aux initiatives américaines en Amérique centrale, le secrétaire d'Etat répondit : « *Nous ne leur demandons pas leur accord complet, mais leur compréhension* ».

NICOLE BERNHEIM.

Comores

Un coup d'État contre le président Abdallah aurait été déjoué le 15 février

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Une tentative de coup d'Etat contre M. Ahmed Abdallah, président de la République fédérale islamique des Comores, a été déjouée dans la nuit du 14 au 15 février, apprend-on à la Réunion de source comorienne digne de foi et de personnes ayant récemment séjourné dans l'archipel.

Dans la soirée du 14 février, l'armée a procédé, dans l'île de la Grande-Comore, siège du gouvernement, à l'arrestation d'une quarantaine de jeunes gens et de plusieurs personnalités. Parmi ces dernières figurent un gradé de la garde présidentielle, un inspecteur des postes et télécommunications, un professeur, M. Mohamed M'ze, qui a connu à plusieurs reprises les prisons *du régime*, et une personnalité religieuse du village d'Iconi. Une dizaine de jeunes, venus de l'île de Mohéli pour participer au complot, ont été appréhendés.

Au cours de l'interrogatoire qui a suivi leur arrestation, les conjurés auraient déclaré qu'ils souhaitaient mettre fin à la faillite économique et à la corruption du régime actuel. Ils ont *affirmé agir pour leur propre* compte, et avoir prévu d'assurer eux-mêmes la responsabilité du pouvoir. Selon une source proche des milieux chargés de l'enquête, certains aveux auraient été obtenus sous la torture.

Des jeunes gens qui devaient participer au coup d'Etat ont été trouvés en possession d'armes provenant des stocks de la garde présidentielle, toujours encadrée par des mercenaires de l'équipe de M. Bob Denard, qui avait renversé, le 13 mai 1978, M. Alih Soilih au profit de l'actuel président.

L'opération n'a pas bénéficié de l'effet de surprise. Des fuites ont eu lieu si bien qu'une semaine avant la date prévue les autorités avaient pris toutes les mesures de sauvegarde nécessaires. Depuis les arrestations de la mi-février, aucune déclaration gouvernementale n'a fait allusion à cette tentative de coup d'Etat.

On prête l'intention à M. Ahmed Abdallah d'abandonner les rênes du pouvoir. Il aurait confié ses projets à M. Kirsch, conseiller de M. Giscard d'Estaing pour les affaires africaines lors du séjour qu'il effectua dans l'archipel à la fin du mois de décembre. Le président souhaiterait se consacrer plus étroitement à la gestion de ses affaires personnelles. Il aurait arrêté le *choix de son dauphin en* la personne de M. Saïd Hassam Saïd Hachim, actuel gouverneur de la Grande-Comore, qui représente une tendance médiane entre les différents clans constituant l'équipe actuellement au pouvoir.

L'opposition compte également plusieurs courants. Toutefois des personnalités comme M. Mouzaoir Abdallah Saïd Ali Kemal, ancien ambassadeur des Comores en France, qui a démissionné de ses fonctions avant de fonder un « Comité central de salut public » et M. Abbas Youssouf, ancien ministre de la défense, pourraient rassembler les hommes susceptibles de prendre la direction du pays.

HUBERT BRUYÈRE.

A TRAVERS LE MONDE

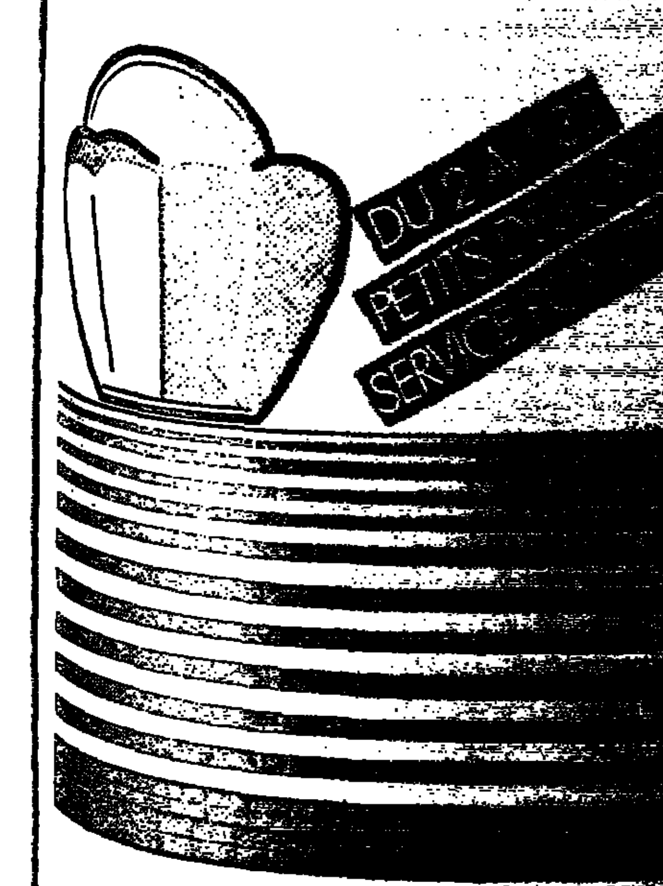
Irlande du Nord

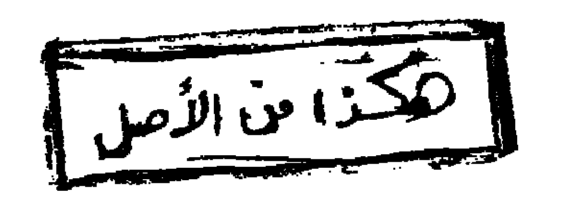
● FIN DE LA GREVE DE L'HYGIENE. — Le secrétariat d'Etat britannique à l'Irlande du Nord a confirmé lundi soir 2 mars que tous les détenus nationalistes d'Ulster — au nombre d'environ cinq cents, — qui observaient une grève de l'hygiène dans les prisons *nord-irlandaises depuis* plus de trois ans en signe de protestation, ont demandé à être placés dans des cellules propres et ont accepté de se laver. Ces prisonniers ont indiqué qu'ils ne mettaient un terme à leur démonstration que pour mieux « *mettre en évidence* » la grève de la faim d'un autre détenu, M. Bobby Sands, membre de l'IRA, qui demande le statut de prisonnier politique. — *(A.F.P.)*

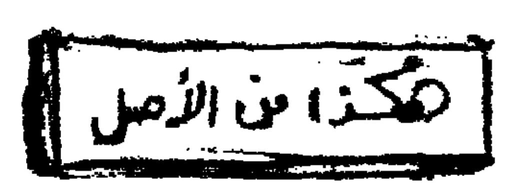
Malaisie

● TROIS HOMMES CONDAMNES A MORT par la Haute Cour de justice de Kuala-Lumpur, pour possession illégale d'armes et de munitions, ont été pendus, lundi 2 mars. Cela porte à vingt le nombre des exécutions à la suite de condamnations entrant dans le cadre de la loi sur la sécurité interne adoptée en 1975 — *(A.P.)*

● *Mise au point.* — M. Dermane Ali, ambassadeur du Togo en France, nous fait savoir à propos de l'arrestation, au Gabon, et de l'extradition au Togo de M. Ossito Midiohouan, dont nous nous étions fait l'écho dans nos éditions des 14 et 15 février, que ce dernier « *n'est pas citoyen togolais* » et qu'il « *n'était à aucun moment recherché par les autorités togolaises* ».







LES RELATIONS NORD-SUD

Plan Marshall ou grande crise ?

(Suite de la première page.)

C'était la situation à laquelle on était, globalement, revenu après le premier choc pétrolier : quatre ans avaient suffi pour que l'accroissement des importations des pays de l'OPEP compense l'augmentation de la valeur des exportations pétrolières de ces pays.

Malheureusement, les effets du second choc pétrolier s'annoncent beaucoup plus durables, à la fois parce que tous les pays de l'OPEP *ne peuvent pas accroître leurs importations* à la mesure de la croissance de leurs recettes, et parce que la répétition des hausses est favorisée par une restriction volontaire de la production pétrolière : en un an, de septembre 1979 à septembre 1980, *c'est-à-dire avant l'incidence du conflit irano-irakien, la production* de l'OPEP avait décru de 19 %.

● LES EVOLUTIONS ACTUELLES

Face au nouvel et durable excédent des pays de l'OPEP, les pays *importateurs de pétrole utilisent, pour* subsister, le potentiel de crédit dont ils jouissent. La plus grande partie des prêts émanent des banques internationales, qui sont elles-mêmes alimentées directement ou indirectement par les dépôts des pays de l'OPEP.

Parmi les emprunteurs, les pays en voie de développement cherchent autant qu'ils le peuvent à maintenir leur expansion : aussi, le rythme de *progression de leurs importations* n'a, jusqu'ici, que faiblement diminué. Mais le crédit dont ils jouissent prête de plus en plus souvent à discussion. Le système bancaire mondial porte déjà sur l'ensemble de ces pays des créances d'un total égal à ses fonds propres. Les ratios d'endettement atteignent les cotes d'alerte. La hausse des taux d'intérêts aggrave encore les charges financières.

Les pays industrialisés, eux, jouissent encore, généralement, d'un bon crédit. Face au déficit de leurs balances des paiements et à l'inflation, *ils « larguent les voiles »*, même si c'est au prix du chômage. Certains (tel le Japon) marquent des points à l'exportation. Malheureusement, il *faut bien que l'ensemble des pays* importateurs de pétrole enregistrent un déficit égal à l'excédent des pays de l'OPEP. Aussi, les efforts des pays industrialisés aboutissent surtout à ce que les succès des uns suscitent des réactions protectionnistes chez les autres : le monde glisse vers le cloisonnement économique et la récession.

● *LES EQUILIBRES* POSSIBLES

Dans la ligne de l'évolution actuelle *se dessine une perspective* d'équilibre : l'équilibre sur le niveau le plus bas.

Le moment n'est pas loin, en effet, où les pays en voie de développement seront obligés de réduire très sensiblement leurs importations de produits manufacturés et de biens *d'équipement, car le défaut de nouveaux* concours bancaires obligera nombre d'entre eux à réserver leurs devises par priorité aux importations de produits pétroliers. La concurrence entre pays industrialisés, pour *rééquilibrer* leurs balances des paiements grâce à l'exportation, n'en sera que plus acharnée, et l'évolution vers le protectionnisme plus rapide.

Ce *processus* se poursuivra jusqu'à ce que la dégradation de l'activité économique ait atteint un degré suffisant pour réduire très sensiblement les commandes de pétrole aux pays de l'OPEP. Le moment viendra forcément, en effet, où face à la réduction de la demande, les pays de l'OPEP les plus peuplés, qui sont les moteurs de la hausse des prix, devront faire passer avant tout le souci de mener à bien le développement économique intérieur qu'ils ont entrepris *avec le produit de la vente de leur* pétrole.

Un tel niveau d'équilibre risque de se situer très bas, ce qui impliquerait *que, de proche en proche,* et de réaction en réaction, l'économie mondiale ait atteint un degré de récession considérable.

Et pourtant, un équilibre sur un meilleur niveau ne serait pas impossible. En effet, pour une même réduction des commandes de pétrole aux pays de l'OPEP, le niveau de l'activité économique mondiale sera d'autant plus élevé que, pendant la période de répit procurée par les prêts consentis *pour l'équilibre* des balances des paiements, des actions importantes auront pu être menées à bien pour économiser *l'énergie et pour développer* les sources d'énergie extérieures aux pays de l'OPEP. Malheureusement, ce n'est pas ainsi, et il s'en faut de beaucoup, que réagissent, dans l'ensemble, les pays importateurs de pétrole dans la position de sursis, de moins en moins confortable, où ils se trouvent.

● GASPILLER *OU NE PAS GASPILLER* LE SURSIS

Un Etat qui emprunte en devises pour régler ses importations de pétrole vend ce pétrole aux consommateurs, et détient ainsi, finalement, en monnaie locale, le produit de l'emprunt qu'il a contracté. Investir ce capital détenu en monnaie locale de façon à développer les économies d'énergie ou à susciter des sources supplémentaires d'énergie *est le seul moyen de gagner, à la* fois :

— *Du temps*, parce que la capacité de remboursement procurée par l'économie ou par la production d'énergie rénove d'autant la capacité d'emprunt extérieur du pays ;

— *Du terrain*, parce que la dépendance à l'égard de l'OPEP se trouve réduite : *le nouvel équilibre de* l'économie mondiale peut s'établir à un niveau plus élevé.

C'est un fait, malheureusement, que tous les pays, qu'ils soient en voie de développement ou industrialisés, n'ont guère, jusqu'ici, eu le courage ou la possibilité d'agir ainsi. *Les difficultés budgétaires nées* de la crise énergétique, ainsi que de la récession, ont offert un débouché, hélas ! trop commode, aux *contre-valeurs en monnaie locale*, et le sursis qui aurait pu résulter de l'emprunt extérieur a généralement été gaspillé. On constate, globalement, que le total des investissements a diminué dans le monde, alors que l'accumulation d'excédents par les pays de l'OPEP constituait, par rapport à l'état de choses antérieur, un supplément d'épargne qui, s'il avait été investi, aurait accru le volume mondial des investissements.

Une occasion va cependant se présenter d'ici peu, par la force des choses, de susciter une action dans le sens le plus favorable au meilleur niveau d'équilibre de l'économie mondiale. Cette occasion résultera du fait que l'appui d'une solidarité internationale ne tardera pas à être indispensable pour continuer à procurer *à bon nombre de pays en voie* de développement, les prêts nécessaires à l'équilibre de leur balance des paiements. Si une organisation *internationale est créée à cette fin,* elle devra évidemment avoir le souci, selon les constatations que nous avons faites, de subordonner ses concours à la réalisation, sur le territoire des pays bénéficiaires, des investissements les mieux appropriés pour desserrer le carcan énergétique imposé au monde. Le rôle ainsi dévolu à l'instance internationale envisagée serait tout aussi utile à l'égard des pays industrialisés qu'à l'égard des pays en voie de développement. Un souci psychologique de symétrie recommanderait, du reste, de conférer une compétence universelle à cette instance.

● UN PROBLEME DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Soumettre à une condition de remploi l'utilisation des contre-*valeurs en monnaie locale formées* à la suite de l'octroi d'un concours financier international consenti pour l'achat de produits consommables n'est pas une nouveauté. C'est ce qu'ont fait, avec la réussite que l'on connaît, les Etats-Unis d'Amérique lorsqu'ils ont créé le plan Marshall.

Aujourd'hui, l'humanité doit faire face au grave facteur de déséquilibre résultant de ce qu'une trop longue période d'énergie bon marché a laissé s'accumuler les problèmes de création de sources d'énergie supplémentaires. Il y a trente ans, il s'agissait de l'accumulation, du fait des destructions causées par la guerre, d'un trop grand nombre de besoins d'investissements productifs. *Lorsque des difficultés s'accumulent ainsi, la mise en œuvre en peu de temps des réserves relativement maigres dont dispose le monde ne peut se faire avec succès que si les efforts sont coordonnés : il ne faut* pas gaspiller le sursis dont on dispose. C'est ce qu'a compris, il y a trente ans, la libérale Amérique, et la réussite du plan qu'elle a alors mis en place a été telle qu'il a pu prendre fin au bout de cinq ans.

Certes, le caractère généreux des concours financiers alors apportés par les Etats-Unis a frappé les esprits davantage que l'exigence *qui consistait à autoriser, dans chaque* pays bénéficiaire, le déblocage des contre-valeurs en monnaie locale uniquement pour la réalisation d'investissements utiles au rétablissement des capacités de production. La tâche de l'administration Marshall n'en était pas moins rude, car nombreux étaient les pays dont les dirigeants auraient volontiers (déjà !) utilisé les contre-valeurs en monnaie locale à éviter les rigoureux efforts fiscaux qui s'avéraient nécessaires...

L'enjeu, pour l'humanité, est d'une taille encore plus considérable aujourd'hui, en matière de crise énergétique, qu'il ne l'était, il y a trente ans, du fait des destructions de la guerre. Non seulement l'enchaînement des difficultés économiques, *qui ont commencé d'apparaître*, et dont on devine les cortèges politiques et militaires, le montre, mais encore la dimension des sommes en cause. C'est ainsi que la totalité des sommes engagées par les Etats-Unis dans le plan Marshall ont équivalu, *en cinq ans, à 45 milliards de dollars* actuels, alors que les sommes nécessaires pour assurer l'équilibre des balances des paiements des pays importateurs de pétrole dépassent *actuellement 110 milliards de dollars par an.*

C'est donc bien un problème de solidarité internationale qui se pose, car il excède les forces de tout pays pris individuellement. Il est d'une taille plusieurs fois supérieure aux moyens dont disposent les institutions internationales existantes les mieux pourvues. Il nécessiterait que les pays qui alimentent déjà ces institutions consacrent désormais à une action multilatérale trois à quatre fois plus que tout ce qu'ils consacrent présentement à leurs interventions multilatérales et bilatérales. Bref, les ressources de l'ensemble des pays du monde constituent la seule assiette possible pour le financement d'un tel effort, et le *taux de contribution appliqué à cette* assiette serait au moins aussi élevé que celui que s'est imposé l'Amérique pour financer le plan Marshall il y a trente ans.

Est-ce utopie que de croire à la mise sur pied d'une solidarité internationale agissante et dotée d'autorité? Peut-être bien. Mais la somme de privations et de souffrances qui sont en jeu vaut bien que l'on en parle, tant qu'il est, souhaitons-le, encore temps.

MAURICE LAURÉ.

Le Monde

politique

LA CANDIDATURE DE M. GISCARD D'ESTAING

Le conseil des ministres, qui se réunit mercredi 4 mars, devrait être *le dernier* de l'actuel gouvernement Barre siégeant au complet. En effet, il pourrait y être annoncé les démissions de MM. Jean-Philippe Lecat, Jean-François Deniau et de Mme Monique Pelletier : tous trois devant se consacrer à la campagne du candidat Valéry Giscard d'Estaing.

M. Raymond Barre a été, lundi soir, le premier à rendre publique une réaction à la déclaration de candidature du chef de l'Etat. M. Mitterrand s'est gardé de tout commentaire, laissant son porte-parole, M. Mauroy, et le premier secrétaire du P.S., M. Jospin, fustiger « le candidat du chômage et des privilèges ». M. Marchais a stigmatisé l' « auxiliaire fidèle du capital », quant à M. Chirac, il a seulement estimé qu'un deuxième septennat de M. Giscard d'Estaing représenterait « le risque sans le changement ».

La déclaration radio-télévisée du président a été suivie des prises de position de ministres gaullistes qui se sont, comme prévu, prononcés en sa faveur. C'était le cas, mardi matin, de MM. Limouzy, Cointat et Mourot.

Comme il l'a annoncé, M. Giscard d'Estaing va consacrer la première partie de sa campagne à l' « information » et à l' « explication ». Il devrait, en principe — encore que son « plan-média » ne soit pas définitivement fixé, — participer dans cette période aux grandes émissions « classiques » de l'information télévisée : « Le grand débat » sur TF 1 (peut-être le 10 mars) et « Cartes sur table » sur Antenne 2. Le chef de l'État a également prévu d'intervenir à la radio — les modalités ne sont pas encore fixées — et d'accorder des entretiens à des organes de la presse écrite. Le 28 mars à La Villette, il réservera sa première intervention publique aux jeunes.

La déclaration radio-télévisée de lundi soir a duré un peu plus de dix minutes. Elle avait été enregistrée en fin d'après-midi, dans le « jardin d'hiver » de l'Elysée, Mme *Giscard* étant présente au côté de son époux. S'appliquant à parler d'une voix plus grave qu'à l'accoutumée, le président en exercice a donné l'image d'un candidat *heureux d'aller enfin* à la bataille électorale, serein, désireux d'en découdre.

Un candidat apparemment impatient aussi de retrouver les moments d'émotion populaire qu'il avait connus pendant la campagne de 1974. Ce candidat-là disait, lundi, la « délivrance » que sera pour lui le fait d'abandonner sa réserve et le « devoir d'Etat », pour, enfin, dire ce qu'il a « *sur le cœur* », entreprendre de faire justice des accusations portées contre lui, et *tirer parti de son bilan.*

Revoici donc le « candidat Giscard ». Il

« *Aucun autre ne pourrait l'emporter contre l'opposition* »

Voici le texte de la déclaration que M. Valéry Giscard d'Estaing a faite le lundi 2 mars à 19 heures et qui a *été radiotélévisée :*

« Françaises, Français,
Mes chers amis,

Dans un peu plus de cinquante jours, vous voterez pour le premier tour de l'élection présidentielle.

∴

A ce sujet, j'ai trois choses à vous dire.

Je vous rendrai le pouvoir que vous m'avez confié en mai 1974.

Ce pouvoir je me suis efforcé de l'exercer pour le bien de la France, et aussi celui des Français, dans la mesure de mes moyens.

Je n'ai jamais pensé qu'il m'appartenait. J'ai toujours su qu'il était à vous, qui me l'aviez confié pour la durée de mon mandat.

Je vous le rendrai intact.

Je veux aussi remercier toutes celles et tous ceux qui m'ont aidé, par leur *soutien*, à assumer ma tâche dans ces temps difficiles.

Ce ne sont pas toujours les Français les plus bruyants, ce ne sont pas non plus ceux dont la vie est la plus aisée.

Mais je les ai reconnus : ce sont ces Françaises et ces Français qui ont fait, qui font et qui, demain, feront la France.

∴

Quelle est, à deux mois de l'élection, la situation politique de notre pays ?

La crise économique, avec les mécontentements et les inquiétudes qu'elle engendre et que je comprends, pèse sur les esprits.

L'opposition demeure identique à elle-même, avec les mêmes dirigeants acharnés depuis 1958 dans leur lutte contre la V° République. Dirigeants condamnés, par la force des choses, soit à gouverner avec les communistes, soit à trahir leurs électeurs après avoir bénéficié de leurs voix, ce qui n'irait pas sans secousse grave. Proposant, pour sortir de la crise, des formules étatiques et bureaucratiques, qui ont échoué partout, et dont les *défenseurs ont été chassés du pouvoir.*

En même temps, toutes les informations indiquent de manière certaine qu'aucun autre candidat ne pourrait l'emporter contre l'opposition.

Chacun de vous peut comprendre, par un raisonnement simple, qu'il serait conduit à coup sûr et malgré lui vers une société dont il ne veut pas, et vers une décadence politique et économique dont nous voyons des exemples ici et là.

Tout l'effort de rétablissement et de remise en ordre, tout le travail courageux des Français pendant les dernières années seraient dissipés en quelques mois. Adieu alors la solidité du franc et la liberté d'entreprise, adieu l'indépendance nucléaire et le rôle de la France dans le monde ! On l'a vu se produire *ailleurs, on le verrait aussi chez* nous.

Nous ne pouvons pas accepter que le sort de la France se joue de cette manière. Elle ne peut pas être enchaînée à une fatalité qui l'entraîne dans la direction contraire à celle où elle veut aller.

Je ferai tout ce qui dépend de moi pour le lui éviter.

Et je vous demande de lutter contre cette mauvaise fatalité, et d'apporter votre soutien person*nel au progrès de la France.*

La France mérite un vrai débat démocratique où la voix de la raison et du cœur, de la liberté et de la solidarité, se fasse entendre, et, finalement, j'en suis sûr, l'emporte.

∴

J'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle pour un septennat nouveau.

Pourquoi ?

Comme président je n'y ai aucun droit particulier ; et personne ne me doit rien.

Mais pendant les sept années *où j'ai veillé avec la France*, j'ai connu ses problèmes et ses difficultés ; j'ai aperçu son avenir, cherché et compris ce qui doit être fait pour qu'elle soit forte, heureuse et fière, et pour qu'elle s'adapte, avec confiance dans ses possibilités qui sont grandes au monde qui vient.

Je vais vous le proposer.

∴

Je ferai donc campagne.

De quoi s'agit-il ?

De choisir un président pour la France, qui la représente dans le monde, et qui anime et oriente sa politique à l'intérieur.

Ce président ne peut pas être l'homme d'un parti.

Je ne solliciterai l'investiture d'aucune formation. Je n'accepterai aucun arrangement, combinaison ou manœuvre. C'est pourquoi je fais appel à toutes les Françaises et à tous les Français pour que ce soient eux qui organisent le soutien à partir de leur ville ou de leur terroir, eux qui s'expriment, et eux qui l'emportent.

Je ne cherche pas à recruter des partisans ; je cherche à réunir les Français.

Je ne ferai pas appel à la haine, ou à la véhémence. Mon rôle n'est pas de déchirer le tissu national ; il est de le recoudre. C'est *pourquoi* je ferai appel à la raison et à l'unité, pour vivre et travailler ensemble.

Le président de la République continuera sa tâche jusqu'au bout, ce qui est son devoir.

Le candidat s'en distinguera entièrement. Je ne serai pas un président-candidat, mais un citoyen-candidat.

Ma campagne comportera deux étapes :

Jusqu'à la fin du mois, en raison de mes fonctions, une campagne d'information et d'explication.

Puis, à l'ouverture de la campagne officielle, une campagne de rencontre sur le terrain avec vous.

∴

Cette campagne, je l'accueille non comme une épreuve, mais comme une délivrance.

Pendant sept ans, mon devoir d'Etat, et la réserve nécessaire à ma fonction m'ont interdit de m'exprimer en toute liberté.

Enfin, je pourrai vous dire d'homme à homme ce que j'ai dans l'esprit et sur le cœur !

Je rendrai compte de mon mandat. Je montrerai comment j'ai respecté les engagements pris en 1974. Je vous dirai les motifs et les circonstances de toutes les décisions importantes de mon septennat.

Je montrerai comment, dans la crise économique la plus grave que le monde ait connue depuis cinquante ans, la France a fait face et a préparé son *avenir*; comment elle a progressé dans son niveau de vie, mais aussi dans sa justice sociale vis-à-vis des personnes âgées, des handicapés, des familles et des travailleurs manuels; comment elle a *protégé* sa liberté, comment elle a organisé sa sécurité; comment elle a agi pour la paix, qui était mon premier souci, et pour laquelle j'ai pris des *risques* personnels.

Je dirai quels problèmes nouveaux se posent à nous, et notamment à notre jeunesse pour son emploi et pour son avenir, et comment nous pouvons les résoudre. Ce sera l'engagement central de ma campagne.

Je ne ferai aucune promesse qui ne puisse être tenue.

∴

Un mot personnel avant de vous quitter.

Dans ce débat, mon sort n'a pas d'importance. Il n'en a ni pour vous ni pour moi.

Tout s'efface devant le seul choix qui compte : celui du meilleur avenir pour la France.

Et ce choix-là, vous le tenez entre vos mains.

De « l'ère nouvelle » au bilan d'un mandat

(Suite de la première page.)

La décrispation ? Prônée déjà depuis des années, effective dans quelques gestes — on a vu défiler les leaders de la gauche politique et des syndicats à l'Elysée — mais limitée à une représentation formelle sans que les faits aient brisé la résistance des pratiques antérieures. L'étiquette et le protocole, enfin : annoncés au début comme en voie de simplification et revenus peu à peu, sous le prétexte de conserver à la charge certains de ses attributs solennels ; en fait, restaurés au plein sens *du terme, jusqu'à devenir* les témoins insidieux d'un impérieux appétit de marques de souveraineté.

Les escapades, les rumeurs, le président servi à table avant les dames, la place vide en face de la sienne quand aucun convive n'est de son rang, les chasses, encore les chasses. Les chasses avec quels tableaux, parfois ! Ainsi, quand un malheureux responsable soucieux de démontrer *que le président et ses invités* n'ont pas tué de daims détaille naïvement les centaines et les centaines d'autres bêtes, à poil et à plume, abattues ce jour-là (*le Monde* du 25 novembre 1980). La chasse, et toujours ce mélange à la longue inquiétant de fausse simplicité et de vraie présomption : s'être promené dans le métro en pull-over mais vouloir descendre de Louis XV, avoir joué de l'accordéon, s'être presque dit Auvergnat; et se chercher un blason.

Voilà ! Et il y a le reste dont on reparlera. Mais il serait inconséquent de limiter un bilan à l'évolution d'une étiquette, à l'examen des symptômes même troublants. Sept ans de pouvoir, c'est aussi sept ans de travail pour atteindre des objectifs, pour déplacer quelques montagnes ou tas de sable, quels qu'ils soient : pour adapter autant que faire se peut une réalité à une idée, une société à un modèle, le choix du modèle étant une autre affaire, réglée par l'élection.

Un septennat, c'est un homme investi de pouvoirs considérables qui tente avec une équipe et une idéologie de réaliser des projets. Le dessein final peut être dénoncé ou approuvé — c'est le débat politique, — mais ni la réalité des efforts, ni les échecs, ni les succès ne doivent être masqués.

Sept ans de giscardisme, c'est un certain type de pouvoir. Pouvoir personnel ? Peut-être, mais en donnant cette réponse, on doit mesurer qu'elle est induite dans une large mesure par la « lecture » de la Constitution de 1958 qui a prévalu jusqu'à ce jour, par un système où tout remonte *au président de la République.* Un système dans lequel le simple fait que ce président soit élu au suffrage universel lui confère un poids politique et une responsabilité qui, nécessairement, l'isolent.

Pouvoir personnel, oui, parce que le chef de l'État est porté à trancher de tout, puisqu'il est comptable de tout devant ses électeurs. Et personnalisation du pouvoir parce que c'est un fait désormais quotidien et patent, mais un fait de pratique institutionnelle. N'a-t-on pas dit du général de Gaulle qu'il régnait ? Et n'est-ce pas parce que Georges Pompidou est mort prématurément qu'on n'a pas eu le temps de lui adresser le même reproche ? Cette Constitution n'a jamais fonctionné autrement et la preuve reste à faire que l'autre « lecture » — celle selon laquelle *nous vivrions sous une démocratie* parlementaire — est possible.

La mise en place des amis politiques dans l'administration et aux postes-clés de l'économie ? Elle est évidente. Un monde a remplacé un autre. L'Etat giscardien a pris la place de « l'Etat-U.D.R. » (*le Monde* daté 2-3 mars 1980). Avec, peut-être, plus de morgue, plus d'esprit de système. Avec aussi plus de méthode. On ne fait plus aujourd'hui le programme du journal télévisé du soir à partir d'un coup de téléphone venu du célèbre S.L.I.I. (service de liaison interministérielle pour l'information). Mais on n'a plus besoin de S.L.I.I. puisqu'on est entre amis et que le téléphone *fonctionne* encore.

Au bout de ces sept années, il y a un bilan. Un bilan qui sera débattu, disséqué, mais qui représente son poids d'efforts, d'activité administrative, de démarches et de travail. De lenteurs aussi, d'incapacité à surmonter certains obstacles, parfois de volonté délibérée de ne pas toucher au fond des choses. Mais un bilan qui n'est pas à traiter à la légère.

Un bilan dont la plupart des ministres sont convaincus qu'il *est fort honorable, défendable en* tout cas devant les citoyens. Mais un bilan qu'ils devinent, qu'ils savent, voilé. Voilé comme peut l'être une photographie. Masqué. Et cela parce que si, au terme du septennat, une image de M. Giscard d'Estaing s'est affermie, une autre s'est détériorée.

L'image

L'image qui s'est affermie, c'est celle du politique : de celui qui a finalement tenu *tête* à la conjoncture politique sept ans durant et qui « s'en est sorti », de l'homme habile à maintenir ses adversaires à merci, prompt à profiter des avantages tactiques, du président conduisant avec calme une partie serrée face à une majorité rétive, avec un ancien allié passé à la dissidence, un Parlement frondeur et un premier ministre certes « irremplaçable » mais ne jouant plus son rôle protecteur.

Cet homme politique-là a incontestablement marqué des points en sept ans : on le croyait fragile, il a tenu le coup, on l'a cru battu à plusieurs reprises, il l'a emporté par des « sans faute » placés au bon moment (les élections législatives de 1978 et les européennes de 1979), on l'a présenté comme entêté dans l'*erreur* — par exemple quand M. Chirac, en 1976, lui demandait d'avancer les élections, — il a démontré au bout du compte que la constance et la patience étaient ses armes et qu'elles étaient supérieures.

En outre, les difficultés politiques qu'il a dû surmonter, du fait qu'il ne disposait ni de la majorité ni des alliés qu'il aurait pu souhaiter, sont à porter dans la colonne « circonstances atténuantes » du bilan. Certes, le rêve giscardien du début du septennat était bien naïf et trop ingénument ambitieux, mais, d'un autre côté, les moyens politiques étaient bien étriqués, et ce n'est peut être pas si mal de n'avoir pas dû affronter de vraie crise, institutionnelle, en sept ans.

L'image qui s'est détériorée, c'est celle de ce président dynamique, prétendument simple, de ce *candidat* parti *à la découverte* des Français et du « peuple » au cours d'une campagne électorale réussie. Cette image-là s'est ternie. Que ce soit au début du septennat ou au cours des voyages en province — devenus d'ailleurs bien plus rares sur la fin, — il n'a pas fallu longtemps à ceux de ses concitoyens qui découvraient M. Giscard d'Estaing pour comprendre qu'il *n'était* pas modeste, qu'il n'était pas du peuple, qu'il *y* avait en lui cette aspiration à l'aristocratie (pas celle dans laquelle on naît, celle à laquelle on parvient), une complexité dans la recherche dissimulée derrière l'affectation et la simplicité.

L'affaire des diamants a contribué à ce ternissement parce qu'elle n'a pas été abordée simplement. Et elle n'a pas été abordée ainsi parce qu'on n'a voulu, à l'Elysée, ni dire simplement la vérité ni d'ailleurs simplement mentir. On s'est pris les pieds sans recours dans les faisceaux de nécessités contraires : ne pas admettre crûment la réalité, ne pas s'abaisser à répondre, ne pas laisser dire l'irréparable, ne pas prononcer de phrases qui n'auraient *pas* traduit une part de vérité mais ne pas dire, non plus, *toute* la vérité.

Apparemment oubliée vite, l'affaire est revenue, rampante. Des mois plus tard, elle intéresse encore les salons et inquiète encore l'Elysée. Elle est ce petit grain d'incommensurable dont on peut *craindre qu'il* ne contribue sinon à un phénomène de rejet, du moins au désintérêt des citoyens pour la chose politique ; qu'il ne pousse certains à l'abstention. Parmi ceux qui sont chargés de réaliser, pour le compte de l'Elysée, les « *études de comportement* » préalables à la campagne, il en est pour affirmer qu'au bout du compte, le chef de l'Etat trouvera dans ces attaques-là, dans ces dénonciations, un atout : celui que procure « *l'effet de meute acharnée* », « *l'effet de marigot* » à l'homme qui en est la cible.

Un ministre qui évoquait récemment ses derniers déplacements en province ne partageait pas tout à fait cet optimisme. Il disait : « *S'il veut qu'on « vende » son bilan, il faut qu'il réussisse à débrider cette plaie. Lui seul peut le faire. Nous, on peut dire tout ce qu'on veut sur ce sujet, ça ne sert à rien.* » Débrider la plaie, « *faire justice* » : nombreux sont ceux qui, malgré les études de comportement, pensent que ce doit être là le premier « truc » que M. Giscard d'Estaing doit réussir dans sa campagne. *Mais* les intentions du principal intéressé sur ce sujet demeurent impénétrables, même s'il a fait état, le 2 mars, de son désir de *dire ce qu'il a « sur le cœur ».* Une campagne présidentielle, en dernière analyse, c'est un homme seul face à un électorat. Cela aussi, c'est la V° République. — N.-J. B.

GISCARD II POUR UN REGNE NOUVEAU

Konk

(Dessin de KONK.)

UNE LETTRE A TRENTE MILLE JEUNES

M. Giscard d'Estaing a décidé de consacrer aux jeunes la première réunion publique de sa campagne électorale, au cours d'un rassemblement qui aura lieu le samedi 28 mars, sous un chapiteau, à la porte de La Villette à Paris. Dans une lettre, en date du 3 mars, adressée à trente mille jeunes, le président sortant écrit notamment : « *Vous êtes de ceux qui, à un moment ou à un autre, avez directement manifesté votre intérêt pour mon action en faveur de la jeunesse. Par votre présence à des réunions publiques, par votre soutien effectif à mes efforts, par vos interrogations, vos critiques, vos suggestions, vous avez démontré que j'avais eu raison, dès 1974, d'abaisser à dix-huit ans l'âge de la majorité. C'était, à mes yeux, une évidente nécessité, liée à la confiance que j'avais en la maturité de votre jugement.*

Aussi, fidèle à mes engagements, et heureux de les tenir avec vous, ai-je voulu, tout au long des sept années de mon mandat présidentiel, vous rencontrer le plus souvent possible. Pour vous voir, pour vous écouter, pour vous parler. Votre droit à la parole, vous allez pouvoir l'exercer demain, sans doute pour la première fois, au niveau suprême d'une démocratie : le choix de son président. »

L'organisation de la campagne giscardienne

L'état-major de la campagne du candidat Giscard d'Estaing doit s'installer peu à peu, à mesure que les locaux seront aménagés, au n° 6 de la rue Marignan, dans le huitième arrondissement de Paris. Toutefois, les conseillers les plus proches du président sortant, MM. Jean Sérisé, Jean-Etienne Riolacci et Jean-Marie Poirier, chargés de mission, devraient rester au palais de l'Elysée. M. Poirier demeure le porte-parole du président de la République, mais il ne se désintéresse nullement de la campagne. M. Bernard Rideau, conseiller du candidat en matière de communication et de sondages, qui s'occupe aussi de diverses réalisations techniques, travaillera, semble-t-il, autant rue Marignan qu'au palais présidentiel.

L'état-major se divise en cinq branches : les idées de la campagne, secteur dirigé par M. Deniau; les comités de soutien dont la présidence devrait être assurée par Mme Monique Pelletier, ministre chargé de la condition féminine ; la communication, domaine confié au porte-parole du candidat, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication ; la coordination, dont le responsable est M. Philippe Pontet, député (U.D.F.) de l'Eure ; tandis que M. Philippe Sauzay, préfet de la Sarthe, devient chef de cabinet du candidat.

C'est sous la responsabilité de M. Pontet qu'ont commencé à se constituer les comités de soutien baptisés « comités de pays ». Dans cette tâche, M. Pontet est secondé par deux députés U.D.F., MM. Charles Millon (Ain) et André Rossinot (Meurthe-et-Moselle), ainsi que par M. Fernand Chaussebourg.

D'autres personnalités giscardiennes, telles MM. Michel Poniatowski, Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, et Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, joueront un rôle d'orateurs nationaux, se bornant à intervenir ici et là, à la demande des comités de soutien; il en sera de même pour les chefs de parti, MM. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., et Jacques Blanc, secrétaire général du P.R.

Le candidat Giscard d'Estaing doit participer à une douzaine de meetings dans tout le pays. L'organisation des meetings en province relève de M. Hubert Bassot, député de l'Orne.

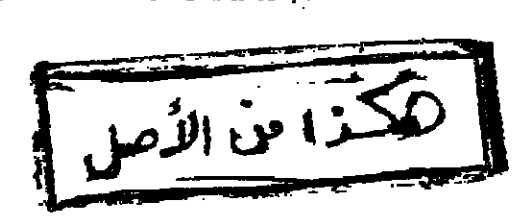
La position des ministres R. P. R.

M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur, a déclaré, lundi soir 2 mars, qu'il soutiendrait la candidature de M. Giscard d'Estaing. « *Je suis gaulliste et R.P.R., j'ai accepté d'entrer au gouvernement parce que le R.P.R. fait partie de la majorité, cela signifie qu'un ministre R.P.R. doit être d'une parfaite loyauté vis-à-vis du président de la République*, a-t-il déclaré. *Personne ne comprendrait qu'il en soit autrement.* »

M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, conseiller général du Tarn, maire de Castres, a demandé, lundi soir, aux électeurs de son département, « *d'assurer le succès du président de la République.* » Il a déclaré : « *L'élection au suffrage universel du président de la République établit un lien personnel entre l'électeur et le candidat qu'il choisit, c'est le sens de nos institutions. C'est dans leur esprit que je prends cette résolution.* » La fédération R.P.R. du Tarn a indiqué mardi que M. Limouzy se place ainsi « *délibérément hors du R.P.R.* ».

M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat à la justice, a réaffirmé, lui aussi, son soutien à M. Giscard d'Estaing : « *Depuis sept ans, le président de la République a préservé les institutions que le général de Gaulle a données à notre pays en 1958*, a-t-il indiqué. *Il a maintenu le rang de la France dans le monde, sauvegardé notre indépendance nationale et renforcé notre défense.* »

MM. Robert Galley et Alain Peyrefitte ont déjà fait savoir qu'ils soutiennent M. Giscard d'Estaing.



A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

paraît combatif et armé. Pour M. François Mitterrand, revoici l'« adversaire Giscard ». Car c'est bien l'ancien premier secrétaire du parti socialiste qui était la cible principale des développements politiques du président sortant. Celui-ci lui renvoyait même, en écho de leur précédent affrontement, un des thèmes du candidat socialiste de 1974, celui du pouvoir que l'on « rend » aux Français (1). C'était bien M. Mitterrand que visaient les considérations sur les dirigeants « acharnés à la lutte contre la Vᵉ République » et condamnés soit à gouverner avec les communistes... soit à trahir les électeurs de ce parti. Et c'étaient bien les projets de société de l'opposition qui offraient au chef de l'Etat l'occasion de se poser en rempart contre la « décadence politique et économique », version moderne (et, il est vrai atténuée) du « moi ou le chaos » du général de Gaulle en 1965 (« le Monde » du 3 mars).

La concurrence avec M. Chirac n'est apparue concrètement qu'en deux phrases : celle dans laquelle M. Giscard d'Estaing se disait seul candidat ayant une « chance de l'emporter contre l'opposition », et celle dans laquelle il refusait par avance tout arrangement de second tour. Mais cette concurrence se marquait aussi dans le choix de mots et de thèmes : la « remise en ordre », le refus de la « fatalité », l'« effort », le « travail », le « rôle de la France », etc. En fait, c'est dans le ton délibérément « néo-gaullien », employé par moment, que se traduit l'effort giscardien de ce lundi — et sans aucun doute de cette campagne — en direction de l'électorat gaulliste.

Le chef de l'Etat aura vraisemblablement du mal à ne pas être « président-candidat ». En évoquant son bilan, en annonçant qu'il ferait de l'emploi l'« engagement central » de sa campagne, il s'est posé en président sortant décidé à se succéder à lui-même.

Le « citoyen-candidat », en revanche, est réapparu avec cet effort pour trouver un ton différent, avec l'emploi de mots relevant du vocabulaire sentimental : « cœur » (2) (deux fois), « haine », « compréhension », « ensemble », avec le retour des idées propres au giscardisme (la liberté d'entreprise, la raison, la solidarité). Avec cette propension, enfin, à en faire un peu trop dans une certaine affectation et la fausse modestie.

N.-J. B.

(1) L'un des slogans apposés sur les affiches du candidat unique de la gauche était alors le suivant : *« Le seul projet de la droite, garder le pouvoir ; mon projet : vous le rendre ! »* M. Giscard d'Estaing a déclaré lundi : *« Je vous rendrai le pouvoir que vous m'avez confié »*

(2) A l'occasion du face-à-face télévisé précédant le second tour de scrutin de 1974, M. Giscard d'Estaing avait lancé : *« M. Mitterrand, vous n'avez pas le monopole du cœur ! »*

LES RÉACTIONS

M. BARRE : compétence, expérience, audience.

M. Raymond Barre a fait, lundi soir, la déclaration suivante : *« Je me réjouis de la décision du président de la République. Dans les circonstances difficiles que traversent le monde et la France, il est de l'intérêt de notre pays d'avoir à sa tête un homme possédant compétence, expérience et audience internationale. Je suis sûr que les Françaises et les Français en grand nombre apporteront leurs suffrages — dès le premier tour — à M. Giscard d'Estaing. »*

M. LECANUET (U.D.F.) : la vérité et l'espérance.

M. Lecanuet, ancien ministre d'Etat, président de l'U.D.F. : *« La décision du président de la République était attendue avec un immense espoir. J'ai confiance parce que les Français, avec leur bon sens, reconnaîtront dans son message le langage de la vérité et de l'espérance. J'ai confiance parce que, aujourd'hui, il est le seul à pouvoir apporter les vraies réponses aux problèmes de notre société et de notre temps. »*

Mme GARAUD : des comptes à rendre.

Mme Marie-France Garaud a déclaré : *« Le candidat Giscard d'Estaing veut faire oublier le président Giscard d'Estaing, et sa campagne sera placée sous le signe de « qui-perd-gagne ».*

» Nous ne doutons pas que Valéry Giscard d'Estaing soit habile, mais nous n'acceptons pas qu'il se fasse passer pour un candidat comme les autres. Il est responsable de la politique menée depuis sept ans, et les comptes sont à rendre. J'ai placé ma campagne sous le signe de la vérité. Il faut sortir de l'ambiguïté. Je veux faire en sorte que les vraies questions soient posées. Toutes celles qui intéressent les Français et qui engagent l'avenir de la France. Cette fois-ci, il faudra que les réponses soient claires. »

M. STASI : une leçon de démocratie.

M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S. (U.D.F.) : *« Enfin des choses sérieuses ! Six mois d'accusations injustes et d'amalgames grossiers étaient sur le point de faire croire aux Français que le débat de l'élection présidentielle ne serait qu'un combat douteux, où seuls compteraient les coups bas et les manœuvres partisanes. Moins de dix minutes de paroles claires ont suffi pour rendre à ce débat son véritable enjeu : l'avenir de la France, et lui donner de la hauteur et de la chaleur. Le pouvoir est rendu aux Français en des termes qui les honorent et qui honorent celui qui l'a détenu pendant sept ans. Ces dix minutes ont été une leçon de démocratie. »*

M. JOSPIN : dans toute démocratie véritable, Giscard serait balayé.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré mardi matin 3 mars, au micro d'Europe 1 : *« Dans toute démocratie véritable, Giscard serait balayé parce qu'on le jugerait aux résultats. » « L'homme au pouvoir tente de manipuler l'opinion, tente de faire croire à la décadence, alors que la décadence, c'est sous nos yeux qu'elle est en train de se produire »*, a-t-il ajouté.

M. Jospin a repoussé l'accusation du président selon laquelle M. François Mitterrand élu, s'il ne gouvernait pas avec les communistes, trahirait une partie de ses électeurs. A ce raisonnement, le premier secrétaire a répondu : *« On n'élit pas deux hommes, on élit un seul homme. Cet homme ce sera François Mitterrand. Et, s'il est élu, il l'aura été en rassemblant une majorité de voix sur ses propres propositions. »* Enfin, M. Jospin a reproché à M. Giscard d'Estaing d'avoir *« traité sa femme comme un meuble »*, celle-ci étant assise à ses côtés lors de l'annonce de sa candidature.

M. MAUROY : le candidat du chômage, de la hausse des prix et des privilèges.

M. Pierre Mauroy, porte-parole du candidat socialiste : *« (...) Le président de la République redevient officiellement le candidat qu'il n'a jamais cessé d'être (...) depuis sept ans. Faite solennellement du palais de l'Elysée, sa déclaration confirme que M. Giscard d'Estaing, quoi qu'il en dise, n'est pas un candidat comme les autres. (...)*

» Cette situation met à la disposition du candidat les formidables moyens d'influence de la présidence de la République. Elle ne servira sûrement pas la cause d'un débat démocratique équilibré. (...) Le candidat Giscard d'Estaing doit d'abord, et avant tout, rendre compte de l'action du président Giscard d'Estaing : le président du chômage sera donc le candidat du chômage. Le président de la hausse des prix sera le candidat de la hausse des prix. Le président des inégalités sera le candidat des privilèges (...) ».

M. JOBERT : une conviction surprenante.

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, nous a déclaré :

« M. Giscard d'Estaing agite des épouvantails avec une conviction surprenante. Il y ajoute un grand talent pour parler à côté des questions et de ses responsabilités. Ainsi, je ne comprends pas pourquoi le chef de l'Etat s'est interdit, depuis sept ans, de parler « d'homme à homme » avec les citoyens, car c'est là son élémentaire devoir. »

M. MARCHAIS : l'auxiliaire fidèle et dévoué du capital.

M. Georges Marchais, qui participait à un meeting, lundi 2 mars, à Béziers (Hérault), a déclaré, après l'annonce de la candidature de M. Giscard d'Estaing : *« Voici sept ans que M. Giscard d'Estaing s'est fait, à la présidence de la République, l'auxiliaire fidèle et dévoué du capital. Les milliardaires ont prospéré, les grosses fortunes se sont arrondies, les privilèges se sont affirmés. Et à quel prix ! Des millions de travailleuses et travailleurs souffrent du chômage, de la hausse des prix, de la vie trop dure, de l'insécurité. La France s'enlise dans la crise, on veut l'abaisser. »*

M. Marchais a ajouté : *« Giscard d'Estaing est candidat pour continuer et aggraver cette politique. Eh bien, non ! Dès l'instant de ma désignation comme candidat du parti communiste, j'ai souligné que je veux débarrasser la France de cette politique, de ce pouvoir. Je veux le changement. Aujourd'hui, je le confirme, je suis le candidat anti-Giscard. »*

« Le candidat des châteaux et des patrons », tel est le titre de *l'Humanité* de mardi, qui rend compte largement de la déclaration de candidature de M. Giscard d'Estaing et consacre deux pages au *« bilan d'un règne au service des privilégiés »*. Le quotidien communiste reproduit également les principaux extraits du discours de M. Marchais à Béziers. Le candidat du P.C.F. a notamment défendu les positions de son parti sur l'immigration. Il a déclaré : *« En nous agressant comme ils le font (...), Giscard d'Estaing, Stoléru, Ceyrac, Mitterrand, Maire, Bergeron et Henry font cause commune à la fois pour augmenter le chômage et pour accroître les problèmes qui se posent dans les villes ouvrières, pour favoriser la pire des divisions de la classe ouvrière : le racisme. »*

● M. JACQUES BLANC, secrétaire général du P.R. : *« Les Français ont la chance d'avoir un président qui ne se considère pas comme propriétaire du pouvoir et qui est décidé à ouvrir un dialogue direct, avec eux, en dehors et au-dessus des partis. »*

● M. ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG, vice-président du M.R.G. : *« Voici donc M. Giscard d'Estaing candidat à un nouveau mandat, malgré l'évidence des échecs (...).*

» Aujourd'hui, le chef de l'Etat quitte le masque du libéralisme avancé. Sur le ton impérieux et presque plébiscitaire qui caractérise la vieille droite, il enjoint aux Français de s'abandonner sept ans encore à son pouvoir. Il est à parier qu'il ne sera pas entendu par les électeurs : les présidences les plus courtes sont les meilleures. »

● M. ALAIN KRIVINE, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) : *« Ce diamantaire a osé parler de la voix de la raison et du cœur, alors qu'il ne fut que* celle du chômage, de l'inflation et de la répression. Personne ne sera dupe du chantage à la peur, que la droite utilise toujours quand elle est en difficulté. Dans cinquante jours, nous aurons l'occasion de lui dire, nous aussi, ce que nous avons sur le cœur. »*

● Mme HUGUETTE BOUCHARDEAU, candidate du P.S.U. *« Derrière ce discours solennel, je n'entends rien. De la part de la droite, c'est normal. Elle a accumulé trop d'échecs. Elle n'a rien à proposer de neuf. Mais que François Mitterrand se drape dans une toge de silence, je ne l'admets pas. »*

● *M. Pierre-Bernard Cousté*, député apparenté R.P.R., du Rhône, avait souhaité que M. Giscard d'Estaing soit candidat car *« il est le seul à avoir pendant sept ans assuré la cohésion de la majorité »*. Lors du congrès R.P.R. du 7 février, M. Cousté avait voté en faveur de la candidature de M. Giscard d'Estaing qui avait recueilli 0,29 % des suffrages des congressistes.

Un septennat nouveau ?

(Suite de la première page.)

Curieusement le citoyen-candidat se place et nous place dès aujourd'hui au second tour. Les « informations » dont il fait état résultent évidemment des sondages. On ne lui rappellera pas que ceux-ci, quinze jours avant le premier tour, le plaçaient après M. Chaban-Delmas.

En se présentant comme le seul candidat en mesure de *« l'emporter contre l'opposition »*, il ne préjuge pas seulement le résultat, aujourd'hui vraisemblable, du premier tour ; il tend à désamorcer les attaques qui viennent des autres candidats de la majorité et veut convaincre le pays qu'ils se trompent de cible. C'est, au deuxième degré, le même argument, celui de la peur du lendemain.

J. F.

DANS LA PRESSE

LE FIGARO : Il était temps.

« Giscard d'Estaing, citoyen-candidat, titre *le Figaro. Il était grand temps que le président sortant se lance dans la bataille. (...) Aujourd'hui, il faut remonter la pente. (...)*

» Il est assez naturel que les citoyens inscrivent au passif de l'administration sortante — donc de son chef — les difficultés qu'ils connaissent aujourd'hui. C'est au candidat Giscard d'Estaing de les convaincre qu'aucune autre politique que la sienne n'était possible. (...)

» L'opposition annonce la panacée : les nationalisations et un système bureaucratique tatillon. Personne ne peut éviter de se poser cette question : dans un système égalitariste confié à des Monsieur Soupe, que deviendraient et les libertés et le patrimoine acquis au prix d'un dur travail ? »

(MAX CLOS.)

LA LETTRE DE LA NATION : il a la frousse.

« Si on pouvait encore se poser des questions sur la force de l'impact que peut avoir eu Jacques Chirac sur ce qu'on appelle l'électorat majoritaire, Valéry Giscard d'Estaing a donné la réponse.

» Disons les choses simplement : il a la frousse. Et comme toujours quand on a la frousse on essaye de la faire partager aux autres. Ce qui nous donne ce paragraphe étonnant dans la déclaration présidentielle de candidature.

« Chacun de vous peut comprendre par un simple raisonnement qu'il *(« l'autre »)* serait entraîné à coup sûr et malgré lui vers une société dont il ne veut pas et vers la décadence politique et économique dont nous voyons des exemples ici et là. » *Au risque de passer pour un idiot congénital, je n'arrive pas à comprendre pourquoi et comment l'élection de Jacques Chirac comporterait un tel risque.*

» Si je me souviens bien, l'homme qui voulait traiter avec les socialistes, c'était bien Valéry Giscard d'Estaing.

» Connaissant l'habileté tactique de celui-ci, on devait s'attendre à une déclaration subtile. Nous avons entendu l'incohérence passionnelle. Il est vrai que quand pour stopper l'implantation libyenne au Tchad on stoppe, à retardement, la livraison de vedettes de haute mer, on peut bien faire n'importe quoi. »

(PIERRE CHARPY.)

LE MATIN DE PARIS : « quitte ou double ».

« Toutes les ambitions contenues dans l'« appel de Chamalières », qui lança sa campagne de 1974, sont désormais lettre morte. L'homme qui affirmait voilà sept ans que la France avait besoin « d'une majorité » élargie », qui s'adressait « aux » électeurs U.D.R., républicains » indépendants, centristes, réfor- » mateurs », s'attaque aujourd'hui avec hauteur à tous les partis.

» Voilà qui a le mérite d'être clair. C'en est fini de la prétendue décrispation. Valéry Giscard d'Estaing joue, au sens propre de l'expression, à « quitte ou double ». On voit mal que les coups que vont se porter les deux camps de la majorité ne laissent pas de traces dans leur électorat réciproque. »

L'EST REPUBLICAIN : les désillusions et la foi.

« Curieuse déclaration de candidature, curieuse parce que s'y mêlent les désillusions et la foi en l'avenir, le détachement et la pugnacité, le froid calcul de l'homme d'Etat et la confiance qui vient du cœur, un cœur blessé. Curieuse parce que si personnelle et en même temps si fidèle aux traditions de la Vᵉ République, campant un président solitaire, dressé contre l'anti-France bruyante et partisane. »

(FRANCIS JACQUEMONT.)

NORD-ECLAIR : seul le président sortant.

« Laissant M. Chirac sur la touche, il fonce droit vers M. Mitterrand, depuis toujours opposé à la Vᵉ République, qui gouvernera avec les communistes ou sera réduit à tromper les électeurs, pour installer une société bureaucratique dont personne ne veut. Ces raccourcis touchent à la caricature, mais ils annoncent bien la couleur et les thèmes de la campagne : seul le président sortant, fort de son expérience, peut éviter à la France et aux Français un sort aussi funeste. »

(JULES CLAUWAERT.)

OUEST-FRANCE : les horions vont pleuvoir.

« Il est frappant de constater avec quelle vivacité un peu hargneuse le président de la République se déclare content de participer à la compétition électorale décrite non comme une épreuve, mais comme une « délivrance ». C'est très clair : Valéry Giscard d'Estaing va se défouler et les horions vont pleuvoir. Il est intéressant de noter le contraste entre cette attitude plutôt polémique et l'autre aspect très « présidentiel » de son discours. (...) Inévitablement, on songe à la déclaration de Chamalières en 1974. En ce temps-là, le jeune V.G.E. se présentait au seuil d'une « ère nouvelle » qui devait être celle du changement et des réformes. De changement, il n'en est plus question, de réformes non plus. Il s'agit, en définitive, de « conserver ». Signe des temps : c'est la France entière qui a probablement viré à droite, sous la pression des événements, durant ces sept années. M. Giscard d'Estaing, finalement, se borne à enregistrer le phénomène. »

(PAUL-JACQUES TRUFFAUT.)

RHONE-ALPES : un geste gaullien.

« Si Giscard, sans ruser, sans truquer, sans se conduire comme il le fait trop souvent avec les journalistes, dont il écarte les questions gênantes d'un revers de voix, dit, comme il affirme vouloir le dire, « tout ce qu'il a dans » l'esprit et tout ce qu'il a sur le » cœur », alors il ralliera sans doute bon nombre de ces Français qui, depuis 1974, se sont écartés ou ont été écartés de lui, et dont il demande, dans un geste gaullien qui rappelle 1958, le concours personnel, hors des partis, sinon contre des partis, en tout cas loin des « arrangements, » manœuvres, combinaisons... »

(HENRI AMOUROUX.)

LES TRUCS DE COLUCHE

Donner la parole aux petits candidats qui ne peuvent pas s'exprimer dans les médias et n'ont aucune chance de recueillir les cinq cents signatures nécessaires à la poursuite de leur aventure électorale : l'ambition est louable. Coluche a tenté de la réaliser, lundi 2 mars, au *Théâtre du Gymnase*, où il avait invité les « marginaux » à s'expliquer, quelques minutes chacun, devant les journalistes.

La plupart d'entre eux ont boudé les élans du cœur du fantaisiste. Seuls sont montés sur scène M. Joseph Rennemann, avocat à Strasbourg, défenseur des détenus des quartiers de haute sécurité ; Mme Christiane Loretz, qui se prononce pour *« un nouvel ordre économique mondial »*, favorable aux pays du tiers-monde ; M. Claude Blanchard, porte-parole des *« consommateurs »* de maisons individuelles ; M. Jacques Vecker, auteur d'un *« projet de société pour l'homme universel »*.

Pour faire nombre, sans doute, et faire rire certainement, Coluche avait trouvé un truc : rameuter quelques-uns de ses copains, le professeur Choron, de *Charlie-Hebdo*, *« candidat des chauves »* ; l'écrivain René Fallet, *« candidat des ivrognes »* au nom de l'association Témoins de Gévéor ; trois musiciens du groupe Odeurs, anciens de Au bonheur des dames, le premier garant des droits des supporters sportifs, le second des homosexuels et le *troisième du rock français*. *Pour* être complet, il convient d'ajouter deux personnages non identifiés : l'un candidat des immigrés, l'autre des suicidaires.

Faute d'avoir efficacement œuvré en faveur de la liberté d'expression, dont n'ont profité que quatre « petits » candidats, Coluche a ramené la couverture à lui. Le « spectacle » terminé, il s'est présenté seul devant le rideau rouge avec un nouveau costume de scène tricolore et dépouillé à l'extrême : nu, un bob sur le dessus, un truc en plume à l'arrière et une immense *faveur* sur l'avant. Plus un nez rouge, évidemment. — J.-Y. L.

A l'extrême droite

RENDEZ A LE PEN...

« Rendez à Le Pen ce qui appartient à Le Pen ! »

Tel est, en résumé, l'appel qu'a lancé au corps électoral, samedi 28 février, à Paris, le président du Front national, qui accuse plusieurs des autres candidats à l'élection présidentielle de « piller » son propre programme. M. Jean-Marie Le Pen estime, par exemple, que l'anticommunisme de Mme Garaud, le néo-libéralisme « reaganien » de M. Chirac, la politique familiale préconisée par M. Debré et l'intérêt de M. Marchais pour les travailleurs immigrés et la lutte contre la drogue constituent autant d'« emprunts » aux thèses qu'il défend depuis le début de la précampagne.

L'ancien député poujadiste a également ironisé sur le fait que M. Giscard d'Estaing ait choisi *le Figaro-Magazine* pour s'exprimer avant de se prononcer : *« D'habitude, le chef de l'Etat confiait ses états d'âme au* Nouvel Observateur. *Voici qu'il n'hésite pas à se confier à un organe qui passait il y a peu de temps encore, au moment de l'affaire Copernic, comme le refuge secret de tous les fascismes... »*

« Si tout le monde ratisse à droite, c'est parce que la majorité des voix se trouve là, en a conclu M. Le Pen. *Mais nous allons nous efforcer de reprendre notre bien des mains de ceux qui s'en sont emparés, car il ne faut pas que les Français soient une fois de plus grugés par des gens comme M. Giscard d'Estaing, qui s'est fait élire avec des voix de droite pour faire une politique de gauche. »*

S'adressant à une centaine de délégués départementaux de son comité de soutien, le président du Front national a accusé M. Giscard d'Estaing d'avoir *« mis du désordre dans tout ce qui avait échappé avant lui au désordre. Le libéralisme avancé de Giscard aurait dû appeler le libéral-progressisme,* a-t-il notamment déclaré. *Sous son septennat la France a réalisé en effet des progrès remarquables : progrès du chômage, de l'inflation, du déficit extérieur, du nombre des immigrés, de la criminalité, du déficit démographique, des maladies vénériennes, du dirigisme, etc. Et tout ce qui allait mal va plus mal ! »*

M. Le Pen a précisé ses propositions politiques et économiques dans un manifeste dont le titre résume ses options : *« Les Français d'abord ! »*

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

A LA MUTUALITÉ

La voie du septennat actuel c'est le risque sans le changement

affirme M. Jacques Chirac

Le premier meeting électoral du maire de Paris dans sa ville ne pouvait être qu'un succès. Lundi soir 2 mars, quelque cinq mille personnes entassées dans la salle de la Mutualité ont réservé au candidat gaulliste un accueil particulièrement enthousiaste assorti du slogan cent fois martelé : « Chirac, président ! » sous les drapeaux et les banderoles agités en cadence.

Une heure après l'annonce de la candidature de M. Giscard d'Estaing, M. Chirac n'a pas directement évoqué l'entrée en compétition de ce nouveau concurrent, mais il a ajouté un peu plus de mordant à la critique du mandat écoulé et plus de résolution dans son refus de le voir se renouveler.

Il a provoqué les applaudissements en retournant au gouvernement et au chef de l'Etat lui-même les reproches que ceux-ci lui adressent : l'intérêt porté à des catégories socio-professionnelles précises, les « mesures catégorielles » prises par le pouvoir, et « l'étatisation de la société française » par le développement de la bureaucratie depuis sept ans. Ses auditeurs — parmi lesquels quelques groupes de curieux qui ne manifestaient pas — ont, dans leur majorité, autant hué l'évocation du projet de M. Mitterrand que la voie suivie par M. Giscard d'Estaing, qui serait celle du « risque sans le changement », selon M. Chirac, par référence à la formule du « changement sans risque » d'il y a sept ans. Le maire de Paris propose, lui, une « voie nouvelle », où doivent s'exercer les notions de solidarité et de participation : la famille, l'entreprise et la commune. Rejetant aussi bien le projet socialiste que le bilan giscardien, M. Chirac a lancé un vibrant appel à « tous les Français quel qu'ait pu être naguère leur vote ou leur préférence politique ». Lui aussi, dans cette campagne, veut se placer au-dessus des clivages partisans. Il le fera de plus en plus dans ses prochaines interventions.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac a notamment déclaré :

« Les antagonismes s'aggravent, la société se durcit, la source même de l'espoir semble tarir.

» La multiplication des mesures catégorielles que depuis des mois le porte-parole du gouvernement énumère à la sortie de chaque conseil des ministres, est-elle vraiment la solution ?

» A l'étatisation de la société française, je propose de substituer une autre ambition sociale : celle d'une vraie solidarité entre les personnes, au sein des corps intermédiaires qui composent la nation. C'est dans la famille, dans l'entreprise, dans la commune que la solidarité doit devenir plus agissante, grâce à la participation effective de chacun à l'épanouissement de sa vie quotidienne.

» Comme toujours, on s'empressera de caricaturer.

» Soyons clairs. Je ne préconise pas l'abstention de l'Etat. Je demande seulement que son intervention ne devienne pas universelle et toute-puissante dans la vie quotidienne des Français.

» Depuis quelques jours, nous assistons à une surenchère de promesses électorales en matière d'emploi.

» Tel chef de parti promet sept cent mille postes de travail nouveaux à bref délai, tel autre candidat en reste à cinq cent mille et même, c'est un comble ! le chef du gouvernement avance le chiffre de deux cent mille, alors qu'inévitablement, de l'avis unanime des experts gouvernementaux, la poursuite de sa politique aboutirait à deux millions cinq cent mille chômeurs en 1984 !

» La vraie cause du chômage en France aujourd'hui, c'est la maladie de langueur où sombre notre économie. Une croissance ralentie, des investissements productifs quasiment nuls dans les entreprises privées, une compétitivité déclinante à l'extérieur : telle est la réalité de l'économie française.

» C'est pourquoi l'objectif de mon programme économique est le retour le plus rapide possible à une croissance vigoureuse.

» Pour lutter contre les injustices, pour répartir plus équitablement entre les Français la richesse nationale, il faut augmenter cette richesse, il faut produire davantage, il faut une croissance forte.

» Je propose ses mesures pour rétablir la confiance, pour stimuler la croissance en développant à la fois l'offre et la demande, pour restaurer les vertus de liberté et de responsabilité en diminuant l'emprise de l'Etat. (...) Le choix qui s'ouvre à nous, c'est ou bien la régression sociale et la suppression de garanties qui sont désormais perçues comme fondamentales par les Français, ou bien la croissance et l'emploi. »

La famille est une chance

Evoquant la politique familiale, M. Chirac estime :

« Il faut maintenant changer de cap.

» La vraie politique de la famille n'est pas celle qui dit : « La famille est un handicap à compenser. »

» C'est celle qui proclame : « La famille est une chance à promouvoir. »

» L'objectif est d'étendre, au bénéfice de toutes les familles françaises, la mesure que nous avons prise à Paris sous le nom d'allocation parentale d'éducation et qui consiste à assurer aux parents de trois enfants et plus l'équivalent du demi-SMIC.

» Il faut, comme je l'ai fait à Paris, institutionnaliser une conférence annuelle de la famille où la concertation, la participation et la politique contractuelle aient enfin droit de cité. »

Avant de conclure, M. Chirac déclare : *« Le projet de M. Mitterrand s'inspire encore d'une idéologie bureaucratique et étatiste que les Français ont repetée en 1974 et en 1978. Il nous parle toujours de la même stratégie d'union avec les communistes. Mais l'objectif de M. Marchais n'est manifestement plus de gagner mais de faire perdre son ancien allié.*

» Par ailleurs, il va bien falloir présenter le bilan du septennat qui s'achève. Sans doute s'efforcera-t-on de nous montrer que ce fut une période paisible et heureuse. Et peut-être, en effet, trouvera-t-on quelque exemple flatteur ou quelque succès partiel. Mais globalement, un pouvoir sous lequel, en cinq ans, le chômage a doublé tandis que la hausse annuelle des prix passait de 9 à 14 %, et que la balance des paiements se détériore dramatiquement, ne peut plus obtenir l'adhésion confiante des Français. Aucune perspective de changement ne nous est offerte de ce côté-là non plus. Et comme la situation économique, en ce début d'année, s'aggrave rapidement, la France risque, si rien ne change, d'aller à la faillite. En somme, cette voie, c'est le risque sans le changement. »

Le Club de l'Horloge célèbre « la fin du socialisme »

Ravis, les animateurs de la « nouvelle droite » notaient, en juillet dernier, dans la revue du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) : « *Les idées nouvelles font leur chemin* » (*le Monde* daté 27-28 juillet). Et ce chemin, les thèmes de la « nouvelle droite » le font vite puisqu'ils font désormais partie des leitmotive officiels. La lutte contre « l'idéologie égalitaire » est notamment devenue le maître slogan du ministre de l'éducation, M. Christian Beullac, et du ministre des universités, Mme Alice Saunier-Seïté, dont les discours soulignent à l'envi qu'il ne saurait y avoir de recherche ni de formation de haut niveau sans « sélection » ni « élitisme ».

M. Giscard d'Estaing, en personne, vient de lui apporter sa caution en se déclarant, dans les colonnes du *Figaro Magazine*, hostile à une société « égalitarienne » (*le Monde* du 28 février).

Ce cheval de bataille contre les partis de gauche est également enfourché par les « nouveaux républicains » du Club de l'horloge, qui annonce la prochaine parution d'un ouvrage intitulé : *Un nouveau printemps pour l'éducation*. Ce sujet est quelque peu défloré, toutefois, dans l'essai d'économie politique que le club vient de publier, sous la signature du président de sa commission « économie », M. Philippe Baccou (1).

Parti en guerre, lui aussi, contre le « *grand tabou* », à savoir le « *mirage égalitaire* », ce jeune énarque y recommande une « *large différenciation de l'enseignement* ». Il distingue quatre sortes d'enfants, les « *enfants à problèmes* », les « *moyens* », les « *bons* », les « *surdoués* », et suggère pour chacun de ces groupes un enseignement spécialisé. Mais l'ouvrage de M. Baccou — dont le directeur du *Figaro Magazine*, M. Louis Pauwels, conseille la lecture à ses lecteurs, dans le numéro du 21 février de l'hebdomadaire — est surtout un brûlot lancé contre les programmes économiques du P.S. et du P.C.F.

Il propose de mettre en échec la « *logique égalitaire* » en se référant « *de manière franche et explicite à une autre logique, non ouverte à la concurrence pluraliste et méritocratique* ». Pour le Club de l'horloge, qui est dirigé conjointement par des militants du R.P.R. et de l'U.D.F., « *l'égalitarisme contemporain menace les fondements du régime républicain : parce qu'il favorise le cancer bureaucratique, il étouffe les libertés ; parce qu'il s'appuie sur le ressentiment, il détruit la fraternité ; parce qu'il paralise l'initiative, il affaiblit la nation* ».

Une « voie nouvelle »

Plaidant pour une société « *différenciée* », M. Baccou préconise notamment « *d'encourager l'initiative personnelle et privée* » en assouplissant la réglementation sociale, en éliminant « *les multiples survivances de pratiques corporatistes* », en développant de « *nouvelles formes de participation* ». Partisan d'une société « *solidaire* », il estime qu'il conviendrait essentiellement de « *s'attaquer à la pauvreté absolue et non relative* ».

Ces propositions économiques s'inscrivent dans une stratégie politique résolument anti-gauche que le Club de l'horloge se propose de mettre à la disposition des candidats de la droite à l'élection présidentielle, dans une étude intitulée *la Fin du socialisme*, à paraître avant l'ouverture de la campagne. Giscardiens et gaullistes y proposent de concert une « *voie nouvelle* », les uns et les autres ayant des arrière-pensées différentes mais se rejoignant pour combattre M. Mitterrand.

« *A l'Est*, déclare leur texte, *le socialisme n'est que la bannière sanglante de l'impérialisme soviétique ; à l'Ouest, il masque les ambitions d'une technocratie impatiente. (...) Son rôle historique est achevé. (...) Le paradoxe serait que l'opinion française, excédée par la social-démocratie rampante, se jette dans les bras du parti socialiste le plus archaïque d'Europe, au moment où le socialisme recule partout. Pour éviter cette tentation de Gribouille, il faut poser les bases d'une nouvelle politique conforme aux vœux et aux besoins des Français.* »

A l'unisson, dans un article publié par la *Revue des Deux Mondes* (numéro de février), M. Alain Griotteray (U.D.F.-P.R.), ancien député, célèbre « *la fin de la social-démocratie* » : « *Une nouvelle synthèse est nécessaire entre un libéralisme qui garantit la liberté individuelle et un nationalisme garant du destin collectif, entre un libéralisme qui n'oublie pas la nation et un nationalisme qui n'oublie pas la liberté*, écrit-il. *Sur cette double exigence peut s'appuyer une conception nouvelle de l'Etat : un Etat qui se préoccupe d'abord de ses fonctions de souveraineté et de défense et qui donne à l'initiative privée une plus large place dans la production des biens économiques.* »

A gauche, la dernière riposte en date émane du mensuel socialiste *Après-Demain*, qui consacre son numéro de février à la situation de la droite en France. Constatant à juste raison « *une modification radicale du paysage idéologique français* », Pierre Ducasset souligne, dans l'éditorial de ce dossier : « *Des idées que nul n'avançait plus depuis la guerre refont peu à peu surface. Elles se résument en une seule : les inégalités sociales, les injustices, bref, le monde tel qu'il est, procèdent directement et spontanément de la nature des choses ; l'ordre social actuel est donc le résultat nécessaire de la nature humaine dans l'état présent de son développement, et le seul progrès possible consiste à laisser agir sans contrainte les ressorts de cette « nature ». Toute mesure prise pour empêcher le libre jeu du marché, le libre jeu de la sélection, est une entrave au développement social, une insupportable contrainte opposée à la nature, un facteur de régression. (...) Il est sûr que cette évolution idéologique correspond comme un gant à la crise du capitalisme.* »

Il y a un an et demi, la controverse sur la « nouvelle droite » avait débuté par une interrogation sur les motivations réelles du nouveau courant de pensée : débat intellectuel ou projet politique ? Cette question là, en tout cas, ne se pose plus.

ALAIN ROLLAT.

(1) *Le Grand Tabou*, Philippe Baccou et le Club de l'horloge, Albin Michel.

UNE FEMME AU CHOMAGE PRÉSIDE LE COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN A M. MITTERRAND

La présidence du Comité national de soutien à M. Mitterrand a été confiée à une femme au chômage a indiqué lundi 2 mars le service de presse du candidat socialiste, avant de préciser que M. Mitterrand a demandé lui-même à Mme Maïté Jourdan, tailleuse-coupeuse, quarante-sept ans, mère de deux enfants, membre du comité des chômeuses de Pau, de bien vouloir assurer cette présidence.

Une première liste des membres du Comité national de soutien sera publiée prochainement.

Le Monde

REMOUS DANS UNE CITÉ BALNÉAI

Des handicapés « insup

JOURS DE FRANCE

NUMÉRO SPÉ

COLLEC

PRINT

actuellement

chez votre

de journaux

هكذا من الأصل

société

REMOUS DANS UNE CITÉ BALNÉAIRE DE GIRONDE

Des handicapés « insupportables »

De notre envoyé spécial

Lanton (Gironde) — Seule une haine définitive contre le maire de sa commune permet à M R., un retraité discret de Lanton (Gironde), sur le bassin d'Arcachon, de tromper pendant l'hiver l'ennui de cette station balnéaire désertée Il intente, depuis cinquante mois, une action judiciaire contre le maire M Hubert David de Vignerte, pour une sombre affaire de clôture. Il prend l'initiative, en 1977, d'une liste d'opposition — « apolitique » — à ce médecin qui, sous l'étiquette divers gauche, préside depuis seize ans aux destinées de la commune Il lit passionnément toutes les délibérations du conseil municipal pour y trouver une faille Ce retraité est un actif. « *J'ai le temps* », dit-il modestement

Le 11 novembre 1980, ce fut son jour de chance Sa vindicte *s'est soudain transformée en une* juste et noble cause Ce jour-là, le conseil municipal unanime (à une abstention près) menace de démissionner dans les trois mois *si un arrêté préfectoral* du 29 octobre 1980 permettant à des handicapés profonds de venir l'été à Lanton n'est pas immédiatement rapporté. L'été précédent — comme en 1975, 1976 et 1977 — trente arriérés profonds auraient « troublé », d'après le conseil, la quiétude des douze mille estivants de ce village, qui compte mille sept cents habitants. Trente pour douze mille : 0,25 %. Un « seuil de tolérance », très proche du niveau de la mer.

Le correspondant local de Sud-Ouest, la femme d'un des conseillers municipaux, taira le contenu exact de cette délibération. C'était compter sans *notre retraité. La délibération* honteuse paraît quelques jours après dans *le Meilleur*, qui sera reprise par les radios, les actualités télévisées et des journaux nationaux Le conseil municipal fait désormais figure, en ce début de l'année des handicapés, d'accusé.

Le maire, alors, n'est pas en mesure de rendre publiques les nombreuses plaintes qu'il affirmait avoir reçues, le conseil municipal ne trouve aucune base légale à son initiative, la direction départementale de l'Action sanitaire et sociale (D D A S.S.) de Gironde reste ferme sur les principes de défense des handicapés Le mercredi 18 février, lors d'une assemblée extraordinaire, le conseil municipal décide de ne plus s'opposer à la présence de ces enfants « *Je suis maître chez moi*, avait pourtant déclaré le maire à *Sud-Ouest Je suis le responsable de la loi chez moi* » De démission, il n'est plus question

Obligation et autorisation

Les explications se font embarrassées : « *Que voulez-vous*, explique, au téléphone, le maire, qui ne veut pas recevoir de journalistes, *les plages ne sont pas indéfiniment extensibles : on a déjà mille sept cents résidences secondaires, deux maisons familiales et six cents enfants de colonies, alors..* » M. Facet, buraliste, président de l'office du tourisme, et membre du conseil municipal, rend la *presse* et les « opposants politiques » responsables d'avoir envenimé les choses. Il dénonce pourtant « *ces handicapés qui baissent culotte sur la plage avec des jeunes filles* » Ce qui, d'après lui, poserait des problèmes au tourisme. Il écrivait déjà au maire le 28 mai 1978 : « *Il n'est pas possible de faire cohabiter sur nos plages des estivants et des débiles mentaux dont le comportement est pénible et peut devenir insupportable* »

L' « insupportable » — trente enfants, généralement sans famille, qui jouent par groupes de huit et accompagnés de deux moniteurs sur la plage située à 300 mètres de leur maison de vacances — est désormais acquis L épouse d un médecin de Bordeaux, qui vient deux mois par an à Lanton, le regrettera sans doute « *Je ne suis pas pour la ségrégation*, dit-elle, *mais il faut penser aux enfants ces handicapés font peur Oui, surtout aux petits enfants* » Comme si les autres n'étaient pas eux aussi des enfants ! Son mari fut en son temps médecin de la Sécurité sociale pour l'appareillage des handicapés !

Cinquante-six personnes qui habitent toute l'année, tout près de la bâtisse de briques rouges qui abrite l'été les handicapés *ont pourtant signé une pétition* en faveur de ces enfants. Il est vrai que dix mois sur douze, ils côtoient, sans problème, d'autres handicapés profonds de l'Institut *médico-éducatif (IME) ouvert* dans les mêmes batiments pendant l'année

Un protocole d'accord officiel *entre la commune* et l'Association départementale des amis et parents d'enfants inadaptés (ADAPEI) a été signé le 19 février — après une ultime réserve *de M Albin, président de* l'ADAPEI sur la formulation proposée par le maire « *La commune autorise.* », — comme s'il s'agissait d'une aumône. « *L'insertion sociale des handicapés* » est en effet, depuis la loi de 1975, « *une obligation nationale* ».

NICOLAS BEAU.

JUSTICE

M. Christian Chavanon va quitter le Conseil d'État

Par décret du président de la République, en date du 27 février, publié au *Journal officiel* du 3 mars, M Christian Chavanon, vice-président du Conseil d'Etat, qui atteindra la limite d'âge le 12 mars, est admis à faire valoir ses droits à la retraite Selon le *Bulletin quotidien*, il serait remplacé par M Marc Barbet, président de la section de l'Intérieur

∴

Né le 12 mars 1913 à Pontivy (Morbihan), M Chavanon est docteur en droit Avocat à Bordeaux, de 1933 à 1941, il est nommé en 1941 auditeur au Conseil d'Etat. Nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat en décembre 1946, il assure les fonctions de conseiller juridique d'Electricité de France de 1946 à 1958 P-D.G de la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) de 1953 à 1955, il préside de 1956 à 1957 la Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurale en Algérie. En 1957, il dirige le cabinet du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, M. Jean Meunier.

En juin 1958, il est nommé secrétaire général à l'information, puis directeur général de la radiodiffusion française de 1958 à 1960, P-D.G. de l'agence Havas (1960-1973), président de la section des finances du Conseil d'Etat (1973-1975). En mai 1975, il devient administrateur délégué de la C.L.T. (Luxembourg) Chargé, le 9 février 1976, par M. Jacques Chirac, alors premier ministre, de présider un groupe d'études sur la violence et les moyens d'information, M. Chavanon est l'auteur du rapport intitulé « Informations et violence », publié le 18 novembre 1976. Le 19 décembre 1978, M Christian Chavanon est nommé vice-président du Conseil d'Etat, en remplacement de M Bernard Chenot. M. Chavanon est commandeur de la Légion d'honneur

LES ÉVADÉS DE FLEURY-MÉROGIS : UNE FAUSSE PISTE

On a cru durant quelques heures, *lundi 2 mars*, dans la matinée (nos dernières éditions), avoir retrouvé la trace de Gérard Dupré et de Daniel Beaumont, les deux malfaiteurs évadés de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), le vendredi 27 février, à bord d'un hélicoptère (*le Monde* daté 1er-2 mars)

Une fusillade a en effet opposé, dans la matinée, près d'Estampuis, *une localité belge proche de la frontière* franco-belge, deux hommes circulant en compagnie d'une femme et d'un enfant, à bord d'une Renault-16 immatriculée dans la région parisienne, et trois gendarmes belges. L'un des gendarmes, M. Luc Haubert, venait de demander à un passager d'ouvrir le coffre du véhicule quand l'homme sortit une arme et fit feu sur le gendarme, le blessant au visage, et s'emparant de son pistolet-mitrailleur. Un deuxième gendarme, *M. Guy* Legendre, qui se trouvait en permission, voyant ses collègues en difficulté, tenta de leur prêter main forte, mais fut à son tour grièvement blessé

Les malfaiteurs emmenèrent en otage le troisième gendarme, M. Serge Delahaye, qu'ils allaient relâcher quelques kilomètres plus loin, en constatant qu'ils n'étaient *pas suivis. M. Delahaye avait cru* reconnaître en l'un des deux hommes Gérard Dupré, mais, vérification faite, il ne s'agissait pas de l'évadé de Fleury-Mérogis.

D'autre part, les policiers du S.R.P.J de Versailles (Yvelines), qui avaient entendu vendredi, pendant plus de huit heures, M. Claude Fourcade, le pilote de l'hélicoptère détourné, l'ont à nouveau interrogé dans l'après-midi du lundi 2 mars.

DÉFENSE

Un véhicule conçu par le consortium Peugeot-Mercedes remplacera la jeep de l'armée de terre française

Le ministère de la défense a approuvé le choix, par l'armée de terre française, du véhicule léger tout terrain P-4 conçu par le consortium Peugeot-Daimler Benz et Steyr-Daimler Puch pour le remplacement des jeeps qui équipent les différentes armes. *Le contrat n'est toutefois pas signé officiellement.* Des discussions subsistent sur le partage des responsabilités entre Peugeot et le groupe Mercedes, les conditions de l'industrialisation du véhicule retenu et, même, sur certaines des caractéristiques du P-4.

C'est en avril dernier, il y a donc une dizaine de mois, que l'état-major de l'armée de terre a, après expérimentation, choisi le modèle P-4, en compétition avec un véhicule proposé par le consortium Renault-Fiat et un troisième conçu par le groupe Citroën-Volkswagen. Le but de l'état-major était de remplacer la jeep des années 40 de la société American Motors, utilisée à plus de cinquante mille exemplaires sur tous les théâtres d'opérations.

Après bien des péripéties, le ministère de la défense vient seulement de confirmer le choix technique arrêté par l'état-major et d'engager des discussions détaillées avec le constructeur.

Officiellement, le ministère explique que le choix du P-4 — un véhicule qui aura des missions de combat, de commandement et de liaison — a été dicté par la fiabilité que lui confère l'utilisation de composants produits en grande série, par la consommation jugée modérée d'un moteur à essence de 87 CV à 5 000 tours par minute dans toutes les conditions d'emploi et par la facilité d'entretien.

Le marché français est estimé, sur trois à quatre ans, à partir de 1982, à environ quinze mille exemplaires. Mais ce parc pourrait être réduit selon la conclusion des études en cours pour concevoir, éventuellement, une sorte de « jeep » blindée de l'avant dont le besoin avait été évoqué, l'an dernier, par l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean Lagarde. Ce véhicule serait appelé à combler le vide qui apparaît entre le véhicule léger de liaison tout terrain et le véhicule de l'avant blindé (VAB) en service, aujourd'hui, dans les régiments d'infanterie.

Si le partage des responsabilités industrielles n'est pas encore définitivement fixé entre les partenaires du consortium retenu, il semble néanmoins que la carrosserie, le châssis, les systèmes de freinage et la suspension relèveront de Daimler Benz et Steyr-Daimler, tandis que le moteur, la boîte de vitesses, les transmissions et les systèmes électriques seront du ressort de Peugeot. La chaîne de construction et d'assemblage sera en France dans une usine de Peugeot qui, pour l'instant, n'a pas été désignée.

Véhicule inspiré du modèle Gelande P.K.W. mis au point par le constructeur ouest-allemand Mercedes-Benz, le P-4 sera équipé du moteur des Peugeot 504 et 505.

Deux types de base de P-4 seront produits (à châssis long ou à châssis court, selon les besoins de transport) pour quatre versions de véhicules différents : radio, missiles anti-chars Milan, liaisons et porte-canons de 20 millimètres toutes armes.

[Le Peugeot P-4 a une charge utile de 750 kilos. Il peut franchir des pentes de 50 % et des gués de 50 centimètres. Sa vitesse maximale en charge est de 116 km/h, et sa faible consommation lui permet une autonomie de 600 kilomètres.

La boîte de vitesses à quatre rapports synchronisés est celle qui équipe les Peugeot 604.

La boîte transfert est à deux rapports synchronisés. Elle permet, à l'aide d'un seul levier, de craboter le pont avant et de sélectionner les *deux rapports*, véhicule en marche, ce qui simplifie les opérations et exclut toute fausse manœuvre.

Le pont arrière est muni d'un blocage de différentiel à 100 % à commande hydraulique verrouillable en marche.]

EXERCICE COMMUN DES DEUX ESCADRES FRANÇAISES AU LARGE DE LA PÉNINSULE IBÉRIQUE

Les deux escadres françaises, celle de la Méditerranée et celle de l'Atlantique, feront prochainement un exercice commun au large de *la péninsule Ibérique*. Auparavant, le ministre de la défense, M. Robert Galley, aura rendu visite, le jeudi 5 mars, à l'escadre de l'Atlantique et embarqué à bord de la frégate *Duguay-Trouin*, qui participera à un exercice de lutte anti-sous-marine avec cinq autres bâtiments de guerre, des hélicoptères Lynx, des avions d'attaque Super-Etendard *et* un avion Breguet-Atlantic de patrouille maritime.

C'est entre le 9 et le 27 mars qu'aura ensuite lieu l'exercice inter-escadres de la marine nationale au large de la péninsule Ibérique.

Le croiseur *Colbert*, navire amiral de l'escadre de la Méditerranée, doit appareiller de Toulon, le 9 mars, avec le porte-avions *Clemenceau*, les escorteurs d'escadre *Gueprafte* et *Destrées*, l'aviso *D'Estienne-d'Orves* et le ravitailleur *la Meuse*, pour rejoindre l'escadre de l'Atlantique composée du navire amiral, la frégate *Duguay-Trouin*, des escorteurs *Dupetit-Thouars* et *Casablanca* de la frégate *Tourville*, des avisos *Detroyat* et *Jean-Moulin* et du pétrolier *la Durance*

Après une série d'exercices en mer, ces bâtiments rendront des visites dans différents ports d'Espagne, du Maroc et du Portugal, avant de regagner Brest ou Toulon à la fin de mars.

MORT DANS UN ASCENSEUR

Si on a appris, à la cité des Francs-Moisins (Seine-Saint-Denis), la chute mortelle, le lundi 2 mars, dans une cage d'escalier, du mari retraité d'une gardienne, c'est uniquement grâce à la radio. Ici, on se parle peu. Seuls les locataires du bâtiment 12, où habitait la victime, se sentent réellement concernés : M. Maurice Juchet n'était-il pas homme particulièrement serviable ? Ne songeait-il pas à faire monter des rosiers grimpants au pied de cette tour de quatorze niveaux ? « Sait-on jamais, dit une locataire, ce qu'on aura après ! »

Lundi donc, vers 15 heures, quatre jeunes jouaient avec l'ascenseur — un jeu habituel et destructeur : dans cette cité un homme est affecté exclusivement, à temps complet, à la réparation des cent sept ascenseurs qui, dix à vingt fois par semaine, tombent en panne, « la plupart du temps par suite de vandalisme », précise le réparateur.

Cette fois, pourtant, M. Juchet se décide à intervenir. Il bloque, *en ouvrant une porte avec une* clé qu'il est seul à posséder, l'ascenseur aux étages supérieurs. Les jeunes sont obligés d'en descendre. Est-ce qu'à ce moment-là ces derniers l'ont poussé dans la cage, avant de prendre la fuite ? C'est ce qu'affirme la gardienne : « Je ne suis pas la seule, dit-elle, à les avoir vus descendre. » *Est-ce M. Juchet qui*, amputé d'une jambe à la suite d'un accident du travail, a fait à ce moment-là un faux mouvement ? Telle est la version de la police qui, après avoir interpellé les quatre jeunes, les a relâchés. Après la chute, la porte s'est refermée automatiquement et l'ascenseur, en redescendant, a écrasé la victime, qui, d'après le témoignage de sa femme, vivait encore.

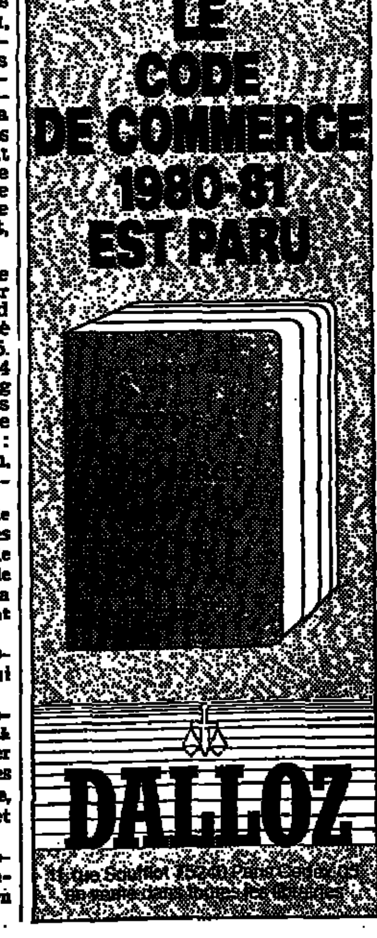
Ce mardi, cinq responsables de la société gestionnaire de l'immeuble sont venus présenter leurs condoléances à la veuve. Leur visite a duré trente secondes. « Heureusement que nous ne sommes pas armés, déclare simplement un autre *gardien, sinon il y aurait des* morts tous les jours dans cette cité. » — N. B.

UNE JOURNALISTE DE FR 3-GUADELOUPE ÉCHAPPE A SES RAVISSEURS

(De notre correspondant.)

Pointe-à-Pitre. — Enlevée aux environs de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 février, Mlle Marie-Christine *Ledu*, journaliste de la station régionale de radio-télévision FR 3-Guadeloupe, est parvenue à échapper à ses ravisseurs quelques heures seulement après son enlèvement.

● RECTIFICATIF. — L'omission d'un mot dans l'article intitulé « Le développement sanitaire de l'Afrique noire est confié aux Etats-Unis » (*le Monde* du 3 mars) a dénaturé une phrase. Nous aurions dû imprimer : Il s'agissait, avait dit le président de la République, de créer à cet *effet une association « des Etats industrialisés qui ont des liens historiques avec l'Afrique, auxquels pourraient se joindre les Etats-Unis d'Amérique »*.



ÉDUCATION

UN DÉBAT A LA MUTUALITÉ

Faut-il défendre le français ou seulement son bon usage ?

Plusieurs centaines de personnes ont participé, mercredi 25 février, à la Mutualité à Paris, à un « grand débat public » organisé par l'Association nationale pour la France en français (1). Les quatre principales formations politiques (P.C., P.S., U.D.F., R.P.R.), qui, à l'automne dernier, ont constitué une commission parlementaire pour enquêter sur l'état de la langue française, avaient été invitées au débat par le président de l'association, M. Alain Guillermou. Toutes avaient envoyé un représentant à la soirée, à l'exception du parti communiste, qui a finalement refusé de s'associer à ce qu'il considérait comme une manifestation du « consensus giscardien ».

En fait de débat public — qui n'eut pas lieu faute de temps — la soirée à la Mutualité aura été un concert à trois voix (giscardienne, gaulliste et socialiste) avec, en lever de rideau, le défilé des associations qui œuvrent, chacune dans son secteur, pour la défense de la langue. Ces deux « temps » de la soirée ont fait surgir une évidence. Il y a deux « lignes » pour la défense du français. La première est celle des amoureux du beau langage, scandalisés de voir les citoyens français négliger ou massacrer leur propre langue.

Dans ce camp de « puristes » on trouve, pêle-mêle, M. Paul Camus, fondateur de Défense de la langue française (*« On veut se libérer de toutes les contraintes, y compris des disciplines du langage »*), le conseiller d'État Louis Fougère, président de l'Association pour le bon usage du français dans l'administration, ou encore les porte-parole de l'Union internationale des journalistes de langue française et du Comité d'étude des termes techniques français.

Ceux-là ne défendent pas seulement le français contre l'anglais, ils ont à cœur de promouvoir une langue *« claire, précise et nuancée »*, une langue qui ne soit pas *« un charabia nullement inspiré par Shakespeare »*. Ils s'insurgent contre le *« laxisme »* et même contre les mots nouveaux qui ne sont pas d'appellation contrôlée. Ainsi, les termes « *aquaculture* », « *carburol* » ou « *cibiste* », qui entrent peu à peu dans l'usage, sont considérés par certains comme des barbarismes auxquels il faut substituer « *aquiculture* » (plus conforme), « *essence-alcool* » (plus précis) et « *cébéiste* » (dérivé des initiales françaises de « canaux banalisés »).

Mais on entre là dans des querelles linguistiques où les hommes politiques n'osent s'aventurer. Qu'il s'agisse de M. Marc Lauriol, député R.P.R. des Yvelines, de M. Pascal Clément, député U.D.F. de la Loire, ou de M. Jack Lang, conseiller de Paris, délégué à la culture du parti socialiste, la défense du français ne consiste pas à veiller au bon usage, mais à promouvoir l'usage tout court de la langue. Et donc, d'abord, à lutter contre *« la fascination de l'anglais »* et, en particulier, contre le *« matraquage aliénant de l'audiovisuel »* (M. Lauriol). Pour M. Jack Lang, qui souhaite l'avènement d'un *« front de la latinité »* pour compenser l'influence anglo-saxonne, *« le combat pour la langue est inséparable d'une action d'ensemble »*, c'est-à-dire de la politique étrangère, culturelle et économique du gouvernement.

Aux projets offensifs répondent les propos apaisants de M. Clément, qui souhaite *« bannir le défaitisme devant l'influence américaine »* et se félicite des mesures prises récemment par le Haut Comité de la langue française (*le Monde* du 17 janvier). *« Nous n'aurons jamais de souci à nous faire tant que nous serons les meilleurs dans un domaine »*, explique-t-il en prenant l'exemple des mathématiques, où les Français imposent leur langue jusque dans des revues anglophones. C'est *« la prime à l'excellence »*.

M. Xavier Deniau, député (apparenté R.P.R.) du Loiret et président de la commission d'enquête parlementaire, espère, pour sa part, que les travaux de ses collègues déboucheront sur une loi. Après l'édit de Villers-Cotterêts (1539) destiné à imposer le français face au latin, puis une loi de thermidor, an II, imposant la langue nationale aux dépens des parlers régionaux, l'éventuelle loi de 1981 renforcerait le français contre les assauts étrangers. Encore faudra-t-il que l'opinion prenne le relais du Parlement.

ROGER CANS.

(1) 45, rue de Lille - 75007 Paris.

THE FRENCH WAY

La SEITA (Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) est décidément dans le collimateur des défenseurs du français. Déjà en octobre dernier, M. Maurice Druon, député (R.P.R.) de Paris, protestait contre l'appellation News (*« Take a break in the rush »*) donnée par la SEITA à une marque de cigarettes de fabrication française. Au service de presse de la Société, on indiquait alors que les noms anglais comme News ou Rich and Light correspondaient à des cigarettes blondes destinées au marché international. *« L'image de marque du tabac blond est anglo-saxonne*, disait la SEITA.

Si nous voulons exporter notre production, il faut nous plier aux lois du marché : aux blondes les noms anglais, aux brunes les noms français. » Et d'expliquer alors que les cigarettes brunes étrangères portent souvent des noms français (Brunettes en Suisse, Sorbonne en Grande-Bretagne, etc.).

Le président de l'AGULF (Association générale des usagers de la langue française), M. Michel Fichet, a renouvelé ses critiques contre la SEITA, qui, dans la foulée des News et autres Rich and Light vient de créer des Gauloises Blue Way (brunes). Cette fois, donc, l'argument des blondes anglaises ne tient plus. Mais le service de marketing de la SEITA se défend : « *Blue Way* (la manière bleue ou la voie bleue, si l'on se réfère à l'illustration ferroviaire), *c'est la manière française, c'est l'image française des Gauloises et des Gitanes à l'étranger*. » Comme le dit élégamment le service de presse, il s'agit de « *signifier dans une langue internationalement comprise l'image de la fabrication française des cigarettes* ». Les contraintes de l'exportation ? Les Gauloises Blue Way actuellement sur le marché portent la mention « *Vente en France* »... — R. C.

AU COLLÈGE JEAN-MOULIN DE LYON

Le chinois, première langue dès la 6e

L'enseignement du chinois est une vieille tradition universitaire lyonnaise. La langue chinoise est enseignée dans cinq lycées — à partir de la seconde — et dans deux collèges à Lyon.

Au collège Molière, le chinois est enseigné dès la classe de quatrième. Au collège Jean-Moulin, l'expérience du « chinois première langue », qui a commencé à la rentrée 1980, concerne neuf élèves de sixième. L'originalité de la démarche pédagogique, la coopération active de l'administration locale, et l'intérêt évident suscité par cet apprentissage chez les parents et les collégiens, sont les trois pôles majeurs de l'expérience.

De notre correspondant régional

Lyon. — « *C'est du chinois* » : l'expression populaire est toujours présente dans les esprits, avec l'imagerie traditionnelle du missionnaire, de l'ambassadeur ou du savant plongé dans des manuscrits indéchiffrables. Pourtant, l'enseignement du chinois progresse sensiblement dans notre pays depuis 1965. En 1974, le rétablissement des épreuves du *CAPES a permis le recrutement* de deux professeurs par an. L'un d'entre eux, M. Noël Dutrait, enseignant à Lyon, tente, depuis la dernière rentrée, la première expérience en France du chinois en sixième.

A l'origine de ce pari pédagogique, un professeur agrégé d'allemand, M. Jean-François Bourret. Au sein d'un établissement déjà connu pour un bon niveau en langues, cet enseignant a plaidé le dossier des langues « rares », avec une telle conviction que son propre fils fait partie des neuf novices. L'argumentation de M. Bourret repose sur une double affirmation : « *La promotion du français à l'étranger dépend proportionnellement de la promotion de la langue étrangère en France ; seule la différenciation des langues permet à un pays de disposer de personnes directement utiles sans un recours — lent et parfois aléatoire — à une langue tierce.* » Ces arguments ont été repris par des instituteurs de fin d'école primaire (C.M. 2), lesquels ont sensibilisé des parents à la possibilité de l'étude du chinois dès la première année de l'enseignement secondaire. Résultat : neuf élèves inscrits — cinq garçons et quatre filles.

Les principes qui justifiaient l'expérience — découverte d'une civilisation très différente, ouverture de la Chine au monde occidental — sont évoqués en termes plus directs par les élèves eux-mêmes : « *C'est original. Cela peut nous servir plus tard. Peu de monde l'apprend* », et l'inévitable : « *On est sûr de ne pas être au chômage.* »

Le rythme scolaire des élèves est « *très satisfaisant* », selon leur jeune professeur, M. Noël Dutrait, un étudiant de 1968 dont le « maoïsme » a évolué vers la recherche universitaire. Un niveau scolaire élevé — les parents sentent inconsciemment qu'un mauvais élève ne peut faire un bon sinophone — et un plaisir de découvrir une écriture et une pensée originales contribuent à former une classe homogène.

A la fin de l'année, ils auront appris cent mots (idéogrammes et traduction phonétique) ; en cinquième, cent vingt mots nouveaux les attendent. En classe terminale, ils devraient disposer d'un vocabulaire déjà très riche. Les élèves apprennent le « *dialecte de Pékin* », parlé par 60 % des Chinois, mais par 100 % des cadres. Ils sont déjà confrontés aux pièges de l'« écriture simplifiée » : certains signes trop voisins les obligeront à étudier plus tard l'écriture traditionnelle.

La méthode pédagogique très active utilise les ressources du magnétophone. Faute de matériel spécifique, les étudiants ou stagiaires chinois de passage à Lyon ont enregistré des cassettes qui sont autant d'occasions pour les collégiens de s'habituer chez eux aux sonorités de la langue. Quant aux projections de diapositives, elles ont, selon M. Dutrait, suscité un très vif intérêt. Le proviseur du collège, M. Alfred Hahn — encore un germaniste — est salué aussi bien par le corps enseignant que par les parents d'élèves.

L'avenir ? Pour les enfants, c'est d'abord une motivation, une soif d'apprendre à peine entamée par des pages et des pages d'écriture, par des débuts difficiles (« *Jamais nous n'aurions cru pouvoir lire la première page de notre livre* ») et par l'incompréhension de quelques camarades (« *Le chinois ? C'est débile !* »). On se rassure en évoquant la « *jalousie des autres* » et on veut connaître des recettes de cuisine, apprendre la peinture d'idéogrammes sur toile (calligraphie). Le commerce, les échanges culturel ? soucis de demain. La politique ? préoccupation d'adultes.

CLAUDE REGENT.

M. CAROL HEITZ PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-X

M. Carol Heitz, professeur d'histoire de l'art, a été élu, mercredi 25 février, président de l'université de Paris-X (Nanterre), en remplacement de Jean-Maurice Verdier. M. Heitz, qui était membre du conseil de l'université depuis près de quatre ans, a été élu au troisième tour de scrutin par 45 voix sur 61 votants (il y a eu 12 refus de vote et 4 bulletins blancs).

[Né le 19 août 1923 en Roumanie, M. Carol Heitz, docteur ès lettres et agrégé d'allemand, a enseigné cette langue dans des lycées de Nancy et de Metz. Il est ensuite nommé assistant, puis maître-assistant à la faculté de lettres de Nancy. Germaniste du début de sa carrière d'enseignant, M. Heitz a très tôt orienté ses recherches vers l'histoire de l'art et notamment l'architecture et la liturgie médiévales. En 1966, il devient chargé d'enseignement d'histoire de l'art à la faculté des lettres de Poitiers, où il dirige ce département. Président de l'Association des professeurs de cette discipline, M. Heitz a publié des ouvrages sur la civilisation, l'architecture et l'art du Moyen Age, et a participé à de nombreuses fouilles. Professeur à l'université de Paris-X depuis 1972, il a dirigé l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de philosophie-histoire de l'art-mathématiques de cette université, de mai 1973 à février 1978.]

RELIGION

Les conférences de carême catholiques et protestantes

Dans son message de carême, Jean-Paul II affirme que celui-ci doit être un *« temps de vérité »* qui, comme le Bon Samaritain, nous fait mettre notre personne et nos biens au service de nos frères pour un partage quotidien. *« Examinons-nous avec franchise. Nos frères sont là chez les pauvres, les malades, les marginaux, les vieillards. » « Où en sommes-nous de notre amour, de notre vérité ? »*, dit encore le pape, qui encourage les chrétiens à ne pas se contenter de belles paroles.

A Notre-Dame de Paris, pour la troisième fois consécutive, le Père Sintas, jésuite, assurera les six conférences de carême. Il a choisi pour titre général cette phrase de saint Jean : *« Il nous a aimés le premier.* » Son but n'est pas de donner un cours de théologie spéculative sur la charité. Il n'est pas non plus de décrire une morale pratique qui indiquerait les comportements du chrétien, mais d'aider à découvrir le lien qui unit de manière vivante les deux volets de l'unique commandement du Christ : aimer Dieu, aimer ses frères. Redire que la charité ne peut pas être une activité facultative et parcellaire dans la vie chrétienne, puisqu'elle en est le seul dynamisme légitime.

La charité exige que soient pris au sérieux les instruments inventés par les hommes, et qui permettent seuls d'apporter réponse à la masse des malheureux qu'aucune intervention individuelle ne saurait soulager. Les médiations que sont les techniques économiques, sociales ou politiques, si elles sont si souvent l'instrument par lequel les *hommes s'affrontent et se déchirent*, c'est parce qu'elles indiquent aussi le lieu où l'humanité peut s'unir. Tout dépend du sens dans lequel l'homme orientera ces techniques ; ou bien le sauve-qui-peut de qui défend sa peau, ou bien la certitude qu'il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux que l'on aime.

Tels sont quelques-uns des axes des exposés du Père Sintas, dont voici les dates (1) : dimanche 8 mars : « *Qui changera notre cœur de pierre ?* » ; dimanche 15 mars : « *Nous avons cru à l'amour* » ; dimanche 22 mars : « *Si le grain ne tombe en terre* » ; dimanche 29 mars : « *Ils seront deux en une seule chair* » ; dimanche 5 avril : « *Comme si tout dépendait de toi* » ; dimanche 12 avril : « *Il essuiera toute larme de nos yeux* ».

***

Les entretiens protestants sont fixés chaque samedi, de 18 h. 30 à 19 heures du 7 mars au 11 avril, sur France-Culture, sur les thèmes suivants : « *Audace de la prière, ou Dis-moi pour qui tu pries* », (pasteur Max-Alain Chevallier, professeur à la faculté de théologie de Strasbourg) ; « *Prière et communion* » (Frères Max Thurian, de la communauté de Taizé) ; « *De la prière de Jésus à la prière des chrétiens* » (pasteur Daniel Atger et Père Jacques Desseaux) ; « *Une prière qui souffre* » (pasteur Ian Muir, aumônier d'hôpital) ; « *Une Eglise en marche sur les chemins de la prière* » (pasteur Jacques Fischer, de l'Eglise évangélique luthérienne de France), et « *Vers l'homme total* » (sœur Myriam, prieuré de la communauté des diaconesses de Versailles).

L'ensemble de ces exposés a pour titre : *Le combat de la prière*. On y montrera que la crise des idéologies entraîne une fuite vers un « ailleurs ». On assiste à une sorte de réveil, parfois très ambigu, d'une religiosité diffuse qui révèle davantage un vide spirituel qu'une soif du Dieu vivant.

La prière chrétienne ne s'identifie pas aux modes qui naissent et meurent sur les *chemins* de Katmandou. Elle ne peut naître que d'une rencontre avec quelqu'un. Elle nous entraîne dans un combat. Une telle prière ne saurait être le luxe offert à quelques-uns, mais l'aventure communautaire d'un peuple en marche, qui témoigne d'une présence.

(1) A Notre-Dame, à 16 h. 45. Radiodiffusé en direct par France-Culture. Edité par Bayard-Presse (également en cassette).

En Espagne

Le nouveau président de l'épiscopat devra compter avec la persistance d'un noyau conservateur

De notre correspondant

Madrid. — La conférence épiscopale espagnole a réuni, du 21 au 28 février, une de ses assemblées les plus importantes. Elle devait élire le successeur de Mgr Enrique y Tarancon, qui l'a dirigée pendant dix ans, et se prononcer sur le moment particulièrement difficile que vit le pays.

Mgr Tarancon, élu en 1971, puis réélu à *trois reprises*, a marqué de son empreinte l'Eglise espagnole durant les années difficiles de la fin du franquisme et de la transition démocratique. Sans doute est-ce en grande partie grâce à lui, comme l'affirmait le journal *Ya* (catholique conservateur), que *« la communauté catholique espagnole s'est ralliée loyalement au nouveau cours de la démocratie pluraliste, sans abandon facile ni résistances insensées »*. Depuis 1973, sous son impulsion, l'épiscopat espagnol s'était rangé progressivement du côté des réformateurs.

Son successeur, élu le 24 février, Mgr Gabino Diaz Merchan, archevêque d'Oviedo, va, semble-t-il, suivre l'orientation de ce qu'on appelle à Madrid le *« tarancon*isme », c'est-à-dire une ligne novatrice, mais prudente, appuyant les réformes tout en évitant de heurter les membres les plus conservateurs de l'épiscopat et de la communauté catholique. Mgr Merchan a, en outre, montré une indéniable préoccupation pour les problèmes sociaux.

L'autre candidat, Mgr Elias Yanes, *archevêque de Saragosse*, qui a obtenu trois voix de moins seulement que Mgr Merchan, était considéré comme le favori des membres les plus conservateurs de l'épiscopat espagnol. Il bénéficiait, dit-on, des sympathies du Vatican.

L'élection de Mgr Diaz Merchan rassurera-t-elle ceux qui considéraient que l'Eglise espagnole — inquiète du passage du franquisme, se réclamant étroitement du catholicisme, à une société pluraliste — a amorcé un virage à droite ? L'arrivée d'un nouveau nonce apostolique, Mgr Antonio Inocenti, est venue étayer ces craintes. Dépêché par Jean-Paul II, ce dernier a inauguré ses fonctions par des déclarations fracassantes qui laissent augurer d'une orientation nouvelle. Interrogé par les journalistes au sujet de la position de l'Eglise face au divorce, il avait affirmé que *« les hommes politiques et les journalistes devaient tenir compte de ce que dit l'Eglise au sujet du mariage »*. Il avait d'autre part déclaré : *« Je souffre de voir qu'il y a des chrétiens qui ne se rendent pas compte que la foi et le communisme sont opposés. »*

Peu après l'arrivée du nouveau nonce, la commission permanente de la conférence épiscopale a publié un document particulièrement dur sur le problème du divorce, affirmant que *« le mariage est, par droit naturel, intrinsèquement indissociable »*.

Tout indique que Mgr Merchan, s'il entend continuer le « taranconisme », devra aussi compter avec les évêques les plus conservateurs et avec les vues du Vatican. Cette nécessité de satisfaire des tendances opposées se reflétait dans le document qu'ont publié, avant de se séparer, les évêques espagnols à propos de la tentative de putsch militaire du 23 février. Le texte considère comme *« dignes de réprobation »* des faits qu'il évite toutefois de qualifier de tentative de coup d'Etat, et affirme son appui *« aux principes que la population a sanctionnés dans la Constitution »*. Mais il critique aussi, à ce propos, en un langage qui n'est pas sans rapport avec celui que l'on entend dans les casernes, *« la crise dans le domaine des forces morales »* et *« l'abandon manifeste de l'exercice des responsabilités familiales, éducatives et politiques »*.

THIERRY MALINIAK.

هكذا من الأصل

Le Monde

MEDECINE

Quatre-vingts millions d'enfants à vacciner

Cinq millions d'enfants meurent, chaque année, de six maladies contre lesquelles existent pourtant des vaccinations codifiées, efficaces, et largement expérimentées : diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche, tuberculose et poliomyélite. Cinq autres millions resteront, *du fait de ces mêmes maladies*, porteurs de lourdes séquelles, neurologiques, ophtalmologiques, auditives. Au total, on estime à *quatre-vingt millions le nombre des enfants qui* naissent *chaque* année dans le tiers-monde, et qu'il conviendrait d'immuniser contre ces six maladies. Dans les faits, moins de 10 % d'entre *eux* seulement le sont à l'heure actuelle.

L'ampleur de ce problème n'avait, jusqu'à ces dix dernières années, pas été saisie à ses justes dimensions. En 1974, l'Organisation *mondiale de la santé* (O.M.S.) décidait de mettre en œuvre, dans l'ensemble du tiers-monde, un « Programme élargi de vaccina*tions » selon lequel, en 1990, tous les enfants* devraient être vaccinés contre ces six maladies. La réalisation de ce programme est entrée progressivement dans les faits, de manière très inégale selon les possibilités des pays et leur degré d'engagement dans une telle politique.

Où en est-on aujourd'hui ? Telle était la question à laquelle ont voulu répondre les participants, *scientifiques* et *responsables* de santé publique, réunis du 16 au 20 février, à Dakar, sur l'initiative de l'Association pour la promotion de la médecine préventive (A.P.M.P.) lors du deuxième Séminaire international sur les vaccinations, en Afrique, que présidait le professeur Raymond Mande (Paris).

L'O.M.S. ne dissimule pas que le Programme élargi de vaccinations qu'elle a élaboré est d'autant plus ambitieux qu'elle le

par CLAIRE BRISSET

proclame indissociable de deux autres objectifs : la lutte contre la faim et l'accès pour tous à l'eau potable. Malnutrition et insalubrité de l'eau sont, en effet, de puissantes alliées des maladies infectieuses que le programme a choisi pour cibles.

L'O.M.S. n'en souhaite pas moins convaincre les gouvernements des pays du tiers-monde qu'il faut impérativement intégrer les programmes de vaccination à leur politique sanitaire, et non les appliquer de manière ponctuelle comme ils l'ont été trop souvent dans le passé. Elle souhaite aussi faire en sorte que ces pays se dotent eux-mêmes de structures de production de vaccins et de contrôle de leur qualité, afin de réduire leur dépendance — *quasi totale à l'heure actuelle* — à l'égard du monde industrialisé, qui exige des prix parfois incompatibles avec les disponibilités *financières des pays les plus pauvres du monde.* L'O.M.S. veut, enfin, que la pratique des vaccinations soit pleinement intégrée à la politique des « soins de santé primaires » élaborée conjointement avec l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) il y a près de deux ans, qui consiste à recentrer les actions sanitaires sur la prévention et non plus sur la médecine strictement curative.

Le bien-fondé de cette politique n'est, nulle part, mis en question, bien au contraire. Mais les contraintes auxquelles se heurte son application sont *énormes* : contraintes financières d'abord, parce que le budget de santé publique des Etats africains reste généralement squelettique et encore trop absorbé par la médecine curative ; contraintes culturelles, car la démarche préventive n'est pas spontanée — surtout lorsque plusieurs injections sont nécessaires — et se heurte parfois à de puissants interdits. Contraintes techniques enfin, car les structures élémentaires d'un bon réseau de vaccination font encore le plus souvent défaut : organisation et entretien d'une chaîne de froid sans failles, présence d'un personnel expérimenté, mise au point des associations vaccinales et d'un calendrier applicable...

Reste enfin à vaincre un conflit doctrinal que les Journées de Dakar ont fait très nettement *apparaitre. Faut-il organiser les vaccinations* exclusivement dans des « points fixes » où la population serait conviée à se rendre ? Faut-il, au contraire, aller au-devant d'elle à l'aide d'équipes mobiles sur le modèle appliqué, par exemple, par les responsables de la lutte contre les grandes endémies dans les anciennes colonies françaises ?

La première formule, soutenue par l'O.M.S., largement inspirée sur ce point par l'école anglo-saxonne et, surtout, par les Américains, est *à la fois, disent* ses promoteurs, plus rationnelle et plus économique. Elle consiste à stocker les vaccins en des points bien déterminés, où les conditions de leur réfrigération seront bien assurées et où l'on convoquera la population à intervalles réguliers.

Démarche inapplicable, *répondent* les tenants des équipes mobiles, dans les zones, le Sahel par exemple, où l'habitat est extrêmement dispersé, la population peu nombreuse et les moyens de transport quasi inexistants.

Sur ce point, les parties en présence ne paraissent guère prêtes à transiger. Pourtant, une solution intermédiaire existe, qui semble de loin être la meilleure formule : organiser, autour des points fixes de vaccination, des équipes mobiles « d'extension » qui permettront de toucher les populations rurales des zones reculées. Car la politique des points fixes établis dans les agglomérations peut apporter un redoutable appui à une urbanisation, déjà précipitée et anarchique, qu'il faut à tout prix tenter d'entraver.

De la rougeole au tétanos

PARADOXALEMENT — au regard des normes européennes et nord-américaines, — c'est sans doute la rougeole qui, sur les six maladies visées par le Programme pose en Afrique noire les problèmes les plus aigus, puisqu'elle constitue, avec la malnutrition et le paludisme, l'une des toutes premières causes de la mortalité infantile. On estime, ainsi, qu'elle tue pour la seule Afrique de l'Ouest quelque cinq cent mille enfants chaque année, généralement avant l'âge de deux ans. Elle entraîne, en outre, de très importantes complications respiratoires, *neurologiques, nutritionnelles,* et provoque un certain nombre de cécités. Elle entretien enfin des relations étroites avec la malnutrition, dont elle est à la fois une conséquence et une cause.

Or la vaccination contre la rougeole pose des problèmes particuliè*rement complexes, d'abord en raison* de l'extrême sensibilité du vaccin à la chaleur (il fallait, jusqu'à ces der*nières années, le conserver* à — 20 degrés), ensuite en raison de la difficulté de définir un agent idéal *pour l'immunisation : celle-ci ne* « prend » pas toujours avant l'âge d'un an, à cause, notamment, de la *subsistance de quelques* anticorps maternels, mais la maladie est meurtrière en Afrique dès le sixième mois *de la vie. Ainsi a-t-on généralement* opté pour un compromis : vacciner à *neuf mois*. En outre, l'industrie a *mis au point* un vaccin moins sensible à la chaleur : une conservation à 4 degrés suffit.

Il n'en demeure pas moins, a-t-on souligné au colloque de Dakar, que le problème de la vaccination contre cette maladie n'est, à l'heure actuelle, pas entièrement résolu dans la majorité des pays du tiers-monde, alors que *les Etats-Unis*, par exemple, peuvent raisonnablement espérer l'élimination de la rougeole sur leur territoire d'ici au 1er octobre 1982. Tel est, du moins, l'objectif du gouvernement américain.

La coqueluche pose aussi des problèmes majeurs de santé publique. Près de 80 % des enfants non immunisés la contractent, et elle tue — généralement avant l'âge de deux *ans* — 1 % à 3 % d'entre eux. Aussi plusieurs millions d'enfants en meurent-ils chaque année. En outre, les longues périodes de forte toux, de vomissements et de manque d'appétit qu'elle provoque entraînent souvent une grave malnutrition. L'immunisation s'impose d'autant plus que l'utilisation de produits plus standardisés limite aujourd'hui considérablement les accidents neurologiques qui avaient été déplorés dans les premières années d'application de ce vaccin.

Etendre le B.C.G.

La nécessité d'une protection contre la tuberculose n'est généralement pas mise en doute non plus dans la majeure partie des pays du tiers-monde, d'autant que le B.C.G. lyophilisé, relativement thermo-stable, se montre d'une remarquable efficacité. A cet égard, les résultats d'une enquête menée en Inde qui concluait récemment à l'inefficacité du B.C.G. sur une population du sud de ce pays — et cela pour des raisons encore mal élucidées (lire page suivante l'article de J.-Y. Nau) — ne semblent aucunement devoir être extrapolés, du moins en Afrique noire.

Les vaccinations antidiphtériques et antitétaniques, enfin, ne font pas l'objet d'une même appréciation. La première, a-t-on estimé à Dakar, pourrait ne pas s'imposer comme une priorité absolue : la *diphtérie est* très inégalement répandue en Afrique où elle n'apparaît guère que dans les zones urbaines (la ville de Dakar, avec vingt-cinq à cinquante cas annuels pour cent mille habitants, étant l'une des plus touchées), mais le vaccin antidiphtérique est très généralement conjoint avec la vaccination antitétanique qui, elle, est d'une importance capitale et indiscutée.

Aussi n'apparaît-il pas nécessaire de les dissocier, d'autant que le coût n'en serait pas considérablement réduit. Le tétanos, en effet, a-t-on rappelé au colloque de Dakar, est spontanément mortel au moins une fois sur deux. Son traitement est difficile et coûteux, l'immunité naturelle n'existe pas : seule la vaccination garantit une *protection* complète. Or, en Afrique, à l'heure actuelle, le tétanos est extrêmement répandu (dix à cinquante cas annuels pour cent mille habitants), le groupe le plus atteint étant de loin celui des nouveau-nés (0,5 à 10 % des naissances vivantes), à cause de l'hygiène défectueuse qui préside à la majorité des accouchements.

En ce qui concerne la poliomyélite, enfin, *ce n'est pas tant la mortalité* que la gravité des séquelles qui font de cette maladie une cible de première importance *dans le tiers-monde* (voir ci-contre), d'autant qu'elle semble y progresser nettement.

Plus de cent pays

Dès maintenant, l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) — fortement soutenue sur ce *point par* l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) et le PNUD (Programme des *Nations unies pour le développement*) — apporte un important soutien financier et une aide *logistique* à la réalisation du « Programme élargi de vaccinations ». Les trois institutions versent annuellement quelque 25 millions de dollars à cet effet.

Aussi, à l'heure actuelle, plus *de cent pays du tiers-monde* ont-ils adhéré à ce programme, généralement en entreprenant *d'abord une expérience régionale*. En Afrique *noire*, trente pays (1) ont lancé les six vac*cinations, et cinq autres nations* (2) ont entrepris un début d'application.

(1) Angola, Botswana, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte-d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, *Guinée*, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mauritanie, *Ile Maurice*, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Saotomé et Principe, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Haute-Volta, *Zambie et Zaïre.*

(2) Burundi, Guinée Equatoriale, Sénégal, Tchad, Togo.

La poliomyélite, comme la variole ?

LES populations du tiers-monde sont exposées, bien davantage que celles des pays industrialisés, au risque de la poliomyélite, qui est même en augmentation dans de nombreux pays tropicaux. La présence à la conférence de Dakar du médecin américain Jonas Salk, inventeur du premier vaccin antipoliomyélitique, aura donné à ce thème un relief tout particulier, d'autant que des acquisitions récentes sont en passe de modifier radicalement des théories que l'on pensait, sur ce point, solidement établies.

En 1954, Jonas Salk met au point aux Etats-Unis le premier vaccin efficace contre la poliomyélite. C'est un vaccin inactivé, tué, injectable, qui se révèle remarquablement efficace. Il est aussitôt testé avec succès sur deux millions d'enfants. Or, à la suite d'un défaut dans la fabrication du produit, une série d'accidents mortels surviennent qui discréditent totalement, aux Etats-Unis du moins, un vaccin dont la formule, pourtant, n'était nullement en cause. Un certain nombre de pays européens l'adoptent néanmoins, (Suède, Finlande, Pays-Bas, France), et la vaccination antipoliomyélitique se répand rapidement, faisant chuter de manière spectaculaire l'incidence de la maladie dans des pays industrialisés qui lui payaient encore un lourd tribut. Ainsi, en France, le nombre de cas déclarés au cours de l'année *1957 dépassait-il 4 000,* entraînant plus de 300 morts.

En 1957, un autre chercheur américain, Albert Sabin, met au point un deuxième vaccin contre la poliomyélite, vivant cette fois, donc procurant l'immunité par la voie d'une immunisation naturelle, extrêmement maniable et d'une grande commodité d'emploi puisqu'il peut être administré par voie buccale.

A partir de 1961, cette formule se répand dans l'ensemble du monde industrialisé. Certains pays en font même un usage exclusif (Etats-Unis, Grande-Bretagne, U.R.S.S. et démocraties populaires, Japon...).

En France, où la vaccination contre la poliomyélite *est devenue* obligatoire en 1964, les autorités sanitaires ont choisi de laisser subsister les deux formules : le vaccin inactivé type Salk (1) et le vaccin vivant, oral, type Sabin, qui se partagent à peu près pour moitié le marché. Néanmoins, le vaccin Sabin a acquis, sur l'ensemble des marchés mondiaux, une place prépondérante.

La surprise devait venir de *l'utilisation de ce vaccin vivant* dans les pays tropicaux, lorsque ceux-ci ont commencé à en faire usage. La protection des enfants vaccinés, à l'aide de la formule Sabin, en effet, se révélait faible ou incertaine, d'après les études menées sur le terrain en divers points du globe (Mexique, Inde, Thaïlande, Iran, Côte-d'Ivoire, Nigéria et plusieurs pays du Moyen-Orient). L'efficacité du vaccin peut être nulle, parfois, chez 70 % des enfants vaccinés (2) alors qu'elle est absolue, généralement, chez 90 % des enfants européens ou nord-américains. *Une très forte augmentation* de la dose et des prises ne modifiait pas nettement les résultats.

Ce phénomène, aujourd'hui admis par tous, n'a pas encore reçu d'explication parfaitement claire. Selon l'hypothèse le plus souvent avancée, la présence de nombreux virus intestinaux « sauvages » chez les populations des pays tropicaux inhiberait l'action du vaccin buvable et la rendrait insuffisante pour conférer une protection efficace.

Aussi, de nombreux chercheurs et responsables de la santé publique dans le tiers-monde se tournent-ils, de nouveau, vers le vaccin atténué de Salk. Celui-ci, en effet, s'est révélé d'une efficacité absolue quelle que soit la zone géographique. Trois études menées récemment en Afrique noire (en Côte-d'Ivoire, en Haute-Volta et au Mali) l'ont amplement démontré.

(Lire la suite page 16.)

(1) Appelé en France Lépine, du nom du chercheur de l'Institut Pasteur qui a amélioré, en 1956, l'inactivation du virus pour fournir un vaccin offrant une *plus grande* sécurité.

(2) Cf. *le Vaccin poliomyélitique buccal doit-il être remis en question*, par le professeur Michel Rey, *Cahiers médicaux*, juin 1980.

Promouvoir la médecine préventive

Créée il y a dix ans, l'Association pour la promotion de la médecine préventive (A.P.M.P.) (1), qu'anime le docteur Philippe Stoeckel, a été fondée par l'Institut Pasteur de Paris et la Fondation Mérieux, auxquels s'est adjoint, quelques années plus tard, le Centre international de l'enfance (Paris). Le professeur Robert Debré en avait assumé, jusqu'à sa mort, la présidence, aujourd'hui reprise par le professeur Raymond Mande.

Dès l'origine, les responsables de l'A.P.M.P. avaient souhaité non pas se substituer aux *structures déjà existantes* (institutions nationales, organismes de lutte contre les grandes *endémies*, instituts Pasteur d'outre-mer, etc.), mais leur apporter un soutien technique et constituer un relais entre les acquisitions de la recherche et leurs applications sur le terrain.

D'ores et déjà, les activités de l'A.P.M.P. ont permis de faire progresser certaines techniques de diagnostic. Ainsi a été mise au point une mallette permettant la surveillance épidémiologique de trois maladies-clés : choléra, fièvre jaune et variole, qu'il importe de diagnos*tiquer dès qu'elles se déclarent*, afin de mettre en œuvre immédiatement des mesures prophy*lactiques. Cette mallette, moyennant* l'aide de l'O.C.C.G.E. (2), a été distribuée dans de nom*breux Etats d'Afrique de l'Ouest*, ce qui a, notamment, rendu possible la détection d'un certain nombre de cas de fièvre jaune.

D'autre part, les responsables de l'A.P.M.P. ont permis d'améliorer considérablement la stratégie d'emploi des vaccins contre la méningite (travaux du professeur Pierre Saliou, hôpital du Val-de-Grâce, Paris) et de mettre en place des méthodes efficaces de diagnostic de la méningite sur le terrain.

Actuellement, depuis un an, l'A.P.M.P., les autorités sénégalaises et les services de l'O.C.C.G.E. mènent à Kolda, dans le sud du Sénégal, avec le soutien du ministère français de la coopération, un programme de vaccination « grandeur nature » : il s'agit, en effet, de vacciner toute la population infantile d'un département qui compte cent vingt mille habitants contre les six maladies-cibles visées par le « programme élargi » de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). On y a ajouté, compte tenu des conditions locales, la vaccination contre la variole et contre la fièvre jaune. A terme, le programme de Kolda s'étendra à une population de 500 000 habitants.

Une expérience unique

Dans la toute première zone touchée par cette expérience, 85 à 90 % des enfants ont été vaccinés. L'incidence de la rougeole et de la coqueluche a déjà fortement diminué. La vaccination antipoliomyélitique est pratiquée à l'aide du nouveau vaccin Salk concentré. Enfin, les séances de vaccination comportent la diffusion d'une éducation nutritionnelle : on apprend aux mères à « supplémenter » dès l'âge de quatre mois l'alimentation au sein, à l'aide de bouillies composées d'aliments locaux.

Le *programme* de Kolda repré*sente, pour les responsables* du « programme élargi de vaccinations » défini par l'O.M.S., une *expérience jusqu'à présent* unique qui devrait permettre de venir à bout du conflit doctrinal : centres fixes ou équipes mobiles ? En effet, à Kolda même, existent, d'une part, le centre fixe voulu par l'O.M.S. et, d'autre part, les équipes mobiles d' « extension » qui pourront toucher l'ensemble de la population. Reste un problème de moyens...

(1) A.P.M.P., 5, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris. Tél. : 734-52-94.

(2) Organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies ; cet organisme, dont le siège est à Bobo-Dioulasso, comprend : le Bénin, la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le B.C.G. serait inefficace sur une population du sud de l'Inde

« Une surprise totale », estime-t-on à l'Organisation mondiale de la santé

Dans un communiqué récemment publié à Genève, l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) rappelle la nécessité de poursuivre la vaccination préventive de la tuberculose par le B.C.G. (1). Cette prise de position officielle émane des conclusions de travaux menés par deux groupes d'experts internationaux à la suite d'une étude, réalisée dans le Sud, qui mettait en doute les critères d'efficacité d'un vaccin considéré jusqu'à présent comme assurant une protection relativement satisfaisante. Les mêmes experts soulignent, d'autre part, la nécessité d'entreprendre des recherches afin de disposer d'une explication satisfaisante concernant les résultats indiens qui constituent de leur propre aveu « une surprise totale ».

Dans les pays du tiers-monde, la tuberculose reste une maladie endémique. Sa symptomatologie souvent trompeuse, son caractère très contagieux et sa fréquence élevée (2) expliquent qu'elle pose d'importants problèmes de santé publique. D'où l'intérêt de campagnes généralisées de vaccination systématique. Il convient de dire que cette vaccination n'est pas d'une efficacité absolue et que le pouvoir protecteur qu'elle confère disparaît relativement vite, tombant de 90 à 50 % au bout de dix ans.

C'est, précise-t-on à Genève, à l'issue d'une surveillance de près de huit années d'une population donnée que les autorités indiennes de la santé publique ont constaté que la vaccination par le B.C.G. ne conférait, chez les adultes tout au moins, aucune protection contre la tuberculose. Qui plus est, les mêmes autorités ont pu noter, à cette occasion, une incidence exceptionnellement élevée de l'affection chez les hommes âgés.

Il ne semble pas que la méthodologie mise en œuvre soit à critiquer. Trois cent soixante mille personnes depuis 1968 ont été incluses dans cette étude, soit la totalité — à l'exception des nourrissons de moins d'un mois — de la population de la province de Chingleput, à l'ouest de Madras. L'essai comportait notamment des épreuves tuberculiniques, des radiophotographies pulmonaires et utilisait pour les vaccinations des lots de B.C.G. dont l'efficacité déjà connue était relativement élevée. Les conditions de transport et de manipulation des vaccins sur le terrain ne semblent pas devoir, d'autre part, être mises en cause.

La vaccination systématique

Lorsqu'il y a quelques mois, ces résultats furent publiés, ils causèrent une certaine émotion dans la communauté scientifique et relancèrent alors la controverse sur l'utilité de la vaccination systématique (3). Aujourd'hui, les deux groupes d'experts annoncent — après les avoir étudiés — leur « surprise totale » devant ces résultats. Il convient cependant, selon eux, de retenir un ensemble de données épidémiologiques qui, si elles n'apportent pas d'explication, permettent d'émettre un certain nombre d'hypothèses.

C'est ainsi, par exemple, que la région concernée est fortement touchée par la tuberculose et par les maladies infectieuses dont les germes sont peu différents dans leurs structures de ceux du bacille de Koch. A Chingleput, d'autre part, on a découvert que le bacille responsable de la tuberculose présentait quelques légères différences par rapport à celui que l'on rencontre communément. La période comprise entre l'infection et le début clinique de la maladie, contrairement à ce qui se passe en Europe, est assez longue pouvant dans certains cas atteindre plusieurs années. La prévalence de la lèpre dans la région pourrait, enfin, expliquer, selon les experts de l'O.M.S., une réponse inhabituelle de l'organisme au B.C.G.

Tous ces éléments réunis ne sont cependant pas suffisants pour élucider les causes des résultats enregistrés. On affirme à Genève que ces informations ne remettent pas en question les actuelles campagnes de vaccination antituberculeuses de masse portant sur les nourrissons et les enfants.

Des particularités épidémiologiques

Ces études mettent, cependant, à nouveau en lumière toute l'importance qu'il faut accorder dans le cadre des campagnes de vaccination préventive aux caractéristiques épidémiologiques des pays concernés. Lors d'un symposium international qui s'est tenu à Nairobi à la fin de l'année (*le Monde* du 31 décembre 1980), plusieurs virologistes avaient soulevé ce problème et, plus récemment encore, à Dakar, un colloque a été consacré à cette question (voir page précédente).

Mis au point, testés et d'abord utilisés dans les pays industrialisés à climat tempéré, les vaccins actuels ne sont pas toujours adaptés aux particularités — encore mal connues — de nombre de pays du tiers-monde, ni aux particularités épidémiologiques (flores virale, bactérienne et parasitaire différentes, hygiène défectueuse, par exemple). Les résultats obtenus avec les différents vaccins antipoliomyélitiques (injectables ou buvables) sont à cet égard fort démonstratifs. Dans le même ordre d'idée, on vient de découvrir que des virus dangereux pour l'homme peuvent, dans certains cas, entrer en contact avec l'organisme sans y déclencher d'affection clinique.

C'est tout un nouvel éclairage épidémiologique des maladies infectueuses qui commence à poindre, incluant l'étude et la prise en compte des particularités du tiers-monde. Cet éclairage apparaît, aujourd'hui, comme une nouvelle difficulté qui vient s'ajouter aux considérables problèmes financiers et politiques que rencontre la mise en place des campagnes de vaccination systématiques.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le sigle B.C.G. signifie bacille de Calmette et Guérin, du nom de ceux qui ont mis au point le vaccin contre la tuberculose. Il s'agit d'un vaccin bactérien vivant dont la virulence a été atténuée. Il se conserve au froid et à l'obscurité.

(2) A la fin du dix-neuvième siècle, la tuberculose en Europe était responsable d'un décès sur sept. Aujourd'hui, l'O.M.S. estime, dans le monde, à 7 millions le nombre de malades contagieux et à 3,5 millions celui des nouveaux cas annuels. La plupart de ceux-ci se déclarent dans les pays du tiers-monde, où le taux de mortalité dû à cette infection reste élevé (50 % à cinq ans), chiffre cité par le professeur Michel Rey (Clermont-Ferrand), « Vaccinations », Abrégé Masson, 1980.

(3) La vaccination par le B.C.G. est obligatoire en France, depuis 1950, pour les enfants et pour certaines catégories d'adultes. Elle l'est aussi dans soixante-six pays et officiellement recommandée dans cent vingt-trois autres.

LIVRES

■ LE MAGNETISME, de Emile Wanono. *Ramsay*, « *collect. Image* », *222 pages, 38 F environ.*

A l'évidence, ce livre ne pourra séduire que quelques lecteurs déjà convaincus des « vertus » du magnétisme. La présentation de l'ouvrage n'invite pas à l'indulgence (l'auteur — « *l'homme aux mains de miracle* » — qui, dit-on, a adapté cet art très ancien à la science médicale, est censé « *répondre à toutes les questions* »), son contenu encore moins. En quatorze chapitres et 214 pages, M. Emile Wanono, cherchant à faire le point sur une notion séduisante, ne parvient au mieux qu'à lasser son lecteur.

L'ouvrage, somme d'affirmations, de certitudes, truffé d'exemples sans références, ne constitue ni une approche théorique du phénomène ni un bilan de sa possible utilisation en thérapeutique. *L'auteur, « excluant une action déterminante de l'imagination »* voit cependant dans toute cure magnétique « *un cheminement de l'énergie du fluide magnétique ou du liquide cérébro-spinal...* »

Il existe bien peu de passerelles entre la médecine « officielle » et les « thérapeutiques douces ». Nul doute qu'un tel ouvrage, loin d'en bâtir de nouvelles, n'en détruise quelques-unes.

J.-Y. N.

■ *DE BONNES DENTS TOUTE* LA VIE, du Dr Roland Fleureau, « *Nouvelles éditions Baudinière* », *175 pages, 45 F environ.*

Cet ouvrage, agréable à lire, aborde tous les problèmes dentaires des différentes étapes de la vie : dents de lait de l'enfance, de sagesse, de l'âge adulte et du troisième âge. Le premier chapitre propose de « *vaincre la peur du dentiste* ». D'autres sont consacrés aux soins dentaires et une annexe explique au lecteur comment lire une feuille de Sécurité sociale. Enfin, ce livre donne de précieux conseils et notamment un « régime anticarie idéal ».

La poliomyélite, comme la variole ?

(Suite de la page 15.)

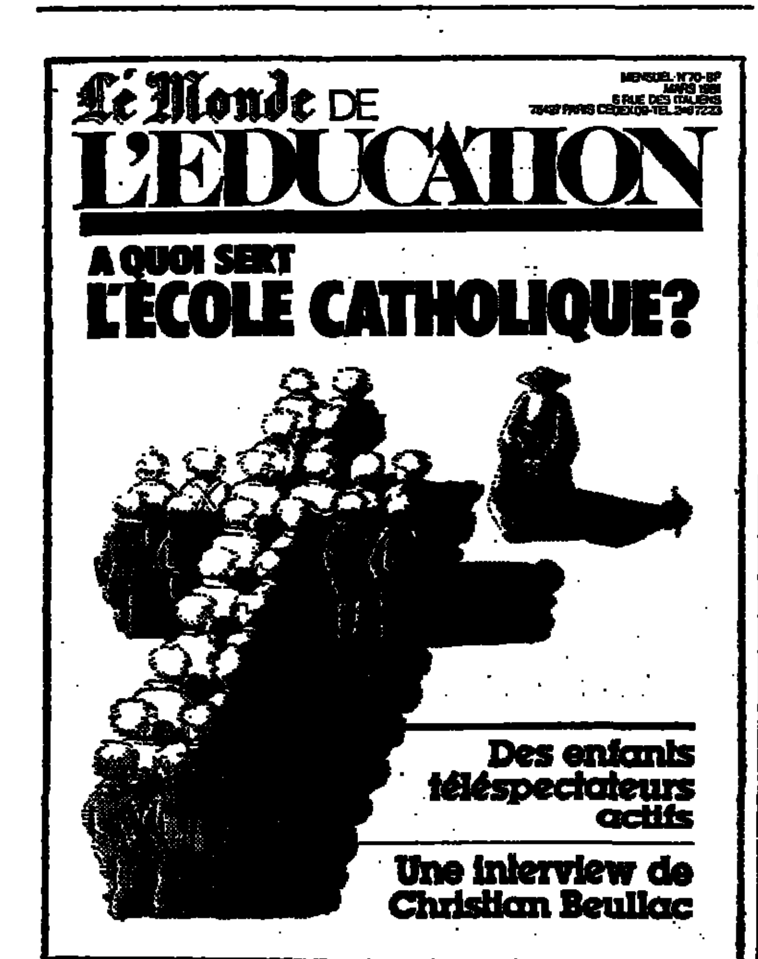
Néanmoins, la fabrication du vaccin Salk classique posait, jusqu'à une période récente, des problèmes assez considérables. Il était produit, d'après la formule originelle, à partir de cellules rénales de singes, d'où un coût très élevé. En outre, les singes se raréfient, et il est hors de question d'épuiser les réserves naturelles des zones équatoriales et tropicales, fût-ce pour produire les quantités de vaccin nécessaires.

Des études plus récentes, exposées lors du colloque de Dakar, autorisent cependant de grands espoirs. En effet, des travaux menés au Rijks Institut de Bilthoven (Pays-Bas) par le professeur Van Wezel ont permis, dans un premier temps, de cultiver sur des billes synthétiques des cellules primaires de singe, et de produire par ce biais le virus poliomyélitique. Un autre étape a été franchie lorsque les chercheurs sont passés, à partir d'un même singe, à des cultures secondaires, puis tertiaires, de la même lignée cellulaire : avec un seul singe, on parvenait à multiplier par trente à cinquante la production de virus, donc de vaccin.

Actuellement, les laboratoires Mérieux, en collaboration avec le Rijks Institut, industrialisent le procédé mis au point aux Pays-Bas. Ils s'orientent vers l'utilisation d'une cellule « vero », totalement affranchie du singe — à l'exception de la lointaine « cellule-mère », — c'est-à-dire l'utilisation d'une lignée « éternelle », qui permettra des repiquages de cellule à cellule. Ce procédé devrait ouvrir la voie à une production massive — et, à terme, peu onéreuse — du nouveau vaccin Salk.

Peut-on envisager, à terme, grâce à de tels progrès, l'éradication de la poliomyélite comme on a assisté à celle de la variole ? Le réservoir du virus poliomyélitique, comme celui de la variole, est l'être humain. Il n'est donc pas absurde de penser — d'espérer — qu'une couverture vaccinale efficace et généralisée pourrait permettre d'entrevoir la disparition d'une maladie qui, lorsqu'elle ne tue pas, laisse chez tant d'enfants des séquelles invalidantes et définitives.

CLAIRE BRISSET.





L'exploration de l'épave de « la Méduse » a permis de tester diverses méthodes de recherche archéologique sous-marine

Après deux mois et demi de travail sur le banc d'Arguin, au large de la Mauritanie, l'équipe du Groupe pour la recherche, l'identification et l'exploration de l'épave de la Méduse *(GRIEEM, association régie par la loi de 1901, et présidée par le professeur Théodore Monod, de l'Académie des sciences), a acquis la quasi-certitude que les restes qu'elle a trouvés sous 5 mètres d'eau étaient l'épave de* la Méduse. *Prudent, M. Jean-Yves Blot, qui dirigeait sur place les vingt-cinq personnes participant à l'expédition, veut encore attendre les résultats de diverses analyses et études, avant de le confirmer officiellement.*

Mais, dès à présent, on peut affirmer que l'expédition de la Méduse *a permis de tester l'efficacité de diverses méthodes physiques de recherche archéologique sous-marine.*

Le naufrage de *la Méduse* avait déjà fait l'objet de nombreux travaux. Grâce à plusieurs études faites en 1817, en 1961-1963, et en août 1980 par le Service hydrographique et océanographique de la marine nationale (SHOM), la topographie du banc d'Arguin était assez bien connue : 15 000 kilomètres carrés de hauts-fonds couverts de sables, de coquillages brisés, d'un peu de vase, n'affleurant jamais et s'étendant de la côte mauritanienne jusqu'à une cinquantaine de kilomètres vers le large. De même, la position supposée de l'épave était connue à 1 ou 2 kilomètres près. Si bien que le 4 décembre 1980, c'est-à-dire deux jours après l'arrivée de l'expédition sur le site, l'épave était repérée par un levé magnétique réalisé par trois ingénieurs et deux magnétomètres très sensibles prêtés les uns et les autres par le laboratoire de magnétométrie de Grenoble du Commissariat à l'énergie atomique.

La frégate *la Méduse* contenait, en effet, suffisamment d'objets en fer (quatorze canons, lest, munitions, outils divers, soit en tout 50 tonnes de métaux ferreux environ) pour créer une anomalie magnétique très ponctuelle de plusieurs milliers de gammas (1).

Le jour même, deux plongeurs-démineurs de la marine nationale voient dans l'eau très trouble, des canons et autres objets rouillés. Immédiatement, M. Jean-Yves Blot plonge aussi, mesure les canons (2,60 mètres de long) et repère des ancres, en notant leur forme.

Vers le 20 décembre, M. Alain Kermorvan, du laboratoire de physique numéro un, de l'université de Tours, fait de la prospection électrique. Pendant l'été 1980, des essais au large de l'île de Port-Cros lui avaient montré que le courant alternatif utilisé sur la terre ferme devait être remplacé en mer par du courant continu. Mais les essais n'avaient pas été très nets. Au contraire, sur le site de *la Méduse*, la prospection électrique a été très efficace et on sait maintenant que cette méthode permettra de cartographier des sites archéologiques sous-marins. La prospection électrique permet de voir les contrastes créés par la conductivité qui diffère selon les matériaux sous-jacents (matières organiques ou sédiments).

Un matériel abondant et sophistiqué (chaîne de télémétrie automatique prêtée par Thomson-C.S.F., calculatrices et traceurs de courbes prêtés par Hewlett-Packard-France, récepteur du système Transit de positionnement par satellite prêté par la Compagnie des signaux et d'entreprises électriques, etc.) a été utilisé.

Au-delà du bénévolat

Tous les éléments réunis concourent pour donner la conviction qu'il s'agit bien de *la Méduse* : la coque de bois était doublée de cuivre et chevillée de même, ce qui s'est fait à partir de 1786. La forme des ancres est, elle aussi, typique de la fin du XVIII[e] siècle, mais le jas (la barre transversale qui oblige l'ancre à reposer obliquement sur le fond et donc à s'y accrocher) a disparu ; il était donc en bois, ce qui date les ancres d'avant 1850. Les ancres étaient manifestement attachées avec des câbles de chanvre (les chaînes en fer sont apparues pour les gros navires sous la Restauration). Les dix canons vus — actuellement recouverts de concrétions — sont bien du même calibres que ceux de *la Méduse*. Le lest de fer, coûteux, était réservé aux bâtiments de guerre. Les perriers (petits canons de bronze) ne portent aucune trace d'armoiries : ils ont donc été faits après la chute de l'Ancien Régime. Un clou en cuivre porte les initiales FR : Rochefort et Toulon étaient les seules forges de la marine, de Colbert à la Restauration.

L'époque définie par tous ces indices coïncide donc parfaitement avec celle de *la Méduse*, qui avait été construite à Paimboeuf (Loire-Atlantique) de 1806 à 1810.

En outre, le sondeur acoustique prêté par le Dr Harold Edgerton (du Massachusetts Institute of Technology) permet d'apporter une présomption supplémentaire. En 1817, une mission hydrographique de la marine royale avait vu l'épave de *la Méduse*, qui, dix mois après le naufrage, émergeait encore. On ne s'expliquait pas pourquoi, étant donné que les bateaux échoués sur la côte mauritanienne étaient en général rapidement engloutis dans les sables. Or le sondeur a détecté, à moins de 1 mètre sous le fond sableux, une dalle de grès très dur.

M. Jean-Yves Blot attend d'avoir quelques informations supplémentaires pour être sûr qu'il s'agit bien de *la Méduse*. Il faut notamment vérifier dans les rôles d'armement de la frégate si les numéros des perriers embarqués sur *la Méduse* correspondent à ceux qui figurent encore sur les petits canons de bronze qui ont été retrouvés.

Il reste à fouiller vraiment le site. Certes, le nom seul de *la Méduse* a permis d'obtenir beaucoup de choses : quatre bateaux à voiles grâce au bénévolat de leurs propriétaires ou au mécénat de la compagnie d'assurances Winterthur ; caution du professeur Monod; bourses (77 000 F *en tout) données par la délégation* générale à la recherche scientifique et technique; quelques billets d'avion; aides financières de 50 000 F de *TF 1* et de 10 000 F de la municipalité de Rochefort; nourriture offerte par des fabricants de conserves, etc. Certes, les participants étaient presque tous bénévoles. Certes, la marine mauritanienne a donné le concours très actif d'une vedette rapide dont tout l'équipage a été passionné par la recherche de *la Méduse*.

Mais la fouille méthodique et scientifique du site du naufrage nécessite une expédition beaucoup plus importante et beaucoup plus lourde pour laquelle le bénévolat ne sera plus suffisant.

YVONNE REBEYROL.

(1) Ces magnétomètres sont capables de détecter, en mer, des anomalies magnétiques du dixième de gamma. Par comparaison, la valeur moyenne du champ magnétique, au large de la Mauritanie, est de l'ordre de 40 000 gammas.

LE 2 JUILLET 1816 AU MATIN

Partie de l'île d'Aix (Charente-Maritime), le 17 juin 1816, avec trois autres bâtiments, pour aller reprendre possession de la colonie du Sénégal, la frégate « la Méduse » a perdu de vue ses compagnons de voyage quand elle s'est trouvée aux environs du banc d'Arguin, signalé comme dangereux sur les instructions nautiques. Le commandant Hugues Duroy de Chaumareys est un marin indécis, qui n'a pas navigué depuis très longtemps.

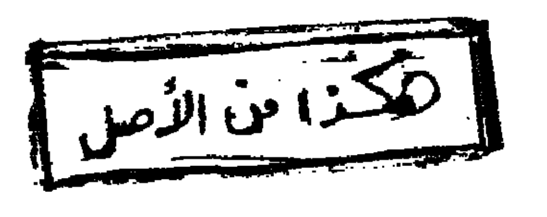
Chaumareys se croit largement à l'ouest du banc lorsque, le 2 juillet au matin, la frégate s'échoue doucement.

Il y a trois cent quatre-vingt-dix-sept personnes à bord, dont une vingtaine de femmes et cinq enfants, et seulement une chaloupe, quatre canots et une yole.

Le 5 juillet, la chaloupe et la yole partent du lieu du naufrage en compagnie des quatre canots qui remorquent un radeau. Mais peut-on parler de *radeau quand on sait* que, *sous* le poids de cent quarante-six hommes et d'une femme (et de grandes quantités de vin, presque seules provisions) entassés sur ses quelque 75 mètres carrés, le radeau flotte entre deux eaux à près d'un mètre sous la surface de la mer ? Notons que dix-sept hommes, refusant d'embarquer sur le radeau, sont restés sur l'épave (trois seront récupérés vivants).

Les câbles de remorquage du radeau cassent ou sont largués très vite. Les canots du gouverneur et du commandant *arrivent le 8 juillet* à Saint-Louis. Les autres embarcations déposent leurs passagers, qui marcheront sur la côte désertique jusqu'à Saint-Louis, les uns pendant quatre jours, les autres pendant seize jours.

Le brick l'« Argus », un des compagnons de voyage de « la Méduse », arrivé sans problème à Saint-Louis, est envoyé à la recherche des disparus. Le 18 juillet, il retrouve le radeau à quelque 170 kilomètres au sud du lieu du naufrage. Le spectacle est atroce : après treize jours de dérive, quinze hommes seulement survivent et des lambeaux de chair humaine sèchent au soleil... Les soûleries au vin, la faim, la peur, ont engendré tueries et cannibalisme. Cinq des rescapés du radeau meurent à l'hôpital de Saint-Louis. — Y. R.



Le Monde

culture

MUSIQUE

Le compositeur et l'ordinateur

Fallait-il en débattre ?

Les séminaires et les débats en matière de musique ne sont pas, quoi qu'on en dise, d'invention récente. Si les archives de Notre-Dame remontaient jusqu'à l'époque lointaine de l'école qui porte son nom, on y trouverait la trace d'un colloque sur le compositeur et la polyphonie à l'aube du douzième siècle, animé par Pérotin et Léonin ; celles de Leipzig révéleraient une conférence houleuse de Jean-Sébastien Bach sur l'avantage des clavecins « bien tempérés », et n'a-t-il pas été question, vers 1812, de la fondation d'un institut de recherche sur le métronome à l'instigation de Maelzel, et dont la direction devait être confiée à Beethoven ? Ce qui explique enfin les cinq années de silence qui précèdent la sonate Hammerklavier... *Cela semble incroyable, dira-t-on, et on aura raison, mais de là à douter que l'IRCAM ait réellement organisé, la semaine dernière, un cycle sur « Le compositeur et l'ordinateur » qui s'est achevé par un débat public, il n'y a qu'un pas, que nous franchirons sans autre précaution oratoire.*

Rien de plus naturel pourtant : puisque l'ordinateur est partout, pourquoi ne pas le mettre au service de la composition musicale, et certains, comme John Chowning, font cela depuis vingt ans. Si ce n'est plus nouveau, du moins est-ce toujours moderne. A vrai dire, pour l'auditeur, la musique produite avec l'aide d'un ordinateur ressemble, avec une gamme plus étendue de possibilités, à la musique électro-acoustique traditionnelle ; les sons sont calculés au lieu d'être le résultat d'un grand nombre de manipulations, et, pour ceux qui aiment voir l'interprète sur scène, le temps semble encore éloigné où la musique par ordinateur pourra être produite avec la même rapidité que l'enfoncement d'une touche de piano. Quant aux calculs préalables, s'ils effraient le mélomane, ils ne sont ni plus ni moins abstraits que le maniement des règles de l'harmonie ; on peut seulement dire qu'ils privilégient la démarche systématique (les informations données à la machine ne doivent rien laisser dans l'ombre) sur l'invention empirique, mais ne bouleversent la musique que de l'intérieur.

Ainsi, en public tout du moins car les cinq journées de séminaire ont dû être plus fructueuses, ne pouvait-il rien y avoir de bien intéressant à débattre, et l'information restait maigre. Interrogés sur les raisons de leur « conversion », les uns, comme Hugues Dufourt ou Pierre Boulez, ont insisté sur les transformations de la façon de penser la musique qu'impliquait le travail avec l'ordinateur, tandis que Brian Ferneyhough invoquait la nécessité pour l'homme de se confronter à la machine et de devoir ainsi lutter pour rester lui-même face à tant de possibilités offertes. François Bayle, à propos de l'adoption par le Groupe de recherches musicales des techniques numériques ou digitales en remplacement des techniques analogiques traditionnelles, a évoqué seulement les avantages du progrès que cela offrait, mais qui ne remettaient pas en cause l'acquis de trente années.

Iannis Xenakis, estimant qu'il avait déjà fait par voie de presse (dans le Matin) *des réserves suffisantes sur les recherches de l'IRCAM, était le grand absent de ce débat ; peut-être aussi estimait-il qu'il était, au fond, sans objet et sans enjeu. Beaucoup plus instructive se révèle après coup la lecture du programme de cent treize pages, édité et vendu par l'IRCAM (23 francs) ; outre des textes de Boulez, Dufourt, Ferneyhough, Xenakis, entre autres, on y trouvera une importante bibliographie commentée.*

Le concert de clôture qui précédait le débat réunissait une œuvre entièrement sur bande de John Chowning : Phoné, *une composition de Tom Machover mettant en présence une bande numérique, une contrebasse et une voix de soprano :* Soft morning, City ! *et* Time and motion study II, *pour violoncelle électronique, de Brian Ferneyhough. Tous les degrés se trouvaient ainsi représentés, mais avec un minimum de mauvaise foi il faut bien convenir que la dernière pièce l'emportait haut la main sur les précédentes.*

Le travail de John Chowning est sans doute remarquable : les voix artificielles se marient avec des timbres instrumentaux non moins artificiels, mais quelle esthétique misérable de la musique vocale que celle qui vise à la rendre absolument anonyme ! A côté de cela, la moindre chorale de quartier possède une richesse de timbre prodigieuse. La longueur et l'absence d'invention renouvelée constituent les deux principaux défauts du « trio » de Machover ; la voix si flexible de Jane Manning semble seulement se jouer des terribles difficultés d'intonation, tandis que le contrebassiste Barry Guy exécute un étonnant numéro de virtuosité dont on se désintéresse trop vite.

Virtuose également, mais d'une véhémence qui, après avoir semblé gratuite — car la débauche de pizzicati métalliques menace de ne jamais s'arrêter, — trouve place dans une vaste conception d'ensemble, Time and motion study II *pour violoncelle seul oblige peu à peu l'interprète à s'accompagner lui-même avec les sons rauques captés au fond de sa gorge. Un jeu de pédale lui permet de faire entendre les échos de son propre jeu, qui, se superposant canoniquement à la partie principale, produit une véritable polyphonie. Malheureusement tout cela a été conçu sans le concours de l'ordinateur... A défaut d'autre chose, n'est-ce pas une façon de montrer que pour faire du nouveau il suffit seulement d'un peu d'imagination ?*

GÉRARD CONDÉ.

ROCK

Tom Robinson, Motorhead, 12°5 et Marquis de Sade

Il faudra, le mercredi 4 mars, faire un choix. En effet, cinq groupes de rock se produisent à Paris, celui de Tom Robinson et Sector 27 au Palais des Arts, Motorhead et Girlschool à l'Hippodrome de Paris, 12°5 au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse et Marquis de Sade au Palace.

Le concert de Sector 27 marque le retour tant attendu de Tom Robinson sur disque et sur scène. On se souvient avec une sympathie particulière de ce musicien qui, il y a deux ans, avec son groupe, le Tom Robinson Band, militait pour les droits des homosexuels et des femmes, s'imposait comme le porte-parole des différentes minorités, fustigeait toutes les formes de racisme dans les textes de ses chansons. Tom Robinson avait su retrouver l'esprit militant des protest-songs à la manière de *Dylan*, ses textes en avaient la vigueur, mais au-delà de la virulence le chanteur faisait preuve de pudeur et de tendresse. Après s'être séparé de son groupe, Tom Robinson a rompu avec le silence avec deux 45 tours : l'un en compagnie d'Elton John, l'autre avec Peter Gabriel. Aujourd'hui, il revient entouré de nouveaux musiciens — Jo Burt (basse), Stevie B (guitare), Derek Quinton (batterie), — avec une musique plus violente qui a gagné en énergie ce qu'elle a perdu en nuances. Le charme de la voix, la détermination du discours, sont toujours présents.

Motorhead est sans doute l'un des meilleurs groupes de hard-rock, l'un des plus populaires aussi. Il y a là une volonté de sortir des sentiers battus, phénomène trop rare dans ce domaine pour qu'on ne le remarque pas. Ses racines appartiennent au rock. Trois musiciens — Lemmy Kilmister (basse), Eddie Clarke (guitare), Phil Taylor (batterie) — trois durs, le riff méchant et le sourire absent, qui n'y vont pas par quatre chemins avec une guitare antédiluvienne et une rythmique d'acier. Girlschool, qui assure la première partie de la tournée, pratique un hard-rock sans surprises dont la seule particularité est d'être joué par quatre filles.

Chez 12°5, c'est aussi une fille qui tient le devant de la scène : Josse, qui n'a pas peur des mots et chante des textes percutants, qui hurle en termes crus sa condition de « nana » et tient à bout de bras son groupe de « mecs » avec une présence indéniable. Formé en 1978, 12°5 joue un rock traditionnel efficace mais sans éclat. Les cinq musiciens — Olivier et Bud (guitares), Franck (batterie), Jean-Luc (basse) et Josse (chant) — sont à la Gaîté-Montparnasse du 3 au 8 mars.

Mais, bien sûr, c'est Marquis de Sade qui attire le plus l'attention. Le groupe de Rennes, qui effectue une grande tournée française, présentera sur scène les compositions de son excellent nouvel album, *Rue de Siam.*

ALAIN WAIS.

Tom Robinson-Sector 27 : le mercredi 4 mars au Palais des arts, à 20 h. ; discographie chez Phonogram. *Motorhead* : le mercredi 4 mars, à l'Hippodrome de Paris, à 20 h., le 5, à Orléans ; le 6, à Brest ; le 8, à Rouen ; le 10, à Bordeaux ; le 11, à Toulouse ; le 12, à Pau ; le 13, à Marseille ; le 14, à Toulon ; le 16, à Nice ; le 17, à Lyon ; le 19, à Mulhouse ; le 20, à Melun ; le 21, à Strasbourg ; discographie chez WEA.

12°5 : du 3 au 8 mars, à 20 h., sauf dimanche, à 17 h., à la Gaîté-Montparnasse ; discographie chez CBS.

Marquis de Sade : le mercredi 4 mars, au Palace, à 19 h. 30 ; discographie chez Pathé-Marconi.

JAZZ

JAMES BLOOD ULMER

Un son nouveau. Un jeu énergumène. Des idées peu banales. Une frénésie à couper le souffle. Et ce brin de légende qui vous accompagne pour faire bonne mesure, pour faire sensation : James Blood Ulmer s'installe à *Paris*, et dans ses nouveaux quartiers de la rue de Lappe, la Chapelle des Lombards renoue avec sa politique de découvertes.

Enfant à peine maudit du funk, fêté par les punks, *James Blood Ulmer* vient de loin. Il est né en Caroline du Sud. Il a trente-huit ans. On le connaissait comme compagnon de cet inventeur d'espaces inouïs que fut *Ornette Coleman*, dont la renommée est injustement « passée à l'as ».

C'est avec Ornette qu'il a changé de conception musicale, du tout au tout, et qu'il élabore cette « fusion » *d'aujourd'hui* : inédite, prometteuse, étonnante.

James Blood Ulmer est noir. Il n'aime pas jouer le blues. Car il ne veut pas « jouer » : simuler. Il se sent trop bien. Il joue donc dans cette tradition de débauche sonore bien lourde et carrée qu'on appelle le funk, la dépense à tout va des sons et des énergies sur une rythmique intraitable.

Il y a là-dessous le bruit des grandes villes, Detroit ou New-York, les chaînes automobile et même la violence, mais aussi le lyrisme des grands modernes : George Adams, Arthur Blythe et David Murray, avec qui il a traîné, jusqu'à cet art du collectif, de l'anticipation harmonique et de l'itinéraire tonal en groupe qui est sa *marque* aujourd'hui. Un art de la vedette ? Une façon volcanique de traiter la scène au carrefour de toutes les tendances du moment : rock, free, punk *et tout ce qu'on* voudra. Comme Ornette, James Blood Ulmer prétend, lui, à l'universel. Rien de moins.

FRANCIS MARMANDE.

★ La Chapelle des Lombards, 20 h. 30.

THÉATRE

« Edouard II » à Gennevilliers

Marlowe mis à plat

A quatre siècles de distance, la mort de Marlowe et celle de Pasolini posent une même énigme : la politique n'est peut-être pas étrangère à des assassinats apparemment crapuleux. Parallèlement, la mort d'Edouard II, roi d'Angleterre, sous des apparences politiques, est sans doute une affreuse vengeance personnelle.

Marlowe raconte l'amour d'un souverain avant tout préoccupé de son bonheur, sa passion pour Pierre de Gavston, le désordre sanglant qui en résulte. *Les intrigues*, les trahisons, le meurtre de Gavston, la déchéance du roi, la *révolte menée par Mortimer*, qui prend le pouvoir réel avec la complicité de la reine, dont le jeune fils, usurpateur malgré lui, est couronné, l'assassinat monstrueux d'Edouard, celui de Mortimer... Les scènes brèves claquent comme des pages tournées impatiemment, sautent d'un temps à l'autre, d'un lieu à l'autre, sans laisser le loisir d'y voir clair, car, à peine les alliances sont-elles conclues, elles deviennent caduques. *Nobles et gens d'Eglise* forment des bandes jumelles de zonards, guère plus relevés que *ceux qui s'attaquèrent à Marlowe* ou à Pasolini — des bandes d'écoliers qui joueraient à se faire peur et passeraient à l'acte.

La mise en scène de Bernard Sobel travaille cette notion de jeu sous une grille de néons bleus et blancs qui constituent un faux plafond, dominent un espace neutre, et délimitent une sorte de fausse boîte rectangulaire. Les spectateurs sont assis de part et d'autre. Les acteurs marchent à grands pas jusqu'au milieu du plancher puis sortent, tandis que déjà attendent les acteurs de la séquence suivante. Ils sont gris et noirs, avec quelques touches blanches. Dans leurs longues *tuniques, ils ressemblent* aux pensionnaires de quelque collège religieux du dix-neuvième siècle.

Mortimer-Bertrand Bonvoisin monte son personnage peu à peu, en donne d'abord une image presque minable et en même temps le décale des autres par une interprétation désinvolte, anachronique, avec des effets drôles. Puis tandis que le roi perd du terrain, il affirme une autorité sèche, ironique. Il possède les qualités qui manquent à Edouard, laisse deviner sa valeur et sa jalousie, s'enflamme quand il est seul, grandit, semble-t-il, et en même temps tourne sur lui-même comme un sale gamin qui a fait une bonne blague.

Ses relations avec la reine demeurent extrêmement « *british* ». Hélène Vincent donne une complexité inattendue à cette femme que Marlowe voulait odieuse. Elle donne des sincérités simultanées, celle de la victime, de la mère ambitieuse, de la criminelle intelligente, liée à Mortimer par les mêmes calculs retors.

Seul Edouard vit une passion généreuse, dont Philippe Clevenot, roi irresponsable bien dans sa peau, mal dans sa fonction, *exprime avec une superbe pudeur* les tourments, l'égoïsme veule, les *joies puériles*, la gravité sensuelle. Au-delà des convulsions d'un monde à l'agonie, le spectacle met en lumière la normalité de cette relation asociale, déstabilisatrice donc, entre deux hommes. Il y a quelque chose de culturel dans cet envoûtement : Gavston-Daniel Briquet, blond et potelé, représente le mythe grec du Bacchus faunesque, la fascination pour la *canaillerie* et la grâce animale que la Renaissance nous a léguées.

Comme toujours avec Bernard Sobel, l'intelligence de la mise en scène, et son raffinement, ici particulièrement dépouillé, *sont* sans défauts. On peut regretter la volonté de mettre à plat la folie *et* le baroquisme délirant de Marlowe, de représenter les nobles et gens d'Eglise en groupes humains sans individualité, ce qui n'aide pas les acteurs, à l'exception de Jean-Baptiste Malartre, le jeune Spencer, pâle voyou inquiétant. Mais c'est un fait, les sobres images de cette tapisserie, qui semble dérouler les étapes d'une chronique ancienne et très réelle, restent dans la mémoire et font leur chemin.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de Gennevilliers, 20 h.

■ M. Georges Couffignal, enseignant à l'Institut d'études politiques de Grenoble, succède à M. Dominique Wallon, qui ne se représentait pas, comme président du conseil d'administration de l'Association de gestion de la Maison de la culture de Grenoble. Le premier souci du nouveau conseil d'administration sera de nommer un directeur, en remplacement de M. Bernard Gilman. — (Corr.).

EXPOSITION

L'agonie du monde antique

(Suite de la première page.)

L'exposition se propose de dédramatiser l'agonie de Rome en insistant par exemple sur la persistance de luxueux modes de vie gallo-romaine contemporains des « invasions ». Contradiction à la Talleyrand qu'il faut bien accepter. Aucun désastre durable n'atteint tout. Paradoxale*ment*, en mettant l'accent sur le diocèse du nord de la Loire, on laisse au sud les belles villas, comme *Montmorin, et c'est un peu dom*mage d'avoir volontairement renoncé à l'évocation monumentale du cadre de vie aristocratique à peine esquissée par les bustes (Hermès, ornant le bassin de Welschbillig, deuxième moitié du quatrième siècle, canton de Trèves) ou par la reproduction d'un élément du décor peint au plafond du palais impérial de Trèves. Ce dernier décor semble *d'excellente qualité*, alors que certaines œuvres, comme la Vénus et la Diane de Saint-Georges-de-Mon*tagne, restent gauches et un peu* lourdes.

Puisqu'il s'agissait de modifier une conception assez courante, celle de la décadence entre la paix romaine du Haut Empire et le renouveau porté par les barbares, il était naturel que l'exposition propose plus *d'objets mobiliers que de réalisations* monumentales, plus de verreries que de sculptures et de céramiques. *Notons au passage que, si l'on* excepte quelques pièces intéressantes, comme telle « cruche à visage » (Mayence) ou certaines œuvres paléo-chrétiennes décorées au poinçon, la céramique très bien distribuée industriellement comme vaisselle d'usage, du reste sobre et dotée d'agréables formes utiles, n'a fait l'objet d'aucune recherche comme mode d'expression.

Chefs-d'œuvre de la verrerie

*Cependant, la verrerie, et ici parti*culièrement, la verrerie rhénane, va, bien au contraire, nous surprendre. Chapitre capital, elle en est au niveau de la recherche avec des *réalisations de prestige*, où l'on ne sait s'il faut admirer la grâce plus que l'exploit gratuit : il s'agit, bien sûr, des fameux et si rares « gobelets diatrètes » dont la dénomination rebelle ne doit pas faire oublier le charme (première moitié du quatrième siècle, musées de Cologne *et de Trèves). Un fin réseau et une* inscription grecque parfois — comme par hasard : *« Vis agréablement à jamais »*, — sont non pas rapportés, mais découpés dans la masse d'un gobelet, dont le verre offre en épaisseur plusieurs couches de couleurs différentes dont on joue avec brio.

Ces chefs-d'œuvre de la fin de l'Antiquité, les « diatrètes à résille », semblent localisés autour de la rési*dence impériale de Trèves bien* que l'existence d'ateliers spécialisés à Cologne ne soit pas exclue. Mais les exemplaires sont si fragiles et si peu nombreux pour l'instant, qu'il est difficile de conclure. Bien entendu, ces pièces exceptionnelles ne doivent pas faire oublier d'autres merveilles ; on remarquera une importante coupe en verre doré (Cologne, *début du quatrième siècle*) au*jourd'hui simplement bleuté*, la dorure ayant presque entièrement disparu, avec cinq médaillons figurant *les miracles de l'Ancien Testament : de vraies peintures, où ne manquent* même pas les portraits.

Le groupement des médaillons, rinceaux et entrelacs, peut faire penser à l'art du vitrail. Plus loin, des pièces décorées en relief de coquilles, de trompes, de poissons, *etc., nous* ont laissé d'excellentes œuvres (jeux du cirque, dans un verre à deux couches avec figures *en relief*). *Un travail du même ordre* présida à l'exécution sur sardoine du célèbre camée impérial qui sert d'affiche à l'exposition (Trèves) et à d'autres joyaux raffinés.

L'ironie de la révolution des mythes

Le chapitre de l'ivoire est tout aussi remarquable que celui du verre. On y voit mieux encore passer la révolution des mythes, car l'ivoire est toujours porteur d'un message iconographique : vers 400, le diptyque de Sens évoque Dionysos *et les centaures, tandis que* la plaque de Dijon représente le Christ entouré de ses apôtres. Certes, les styles sont différents, et ce n'est pas le moindre intérêt de la présentation que de dégager la liberté — un peu inattendue — du genre : ici, mouvement d'une chasse, là, conventions statiques *des plis hérités de Byzance* (les apôtres Pierre et Paul, sujet très fréquent, cinquième siècle prêt du MET de New-York).

Il est clair que la guerre des *images n'a pas eu lieu. Des hommes* ont perdu ou prolongé, ou conservé leurs croyances. Les plus anciennes, les païennes, ont évolué vers un mysticisme un peu désabusé. Plus explosives, les plus récentes, les chrétiennes, étalent encore faiblement organisées en matière de repré*sentations. Au point que c'est* dans la tombe — contrairement à ce qu'il faudrait attendre, la mort n'unifie pas *toujours*, — *que les différences* deviennent criantes.

C'est là vraiment que l'histoire reconnaît les siens : le barbare s'équipe pour une autre vie bien différente de l'adieu tranquille et nostalgique du gallo-romain. A la stèle des antiques mythologies se substituent les « tombes à dépôt ». La multiplicité des découvertes récentes nous vaut une très bril*lante série de vitrines*, chaque d'entre elles évoquant un guerrier, une femme ou un enfant. Très *heureusement présentées, les pièces*, souvent modestes, composent, c'est le cas de le dire, des natures mortes où le vert dru de la verrerie, l'ocre des plats de terre cuite très simples et la patine des armes ou des ustensiles s'allient dans le silence.

Bien sûr, il y a des trésors d'orfèvrerie *cachée qui n'ont rien de funé*raire, comme celui d'Augst qui relate l'état des techniques. Il y *a aussi le mobilier funéraire magni*fique des grands (tel l'admirable ensemble de Childéric à Tournai) et les *grandes fibules des princesses*. Mais le peigne triangulaire un peu cassé d'une petite fille, la boucle de ceinture — très honorifique — enterrée avec un Franc ou un Germain, parviennent à toucher. Peu d'éléments du costume militaire du soldat étalent enfouis avec lui : ils suffisaient à proclamer sa région d'origine.

Peu à peu la sépulture chrétienne *telle que l'entendra le Moyen Age* viendra remplacer à la fois la stèle païenne et la tombe à dépôt rituel d'armes et de parures. On nous a fort bien démontré que ce fut long.

PAULE-MARIE GRAND.

★ Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard. Jusqu'au 3 mai.

■ A l'occasion du centenaire de l'Ecole nationale d'art décoratif de Nice, une exposition de travaux, réalisés par les élèves durant les trois dernières années, sera présentée au public du 6 au 27 mars (ENAD, 20, avenue Stephen-Liégeard, Nice).

DANSE

Au Théâtre des Champs-Élysées

Reprise de « la Sylphide »

Avec sa troupe dite itinérante, le Ballet de l'Opéra a repris *la Sylphide* sur la même scène du Théâtre des Champs-Elysées où Roland Petit, frais émoulu du palais Garnier, avait remonté l'œuvre impérissabe de Philippe Taglioni, premier en date (1832), du répertoire romantique. Ce grand ballet en deux actes, qui préfigure *Giselle*, a été monté, rappelons-le, avec un soin extrême par M. Pierre Lacotte, qui en a signé l'adaptation pour sa reprise, il y a quatre ans.

Je constate tout de suite que l'exécution artistique : décors, costumes, machinerie, interprétations orchestrale et *chorégraphique*, n'en est pas moins soignée et qu'il faut avant tout en rendre hommage à Mlle Rosella Hightower, la nouvelle maîtresse de ballet qui a su infuser au spectacle son goût de la ligne et de la rectitude. La salle de grand public où je me trouvais a si fort apprécié ce pèlerinage aux sources que pas moins de dix rappels ont salué le rideau final.

Comme au premier soir de la reprise à l'Opéra, le 23 décembre 1976, le rôle tellement gracieux de la Sylphide, mi-fantôme mi-oiseau, a été un triomphe pour Mlle Ghislaine Thesmar. Celle-ci vient de le danser un nombre incalculable de fois à New-York avec Noureev — pas moins — comme partenaire. La belle étoile blonde en a acquis une assurance en scène et une technique que ses stages *chez* Balanchine ont développées magistralement. Une réserve cependant dans son interprétation. *Exquise de coquetterie dans le pre*mier acte où elle ferait damner un saint — en l'occurrence le romanesque James incarnant l'éternel masculin pris entre sa charmante apparition et sa fiancée écossaise — elle perd un peu son naturel dans le deuxième acte.

***

Marie Taglioni, l'illustre créatrice de la Sylphide, avait apporté la révolution dans ce ballet en rejetant la danse noble, le maniérisme et les saluts à l'ancienne de ses devancières, les Lise Noblet, Pauline Montessu et Amélie Legallois. Sophistiquée, *Taglioni aurait* pu l'être puisqu'elle allait épouser le comte Gilbert de Voisins. Néanmoins, sa danse resta enjouée, *simple* et *naturelle* : les tuyaux de poêle des abonnés de l'Opéra de la rue Le Peletier en étaient renversés.

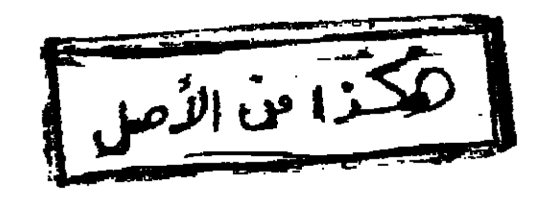
Inspirée à tort par les daguerréotypes de Nadar ou plus *récemment* par les fameux profils perdus d'Yvette Chauviré dans *Giselle*, *Mlle Thesmard en arrive à couper la* délicieuse vivacité de sa course pour prendre la pose dans des attitudes *de grande* dame de *la* danse. *Elle* retrouve, heureusement si j'ose dire, tout son pouvoir d'émotion dans le pathétique dénouement. Pour garder toute la poésie du rôle, il suffirait que Mlle Thesmar refuse de venir saluer sur le devant de la rampe avant la chute du rideau.

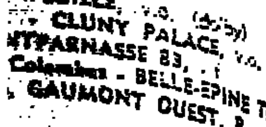
A ses côtés, M. Michaël Denard, plein d'élégance et de charme au premier *acte*, a abattu ses deux *grandes variations du deuxième acte* avec une fougue et une bravoure qui l'ont fait *acclamer*. Beaucoup de jeunesses du *premier* au dernier rang de la nouvelle compagnie ambulante : Mlle Legrée dans Effie, bien qu'elle *n'ait* en *rien* les traits d'une jeune fille écossaise, Mlle Platel, fraîche comme la rosée dans le pas de deux du premier acte avec M. Lormeau ; *mais* il y *a* aussi des *beautés* *dans les fonds de décor*, *notamment* une Sylphide à l'ovale de visage *ravissant*, qui faisait déjà parler *d'elle à l'école de danse, Mlle Cerutti*.

Fulminant déploiement de solfatares jusque dans la salle, quand la sorcière, M. Piletta, excellent, entre en scène, *manœuvres* angoissantes de la tringlerie dans les airs et méritoire direction d'orchestre de M. Patrick Flynn pour rendre vie à la partition de Schneitzhoeffer que le docteur Véron, d'illustre *mémoire*, appelait Chènecert...

OLIVIER MERLIN.

P.-S. — Je recommande à nos lecteurs un attrayant album que la danseuse étoile Tessa Beaumont vient de faire paraître chez Hachette sous le simple titre *la Leçon de danse*. Tout y est dit depuis les positions fondamentales de la danse *classique jusqu'aux exercices de* style, qu'illustrent page par page les belles reproductions photographiques de François Gragnon. Ne se permettant qu'un discret rappel de sa carrière, Tessa Beaumont donne d'opportuns conseils pour l'enseignement des enfants, où elle *excelle, d'autres sur l'équipement de* travail, l'art du maquillage, sans omettre une liste complète d'adresses utiles aux fervents de la danse, qui rendent extrêmement intéressante la lecture de l'ouvrage.


هكذا من الأصل



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 3 mars

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

SERTORIUS : Comédie Française (296-10-20), 20 h. 30.
PIERROT D'ASNIÈRES : Petit Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Caligula.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : Détruire l'image.
T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : Tueur sans gages.
Petit T.E.P. (797 96-06), 20 h. 30 : Figuren Theater triangel.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Jean-Paul Farré ; 20 h. 30 : le Bonheur des dames.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h. : Petit Déjeuner chez Desdémone.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 15 : La bande dessinée ; 21 h. 45 : Folligan's Visions.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Cher menteur.
Bouffes Parisiens (296-60-24), 21 h. : Diable d'homme.
Carrefour de l'Esprit (633-48-65), 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance.
Cartoucherie, Epée de Bois (808-39-74), 20 h. 30 : Hernani. — Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : Parcours.
Chez Georges (326-79-15), 20 h. la Voiture.
Cité internationale universitaire (589-38-69), Galerie, 20 h. 30 : les Tables tournantes.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie Italienne (321 22-22), 21 h. : les Malheurs de Pantalon.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Essaïon (278-46-42), 21 h. : la Vie en douce. — II, 20 h. 30 : la Faille.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 22 h. : Elle voit des nains partout.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Le Lierre (589-59-84), 20 h. 30 : Œdipe roi.
Lucernaire (544 57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : Compartiment non fumeurs ; 20 h. 30 : l'Inconciliabule ; 22 h. 15 : Leçon de schizophrénie. — Théâtre Rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 22 h. 15 : Pardon M'sieur Prévert. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Siegfried.
Marigny (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-90), 21 h. : Huis Clos ; Pétition.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Moderne (874-10-75), 20 h. 30 : le Rêveur.
Montparnasse (320-89-90), 18 h. 45 : l'Evangile selon saint Marc ; 21 h. : Exercice de style.
Nouveautés (770-52 76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuse Pâques.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Butin.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
T.A.I.-Théâtre d'Essai (274-11-51), 20 h. 45 : l'Ecume des jours.
Théâtre d'Edgar (322 11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre : la Chambre infernale.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Sous le dernier pin.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm ; 21 h. : « Création de Paradis perdu ».
Théâtre Sagor (797-03-39), 20 h. 45 : le Malade imaginaire.
Théâtre Saint-Georges (878-74-37), 20 h. 30 : la Culotte d'une jeune femme pauvre.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Fils de personne.
Variétés (233 09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Une étoile dans le placard ; 21 h. 30 : Bon jour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.
Vieille Grille (707-60-93), 21 h. : D. Mac Avoy ; 22 h. 30 : C. Astier.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 45 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : A. Valardy. — II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : Poulet frites ; 22 h. 30 : Refrains.
Café d'Edgar (320-85-11), 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Café de la Gare (278-52-51), 19 h. 15 : Cracheurs de phrases ; 21 h. : le Grand vide sanitaire.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : le Grand Ecart ; 22 h. : M. Fanon.
Coupe-Chou (272-01 73), 20 h. 30 : le Petit Prince.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : F. Lai ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre ; 22 h. 45 : la Grande Shirley.
Croq'Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : A propos... et popof ? 22 h. : Diable, une femme !
Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II, 19 h. 45 : Des bigoudis à l'intérieur de la tête ; 21 h. : Poupette Pompon ; 22 h. 15 : Suzanne ouvre-moi.
Operanight (296 62-56), 20 h. 30 : Votez Frankenstein.
Le Point Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : J.-M. Cornille ; 22 h. 45 : R. Garcin.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h. 30 : Génération Hollywood.
Splendid (887-33-82), 22 h. : le Troisième Jumeau.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept ans de boll, bye, bye.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

La danse

Théâtre des Champs-Elysées (723-47-77), 20 h. 30 : la Sylphide.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Undici Onde.

Les comédies musicales

Porte Saint-Martin (607-37-53), 20 h. 30 : Rose Marie.
Mogador (874 33-74), 20 h. 30 : Magic Story.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Guy Bedos.
Casino Saint-Martin (208-21-93), 21 h. : Pierre Péchin.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h. 15 : France Léa ; 22 h. : Riou, P. Pouchain.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Plume la traverse.
Gymnase (247-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Olympia (742-25-49), 21 h. : François Béranger.
Palais des Congrès (758-27 78), 21 h. : Serge Lama.
Palais des Sports (828-40-48), 20 h. 30 : Holiday on ice.
Petite Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Francis Lalanne.
Théâtre La Bruyère (874-76-99), 20 h. 45 : Popeck.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : A. Manso.
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : Cl. Bardon, sol. : A. Lagoya (Haydn, Vivaldi, Tisné).
Radio-France, Grand Auditorium, 20 h. 30 : Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France. Dir. E. Krivine ; sol. M. Dalbert (Haydn, Mozart).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : J. Menuhin (Bach, Brahms, Schumann, Bartok).
Théâtre de la Madeleine, 18 h. : Quatuor Bernède (Beethoven).
Cité internationale, 21 h. : Sextuor M. Le Dizes, M.-Ch. Millière, D. Binder, M. Pons, P. Strauch, D. Maugin (Brahms, Schoenberg).
American Center, 21 h. : Carlos Santos.
Eglise St-Roch, 21 h. : Kartauserkanterei de Cologne. Orchestre des Concerts Pasdeloup (Brahms).

Jazz, pop, rock, folk

Bains Douches (887 34-40), 20 h. 30 : Snake Finger.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Happy Few Quintet.
Cardinal Paf (272-62-05), 21 h. 30 : Maxim Saury.
Centre Culturel de Belgique (271-26-16), 20 h. 45 : G. Lupokowski, P. Catherine, C. Escouda.
La Défense-Quatre-Temps, 21 h. : Archie Shepp Quartet.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Jimmy Raney, M. Vander, L. Truesardi, C. Bellonzi.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. : 12 degrés 5 (rock).
Gibus (700-78-88), 22 h. : Rush R'n'r.
La Roquette (805-78-51), 21 h. : P. Abrial.
Nouvelle Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h. 30 : James Blood Ulmer Trio ; 23 h. : Azuquita Unit Orchestra.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : Trio Arvanitas.
Slow Club (233-84-30), 21 h. 30 : R. Franc.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 3 au 10 mars)

MARIONNETTES

Marionnettes des Champs-Elysées, square Marigny, les merc., sam. et dim., à partir de 15 h. : Théâtre du Vrai Guignolet.
Marionnettes du Luxembourg, les merc. et dim., à 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30 ; le sam., 15 h. et 16 h. : Au pays des contes de fées.
Théâtre d'animation, Vincennes, les merc. sam et dim., à 14 h. 30 et 16 h. 30 : les Mille et Une Fables.

CIRQUE

Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), sam., 15 h. et 21 h. ; dim., 14 h. et 17 h.
Cirque de Paris, porte de Champerret (756-80-04), mercr., sam., dim., à 15 heures.

THEATRE

Blancs-Manteaux (363-51-37), sam., dim 16 h , merc. à 14 h. 15 et 15 h. : Monsieur Gabilolo Shérif ; Gabilolo et le bonhomme de neige.
Café d'Edgar (320-85-11), merc., à 14 h. et 16 h. ; lundi, mardi, jeudi, vend et sam., à 15 h. et 16 h. 30 : Est-ce que tu dors ?
Coupe-Chou (272-01-73), merc. et sam., à 15 h. Magie.
Cour des Miracles (548-85-60), merc. et sam., à 15 h. 45 : Journal intime de Caroline Petans : merc., à 14 h. 30 : Henri Des
Dix-Heures (320-36-81), ts les mercr., sam., à 15 h. : le Sicilien ou l'Amour peintre.
Olympia (742-25-49), ts les jours à 15 h. et 17 h. Casimir au royaume de la magie
Palais des Sports (828-40-90) (D. soir, L.), 21 heures, mercr., 15 h., sam. et dim., 14 h. 15 et 17 h. 30 : Holiday on Ice.
Studio Bertrand (783-64-66), les 25 et 28, à 14 h. 30 : Revue kaléidoscope.
Studio-Théâtre 14 (337-70-82), merc., à 14 h. 30 : le Hardi Petit Tailleur.
Théâtre Astral (588-84-13), merc., à 14 h. 30 et 15 h. 30 ; dim., à 15 h. 30 : Nez vert.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (533-42-21), merc., sam. et dim., à 14 h. 30 : le Palais du fond des mers ; le sam., à 17 h. 30 : Jacques le Fataliste.
Théâtre du Jardin d'acclimatation (624-10-80), ts les jours, à 10 h., 11 h., 14 h 30, 15 h 30 et 16 h 30 : l'Histoire de la princesse Isoline (dern. le 7 mars).
Théâtre Present (203-02-55), les mer. à 14 h. 30 : Un jeu d'enfants.
Théâtre le Point-Virgule (278-67-03), les merc., à 14 h. 15 ; sam., à 15 h : Bonnes Vacances Mr Petoche ; les merc et dim., à 15 h. 30 ; le sam., à 16 h. 30 : Pissenlit cherche un ami.

DANS LA REGION PARISIENNE

Montrouge (253-23-34), les mer., à 14 h. 30 et 16 h. ; les jeudis, à 10 h. et 14 h. 30 : Elsa et les cygnes sauvages
Noisy-le-Grand, salle Gérard-Philipe, les 5 et 6 mars, à 10 heures et 14 h. 30 : Voyage dans un parapluie.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Les réalismes entre les deux guerres : les Croix de bois, de R. Bernard ; 19 h., les Hommes de la mer, de J. Ford ; 21 h., Sur la route de l'Amore, de D. Mavrikios (en sa présence).
Beaubourg (278-35-57), relâche.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
L'AMOUR HANDICAPE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris, 8e (359 53-99) ; U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
BRUBAKER (A., v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U G C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52)
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.) : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
C'EST LA VIE (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H Sp.
CES MALADES QUI NOUS GOUVERNENT (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22)
CHANGEMENT DE SAISONS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f : UGC-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) : Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE CHASSEUR (A., v.f.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90)
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
LES CHIENS DE GUERRE (A., v.o.) (*) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE CHINOIS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62). — V.o.-v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) :
CLARA ET LES CHICS TYPES (F.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Calypso, 17e (380-30-11).
LA COCCINELLE A MEXICO (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93). — V.f.-v.o. : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320 89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
COURTS-CIRCUITS (F.) : Parnassiens, 14e (329-83 11).
LE DERNIER METRO (F.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33 00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DON GIOVANNI (Fr.-It). V. it. : Bonaparte, 6e (326-12-12), Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 14e (589-38-69) H. sp.
EUGENIO (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; May-Fair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52). Montparnasse 83 6e (544-14-27). St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43). Nation, 12e (343-04-67). Gaumont-Convention. 15e (828-42-27).
FAME (A., v.o.) : Elysées-Pt-Show. 8e (225-67-29). Cinoches, 6e (633-10-82). Broadway. 16e (527-41-16)
FLASH GORDON (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76). Ambassade. 8e (359-49-34) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54), Français, 9e (770-33-88). Fauvette, 13e (331-56-86). Montparnasse-Pathé. 14e (329-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01). Secrétan, 19e (206-71-33). Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47), France-Elysées, 8e (723-71-11). Richelieu, 2e (233-56-70). Athéna, 12e (343-07-48) - mat.
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
HARLEQUIN (Aust.), v.o. : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.). Forum-Ciné. 1er (297-53-74).
HISTOIRE DE LA NUIT (All.), v.o. : Action République, 11e (805-51-33). H. sp
HOUSTON TEXAS (A.), v.o. : Forum-Halles, 1er (297-53-74). Saint-Germain Studio, 5e (634-13-26) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). — V.F. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
HURLEMENTS (A.), v.o. : Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C Marbeuf 8e (225-18-45). — V.F. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33).
JE VOUS AIME (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
KAGEMUSHA (Jap.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Olympic Balzac, 8e (510-10-60). — V.F. : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE LAGON BLEU (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.F. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) : Montparnasse, 14e (327-52-37).
LE LYCEE DES CANCRES (A.), v.f. : Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE MIROIR SE BRISA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NUMEROS ZERO (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
OUBLIER VENISE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LA PROVINCIALE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-49-34) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
PSY (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathe, 18e (522-46-01).
REACTION EN CHAINE (Austr., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
RUDE BOY (Ang., v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse). 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SHINING (A.) v.o. (**), Opéra-Night, 2e (296-62-56). Lucernaire, 6e (544-57-34).
STARDUST MEMORIES (A.), v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
SUPERMAN II (A.), v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LES SURDOUES DE LA 1re COMPAGNIE (Fr.), Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LA TERRASSE (It.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
THE ROSE (A.), v.o. : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LE TROUPEAU (Turc), v.o. : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.), Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Montparnasse, 14e (327-52-37).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.). U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UN MAUVAIS FILS (Fr.), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
VACANCES ROYALES (Fr.), Ciné-Seine, 5e (325-95-99).
VENDREDI 13 (A., v.o.) (**) : U G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

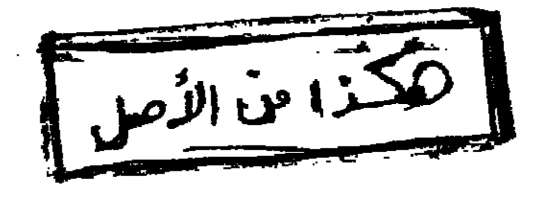
LES FILMS NOUVEAUX

ALICE DANS L'ESPAGNE DES MERVEILLES, film catalan de Jordi Feliu. V.o. : Denfert, 14e (354-00-11), H. sp.
CAFE EXPRESS, film italien de Nanni Loy V.o. Saint-Michel, 5e (326-79-17). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Marignan, 8e (359-92-82). Gaumont - Halles, 1er (297-49-70) V.f : Montparnasse 83, 6e (544-14-27). Français, 9e (770-33-88). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)
CELLES QU'ON N'A PAS EUES, film français de Pascal Thomas. Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23). Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Passy, 16e (288-62-34). Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40). Paramount-Bastille, 12e (343-79-17). Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25). Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). Studio Alpha, 5e (354-39-47). Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10). Paramount-Orléans, 14e (540-45-91). Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28). Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LE DIABLE EN BOITE, film américain de Richard Rush V.o. Movies-Halles, 1er (260-43-99). Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26). Parnassiens, 14e (329-83-11). Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f Impérial, 2e (742-72-52)
LES LONGUES VACANCES DE 36, film catalan de Jaime Camino. V.o. : Denfert, 14e (354-00-11). H. sp
RAGING BULL, film américain de Martin Scorsese V.o Gaumont-Halles, 1er (297-49-70). UGC Odéon, 6e (325-71-08). Rotonde, 6e (633-08-22). Biarritz, 8e (723-69-23). UGC Marbeuf, 8e (225-18-45). 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f Helder, 9e (770-11-24). UGC Gobelins, 13e (336-23-44). Mistral, 14e (539-52-43). Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02). Magic-Convention, 15e (828-20-64)
TU FAIS PAS LE POIDS, SHERIFF, film américain de Hal Needham. V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76). Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Convention St-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Max-Linder, 9e (770-40-04). Paramount-Bastille, 12e (343-79-17). Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10). Paramount-Orléans, 14e (540-45-91). Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03)
UNE SALE AFFAIRE, film français d'Alain Bonnot Gaumont-Halles, 1er (297-49-70). Rex, 2e (236-83-93). Bretagne, 6e (222-57-97). UGC Danton, 6e (329-42-62). Normandie, 8e (359-41-18). UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59). UGC Gobelins, 13e (336-23-44). Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64) Murat, 16e (651-99-75). Secrétan, 19e (206-71-33). Wepler, 18e (387-50-70) Caméo 9e (246-66-44)

Les grandes reprises

AGENT SECRET (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-89-22).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83)
LES AVENTURES FANTASTIQUES DU BARON DE MUNCHAUSEN (All., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07)
BABY DOLL (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-89-22)
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre 18e (606-34-25).
LES BAS-FONDS (Jap., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66)
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.) Escurial, 13e (707-28-04) H. Sp
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon 17e (380-41-46).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H Sp
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), S., D., 19 h. 15 et 21 h 45
CRIS ET CHUCHOTEMENTS (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) jours impairs.
DELIVRANCE (A., v.f.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56)
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : J.-Cocteau 5e (354-47-62)
LE DIBBOUK (Pol., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86)
ELMER GANTRY LE CHARLATAN (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-





RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 3 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 Avis de recherche.
19 h 15 Météo.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.



20 h Journal.
20 h 35 Spécial Afghanistan.
Reportage dans le maquis afghan et à Kandahar, par Olivier Warin.
21 h 35 Des lendemains pour l'homme : Le rendez-vous du troisième millénaire.
Série de Cl. de Givray.
2. Un futur sur-mesure.
Tout le monde prépare notre avenir, les futurologues, les gouvernements, mais, nous, comment le souhaitons-nous ? Bernard Cathelat et son équipe ont enquêté dans différents pays pour voir ce que les changements d'état d'esprit avaient amené comme innovations : décentralisation, recyclage, horaires à la carte, etc.
22 h 30 Magazine : Questionnaire.
La nouvelle foire aux idées, avec M. Jean-Marie Domenach, professeur à Polytechnique.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Top club.
20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
L'amiante à l'école.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Monsieur Papa ».
Film français de P. Monnier (1977), avec C. Brasseur, N. Reboul, N. Baye, C. Lachens, F. Blic, D. Auteuil.
Un divorcé vit avec son fils de dix ans, dont il a la garde. Jaloux d'une jeune femme avec laquelle son père va partir en vacances, sans lui, le gamin commet une grosse bêtise pour être du voyage.
D'après le roman de Patrick Cauvin, une comédie divertissante, sentimentale et bien jouée, mais qui pose de façon simplement anecdotique le problème des enfants de parents séparés.
22 h Débat : Le papa-maman.
Avec MM. D. Goldenberg, auteur de « Papa poule », G. Guégan, journaliste, les docteurs This, analyste, Bébé, pédiatre, Mme G. Parseval, psychologue, MM. R. Claude-Pierre, X. Gélin et A. Hébert, pères de famille.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Ministère des universités.
18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Lutte ouvrière (A. Laguiller).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Les aventures de Tintin : le trésor de Rackham le Rouge.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « les Caprices de Marie ».
Film français de P. de Broca (1969), avec P. Noiret, V. Cortese, F. Gravey, M. Keller, J.-P. Marielle. (Rediffusion.)
Un milliardaire américain veut épouser une jeune Française, élue reine d'un concours de beauté. Il transporte, pour la décider, tout son village aux Etats-Unis.
Une fantaisie pétillante opposant deux modes de vie. Des numéros d'acteurs bien dirigés. Marthe Keller ravissante et imprévisible.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, La certaine France de mon grand-père, d'après E. Guillaumin.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Les conditions de l'essor scientifique moderne.
20 h, Dialogues : « Perspectives d'une économie mondiale en mutation », avec J. Attali et G. Stoffaes.
21 h 15, Musiques de notre temps : I. Jarsky, soprano.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2 Six Huit : Jazz time ; 18 h 30, Portrait par petites touches : Cycle Chopin, avec D. Wayenberg au piano ; 20 h, Premières loges : Max Lorenz, ténor interprète Wagner.
20 h 30 Concert symphonique (en direct du grand auditorium) : « Symphonie no 51 en si bémol majeur », de Haydn ; « Concerto pour piano et orchestre no 24 en ut mineur » et « Symphonie no 41 en ut majeur », de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, direction E. Krivine, avec M. Dalberto, piano
23 h Ouvert la nuit : Revue de presse et d'édition musicale en Scandinavie et Grande-Bretagne.

Mercredi 4 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h 35 Portes ouvertes.
13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 ans ; 14 h. 15, Heidi ; 14 h 45, Feuilleton : Matt et Jenny ; 15 h 10, Spécial 10-15 ans ; 15 h 35, Déclic ; 16 h 25, Les infos ; 16 h 40, La super-parade des dessins animés.
17 h 25 Studio 3.
18 h Auto-mag.
18 h 20 Un, rue Sésame.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Tirage de la Loterie nationale.
19 h 15 Météo.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Les paris de TF 1.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « le Calvaire d'un jeune homme impeccable ».
De J. Chatenet ; réal. V. Vicas ; avec D. Auteuil, A. Gille, M. Vitold...
Guillaume, qui n'a pas la passion des femmes, mais celle des automobiles, est chargé de séduire Hildegarde pendant que ses deux confrères procéderont à une substitution de tableaux.
22 h Magazine : La rage de lire.
De G. Suffert. La justice entravée.
Avec MM. A. Peyrefitte (« les Chevaux du lac Ladoga »), Casamayor (« A vous de juger »), T. Levy (« le Désir de punir »), F. Romerio (« Plaidoyer pour la légitime défense »).
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h Série : Bonanza.
16 h 10 Récré A 2.
Les Paladins de France ; Félix le chat ; Maraboud'ficelle ; Zeltron ; Candy ; Les blancs jouent et gagnent...
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Sports : Football.
Saint-Etienne-Ipswich Town (en direct de Saint-Etienne).
22 h 15 Magazine médical : Les jours de notre vie.
De P. Desgraupes : les maladies parasitaires.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
18 h 30 Pour les jeunes.
L'ours Paddington ; De truc en troc.
18 h 55 Tribune libre.
Institut de prospective politique (M. Poniatowski).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Les aventures de Tintin : le trésor de Rackham le Rouge.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « Du rififi chez les hommes ».
Film français de J. Dassin (1954), avec J. Servais, C. Morner, R. Manuel, J. Darcey, M. Sabouret, P. Grasset, R. Hossein, P. Vita, M. Lupovici. (N.).
Quatre truands réussissent à Paris le cambriolage d'une bijouterie. Une bande rivale cherche à leur arracher leur butin.
Sur un scénario de « série noire » française, un film noir « à l'américaine », réalisé avec maîtrise par Dassin, exilé. L'épisode du cambriolage est resté justement célèbre.
22 h 25 Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h, Sons : Au pays du matin calme.
14 h 5, Un livre, des voix : « le Royaume inconnu », de K. Raine.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : La structuration de l'enfant.
15 h 2, Points d'interrogation : Les grandes navigations et l'Amérique ; Les épices et les échanges avec l'Asie.
16 h20, Actualité : Le dépistage des maladies génétiques avant la naissance.
16 h 50, Départementale : A Valbonne.
17 h 32, Harpistes face à face : M. Falcao et F. Pierre.
18 h 30, La certaine France de mon grand-père, d'après E. Guillaumin.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : A. Lanturlu ou la science en bandes dessinées.
20 h, La musique et les hommes : Le rire et la musique.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

14 h, Microcosmos : Les études à l'étude (Cramer, Hummel, Moscheles, Bartok, Debussy, Chopin, Prokofiev) ; 14 h 35, Le compagnon de l'après-midi (J. Des Prez) ; 14 h 45, Kaléidoscope (Ravel) ; 15 h 25 (et 16 h 30), Pêle-mêle infos ; 15 h 30, Jeu des énigmes ; 15 h 35, Feuilleton ; 16 h, Galerie de portraits : Arthur Rimbaud (Britten, Amy) ; 16 h 35, Chants du village ; 17 h, Haute infidélité (Satie, The Beatles) ; 17 h 30, Le royaume de la musique.
18 h 2, Six-Huit : Jazz time (Charlie Parker) ; 18 h 30, Magazine de D. Lemery : Frédéric Chopin ; 20 h., Equivalences (non-voyants) : Jean Langlais, avec M.-L. Jaquet-Langlais à l'orgue.
20 h 30, Concert (Festival d'automne, Théâtre de la ville 8-12-80) : « Quatre études pour piano », « Berceuse du chat » et « Concerto pour deux pianos seuls » de Stravinski ; « Concerto pour neuf instruments » de Webern ; « Kreuzspiel » de Stockhausen ; « Mladi » de Janacek, par l'Ensemble intercontemporain, direction Pierre Boulez, avec P.-L. Aimard, A. Neveux, A. Planes, pianos, et Ann Murray, soprano.
22 h 30, Ouvert la nuit : Les chants de la terre ; 23 h, Les mémoires de la musique.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 3 MARS

— *M. Vadim Zagladine*, chef adjoint de la section internationale du comité central du parti communiste de l'Union Soviétique, participe, en direct de Moscou, à l'émission « le téléphone sonne » sur France-Inter à 19 h 15.

MERCREDI 4 MARS

— *M. Jacques Chirac*, président du R.P.R., maire de Paris, candidat à l'élection présidentielle, est l'invité de l'émission « Face au public de France-Inter, à 19 h. 10.

● *MM. Jean-Louis Guillaud et Maurice Ulrich*, présidents-directeurs généraux de TF 1 et Antenne 2, ont déposé une plainte contre X pour *« introduction illicite dans un service public »* après l'irruption, vendredi 27 février d'une soixantaine de manifestants de la C.G.T. dans les locaux de la rue Cognacq-Jay, qui abritent la plupart des services de TF 1 et la direction de l'information d'Antenne 2 (*le Monde* daté 1er-2 mars). *« Ces manifestants ont, pendant plus de deux heures et demie, provoqué, entre autres, de sérieuses perturbations dans la préparation des journaux télévisés du soir »*, soulignent les deux présidents.

هكذا من الأصل

SPORTS

HOCKEY SUR GLACE

Un premier titre « payant » pour Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. — **Grenoble est devenu presque miraculeusement champion de France de hockey, le 24 février, lors de la dernière journée de compétition. Il fallait un concours de circonstance très improbable pour que cette équipe accède au titre qu'elle convoitait depuis dix-sept ans. Et pourtant cette victoire n'est pas seulement le fait du hasard. Grenoble a constitué au fil des années une équipe puissante qui fut à trois reprises vice-championne de France, mais que la chance avait trop souvent délaissée.**

Les Jeux olympiques d'hiver de 1968 ont suscité un réel engouement des Grenoblois pour les sports de glace. Héritant d'importantes installations, la ville entendait profiter de celles-ci et donner un nouveau dynamisme au patinage de vitesse, au patinage artistique et au hockey sur glace. « *Quatre patinoires dont deux couvertes, un anneau de vitesse, des installations sportives très modernes : voilà le potentiel formidable que les épreuves olympiques ont apporté à Grenoble. Nul doute que, dans tout autre pays que le nôtre, il y aurait ici un véritable centre des sports de glace* », souligne M. Robert Leblond, président de la section de hockey sur glace.

Paradoxalement, Grenoble est la ville disposant d'une équipe de hockey en nationale A qui favorise le moins ses joueurs. Une seule patinoire fonctionne, mais elle est littéralement envahie par un public de fidèles, ne laissant la glace disponible aux hockeyeurs de l'équipe-phare que trois heures et demie par semaine ; d'autre part, la saison de glace à Grenoble commence après le 15 septembre pour s'achever à la mi-avril, alors que la plupart des autres clubs s'entraînent pendant tout l'été sur « leur » glace.

Bien décidés cette saison à « jouer le titre », les dirigeants de l'équipe de hockey ont voulu mettre le maximum d'atouts de leur côté. Ils ont d'abord loué la patinoire pendant le mois de septembre, « *une charge très lourde mais nécessaire* », précise M. Serge Bocquet, le président général du Club des sports de glace de Grenoble. Autre « sacrifice » pour stimuler les joueurs, le club a décidé de leur accorder une prime de match, rompant ainsi avec la tradition de bénévolat de l'équipe, dont seules deux personnes — l'entraîneur joueur canadien, récemment naturalisé français, Garry Brown et le Canadien Larry Huras — sont rémunérées. Désormais, les autres membres de l'équipe reçoivent 400 francs par match gagné à l'extérieur et 200 francs à Grenoble. « *Nos garçons ont dû recevoir 4 000 francs pendant la saison ; une faible rémunération pour les dédommager du manque à gagner que représentent pour eux les entraînements et les multiples déplacements* », précise M. Bocquet. Mais, en début de saison, cette entorse à la « tradition grenobloise » n'a pas été du goût de tout le monde au sein du club, du moins parmi ceux qui sont opposés à la « professionnalisation » sans cesse accrue de ce sport. Cette initiative aura été cependant « payante » pour l'équipe championne de France.

Préserver l'amateurisme

Grenoble entend continuer la saison prochaine cette expérience, tout en préservant l'amateurisme de ses joueurs. Pas question pour l'heure de faire appel à des hockeyeurs extérieurs au club. « *Nous refusons la fuite en avant de nombreux clubs français, qui vont chercher ailleurs les membres de leur équipe* », affirme M. Jimmy Biguet, vice-président du club grenoblois. Ce sont donc des éléments formés au Grenoble Hockey Club qui viendront remplacer prochainement les titulaires qui se retireront. Cette saison, le club comptait deux cent vingt-six joueurs ; les enfants de moins de dix ans représentent le tiers de ses effectifs. Après avoir engagé pendant trois ans une équipe dans le championnat de France national B, afin de « sortir » de nouveaux joueurs, les Grenoblois ne renouvelleront pas en 1981-1982 cette tentative. En effet, les meilleurs éléments du club sont directement « aspirés » vers l'équipe première et ne transitent jamais par l'équipe inférieure. Des « moustiques » aux « seigneurs », le vivier du Grenoble Hockey Club prospère en dépit des difficultés multiples qui l'assaillent.

CLAUDE FRANCILLON.

SKI ALPIN. — Le Savoyard Patrick Blanc (vingt ans) a obtenu, lundi 2 mars à Jaca (Espagne) où se dispute la dixième universiade d'hiver, la première médaille d'or pour l'équipe de France en gagnant le combiné de ski alpin. Il avait pris la troisième place du slalom spécial, la sixième du géant et la quinzième de la descente.

SPÉLÉOLOGIE

UN NOUVEAU RECORD DU MONDE (moins 1 430 mètres) POUR LE GROUPE VULCAIN

Le groupe de spéléologie Vulcain, une expédition de vingt-deux membres, a battu, le 27 février, son propre record du monde de profondeur en atteignant la cote moins 1 430 mètres dans le gouffre Jean-Bernard, situé dans le massif de Folly, qui surplombe Samoens (Haute-Savoie). Les spéléologues ont amélioré de 20 mètres leur record établi au même endroit en février 1980.

Pour atteindre cette profondeur, depuis l'ouverture du gouffre située à 2 200 mètres d'altitude, l'expédition a dû organiser deux bivouacs à moins 500 et à moins 1 000 mètres. C'est à partir de ce point que deux plongeurs, MM. Frédéric Vergier, vingt-trois ans, et Patrick Penez, vingt-huit ans, appartenant respectivement aux spéléo-clubs d'Avignon et de Vedène (Vaucluse), ont entrepris l'exploration de la portion finale. Pour ce faire, ils ont dû franchir deux siphons aux cotes moins 1 358 mètres et moins 1 420 mètres. Ils n'ont pu venir à bout d'un troisième siphon situé à moins 1 440 mètres.

Cette expédition a été en partie filmée par une équipe de télévision, dirigée par Alain Baltzet, et a donné lieu à une étude médicale coordonnée par le docteur France Guillaume.

ATHLÉTISME

Alex Gonzalez tout-terrain

Héros malheureux des championnats d'Europe d'athlétisme en salle, où il manqua un tour de piste pour que sa victoire fût sans réserve, l'Agenais Alex Gonzalez a fait, dimanche 1er mars, la démonstration de son talent multiforme en gagnant à La Grande-Motte le championnat de France de cross-country.

La course de 12,210 kilomètres disputée sur terrain boueux a été animée par Pierre Levisse, du Stade de Vanves, qui lâcha prise dans les derniers hectomètres sur une attaque conjuguée de Francis et d'Alex Gonzalez. L'Agenais finit par gagner quelques mètres sur son homonyme bordelais pour s'octroyer à trente ans, son premier « national ».

On pourrait être surpris de voir s'imposer à une semaine d'intervalle le même homme sur piste couverte et à travers champs. Cette performance, qui avait néanmoins un précédent avec l'Ecossais Ian Stewart, vainqueur du 3 000 mètres des Championnats d'Europe des nations et du Cross des nations en 1975, est désormais possible grâce à l'allongement des distances, à l'entraînement et à l'adoucissement des parcours hivernaux qui permettent aux « pistards » de briller sur tous les terrains, alors qu'il n'y a plus de véritables spécialistes de cross-country.

Depuis qu'il a attiré l'attention, en 1977, en améliorant le record en salle des 3 000 mètres, qui était alors encore détenu par Michel Jazy, cet athlète longiligne (1,82 mètre pour 62 kilos), né à Decazeville d'un père immigré espagnol, a d'ailleurs fait la preuve de son éclectisme : champion de France et septième meilleur performeur mondial sur 1 500 mètres en 1979, il termina la même année deuxième du championnat de France de marathon, chez lui, à Agen ; l'année suivante, il termina troisième du championnat national de cross et vingt-cinquième du championnat du monde, mais il fut décevant à Moscou, terminant huitième de sa demi-finale du 1 500 mètres. Vainqueur du « 2 820 mètres » de Grenoble, cet employé municipal est, en outre, un excellent coureur de 3 000 mètres steeple.

Chez les dames, Joëlle Debrouwer a gagné son sixième titre en devançant la tenante, Martine Bouchonneau.

CARNET

Naissances

— M. Michel BON et Mme, née Catherine de Salrigne, Charles-Emmanuel, Eléonore et Domitille ont la joie d'annoncer la naissance de

Adélaïde.

Paris, le 1er mars 1981.

— Evelyne et Bernard-Marie BOYER sont heureux d'annoncer la naissance de

Christophe,

le 25 février 1981
35, rue Broca, 75005 Paris.

— M. Jean François LEGARET et Mme, née Véronique Bru, ont la joie d'annoncer la naissance de

Roland,

le 2 février 1981.
8 bis, avenue du Château,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Mariages

— M. et Mme J. Fr. MÉDICI,
Le professeur et Mme Jean ROBERT d'ESHOUGUES,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Marie-Eugénie et Jacques,

célébré dans l'intimité, à Paris.
Adresses :
5, avenue de Nancy,
92210 Saint-Cloud.
Route du Pero,
20130 Cargèse.
6-41 « Résidence Dampierre »,
Parc Saint-Maur, 59800 Lille.
« Maison Corrizi »,
20130 Cargèse.

Décès

— Mme Raymonde Beizermann,
M. et Mme Michel Beizermann et leurs filles,
M. et Mme Jean Charles Lellouche et leur fils,
M. et Mme Léon Arditti,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile BEIZERMANN,
directeur général
de la Société Socamel,

survenu dans sa soixante-seizième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 4 mars 1981 au cimetière de Bagneux-Parisien.
Rendez-vous à l'entrée principale, à 15 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Coublevie,
38500 Voiron.

— Mme Edmond Bischoff,
M. et Mme Jean-Marc Bischoff, François et Muriel,
M. et Mme Eynar Bischoff, Pierre-Yves et Laurence,
Mme Georges Herrmann et ses enfants,
Mme Alphonse Martzolf et sa fille,
Les familles Otzenberger, Bornert, Walther, Schlellein et Heinrich,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond BISCHOFF,
avocat honoraire
au barreau de Strasbourg,
ancien bâtonnier de l'Ordre,
président honoraire
de l'Union nationale
des Caisses d'épargne de France,
président honoraire
de l'Union régionale
des Caisses d'épargne d'Alsace
et de Moselle,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur
de l'Ordre de Léopold,

survenu à Strasbourg, le 2 mars 1981.
Selon sa volonté, l'inhumation aura lieu le 4 mars 1981, dans l'intimité *de la famille*.
1, rue de la Pierre-Large,
22, allée de la Robertsau,
21, boulevard de la Marne,
67000 Strasbourg.

— La famille,
Et les amis de Dig,
font part du décès de

Mme André DIGNIMONT,

survenu à Paris, le 28 février 1981, dans sa soixante-dix-neuvième année.
Le service religieux en l'église Saint-Louis-en-l'Ile, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Ile, à Paris-4e, où l'on se réunira, sera célébré le mercredi 4 mars, à 16 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière *du Montparnasse dans* le caveau de famille.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Lucette FRANÇAIS,
ancienne élève
de l'Ecole nationale supérieure
des Arts décoratifs,

survenu le 23 février 1981, dans sa cinquante et unième année.
Les obsèques *ont eu lieu le* 28 février 1981, dans l'intimité familiale.
76, Front de Mer,
3, rue des Bains,
17200 Royan.

— M. Raymond Gauché,
Et sa famille,
ont le chagrin d'annoncer *le décès* de

Mme Raymonde GAUCHÉ,
née Tracol,

survenu à Péage-de-Roussillon (Isère), dans sa soixante-deuxième année, le 16 février 1981.
Comme elle en avait exprimé le désir, ses obsèques ont eu lieu dans le recueillement et l'affection.

— M. Roger Laboureix,
son époux,
M. et Mme Jean-Pierre Laboureix et leurs enfants,
M. et Mme Xavier Laboureix,
M. et Mme François Laparra,
M. l'abbé Pierre Laboureix,
M. Jean Laboureix,
Les familles Laboureix, Chanet, Laparra et Jouve,
ont la douleur de faire part du *décès de*

Mme Roger LABOUREIX,
née Chanet,

survenu subitement à Neuilly-sur-Seine, le 2 mars 1981.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, *avenue Charles-de-Gaulle* (métro Pont-de-Neuilly), le jeudi 5 mars 1981, à 9 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Antignac (Cantal).
9, boulevard Julien-Potin,
92200 Neuilly-sur-Seine.
Antignac,
15340 Saignes.

— Agen.

M. et Mme Eugène Merlin,
Le colonel et Mme Pierre *Martegoute*,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Philippe Martegoute et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

colonel Fernand MARTEGOUTE,
commandeur
de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-douzième année.
La cérémonie religieuse se déroulera en l'église d'Eysses par Villeneuve-sur-Lot, le mercredi 4 mars 1981, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'ingénieur général André *Mogaray*,
Les familles Driolet, Lachaize, Perrimond,
ont la profonde douleur d'annoncer *le décès de*

Mme André MOGARAY,
née Henriette, Marie, Jeanne Aray,

qui, atteinte brutalement d'un mal incurable, s'est éteinte le 28 février 1981 en toute sérénité.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, le mercredi 4 mars 1981, à 15 h. 30.

Ni fleurs ni couronnes.

4, rue Charles-Bernard-Metman,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Mme Jean Prévost,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PRÉVOST,
directeur et rédacteur en chef
du « Courrier du meuble »,
et de
la « Revue de l'ameublement »,

survenu le 1er mars, en son domicile.
La *cérémonie* religieuse aura lieu mercredi 4 mars, à 8 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris-17e.
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, place de la Porte-de-Champerret,
75017 Paris.

— **Mme Germaine *POINSO-CHAPUIS,***
avocat honoraire,
ancien ministre de la santé publique,
officier de la Légion d'honneur,
grand-officier de l'ordre national
du Mérite,
médaille de la Résistance,
croix du combattant volontaire,
a été rappelée brusquement à Dieu au soir d'une existence entièrement consacrée au service des autres, dans la vie publique et dans la vie privée.
M. Henri Poinso,
M. Maurice Poinso,
M. et Mme Jean-Marie Poinso et leurs enfants,
Mlle E. Chapuis,
Les familles Robert Poinso, Gaston Poinso, Roger Poinso, Mlle Denise Poinso,
Ses parents, alliés et amis,
font part de ce décès dans la tristesse et l'espérance.
La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation a été célébrée le 21 février 1981, à Marseille, dans l'intimité familiale.
66, boulevard Notre-Dame,
13006 Marseille.

[Le Monde *du 21 février*.]

— Mme Guy Roger,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy ROGER,
directeur honoraire
de la Banque de France,

survenu le 1er mars 1981, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 mars, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, à Paris-16e, suivie de l'inhumation à Honfleur.

62, avenue Théophile-Gautier,
75016 Paris.

— Marseille, Saint-Etienne, Paris.

Mme Alain Rousset-Rouard,
M. et Mme Louis Terme, leurs enfants et petits-fils,
Le docteur et Mme Jean-Claude *Clavier, leurs enfants* et leur petite fille,
M. et Mme Yves Rousset-Rouard, et leur fils,
Mme Annick Rousset-Rouard et son fils,
Mme Félix Dor, ses enfants, petits-enfants et arrière-petites-filles,
Mme Hervé Rousset-Rouard,
Mme Marcel Cyprien-Fabre, ses enfants, petits-enfants et son arrière-petite-fille,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain ROUSSET-ROUARD,

survenu le 26 février 1981, dans sa quatre-*vingt-unième* année.
Les obsèques religieuses ont été célébrées le 2 mars, à Marseille, dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Marie-Claude Touboul, née Cousinou, et ses enfants Caroline et Julien,
M. Jacques Touboul et Mme Jacques Touboul, née Mireille Sayagh,
M. Henry Cousinou et Mme Henry Cousinou, née Monique de Carne de Carnavalet,
M. et Mme Alain Vidot et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Abitbol et leurs enfants,
M. et Mme Robert Ganansia et leurs enfants,
Jean-Marie, Françoise et Valérie Cousinou,
Leurs parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès, survenu dans sa trente-troisième année, de

Jean-Jacques TOUBOUL,
leur mari, père, fils, beau-fils, frère et beau-frère.

L'inhumation aura lieu le mercredi 4 mars, à 14 h. 15, au cimetière du Montparnasse (3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e).
Cet avis tient lieu de faire-part.
11, rue Laugier,
75017 Paris.
25, rue Carnot,
92100 Boulogne-Billancourt.
11, rue Arsène-Houssaye,
75008 Paris.

— M. Gaston Palewski, président,
Et l'Institut Charles-de-Gaulle,
ont la douleur de faire part de la mort de

Louis VALLON,
ancien directeur adjoint
du cabinet du général de Gaulle.

[Le Monde *du 3 mars*.]

— Mme Charles Jean Vannoni, née Paule Saumade, son épouse,
M. Paul Vannoni, son frère,
Mlle Marie-Thérèse Vannoni, sa sœur,
Toute sa famille,
Ses amis,
Ses collaborateurs,
ont l'immense douleur de faire part du *décès de*

M. Charles Jean VANNONI,
ancien bâtonnier
de l'ordre des avocats
près la Cour suprême du Gabon,
officier de la Légion d'honneur,
grand-officier
de l'Etoile équatoriale gabonaise,
officier de l'Etoile noire,

survenu à Saint-Drezery (Hérault), le 2 mars 1981.
Les obsèques seront célébrées en l'église de Saint-Drezery, le mercredi *4 mars 1981, à 15 heures.*
Cet avis tient lieu de faire-part.
On ne reçoit pas.
Saint-Drezery, 34160 Castries.
20242 Vezzani.

Anniversaires

— Il y a un an disparaissait accidentellement

Marc DELARUELLE.

Ses amis ne l'ont pas oublié.
Une commune pensée de ses amis pour sa famille.

Avis

— AVIS DE RECHERCHE URGENT
A toute personne pouvant donner nouvelles de

Olivier ESNAULT,

disparu fin octobre 1980.
Téléphoner 345-33-71.

Communications diverses

— L'Action catholique des enfants organise trois galas avec Jean Humenry :
— *Le 10 mars, à 20 h. 30, à l'église* Saint-Joseph des Epinettes (40, rue Pouchet, 75017 Paris) ;
— Le 11 mars, à 20 h. 30, à la communauté scolaire et universitaire chrétienne (2, impasse des Epinettes, 75017 Paris) ;
— Le 12 mars, à 20 h. 30, à l'église Saint-Eloi (1, place Maurice-de-Fontenay, 75012 Paris).
Retirer les billets au centre national A.C.E., 6, rue Dugay-Trouin, 75006 Paris, et à la Fédération A.C.E., 8, rue de la Ville-l'Evêque, *Paris-8e*.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université de Paris-II, jeudi 5 mars à 14 h. 30, cabinet 3, M. Jean-Robert *Bouyeure* : « L'administration de la copropriété. »

— Université de Paris-I, samedi 7 mars à 14 heures, amphi Richelieu, M. Pierre Sigal : « Le miracle aux onzième et douzième siècles dans le cadre de l'ancienne Gaule, d'après les sources hagiographiques. »

— Université de Paris-IV, samedi 7 mars à 14 heures, amphi Descartes, M. Jean-Pierre Houssain : « L'Afrique noire et les écrivains français entre les deux guerres. »

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CEA-LETI

GRENOBLE
recherche

INGENIEUR TECHNOLOGUE confirmé

(GRANDES ECOLES - SPECIALITE ELECTRONIQUE PHYSIQUE)

Dans le cadre du redéploiement du programme microélectronique silicium du Leti, cet Ingénieur aura la responsabilité de l'atelier technologique chargé de valider les technologies microniques et submicroniques étudiées par les équipes de recherche.

Une expérience de plusieurs années acquise dans l'industrie des circuits intégrés est exigée.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo à no 89004 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes une Entreprise d'importance nationale, exploitante de services publics (distribution d'eau, assainissement...)

et nous recherchons un :

INGÉNIEUR CHIMISTE

ayant de solides connaissances en chimie et biologie de l'eau

Nous souhaitons pour ce poste une formation G.E., complétée par une expérience réussie d'une dizaine d'années en entreprise, dans une activité similaire.

Une disponibilité rapide sera un avantage.

Le poste est basé en nos laboratoires centraux dans une ville moyenne de l'Ouest de la France, mais nécessitera des déplacements fréquents en métropole, éventuellement à l'étranger.

La rémunération, attractive, sera fonction des compétences acquises et du potentiel présenté par le candidat.

Les candidatures seront traitées confidentiellement à PARIS.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à nº 89.749 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Important groupe industriel français à vocation internationale. Secteur traitement et transformation de matières végétales et plastiques. Forte croissance. Recherche

Directeur de production

250.000 +

Fonction : Diriger l'encadrement et le personnel de fabrication (550personnes). Etablir et contrôler les budgets de fabrication ainsi que la programmation des productions : énergie, matières, heures travaillées.
Profil : Diplôme Centrale, Mines, AM ou Ecole de Chimie. Cinq années en industrie à feu continu : chimie lourde, cimenterie, métallurgie, papeterie,... Expérience de la direction d'au moins 300 personnes et de la gestion d'une unité de production. 35 ans minimum. Pratique de l'anglais.

Basé dans une petite ville du Sud-Ouest, ce poste offre de sérieuses opportunités d'avenir.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :

ims 3 rue de Penthièvre - 75008 PARIS
international management selection

rscg carrières

THOMSON-CSF

DIVISION ACTIVITES SOUS-MARINES

recherche pour son centre de BREST

UN INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT et INDUSTRIALISATION

- En équipe avec les laboratoires de recherche électronique, il aura pour mission de concevoir l'architecture mécanique des matériels et sera responsable du suivi des opérations conduisant à la fabrication en série (prototypes, dossiers techniques, devis, planning...).
- Il travaillera dans le cadre d'un budget par projet et sera assisté de collaborateurs techniciens et dessinateurs.
- Diplômé d'école à dominante mécanique, il aura si possible une première expérience d'industrialisation de produits fabriqués en petite et moyenne série.

Adresser candidature, C.V., photo et prétentions à THOMSON-CSF/DASM Route du Conquet - BREST



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

Nous sommes une importante société d'ingénierie internationale. Pour superviser la réalisation de plates-formes de production pétrolière au

MOYEN-ORIENT

(région du Golfe)
nous recherchons des

- **resident engineers** (Réf. 02)
- **site engineers**
  - mech/piping (Réf. 11)
  - instruments (Réf. 14)
  - structural (Réf. 10)
  - electrical (Réf. 13)
  - planning (Réf. 15)

Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Adresser C.V., lettre de candidature en anglais, photo, en précisant la référence du poste choisi à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

INGENIEURE/UBERSETZER MUTTERSPRACHE FRANZOSISCH

Wir suchen für Stuttgart sofort und laufend technische Übersetzer mit Erfahrung oder Sprachstudienabgänger mit technischem Interesse und Einfühlungsvermögen oder Ingenieure der Fachrichtungen Elektrotechnik/Elektronik, Maschinenbau oder Kfz.-Technik mit ausreichend guten Deutschkenntnissen zum Übersetzen technischer Texte in die französische Sprache.

Wir bieten ein angenehmes Betriebsklima in einem internationalen jungen Team, einen individuellen, gut dotierten Arbeitsplatz, der einem Könner mit Ehrgeiz die Chance für ein überdurchschnittlich hoches Einkommen bietet.

Wir wünschen uns zuverlässige und strebsame Kollegen oder Kolleginnen, welche bereit sind, die Ziele unseres Büros zu ihren eigenen zu machen und die der Erfolg der eigenen Arbeit befriedigt.

Schriftliche Angebote mit den üblichen Bewerbungsunterlagen erbitten wir an:

Ingenieurbüro für technische und naturwissenschaftliche Übersetzungen
Dr. Dipl.-Ing. W.-D. Haehl, Birkenwaldstr. 118, D-7000 Stuttgart 1.

UNIVERSITAT BIELEFELD - SPRACHENZENTRUM

offre un poste de

LECTEUR de FRANÇAIS

(Lehrkraft für besondere Aufgaben BAT II a)

à partir du 1-10-1981 pour une durée de 2 ans
(renouvelable pour deux autres années)

Ce lecteur sera chargé de la formation des professeurs de français (notamment cours de civilisation française), de cours pratiques de français langue étrangère et devra être prêt à participer à des projets de recherche dans les domaines de la didactique du français langue étrangère.

Qualifications requises : diplômes du niveau maîtrise, de préférence en lettres, linguistique, sociologie ou histoire. Equivalences possibles : licence + diplôme de français langue étrangère. Expérience en tant qu'enseignant dans le domaine du français langue étrangère.

Les candidatures devront parvenir avant le 15 avril 1981 au
Geschäftsführender Direktor, Sprachenzentrum, Universität Bielefeld, Universitätsstrasse 25, Postfach 8640, D-4800 Bielefeld 1.

Société d'Ingénieurs-Conseils

(500 personnes dont 300 ingénieurs)
recherche
pour un important chantier
de barrage au **NIGÉRIA**

UN INGÉNIEUR

possédant une solide expérience dans la supervision des montages d'équipement de vantellerie et de manutention. Cet ingénieur aura la responsabilité d'une équipe de surveillance et sera chargé des relations entre l'entrepreneur et l'Ingénieur-Conseil.
Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Env. lettre manuscrite avec C.V. + Photo à nº 89.825 Contesse Publicité
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

COMPLEXE MINIER
Situé au NIGER
recherche

JEUNE PROFESSEUR DE LETTRES

Chargé de l'application des programmes du CNTE (1er cycle secondaire)

- Licencié en anglais ;
- Notions d'allemand appréciées ;
- Quelques années d'exp. dans l'enseignement secondaire.

- Avantages et garanties expatriés :
- Contrat à durée indéterminée ;
- Trois mois de congé pour neuf mois de séjour.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence C.K./J.P. à CETAGEP, 30, avenue Amiral-Lemonnier, 78160 MARLY-LE-ROY.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE

en expansion continue à forte vocation exportatrice intervenant dans le domaine d'équipements électroniques

recherche pour SES VENTES A L'ETRANGER

1 CHEF DE ZONE EXPORT AFRIQUE

RESPONSABLE DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS auprès des agents, des distributeurs et d'une clientèle déjà existante, il sera chargé sur place de la recherche de nouveaux débouchés, de la sélection et du suivi de nouveaux agents.

Si une formation de base technique alliée à une expérience commerciale tournée vers l'export est souhaitable, la connaissance de l'Afrique sera un atout considérable pour réussir à ce poste.

Anglais indispensable.

Déplacements (50% du temps).

Envoyer C.V. et salaire actuel à No 89.528, CONTESSE & Cie
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

CARRIERE BANCAIRE INTERNATIONALE

La rapide croissance de notre réseau nous conduit à rechercher de nouveaux collaborateurs capables d'animer et de diriger une grande agence ou un groupe d'agences dans des pays en développement, francophones et anglophones.
Les candidats, de niveau VII (classe FR) ou AVP (classe US), devront maîtriser l'ensemble des opérations et les diverses techniques de crédit.

Adresser lettre + C.V. sous référence 2390/F à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL A VOCATION INTERNATIONALE
recherche pour
MISSIONS D'INSPECTION COMPTABLE
auprès de ses filiales en
AFRIQUE NOIRE

Titulaire du D.E.C.S.
ayant au min. 5 ans d'exp. en cab. d'expertise compt.
Résidence : PARIS

- Inspections comptables en Afrique pouvant représenter 2/3 de l'activité.
- Pratique courante de l'anglais indispensable pour missions en pays anglophones.
- Rémunération élevée tenant compte des déplacements + frais de missions.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. s/nº 89.729

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



ELF AQUITAINE

recherche pour

la Direction du Personnel de sa branche recherche exploitation

UN CADRE DU PERSONNEL

Justifiant d'une formation supérieure (école d'ingénieurs, de Commerce ou formation universitaire Gestion ou Sciences-éco au niveau minimum de la maîtrise) et d'une expérience professionnelle d'une dizaine d'années dans les problèmes du personnel et plus particulièrement dans la gestion d'agents expatriés.

Le candidat retenu pourrait assez vite être mis en charge d'un service de réglementation et d'études au sein de cette direction du personnel.

Première affectation à PAU
Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 89302 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 26 av. des Lilas 64000 PAU

BANQUE SPÉCIALISÉE dans le financement immobilier

recherche

SECOND D'AGENCE POUR TOULOUSE

- Le candidat doit être un professionnel de la GESTION DES CRÉDITS AUX PROMOTEURS, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans cette activité.
- Il devra en outre avoir une personnalité très affirmée.

LA RÉMUNÉRATION NE SERA PAS INFÉRIEURE A 100.000 F.

Adresser curriculum vitae et photo + rémunération actuelle sous le Nº 2.474 à PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 PARIS, qui transmettra.

BRISARD NOGUES

recherche pour ses différentes usines implantées dans toute la France et à l'étranger

DES INGENIEURS charpentes métalliques

Ecrire aux Etablissements BRISARD NOGUES Dampierre sur Salon — 70100 GRAY.

dmd

Centre de recherche
NANCY
recrute

ANATOMO-PATHOLOGISTE

aura la responsabilité d'un laboratoire d'anatomopathologie dont l'activité est orientée vers la toxicologie expérimentale des produits chimiques industriels. Ce poste conviendrait à médecin ou vétérinaire certifié (e) en anatomopathologie. Possédant par ailleurs une bonne maîtrise de l'expérimentation animale et susceptible de s'intégrer à une équipe pluri-disciplinaire.
Adresser C.V. prétentions et photo s/réf. 2.661 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transm.

CABINETS COMPTABILITÉ (compt. agréé) AIME et ALBERTVILLE (Savoie) rech. COMPTABLES minim. D.E.C.S. 2 ans de prat. en Cabinet, libérés obligat. milit. ou jnes stagiaires experts comptables. Ec. nº 386 SUDEM, 17, bd de la Colonne. 73000 CHAMBÉRY.

Entreprise 80 personnes
(100 km ouest Paris)
Matériel de Laboratoire,
désirant développer ses exportations,
recherche

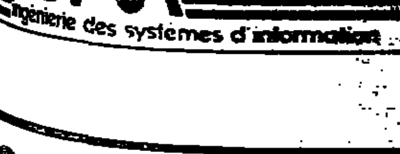
RESPONSABLE EXPORT

ayant une bonne expérience commerciale et administrative de l'exportation dans une entreprise de taille moyenne.

NOUS DEMANDONS :
- bonne formation commerciale ;
- connaissances techniques ;
- connaissance de l'anglais ;
- habitude de la négociation commerciale à l'étranger (en Afrique si possible) ;
- pratique de la gestion administrative de l'export : financement, assurance, transport, douane, transitaire, etc. ;
- possibilité déplacement (40 % du temps).

RÉSIDENCE :
- le collaborateur devra habiter dans la ville du siège de la Société.

Envoyer C.V., photo et PRÉTENTIONS (obligat.). s/réf. 3.830 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.





هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE ENTREPRISE (C.A. 400 Millions)
INDUSTRIE MECANIQUE
Activité Complexe et Diversifiée
recherche

SON RESPONSABLE COMPTABILITE PRIX DE REVIENT

MISSIONS :
- Participer à la définition et assurer la mise en place sur informatique d'un nouveau système de Prix de Revient
- Diriger un service de 7 personnes et assumer la responsabilité du calcul des résultats mensuels et de l'explication des écarts.

PROFIL SOUHAITE :
- Le candidat retenu sera un homme ou une femme de métier, justifiant d'une solide expérience des prix de revient en milieu industriel, ou
- un chef comptable d'une moyenne entreprise
- et aura reçu une formation supérieure (DECS ou équivalent).

Il devra faire preuve à la fois de créativité et de rigueur, s'intégrer au sein d'une équipe performante et motivée.

Le poste est à pourvoir au Havre.

Envoyer C.V., photo et prétentions à S. LEBOURGEOIS
DRESSER FRANCE 31, Bld Winston Churchill 76600 LE HAVRE.

INGÉNIEURS
RECHERCHES - ÉTUDES - ESSAIS

Pour son Centre de Recherches situé à Clermont-Ferrand, Michelin recrute :

- Des **ingénieurs généralistes**, chargés de concevoir et d'étudier de nouveaux pneumatiques, et d'analyser leur comportement.
- Des **ingénieurs mécaniciens, automaticiens, électroniciens.** Ils auront à définir, étudier, faire réaliser, essayer des nouveaux équipements destinés à la fabrication, au contrôle ou aux essais des pneumatiques.
- Des **ingénieurs chimistes** chargés d'études sur les matériaux entrant dans la composition du pneumatique : élastomères, fibres, câbles métalliques.

Si vous êtes ingénieur débutant, ou si vous possédez déjà quelques années d'expérience ; si vous êtes attiré par une activité faisant largement appel à l'innovation technique, écrivez-nous en joignant votre curriculum vitae. Nous étudierons ensemble, au cours d'entretiens, comment accorder vos motivations à nos besoins.

MICHELIN
Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

IMPORTANT COMPLEXE HOTELIER
recherche

DIRECTEUR D'HOTEL
★★★★luxe (200 chambres)

LES FONCTIONS :
- Il dépendra directement du Directeur Général
- Il aura la totale responsabilité de la Direction et de l'Animation de l'Hôtel ainsi que du Restaurant.

LE CANDIDAT :
- Il sera âgé de 35 ans au moins
- Il sera de préférence de nationalité française
- Il sera diplômé d'une école hôtelière (Lausanne si possible) réputée et aguerri aux techniques de pointe en ce qui concerne la gestion
- Il devra avoir un sens aigu des contacts humains
- Il aura une expérience de plusieurs années dans l'hôtellerie de luxe et aura occupé - ou occupe - un poste de Directeur d'établissement ou celui d'Adjoint direct
- Il sera bilingue (anglais-français), la connaissance de l'italien constituant un atout supplémentaire.

Une rémunération attractive est offerte à un candidat de premier plan.

Lieu de travail : MONTE-CARLO.

Adresser C.V., photo et prétentions à no 89456 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. (Discrétion assurée).

SECIM

MAUBEUGE - Groupe CREUSOT-LOIRE
Constructeur de laminoirs et de presses hydrauliques
Réducteurs - Allonges à cardans - Accouplements
recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

Le candidat retenu aura, après formation, la responsabilité d'un atelier de montage, d'essais et de *mise au point* d'équipements faisant appel à de l'hydraulique, de l'électromécanique et de l'électronique de haute performance contrôlée par microprocesseurs.
En outre il supervisera l'activité d'un atelier de mécano-soudure d'environ 30 personnes.
Le poste proposé demande à la fois des qualités de commandement et d'organisation, et un sens technique élevé permettant de collaborer étroitement avec le Bureau d'Études responsable de ces matériels.
Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.
Envoyer lettre manuscrite, C.V et photo à : *SECIM, Avenue Clemenceau,*
59680 FERRIÈRE-LA-GRANDE.

HAVAS CONTACT

SOCIETE INDUSTRIELLE ALLEMANDE
mécanique, thermique, électricité
recherche

directeur de filiale

- 30 ans minimum. Formation Ingénieur (Centrale, A & M, ENSI ou similaire). Expérience de plusieurs années de la vente de produits industriels et/ou d'installations énergétiques, thermiques ou climatiques,
- autonome dans sa fonction et dépendant directement du Président allemand, son rôle sera de prendre en charge le développement commercial de la filiale et d'en assurer la saine gestion,
- sa responsabilité s'étend de la fixation des prix de vente à la rentabilité globale de la filiale en passant par son administration. Il bénéficiera d'un appui solide de la maison mère aux plans technique (usine) et de gestion (objectifs, budgets, plan).
- allemand courant exigé. Poste basé à **STRASBOURG**.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à GUILLON Sélection sous réf. 3728-M (réponse et discrétion assurées) CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

LYON

Le développement de nos activités d'ingénierie nous conduit à créer à Lyon, une fonction «études avancées» pour préparer et harmoniser le choix des matériels et logiciels des futurs systèmes informatiques de nos clients.
Cette fonction sera confiée à un

ingénieur informaticien

Ses missions seront :
- *la recherche des informations concernant les techniques nouvelles de l'informatique,*
- *l'évaluation et la confrontation des performance théoriques et pratiques des nouveaux matériels et logiciels du marché,*
- *l'assistance aux équipes intervenant sur ces matériels et logiciels nouveaux (architecture des systèmes, formation, utilisation...).*

La fonction nécessite une solide expérience de l'évaluation des systèmes ainsi que la conception et la réalisation de projets utilisant minis, télétraitement, réseaux.

Le poste nécessite des déplacements fréquents de courte durée.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à Sopra - Recrutement sous réf. 303/M - 90 rue de Flandre - 75019 Paris

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média system

UNE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT
filiale d'un Groupe important située dans une grande ville à 1 heure de Paris recherche

responsable études et marketing

Directement intégré dans l'équipe de direction, ce cadre sera responsable du service Études et marketing et devra participer à la préparation du plan d'entreprise avec pour missions essentielles d'assurer :
- la réalisation et la coordination des études (études sous-traitées, enquêtes directes et études économiques concernant les lignes de transport) ;
- les propositions d'actions promotionnelles ;
- les relations avec la presse, les autorités locales et les clients spéciaux ainsi que l'Information du public.

Ce poste convient à un jeune diplômé ingénieur ou école de commerce ayant une première expérience dans un service Études ou marketing ainsi que le goût des relations publiques.
Connaissance du Transport appréciée.
Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. DYAN,



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Promodès

17.000 personnes en France
1er grossiste multidistributeur en Europe
C.A. 1979 : 9,125 Milliards de Francs
recherche dans le cadre de l'expansion de sa Branche

supermarchés champion

(8 ouvertures en 1981)

DIRECTEURS DE MAGASINS

Les candidats retenus seront responsables après une période d'adaptation individualisée en fonction de leur expérience de la direction d'un magasin de
1000 à 3000 m².
30 à 160 Millions de C.A.

Une expérience de 2 à 5 ans de direction de magasins de taille similaire est nécessaire.
Le développement de la *Branche Champion* et la dimension du Groupe Promodès permettent d'envisager de réelles possibilités d'évolution liées aux résultats individuels

Si vous êtes intéressés, envoyer C.V., photo et prétentions sous réf MM 01 à
Madame F. MOULINJEUNE
Interactions
Recrutement - Formation - Conseil
Groupe Promodès
Place de la Mare - 14000 CAEN.

HAVAS CONTACT

SAPHYMO STEL
filiale
THOMSON CSF INFORMATIQUE
recherche

Responsable fabrication

Bonnes connaissances en mécanique et électrique pour superviser un atelier de biens d'équipement (matériel électrique et machines spéciales) et prendre directement en charge la plateforme d'essais de ces matériels.
Conviendrait à un INGENIEUR ayant une expérience similaire de production.
60 personnes à encadrer.
Lieu de travail : GRENOBLE
Adressez lettre manuscrite, CV et photo à Madame JAULIN, SAPHYMO STEL, 29 avenue Carnot 91300 MASSY.

roog carrières

OCÉAN

L'un des principaux producteurs et exportateurs français de panneaux contre-plaqués et particules (filiale de St Gobain) recherche *dans le cadre de sa prochaine installation à* BORDEAUX, un

Responsable de Zone Export
pour R.F.A. - Italie - Autriche

Mission : dans le cadre des objectifs fixés par la direction export, il anime un réseau d'agents *dans les pays considérés, il est responsable du suivi des commandes* de son secteur et rapporte au siège toute information susceptible d'orienter *la politique commerciale de la société à l'étranger*.

Profil : excellent négociateur, il a une expérience confirmée de la vente de biens industriels de consommation ou de produits *du bâtiment à une clientèle de* haut niveau. Il parle couramment allemand et si possible italien.

Merci d'adresser très rapidement votre dossier complet de candidature avec C.V., photo et prétentions en indiquant la référence 2338 M à OCS notre conseil qui l'examinera avec toute la discrétion voulue.

OCS
Conseil en Recrutement
37, Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

MEDIA PA

MATERIEL T.P. *BOURGOGNE*

Filiale d'une puissant Groupe Industriel fabriquant du gros matériel de Travaux Publics recherche :

contrôleur de gestion

âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (Ingénieur+IAE de préférence) et ayant acquis une première expérience réussie, soit en contrôle budgétaire, soit en comptabilité analytique, si possible dans l'Industrie Mécanique ou Métallurgique.
Ce collaborateur de haut niveau devra concevoir, mettre en place la comptabilité analytique et les procédures de saisies de coûts s'y afférant, développer les méthodes d'un contrôle de gestion et animer ensuite ces systèmes.
Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 826 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LAINES

acheteur - chef service matières premières

La FILATURE MAILHE-CASTRES-TARN (CA 65 MF, 228 *personnes) recherche son Acheteur Chef de Service Matières* Premières. Elle souhaite rencontrer un professionnel ayant une expérience approfondie dans une FILATURE, un TISSAGE ou une BONNETERIE et qui ait une connaissance des matières textiles : LAINES, SYNTHETIQUES et DERIVES.
Formation textile et/ou gestion appréciée.

Il assurera les achats, la responsabilité du Service Matières (3 personnes), la gestion du stock et le lancement des fabrications.

Très bonne situation possible dans PME en expansion. Appointements à débattre en fonction de l'expérience professionnelle et de la capacité aux responsabilités. Région agréable, proximité *mer et montagne*.

Pour recevoir une information détaillée sur cette offre veuillez envoyer C.V. + photo sous référence 1302-M à

M.L.M. CONSEIL
36, allées Jean Jaurès
31000 Toulouse
Tél. (61) 62.73.66

CSNCR

CONSEIL



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

futur

directeur d'usine

CENTRE **180 - 200 000 F**

Un groupe industriel français recherche le futur Directeur de l'une de ses usines, spécialisée dans la construction mécanique, employant 100 personnes environ et située dans la région du Centre.

Pendant deux ans, il exercera personnellement des fonctions diverses : prix de revient, lancements de fabrication, achats, approvisionnements, avant de *prendre ses fonctions de Directeur de l'établissement.* Il sera alors directement rattaché à la Direction générale de la maison-mère, avec la double responsabilité industrielle et commerciale de cette unité.

Ingénieur diplômé, âgé de 32 ans au moins, vous avez 10 ans environ d'expérience *confirmée de la* production mécanique de moyenne série répétitive, *et le goût des responsabilités.*

Voici pour vous l'*occasion* de gravir, au sein d'un groupe solide, un nouvel échelon dans votre carrière et d'accéder à la direction d'une entreprise.

Adressez votre dossier complet avec lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée *à GemO, 32, rue Pierret, 92200* Neuilly, qui étudiera confidentiellement votre candidature sous référence CM 114-M.

GemO

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

recherche

un(e) assistant(e) technique au commerce

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le titulaire du poste aura la responsabilité de l'animation de groupements géographiques et professionnels de commerçants. Il leur apportera, notamment, une aide technique quant à la définition, le lancement et le contrôle de leur stratégie commerciale.

Les candidats (es) devront avoir reçu une formation de niveau supérieur (ex. : école supérieure de commerce...). Une expérience d'une dizaine d'années, acquise si possible dans la grande distribution, leur aura permis une très bonne pratique des techniques de marketing et de communi*cation.*

Les qualités suivantes seront exigées : sens du travail en équipe, capacité d'animation, grande disponibilité, esprit ouvert et créatif.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions, sous référ. 25884/ M à : Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon - Direction du Personnel et des Relations Sociales 20, rue de la Bourse 69289 LYON-Cédex 1

Havas Contact

REGION EST

Société en pleine expansion recherche

DIRECTEUR D'USINE

Pour prendre la responsabilité d'un établissement industriel d'environ 100 personnes comportant un atelier fonctionnant en feu continu.

Rattaché au Directeur de la Société, qui est basé à Paris, il dispose ainsi d'une large autonomie dans tous les secteurs de son activité.

Le candidat, Ingénieur Chimiste ou Généraliste *option chimie,* âgé d'au moins 35 ans, devra justifier d'une solide expérience, essentiellement dans les domaines suivants :

- conduite et animation d'un atelier ou d'une unité de production.
- gestion du personnel, relations humaines *et sociales.*

La connaissance des dispositions administratives réglementant les établissements industriels sera appréciée.

Envoyer C.V., *photo et prétentions* sous référence 2615 à P. LICHAU SA BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

200 000 +

Un ensemble industriel de plus de 2 000 personnes, leader européen de son marché, filiale THOMSON-BRANDT, recherche pour son établissement de LYON

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION

Nous accueillerons un jeune ingénieur issu d'une grande école ayant complété ses études supérieures par une formation de gestion.

Il aura la responsabilité directe d'une production de grandes séries très automatisée et de sa gestion (1 000 personnes). Rattaché à l'échelon le plus élevé, il devra s'imposer par sa personnalité et posséder une expérience de direction des hommes.

Evolution ultérieure prévue dans l'entreprise ou dans le groupe THOMSON.

Ecrire au Cabinet GATIER, sous référence 530, 32, rue Barrême, 69006 LYON.

média-system

Cabinet Gatier

Cherche

ANIMATEUR

DUT/CAPASE + EXP. PROF. Env. C.V. + lettre manuscrite au centre social Marmiers, rue Cortat 15000 AURILLAC.

URGENT recherche J. homme célibataire, 30 ans maxim. pour visiter pharmacies banlieue parisienne. *Expérience* en représentation souhaitée. Voiture fournie + frais + fixe + commissions. Ecr. avec C.V. s/n° 2051 à HAVAS, 03201 VICHY CEDEX.

SAFARE CROUZET

Domaine électronique marine militaire recherche pour son service d'études à

NICE

1°) ingénieur expérimenté : analogique, radioélectricité test au*tomatique ;*
2°) ingénieur expér. ou début. : numérique, microprocesseur.
Adresser C.V. et prétentions à SAFARE-CROUZET BP 171 06005 Nice Cédex.

GENERALE SUCRIERE

Notre Groupe, 3 milliards de CA, 4000 personnes, 7 établissements en France, du fait des projets d'investissements importants et de la technicité toujours croissante de nos procédés de fabrication, souhaite intégrer dans une de nos unités située en **PICARDIE**

un INGENIEUR CENTRALE, IDN, GENIE CHIMIQUE, ENSIA, A & M.,

ayant obligatoirement 5 ans d'expérience dans un bureau d'engineering réalisant des installations industrielles.

ingénieur de projets

il recherchera les solutions techniques convenant aux investissements prévus et assurera le suivi technique et financier en relation soit avec les services de l'usine, soit avec les constructeurs.

Notre groupe présente de nombreuses possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2048-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par —



a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

OSMOR — CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

LE LEADER FRANÇAIS DU MEUBLE POUR BÉBÉ

recherche son

RESPONSABLE MÉTHODE-PLANNING

LE PROFIL :

homme de 30 ans minimum,
formation ingénieur ou équivalent,
expérience d'au moins 3 ans dans la fonction,
pratique confirmée de la direction et des techniques de la spécialité.

LA MISSION :

Diriger et perfectionner les services suivants :
- méthodes calcul,
- préparation du travail,
- planning,
- lancement de fabrication,
- gestion des en cours de fabrication.

LE POSTE :

résidence en province, au siège de l'entreprise, activité sédentaire.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo récente et prét. à Daniel LELONG-SAUTHON S.A., B.P. 87, 23002 GUÉRET cedex.

Ecole Supérieure de Commerce

Région Sud-Ouest

Réseau E.S.C.A.E.

recrute pour la rentrée scolaire 1981

1) UN PROFESSEUR PERMANENT

de gestion financière et/ou comptable
Niveau doctorat 3e cycle ou expertise comptable.
Compétence pédagogique confirmée. Expérience en entreprise appréciée.

2) UN ASSISTANT DE PROMOTION

Chargé de l'animation des études en première année
Formation grande école de gestion ou équivalent + quelques années en entreprise.
Qualités certaines d'animation et de contact humain.

3) UNE DOCUMENTALISTE diplomée de haut niveau

Anglais courant, espagnol apprécié.
Expérience confirmée.
Connaissance des techniques modernes d'information et de documentations informatisées nécessaires.

Adresser lettre + C.V. + photo récente sous référence 12821 M à BLEU Publicité
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE SCANDINAVE
d'importance mondiale
recherche pour sa filiale française PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

diplômé école commerciale
implication marketing
(anglais)

Expérience nécessaire vente biens d'équipement en direct et par revendeurs.

Conviendrait à jeune cadre ambitieux dont l'*énergie et* la valeur *morale* et intellectuelle soutiennent les aspirations car, si valable, pourra accéder à responsabilités plus importantes.

Adresser lettre manuscrite CV, photo, sous référence 900 à :

Jean GAUSSIN 104 rue de Richelieu PARIS 2e

---

débutants Bac+2

Société Alsacienne de Supermarchés.

Groupe de 4500 personnes couvrant tous les secteurs de la distribution (Supermarchés, Hypermarchés, Cash, Entrepôts de Gros, Fabrications Industrielles, etc.), implanté en Alsace, en Lorraine et en région Parisienne,

vous propose des postes de

Chefs de Rayon en Hypermarché

Après une période de formation de 6 mois, vous aurez la responsabilité d'un rayon.

Ce poste regroupe une multiplicité d'aspects : **commerce, gestion, personnel, marketing, administration.**

Il nécessite : **autonomie, imagination et créativité,** mais aussi **facilité d'adaptation** et sens des contacts *humains.*

La Société Alsacienne de Supermarchés étant en pleine expansion, de larges possibilités d'évolution dans la société vous sont offertes.

Les personnes recherchées outre une formation IUT (Techniques Commerciales ou équivalent) devront être mobiles géographiquement, dégagées des obligations militaires.

Envoyer C.V. et photo sous référence M 852 à *Monsieur Dominique BALLOT.*

S.A.S.M.

117, route des Romains 67200 STRASBOURG

HAVAS CONTACT

RÉGION GRENOBLOISE

UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
affiliée à un grand Groupe français
rech. pour son Unité principale

DIRECTEUR D'USINE 600 PERSONNES

CHEF D'ÉTABLISSEMENT, IL EST RESPONSABLE DE LA PRODUCTION ET DE LA GESTION DE SON UNITÉ : petites pièces mécaniques en très grandes séries.

220.000 F +

INDISPENSABLE

- INGÉNIEUR DIPLÔMÉ à dominante MÉCANIQUE.
- A DÉJA DIRIGÉ ET GÉRÉ UNE UNITÉ AUTONOME de taille comparable (ou Adjoint si Usine plus importante), de préf. *même type de fabrication.*

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4617 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Filiale d'un puissant groupe industriel, une importante Société de Fabrications en

ELECTROMECANIQUE ELECTRONIQUE

développant son département

BUREAUTIQUE

recherche un :

INGENIEUR QUALITE

qui sera basé à

ORLEANS - 45

Sous l'autorité du Directeur Industriel, cet Ingénieur devra créer et assurer personnellement, *tout au moins au départ, la fonction qualité* de deux unités de production.

Pour réussir, le poste nécessite donc :
- une formation générale d'électronicien et/ou d'électromécanicien
- une expérience significative des techniques de *contrôle industriel et de gestion de la qualité*
- la connaissance des problèmes liés à la qualité des composants électroniques
- un réel bilinguisme Anglais - Français pour des contacts téléphoniques et écrits fréquents avec l'étranger.

Evolution assurée au niveau du Groupe.

Discrétion garantie

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité au :

Cabinet des Sciences Humaines
C.S.H. 9, Square R. Bazin PARLY 2 78150 LE CHESNAY

Filiale informatique d'un important groupe de sociétés d'assurances recherche, pour son Département Exploitation, un

informaticien de haut niveau

Rattaché directement au Responsable du Département, il aura la responsabilité de promouvoir toutes les actions visant à améliorer le niveau de service *de l'Exploitation et d'assurer, dans ce but,* les liaisons avec le Département Etudes.

Il est demandé :
- une excellente formation d'ingénieur système.
- une bonne connaissance de la mise en œuvre de grands projets informatique sur matériel IBM de grande puissance.

Envoyer CV + photo sous *référence 3265 à GIE,* Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 *Paris La-Défense.*

GIE

média-system

IMPTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche pour son service

Installations de Ventilation à BORDEAUX

CHEF DE SERVICE MONTAGE

Ayant l'expérience de conduite et supervision de chantiers importants.

- Formation de base : INGÉNIEUR ou TECHNICIEN.
- Connaissances en hydraulique, aéraulique et électricité.
- Anglais apprécié.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions (obligatoires) à n° 89.638 CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SOCIÉTÉ DE PREMIÈRE IMPORTANCE
SIÈGE EN ALSACE

recrute

pour ses bureaux parisiens

ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION

Formation gestion, informatique, statistique, niveau ENSAE, grandes écoles commerciales ou formation équivalente, connaissances programmation.

Mission :
- Mise au point de systèmes prévisionnels et de contrôle à court terme.
- Etudes d'optimalisation et de mise en place d'actions correctives.
- Traitement statistique des données économiques de l'entreprise et de son environnement.

Position cadre

C.V. manuscrit détaillé + photo à :
FRED KIFFEL, Conseil en recrutement, B.P. 1 à SCHWINDRATZHEIM, 67270 Hochfelden, référ. MS.
Discrétion garantie.

Établissement public de la Vallée du Rhône

recherche

UN ASSISTANT TECHNIQUE AU COMMERCE RURAL

Ses actions de sensibilisation des commerçants seront faites dans une optique de développement fondée sur le conseil et la promotion individuelle des entreprises.

Profil : Formation supérieure (Commerce et/ou Droit) - Formation C.E.F.A.C. Expérience dans la distribution souhaitée. Sens des contacts développé.

Age : *25/32 ans environ.*

Adresser lettre manuscrite et C.V. + photo à HAVAS 26000 VALENCE sous la réf. 20.391.

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE ET INFORMATIQUE

recherche

INGENIEUR DE VENTES

pour prospection EUROPE DE L'EST

- Formation universitaire ou grande école.
- Expérience informatique sur mini souhaitée.
- Anglais indispensable et allemand (langue slave appréciée).
- Ayant déjà eu expérience de la vente dans ce secteur géographique.

Rémunération attrayante.
Déplacements nombreux environ 150 jours.
6 semaines de vacances.

Envoyer C.V. *et photo : Direction du Personnel* COMEF - 114 Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD.

مكبّر من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

responsable de production

fonderie d'aluminium au sable

Région Rhône-Alpes

PMI (300 personnes) performante, appartenant à l'un des plus prestigieux groupes indutriels français, nous développons et fabriquons des équipements et des pièces de haute technicité, destinés aux industries aéronautique et nucléaire.

Notre croissance nous conduit aujourd'hui à confier à un homme d'expérience (niveau AM ou ENSI + ESF) d'au moins 35 ans, la responsabilité de notre fonderie (50 personnes). Il doit améliorer nos performances (qualité, productivité, coût...) et en reçoit les moyens. Il a nécessairement l'expérience de notre technicité à un poste hiérarchique.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 674 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

ingénieur de recherche

chimie thérapeutique

Dans le cadre du développement de son Centre de Recherches, un LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS crée au sein de son SERVICE CHIMIE une NOUVELLE UNITÉ DE RECHERCHE

Le responsable de cette équipe participera au choix et à l'orientation de nouveaux axes thérapeutiques et sera chargé de leur réalisation.

Ce poste peut convenir à INGÉNIEUR CHIMISTE ou DOCTEUR ÈS SCIENCES, ayant une expérience d'au moins cinq années dans des laboratoires de recherche, publics ou privés, en France ou à l'étranger.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2140 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CIT Alcatel

recherche pour la
DIVISION D'APPLICATIONS ELECTRONIQUES

ingénieur électronicien

Il participera dans un premier temps aux études de méthodologie et de simulations sur mini-ordinateurs d'algorithmes relatifs au *traitement d'images.*

Il devra par la suite mettre en application les algorithmes étudiés sur microprocesseurs et logiques câblés.

De formation supérieure électronique, il aura de bonnes connaissances en électronique digitale et microprocesseurs ainsi qu'en informatique (PDP 11 - FORTRAN) et si possible une expérience de quelques années en études de méthodologie et de simulation sur mini—ordinateur.

Lieu de travail : LA VERRIERE, région Trappes (78).

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL, Service Recrutement Cadres sous référence BO.54, Service Recrutement Cadres, B.P. 22 - 10bis, rue Louis Lormand : — 78320 LE MESNIL SAINT-DENIS.

TECHNICON™

Leader mondial dans les SYSTEMES ANALYTIQUES et *INFORMATIQUES pour* LABORATOIRES, recrute dans le cadre de l'expansion de sa

DIVISION EXPORT

support engineer

Basé à notre CENTRE de DOMONT (95)

le candidat sera responsable du support technique dans son sens le plus large, et voyagera à raison de 50 % de son temps dans les pays du MOYEN-ORIENT et d'AFRIQUE FRANCOPHONE.

Pour ce poste nous recherchons un
JEUNE TECHNICIEN SUPERIEUR,
titulaire d'un BTS ou DUT en ELECTRONIQUE, AUTOMATISMES, MESURES PHYSIQUES ou équivalent.

La connaissance de l'Anglais sera très appréciée.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre candidature avec C.V. et prétentions à M. COLISTRO
TECHNICON - B.P. 10 - 95330 DOMONT.

La recherche pour produire ...

L'Institut Pasteur Production est synonyme de recherche : mais c'est aussi un des leaders mondiaux *dans le domaine de la production biologique.*
Une réussite reconnue, qui s'appuie sur une priorité : la recherche de pointe,
Nous créons un nouveau département de recherche appliquée.

INGENIEURS
biochimie et chimie organique

D'un niveau 3ème cycle et dotés d'une première expérience, ils constitueront l'ossature de notre future organisation.
Nous avons décidé de nous donner les moyens de réussir : nous attendons de vous, rigueur, méthode, sens du travail en équipe . . . et des qualités d'autonomie.
C'est un pari passionnant que nous devons gagner ensemble.
Pour nous rejoindre adressez votre candidature détaillée (avec C.V., photo et prétentions) à J.P. VINCENT - INSTITUT PASTEUR PRODUCTION - Direction du Personnel - 3, boulevard Raymond Poincaré B.P. 3 - 92430 MARNES-LA-COQUETTE.

Institut Pasteur
PRODUCTION

"SPÉCIAL JEUNES"

SVP Information Carrière Grandes Ecoles

*annonces parlées**
763.11.15

entreprises	postes à pourvoir	lieux	expériences	langues	formations	réf.
BOUYGUES BAT. ÉTRANGER	INGÉNIEUR TRAVAUX	Afrique Moyen-Orient 1er semestre 81	Débutant ou 2 ans	anglais	Ingénieurs G.E.	120A6
TRT	INGÉNIEURS d'études transmis. & commut. de données	Le Plessis-Robinson	Débutants à 2 ans Microprocesseurs	anglais	Grandes écoles d'électronique	156A3
CAP SOGETI SYSTÈMES	INGÉNIEURS D'ÉTUDES	Paris. Nancy. Marseille	Débutants à 2 ans		ESE. ESIEA ISEN. ISEP	139A7
CIT ALCATEL Dpt COMMUTATION	ING. PRODUCTION ÉLECTRONIQUE	Province	Débutants formation assurée		X. ESE. Centrale. Arts et Métiers	133A6
DOW CHEMICAL FRANCE	INGÉNIEURS EXPÉRIMENTATION AGROCHIMIE	France	0 à 2 ans	anglais	Ecoles agriculture	135A2
INTEL	ING. TECHNICO-COMMERCIAL	Paris. Rungis. Mai 81	Débutants ou 1 à 2 ans	anglais	Ing. Electronique informatique	101A1
GROUPE DROUOT	ANALYSTE PROG. CHEF DE PROJET	Marly-le-Roi Avril 81	Débutants à 2 ans IBM : IMS-DL1		Ecoles d'ingénieurs	154A3
IBM FRANCE	INGÉNIEURS COMMERCIAUX	Paris. Province. 1er semestre 81	Débutants	anglais	G.E. scientifiques et commerciales	140A1
IBM FRANCE	INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS	Corbeil-Essonnes 1er semestre 81	Débutants à 2 ans	anglais	G.E. Option électronique	140A2
MOBIL OIL FRANÇAISE	INGÉNIEURS DE RAFFINERIE	Seine-Maritime Hérault. Etranger 1er semestre 81	Débutants à 2 ans exp. ENSPM appréciée	anglais	X. Centrale. A. & M. Mines.	144A1
THOMSON-CSF TÉLÉPHONE	INGÉNIEURS DE VENTE	Février 81. Paris Bordeaux. Orléans. Grenoble	0 ou 1 à 2 ans vente syst. électroniques informatiques		E.S.E. E.N.I.	138A2
LE PRINTEMPS	CHEFS DE DÉPARTEMENT	Mars	Débutants		ESCAE. HEC. ESSEC. ESCP.	123A1
LA RADIO-TECHNIQUE R.T.C.	INGÉNIEUR de développement prod. "télématique"	R.P. 1er semestre 81	Débutant 1 à 2 ans	anglais (allemand apprécié)	Ecoles d'électronique	130A1
RANK XEROX	CADRES COMMERCIAUX	Paris. Province Ouest. 1er semestre 81	Débutants ou plus		Grandes Ecoles de Commerce	129A1
SFENA	INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS	Villacoublay 1er semestre 81	Débutants ou confirmés		Ecoles d'ingénieurs	143A2
SFENA	INGÉNIEURS INFORMATICIENS	Villacoublay 1er semestre 81	Débutants ou 2 ans exp. en logiciel		Ecoles d'ingénieurs	143A4
TECHNIP	ING. ÉTUDE DE PROCÉDÉS	La Défense	Débutants	anglais	G.E. d'ingénieurs	127A1
TECHNIP	ING. TRAVAUX MARCHÉS	La Défense	Débutant ou exp. sous-traitant	anglais	G.E. d'ingénieurs	127A3
THOMSON-CSF SIMULATEURS	ING. COORDINATEURS TECHNIQ.	Cergy 1er semestre 81	Débutants à 2 ans	anglais souhaité	G.E. OP. électron. ESE. ENSERG. etc.	122B6

* Avant de faire acte de candidature prenez connaissance par téléphone des descriptifs détaillés des offres qui vous intéressent, ils ont été conçus pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

CSNCR

CGR INDUSTRIE

Branche des activités médicales de THOMSON-CSF, recherche

INGENIEUR en MECANIQUE

CNAM ou équivalent

Pour calculs de résistance de matériaux. Langage FORTRAN nécessaire. 2 à 4 ans d'expérience.

INGENIEUR ou DEST

Spécialisation informatique industrielle.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

CONFIRME
en *COBOL, DL1, CICS, IBM.*

Plusieurs DUT

en Automatismes et Informatique.

BTS ELECTROTECHNIQUE

DESSINATEUR CATALOGUE

connaissant le maquettage et la perspective.

13ème mois - Self-service
Parking assuré.

Adresser CV et prétentions
à CGR INDUSTRIE - Service du Personnel
3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

OPERATION 2000 INFORMATICIENS

- CANDIDATS : 118, rue de Crimée ou 17, rue de Lorraine
- EMPLOYEURS : tour le Belvédère - 118. 130, av. J. Jaurès

renseignements Paris 19e



Centre International de Traitement Informatique
205.24.63+ - 241.83.83+

SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST, recherche

CHEFS TECHNIQUES GRANDS PROJETS

(Référence A)

- Formation Grande Ecole (X - ECP - Télécomm - ESE - ENSI - Sup Aéro)
- Expérience du développement de matériels associant l'électronique, *l'optique et la mécanique*
- Qualités d'animateur et de gestionnaire.

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

(Référence B)

pour postes d'études de conception dans des domaines de techniques avancées.

DIPLOMES GRANDE ECOLE

Ayant :
- soit une bonne formation en mécanique et thermique
- soit une formation systèmes et électronique.

La pratique courante de la langue anglaise est indispensable.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel, en précisant la référence du poste, 1, Av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

Nous sommes une Société de Services et de Conseils en Informatique à très fort taux d'expansion (+50 % par an).
Dans le cadre des missions que nous confient les grandes entreprises des *secteurs privés et publics, nous recherchons :*

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ils auront la responsabilité de l'analyse et de la réalisation d'applications dans les contextes de Bases de données et Télétraitement.

De formation supérieure, ils pourront justifier de 1 à 5 ans d'expérience professionnelle qui leur aura apporté des connaissances en :
IMS - CICS - DL/1, ou IDS - DM IV, ou mini-ordinateurs.

GIS
GROUPE DATAID

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature s/réf. AP2M.

48, avenue Raymond Poincaré
75116 - Paris

1981. TELESYSTEMES S'IMPOSE !

Sur ses marchés d'abord. Elle s'est progressivement placée dans le peloton de tête des Sociétés de Services et de Conseils en Informatique.
1981, c'est le nouvel élan.

150 INFORMATICIENS

viendront renforcer ses effectifs. Vous êtes l'un d'entre eux si vous êtes
INGENIEUR SYSTEMES
INGENIEUR D'APPLICATION
ANALYSTE PROGRAMMEUR
PROGRAMMEUR...

Ces 150 opportunités s'adressent à des Informaticiens débutants et confirmés. Car dans tous les cas, nous investirons sur leur potentialité.

Pour de plus amples informations, prenez contact avec notre Direction du Personnel. Adressez lui votre CV à l'adresse suivante : 115, rue du Bac 75007 PARIS.

Associez votre avenir au succès



raog carrières

CONTRÔLES NON DESTRUCTIFS
RESPONSABLE DU LABORATOIRE INDUSTRIEL

Le Centre de Recherche Appliquée d'une importante société française (Industrie de pointe dans le domaine de la métallurgie) souhaite recruter un Ingénieur Grande École spécialisé en métaux ferreux et aciers spéciaux, ayant une très solide expérience des contrôles non destructifs (ultrasons, radiographie, ressuage, magnétoscopie, courants de Foucault...).

Outre l'encadrement et l'animation des responsables de groupes de recherche, il prendra en charge le développement des activités du laboratoire :
- extention des activités à d'autres secteurs de l'entreprise et du groupe dont elles font partie ainsi qu'à d'autres industries à même vocation technologique ;
- conception de méthodes nouvelles de C.N.D. sur des produits sophistiqués dans des domaines tels que traitement du signal, automation,...

Les dimensions du poste, sa position hiérarchique, et son évolution rendent indispensable une aptitude prouvée à l'encadrement de collaborateurs de haut niveau scientifique et technique.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous référence 71038 M. à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

Cependant une prise de contact préalable à l'envoi de la candidature est possible en téléphonant au 774.84.34.

HAVAS CONTACT

Cadres bancaires

Une importante **banque privée** du 2ème arrondissement recherche des **CADRES** pour renforcer ses équipes dans les secteurs suivants :

Epargne et Produits Financiers

Ils se verront confier l'élaboration et le suivi des produits d'épargne : SICAV, fonds communs de placement, intéressement, contrat d'épargne, immobilier, etc...
Ils possèderont une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit) et une expérience de 3 ans minimum. (réf. 625 A)

Droit Fiscalité

Il sera chargé d'études diverses, de la rédaction de documents, de la préparation et du suivi des assemblées générales et des conseils d'administration, etc...
De formation supérieure (licence en droit privé), il possèdera une expérience de 2 à 3 ans minimum. (réf. 625 B)

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA



REGION PARISIENNE
recherche
POUR SON UNITE DE CONCEPTION CIRCUITS INTEGRES

ingénieurs électroniciens

SUPELEC RENNES, GRENOBLE
3ème CYCLE ELECTRONIQUE, ESIEE

Ils seront chargés :
- de la définition et réalisation de circuits intégrés en numérique ou linéaire

OU

- en liaison avec l'équipe conception, de la définition, réalisation et mise au point des programmes de tests. Réf. UCI1

ingénieurs informaticiens

ENSIMAG, INSA, 3ème CYCLE ou SIMILAIRE

Ils seront chargés :
de l'analyse, écriture, mise au point et adaptation de programmes scientifiques dans le domaine de la conception assistée par ordinateur (électronique, conception de circuits intégrés). Réf. UCI2

Expérience de 2 à 3 ans dans les domaines indiqués souhaitable.
Connaissance de l'anglais.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 89369 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA DIRECTION JURIDIQUE
de
l'UNION NATIONALE des CAISSES D'EPARGNE de FRANCE
recrute un

CADRE JURIDIQUE
SPECIALISTE DE DROIT BANCAIRE

D.E.S. DROIT BANCAIRE ou DROIT des AFFAIRES.

Une expérience de plusieurs années dans un service juridique ou contentieux de banque est nécessaire.

Adresser une lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous référence 2813 à UNCEF - 5, rue Masseran 75007 PARIS.



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST, recherche pour Services d'Etudes

INGENIEURS PHYSICIENS

DEBUTANTS ou 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE

Ayant de solides connaissances en circuits électriques HT.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel 1, Avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES

CYCLEQUIP

Groupement d'intérêt économique, chargé de la COMMERCIALISATION D'EQUIPEMENTS POUR CYCLES ET CYCLOMOTEURS, fabriqués par deux sociétés leaders dans cette branche d'activité
Chiffre d'affaires 120 Millions de Francs

recherche pour PARIS son :

Responsable de l'Administration

Dépendant de la direction du groupement, ayant sous son autorité 10 personnes il aura la responsabilité de la COMPTABILITE, de la GESTION : budgétaire, des stocks, des commandes . . .
Il sera chargé de l'emploi de l'INFORMATIQUE et développera la gestion automatisée (comptabilité, stocks, statistiques . . .) avec l'appui technique d'une société informatique.
En outre il dirigera les SERVICES COMMUNS et assurera la fonction de CHEF DU PERSONNEL (25 personnes).
Ce poste nouveau conviendrait à un cadre expérimenté en priorité dans les domaines comptabilité et gestion avec l'emploi de l'informatique si possible dans la distribution. Niveau de formation enseignement supérieur apprécié.

Adresser CV et prétentions à CYCLEQUIP
103 boulevard Mac Donald 75019 PARIS
Discrétion assurée

Développement de Réseaux Multisystèmes

CAP SOGETI LOGICIEL l'une des premières sociétés européennes de conseil et de services en informatique, recherche plusieurs

Ingénieurs Informaticiens

désireux d'élargir leurs compétences dans les domaines des protocoles de télécommunication.
La mission que nous leur confierons consistera à spécifier l'architecture des réseaux, réaliser et mettre en oeuvre les logiciels de communication et d'application.

Ces postes requièrent une expérience dans le logiciel de base, logiciel de télécommunication, logiciel de gestion des terminaux. La connaissance du matériel CII HB 64 serait, en outre, appréciée.

Le niveau de responsabilité et de rémunération saura satisfaire les attentes des ingénieurs que nous recherchons.
Très rapidement, des orientations de carrière vers des fonctions d'encadrement ou d'experts techniques leur seront proposées.

Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. SP 2, à Y.-M. DUVAL, CAP SOGETI LOGICIEL - 5, rue Louis Lejeune 92128 MONTROUGE Cedex.



HAVAS CONTACT

Ne pouvant affirmer que NOTRE TAUX DE PROGRESSION EST LE PLUS SIGNIFICATIF DES AGENCES DE PUBLICITE DE RECRUTEMENT*
nous devons néanmoins, compte tenu de son évolution et de notre 2ème position dans le classement des agences

+30 % du C.A. en 1979
+40 % du C.A. en 1980

renforcer notre potentiel humain pour assurer à nos clients le service qu'ils attendent de leur agence de publicité :
- Rédaction d'annonce en fonction des études de postes,
- plan média, compte tenu des postes à pourvoir,
- conception visuelle, études de cadres...
- bons à tirer avant insertion,
- domiciliation,
- réponses aux candidatures négatives...

Vos annonces doivent non seulement être lues et vues, encore faut-il qu'elles puissent informer et motiver les candidats.

C'est notre préoccupation quotidienne et nous avons les moyens et l'expérience pour le faire.

C'est le souci de nos clients et nous mettons tout en œuvre pour les aider.

Nous recherchons de nouveaux

COLLABORATEURS COMMERCIAUX

qui auront pour mission de développer notre clientèle et d'assurer auprès d'elle des relations étroites de Conseillers en recrutement.

NOUS DEMANDONS :
- une formation supérieure (Ecole de Commerce, licence de lettre...),
- une expérience de la vente et si possible de la fonction du personnel,
- *le goût prononcé pour les contacts humains.*

Nous offrons un salaire motivant agrementé d'un intéressement sur le chiffre d'affaire réalisé.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo) sous référence 1-03 à P. LICHAU S.A. - BP 220 75063 PARIS qui transmettra.

PIERRE LICHAU SA - BP 220



75063 PARIS Cédex 02

* Publicitaires nous mêmes, nous ne dérogeons pas aux instructions du B.V.P.

SCIENTIFIQUE

Niveau Ingénieur ou équivalent, familiarisé avec INSTRUMENTATION analytique (physico-chimie, électro-chimie, métallurgie).

Vous êtes jeune, dynamique et bilingue anglais.
Vous êtes capable d'établir d'excellents contacts avec des chercheurs.
Vous savez vous adapter.
(Déplacements une semaine par mois).

Nous sommes filiale d'une société U.S., leader sur son marché.
Nous avons un poste TECHNICO-COMMERCIAL pour vous.

Adressez candidature, c.v. et photo à Mme DIRAND



4, place de la Balance - Silic 428
94583 RUNGIS CEDEX.

CIT Alcatel

recherche
pour sa **DIVISION SOUS MARINE**

ingénieur électronicien

Il participera à la pose et à la mise en service des liaisons téléphoniques sous marines.

Outre des connaissances en logique et informatique il devra être disponible pour effectuer des déplacements de quelques mois en France ou à l'étranger. (durée globale annuelle de l'ordre de 80 jours).

Lieu de travail : région de MONTLHERY (91).

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - sous référence SMR - 10bis, rue Louis Lormand - B.P. 22 - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS.

DIRECTION FINANCIERE

SERVICE PLAN ET BUDGET

L'une des filiales en France d'un groupe multinational recherche LE CHEF DU SERVICE PLAN ET BUDGET

- La société est leader dans sa spécialité (secteur des loisirs)
- Le chiffre d'affaires est de 350 MF
- Le groupe très diversifié dans le domaine des biens de *consommation est l'un des 100 premières entreprises* mondiales.

Le titulaire dépendra du Directeur financier avec les responsabilités suivantes :

- ELABORATION ET SUIVI DU BUDGET
- PREPARATION DES PLANS
- REPORTING POUR LE GROUPE
- CONTROLE DE GESTION

De formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce - DECS) et bilingue Anglais-Français
Il a une expérience de 3 à 5 ans et aura des fonctions similaires dans un groupe international
L'exercice d'une responsabilité dans un Cabinet d'Audit serait un avantage

Envoyer C.V. manuscrit sous référence 611 Euromédia 48, rue de Provence 75009 Paris.

SLIGOS

l'informatique au service de la gestion

recherche pour sa **Division Conseil et Réalisation à PARIS**

Ingénieur d'affaires Grandes Entreprises

Connaissant bien le monde des grandes entreprises françaises, il établit avec leurs dirigeants et plus particulièrement les responsables informatiques du secteur qui lui est confié (industrie ou distribution) des relations suivies pour vendre l'ensemble des produits et services de la division : conseil, conception, réalisation, produits logiciels. Il élabore les propositions, conduit les négociations et assure le suivi commercial des affaires. Réf. PR 01

Ingénieur d'affaires Secteur Public

Il est chargé de l'action commerciale de la division auprès des administrations et services publics. Il établit les contacts, élabore les propositions, conduit les négociations et assure le suivi commercial des affaires en collaboration avec les responsables des unités opérationnelles. Réf. PR 02

Ces deux postes conviendraient à des hommes de formation supérieure ayant acquis une sérieuse expérience de l'informatique comme chef de projet ou de préférence ingénieur commercial chez un constructeur ou dans une SSCI. La rémunération sera définie en fonction de l'expérience.

Ingénieurs responsables de projets

De formation supérieure, 2 à 4 années d'expérience en informatique, ils auront *la responsabilité de projets sur grands* ou mini-ordinateurs. Ils concevront des systèmes d'information et conduiront des équipes d'analystes et de programmeurs. Ils pourront évoluer vers les *postes de gestionnaires qu'une importante* SSCI en fort développement et largement diversifiée peut offrir à ses meilleurs ingénieurs. Réf. PR 03

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (avec CV, photo et prétentions) en précisant la réf. choisie.
N. LAMBERT, SLIGOS, 26, rue des Pavillons, 92807 PUTEAUX.



365 Millions de CA en 1980. Développement annuel moyen du Groupe de 24 % depuis 5 ans. 1850 personnes et plus de 150 emplois créés en 1980. Principales implantations : Puteaux (Siège), Agen, Angers, Arras, Besançon, Beziers, Blois, Brest, Clermont-Fd, Dijon, Grenoble, Lorient, Lyon, Marseille, Nice, Rennes, Roanne, Rouen, *St-Etienne, Toulouse, Tours, Valence, Vannes, Vendôme, Belgique, Côte-d'Ivoire*



Ingénieurs A.M. ou similaire

débutants ou ± 3 ans d'expérience

Rattachés à un important groupe industriel multinational, nous sommes un des leaders mondiaux dans la *fabrication et la commercialisation d'une gamme diversifiée de produits nécessaires à la construction.*
Poursuivant notre progression, nous offrons d'intéressantes opportunités de formation et de carrière en France ou/et à l'étranger à de JEUNES INGENIEURS A.M. ou similaire.
Débutants ou ayant une première expérience industrielle de ± 3 ans, ils se verront confier rapidement des responsabilités réelles de fabrication, de méthodes ou d'entretien en unités de production situées en *province ou région parisienne.*
La réussite dans cette mission doit conduire, au sein du Groupe, en France ou à l'étranger, à des responsabilités de production et d'animation d'équipes de plus en plus importantes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite et CV, sous référence 81704 M, à François CORNEVIN.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

SINTRA



ingénieur électronicien

ET

ingénieur informaticien

Notre département **systèmes informatiques** vous propose de participer à l'étude et à la réalisation de systèmes informatiques en temps réels hautes performances appliquées au *traitement de* SIGNAL SONAR.

Jeunes ingénieurs diplômés ou universitaires 3e cycle.

Adresser votre CV et prétentions à J.F. SILVESTRE - SINTRA ALCATEL
1, Avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL, sous référence A.L R 10.

Adjoint du chef de service crédit - client

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE (produits industriels - CA 500 millions de francs), filiale d'un grand groupe *français, recherche l'**Adjoint du Chef de Service crédit-client**.*

Ce poste conviendrait à un jeune ESSEC, ESCP ou écoles équivalentes ayant de préférence une première expérience professionnelle, capable d'assumer des responsabilités de : analyse risques clients, élaboration *des conditions de crédit, suivi des affaires, liaisons avec le réseau* commercial et les points de ventes.
Poste actif et évolutif pour candidat alliant rigueur et sens commercial.

Poste à Paris.
Ecrire sous référence WL 418 AM

4, rue Massenet 75016 Paris



---

ingénieur d'études

CREUSOT LOIRE recherche un ingénieur pour sa Division *Mécanique* Spécialisée.

Il sera chargé, au sein d'un bureau d'études important, de la conception de matériels mécaniques et devra animer les travaux d'une équipe de projeteurs et de dessinateurs.

Il aura des liaisons fréquentes avec les usines ainsi qu'avec les fournisseurs et clients.

Situé à *Paris, le poste* conviendrait à un ingénieur diplômé (A et M, INSA ou similaire) ayant quelques années d'expérience dans la fonction Études.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Les candidatures, avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, sont à adresser à CREUSOT LOIRE, Service Gestion et Développement des Cadres, 15, rue Pasquier - 75383 PARIS CEDEX 08.

CREUSOT-LOIRE

HAVAS CONTACT

Directeur d'usine industrie alimentaire

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE recherche pour participer avec sa Direction Générale au développement de l'entreprise et poursuivre la mise en place d'une structure performante, ***un Directeur d'Usine.***

Le titulaire du poste sera responsable d'une **unité de 170 personnes,** tant *sur le plan technique* (objectifs de production en qualité - délais - coût) que sur le plan de la **gestion des ressources humaines.** Ces fonctions conviendraient à candidat 30 ans minimum, dynamique et animateur, disposant d'une formation supérieure d'ingénieur et ayant dirigé un département autonome ou une usine, de préférence dans industrie alimentaire.
Poste : région Sud Paris.

Ecrire sous référence VK 417 CM.

4, rue Massenet 75016 Paris



INGENIEUR+GESTION ?

DEBUTEZ DANS LES ACHATS !

Les «Achats», rouage essentiel dans le fonctionnement d'une usine.

Fonction complète entre toutes puisqu'elle requiert connaissances techniques (pour reconnaître et respecter les normes qualitatives), compétences de gestionnaire et de négociateur *(pour optimiser les coûts),...*

Vous avez ces qualités et vous avez compris que ce poste d'ingénieur achats débutant est un excellent tremplin pour évoluer, dans les 3-4 ans, vers une carrière de Manager Achats ou vers d'autres fonctions dans le domaine de la gestion de production.

Ingénieur mécanicien ou électromécanicien – gestion : votre double formation nous intéresse. Nous nous chargeons du reste.

Constructeur *international de biens d'équipements industriels, situés à 1 heure* de Paris, nous sommes leader européen sur notre marché.
rscg carrières nous transmettra votre candidature.
Adressez vos CV et prétentions sous référence 4069 : 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS.

rscg carrières

Nous sommes un important Groupe de prestations de services.
Nous assurons à Paris, la régie extra locale de supports de presse.
Le Directeur de la publicité d'un grand quotidien régional recherche sa collaboratrice directe.

UNE ASSISTANTE CHEF DE PUBLICITÉ

<u>Ses fonctions</u>:
— Elle prospecte et visite la clientèle, agences et annonceurs.
— Elle veille à la bonne exécution des ordres tant auprès des agences qu'avec le journal et les services d'exécution.
— Elle *suit l'évolution et le bon déroulement des campagnes paraissant* dans le journal.

<u>Son profil</u>:
— 24 ans minimum, elle a acquis une première expérience professionnelle d'un ou deux ans dans une agence Conseil.
— Elle aime la vente et la négociation, sait s'organiser dans son travail et s'adapter à des interlocuteurs de haut niveau.

Adresser votre C.V. avec photo et prétentions à :
HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.
sous réf. 37101.
Réponse et discrétion assurées.

HAVAS CONTACT

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT

ENS.PTT

46, rue Barrault, 75634 PARIS CEDEX 13

4 places
diplômes requis pour le concours d'entrée à l'ENA
Epreuves les 23 et 24 avril 1981

7 places
Polytechnique, ENSAE (div. 1), Centrale, HEC, ESSEC, INSEAD, *Normales Sup.* (Ulm, Sèvres, St-Cloud, Fontenay, Cachan)

Épreuves le 23 avril 1981

Études rémunérées :
trois ans dont 17 mois à l'ENA

VOUS SEREZ ADMINISTRATEUR
- au Secrétariat d'État aux PTT
- dans les Directions importantes de Paris ou de Province

VOUS ACCÉDEREZ AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS

Directeur à l'Administration Centrale, Inspecteur général, Chef de service régional *et départemental, Directeur d'établissement*

RENSEIGNEMENTS : (1) 566.10.24
(1) 566.24.76

INSCRIPTIONS
JUSQU'AU 23 MARS 1981

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX PTT
Direction du Personnel
et des Affaires Sociales - Bureau B 2
B.P. 300 75624 Paris Cedex 13

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.
PARIS

AUDITEUR INTERNE

Vous aimeriez débuter votre carrière dans l'environnement international de l'une des toutes premières banques mondiales en rejoignant une équipe d'auditeurs jeunes et dynamiques.
Vous avez une formation supérieure (université, grande école de commerce) et mieux encore une première expérience bancaire et/ou de l'audit.
- Vous parlez anglais couramment
- Vous êtes capable de dialoguer à tous les niveaux de la hiérarchie
- Vous avez un esprit d'analyse et de synthèse.

Nous vous offrons :
- une formation aux produits de la banque et aux techniques modernes de l'audit faisant appel à l'informatique,
- et très rapidement des missions variées dans les différents départements de la banque à Paris et dans plusieurs pays d'Europe et d'Afrique.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération souhaitée à Elisabeth Lamiral, Service Recrutement et Formation, 41 rue Cambon, 75001 Paris.

média-system

JEUNE AUDIT

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE, nombreuses filiales **France et étranger,** souhaite intégrer au sein de l'équipe de la *direction* financière de la holding, un **Jeune Audit.**

Une réelle opportunité de carrière est offerte à HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, désirant valoriser 2 ou 3 ans d'expérience acquise dans groupe important ou *cabinet anglo-saxon.*
Après avoir assuré avec succès sa fonction d'audit, le titulaire du poste ***pourra accéder dans un avenir proche à de larges responsabilités au sein d'une des filiales françaises ou étrangères.***

Poste à Paris.

Écrire sous référence FN 331 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

efap

Important groupe industriel recherche un

chef de service IMPORT - EXPORT

De formation supérieure, il a une parfaite maîtrise de la langue anglaise. A son expérience d'UNE DIZAINE D'ANNEES dans la spécialité, il allie des qualités d'ordre, de méthode et d'animation : son équipe comprend 12 collaborateurs basés en France ou à l'étranger.

Rattaché au Directeur de l'Equipement, il a pour mission principale d'assurer le TRANSFERT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX, de la France ou de pays étrangers vers les chantiers du Groupe dans le monde entier. Le montant annuel de ces transferts est de l'ordre de 200 MF.

Le poste, basé en proche banlieue Sud-Ouest, nécessite de nombreux déplacements à l'Etranger.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions sous référence 2786 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OOI TRANS.

ELECTRONICIENS, INFORMATICIENS

(Titulaires d'un diplôme d'Ingénieur, I.U.T., B.T.S., ... ou enseignants) devenez, si vous ne l'êtes déjà

animateurs de formation

Notre Société, filiale informatique d'un important groupe industriel poursuivant l'accroissement de ses moyens de formation, offre plusieurs opportunités à des professionnels ou à des débutants.

Dans un secteur en fort développement, vous exercerez un métier vivant et varié.

Destinés à former le personnel et l'encadrement de la Société à des techniques de pointe, vous serez désireux de maintenir vos connaissances continuellement à jour.

Anglais très vivement souhaité. Rémunération motivante.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Envoyer lettre motivante, CV, photo et prétentions s/réf. 1931 à:

STRUCTURES
31 Av. de l'Opera, 75001 Paris

MAISONS Bruno-Petit

jeune cadre financier

Le GROUPE (plus de 3 000 personnes, un milliard de C.A., 20 sociétés) *poursuit son développement et renforce ses structures.* Le poste est à pourvoir au secrétariat général du holding.

LA MISSION : • gestion de la trésorerie (synthèse des prévisions, tableaux de bord, mise en place des procédures) • consolidation des comptes.

L'HOMME RECHERCHE a une formation type Ecole Supérieure de Commerce ou Maîtrise de Gestion et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans une banque ou un service financier.

Les perspectives de carrière sont réelles au sein du Groupe.

Merci d'adresser C.V. et photo à la Direction des Relations Humaines Maisons BRUNO PETIT - 21 rue des Capucins - 92190 MEUDON.

SOCIÉTÉ PARIS 19e
Filiale d'un
GROUPE IMPORTANT
recherche

UN COMPTABLE

Chargé des clôtures mensuelles et des prévisions pour la société mère.

- Anglais lu.
- B.T.S. comptabilité ou diplôme équivalent.

Env. lettre man. et prétent. s/nº 89.572, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société Conseil en Publicité recherche

JEUNE COMPTABLE CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé E.S.G. ou équivalent. Ayant au moins 1 an d'expér. Env. lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à COMECON, 28, rue de Mogador, 75009 PARIS à l'attention de Virginie LIGNAC.

RESPONSABLE COST-CONTROL

Notre entreprise conçoit et réalise des ensembles industriels de grande dimension, en France et à l'étranger.

Le développement important du domaine technologique de pointe où elle intervient lui a assuré une croissance rapide, et elle compte actuellement près de 5000 personnes, en majorité ingénieurs et cadres.

Un très important projet à l'exportation l'amène à renforcer l'équipe qui en a la charge et elle recrute pour cela un spécialiste de la gestion interne des dépenses et du cost-control.

Le candidat souhaité, âgé de 40 ans minimum, a déjà occupé ces fonctions dans une entreprise ou société d'ingénierie à vocation internationale. Il connaît les méthodes et procédures américaines dans ce domaine et maîtrise naturellement l'anglais.

Interlocuteur des responsables opérationnels du projet et du client pour l'ensemble de ces problèmes, il devra périodiquement se déplacer à l'étranger, bien que le poste soit basé au Siège à Paris.

La rémunération est en rapport avec l'importance du poste.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 70988 M. à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

— Discrétion absolue garantie —

HAVAS CONTACT

INGENIEURS SYSTEMES CHEFS DE PROJET ANALYSTES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Progression de salaire, de carrière, et formation technique assurées.
80.000 - 160.000 F + / an
Statut Cadre

Votre préavis n'est pas un handicap à votre collaboration future.

alba-informatique
116, rue de la Tour - 75016 Paris
Tél. 504 89.96 +

Lion Publicité

Institut Pasteur
PRODUCTION
recherche

CHEF DE PROJET

pour participer au développement de nouvelles applications en TP sur BURROUGHS MEDIUM SYSTEM.

Le candidat est un esprit rigoureux et créatif pouvant justifier d'une bonne expérience dans une fonction équivalente.

Lieu de travail: Paris proche banlieue Ouest dans un premier temps, puis à 100 km de Paris à l'horizon de 2 ans.

Adr. lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CP à la Direction du Personnel
3, bd Raymond Poincaré
92430 MARNES-la-COQUETTE

Emplois et entreprises

Très important
Groupe français de Sociétés de Services en Informatique (3 500 personnes) dont les activités internationales sont en fort développement recherche pour le Service Audit de la Holding

auditeur interne

de formation supérieure HEC, ESSEC avec DECS ou équivalent, une expérience de 4 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit et parlant couramment l'anglais. Basé à Paris, il dépendra de la Direction Financière du Groupe, et effectuera de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger (USA, Europe).

Les candidatures, lettre manuscrite, C.V. et prétentions sont à adresser à : Média System - 104 rue Réaumur 75002 Paris - sous réf. 3288

Techniciens
Niveaux 4 et 5

SINTRA ALCATEL recherche dans le domaine de la télématique des **techniciens niveaux 4 et 5 (AT2 - AT3).**

Ils participeront à la conception et à la réalisation de matériels dans le domaine des terminaux de télécommunications et des nouveaux services.

De niveau BTS, DUT ou équivalent, ils possèderont outre le sens de la créativité et l'aptitude au travail en équipe, des connaissances dans les domaines de la mise en œuvre de microprocesseurs (matériel et logiciel temps réel) et des protocoles de communications.

SINTRA Alcatel

Merci d'adresser C.V. + prétentions à
SINTRA ALCATEL
Service du Personnel
26, Rue Malakoff 92600 ASNIERES

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (19e)

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

possédant bonne expérience IBM 34 pour élaboration et démarrage nouvelles chaînes

- Disponible rapidement.
- Avantages sociaux.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 12728 M à : BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94300 VINCENNES

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

intervenue jusqu'à présent dans plus de 60 pays, recrute pour occuper des postes de chargés d'affaires d'entreprise générale deux

INGÉNIEURS

- diplômés Grandes Écoles: X, Ponts, TP ou AM, spécialisation génie civil;
- 35 ans minimum;
- connaissances mécaniques et électricité souhaitées;
- anglais indispensable.

Fonction basée en proche banlieue parisienne, impliquant des déplacements fréquents et de courte durée à l'étranger.

Une expérience confirmée en entreprise : devis, direction des travaux, etc. comportant la direction d'un important chantier à l'étranger est exigée.

Adresser C.V. détaillé + photo (en indiquant la rémunération souhaitée), sous référence 70837 M. à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

steria INTER

- Vous êtes intéressé par le développement de grands systèmes informatiques à l'étranger,
- Vous avez une dizaine d'années d'expérience en informatique et organisation,
- Vous avez eu la responsabilité de projets de grande taille et vous avez fait la preuve de vos capacités dans vos rapports avec vos clients comme avec votre propre équipe.,

STERIA INTER
recherche
pour ses activités exportatrices des

INGENIEURS D'AFFAIRES INFORMATICIENS

Ces postes sont basés à Paris, mais demandent de fréquents déplacements et supposent la pratique courante de l'anglais ou de l'espagnol.

Si vous êtes intéressé, adressez votre curriculum vitae à :

steria
M. Max de FERRAN
Directeur de STERIA-INTER
26, Av. de l'Europe
78140 VELIZY
VILLACOUBLAY

LCT Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

1) dans le cadre du développement de ses activités « Radar militaire »

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES
ESE - ENST - ENSERG - ENSEEIHT - ENSEM

Débutants ou quelques années d'expérience pour étude et réalisation de systèmes évolués de traitement de signal.

Bon niveau mathématiques (Doctorat apprécié). Goût de l'analyse. Travail en équipe. Réf. I

2) pour conception et réalisation de systèmes et équipements en communications civiles et militaires

ingénieurs

GRANDES ECOLES
CONFIRMES OU DEBUTANTS

Compétences souhaitées :

Radio * transmissions * traitement du signal * micro-informatique * codage de la parole. Réf. C

Pour tous ces postes la nationalité française est exigée.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
LCT B.P. 40 - 78140 VELIZY
VILLACOUBLAY
Cedex.

EDITIONS
TIME-LIFE
recherchent

UN RESPONSABLE DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE

pour son bureau à Paris

Une solide expérience professionnelle dans la V.P.C. ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables.

Adresser candidature avec C.V. et rémunération souhaitée à Mme E. Lammens, Editions Time-Life S.A., 21-23, rue d'Astorg, 75008 Paris.

P.M.I. FRANÇAISE
fabricant de tubes en résine armée
recherche pour PARIS

TECHNICO-COMMERCIAL

- 30 ans env., position cadre, forte personnalité, expér. confirmée de la vente dans ingénierie, pétrole, nucléaire, chimie.
- Formation d'ingénieur ou équivalent souhaitée.
- Anglais indispensable.
- Nombreux déplacements à prévoir.
- Salaire : 100.000 +.

Envoyer C.V. détaillé et lettre manuscrite à CORD INTERNATIONAL S.A., 29, rue d'Artois, 75008 PARIS.

Valeo
puissant groupe industriel
C.A. 6 Milliards — Effectif 31 000 personnes
recherche

A.&M., I.C.A.M., E.C.A.M., E.N.S.I. Mécanique DEBUTANTS

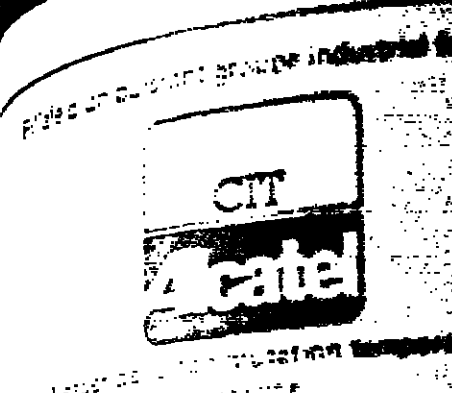
Ils débuteront sur des postes d'études et d'applications techniques visant à l'amélioration des moyens et conditions de production. Cette expérience très formatrice leur permettra ensuite d'évoluer en fonction de leurs aptitudes et de leurs motivations. Postes dans les usines de Condé sur Noireau (14) et de la Suze sur Sarthe (72). Réf. 39541/1

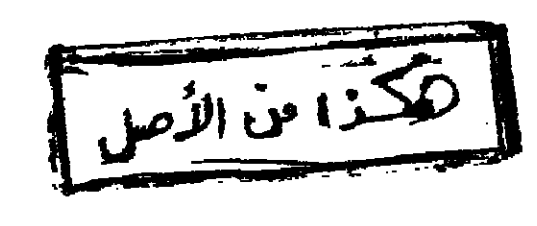
CADRE DEBUTANT fonction personnel

Obligatoirement diplômé H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. ou maîtrise de droit, C.E.L.S.A. . . .

Il sera chargé au sein de la Direction du Personnel, d'études relatives aux rémunérations, classifications ou à des projets d'informatisation. Ces activités le mettront en relation avec les services du personnel des usines. Après cette première étape, ses responsabilités s'élargiront à d'autres aspects opérationnels ou fonctionnels de la gestion du personnel. Poste à Paris. Réf. 39541/2

Adresser CV, prétentions et photo à VALEO
Service Recrutement des I. & C.
43, rue Bayen — 75017 PARIS





Filiale d'un puissant groupe industriel français



Leader de la commutation temporelle

recherche

2 INGENIEURS GRANDES ECOLES

X-Mines-Centrale-Sup. Elec. Télécom ou équivalent

Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Intégrés dans des équipes d'ingénieurs de haut niveau, ils seront chargés du développement du logiciel de E10S (système nouveau de télécommunication de technologie avancée à base de microprocesseurs) et ils participeront à la conception des produits.

Des candidats de valeur pourront accéder rapidement à des postes de responsabilités.

Ces postes sont à pourvoir en banlieue SUD-OUEST DE PARIS.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à CIT ALCATEL, Service Recrutement et Orientation - B.P. 57 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX en précisant la référence M.A.I.

MATRA

ESPACE

recherche pour son activité Automatismes Spatiaux :

INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES

(ESE – SUP'AERO – CENTRALE – INPG – ISEN – ISEP)

pour conception et développement de matériel embarqué :

- domaine électronique large : analogie fine, puissances, logique câblée, digital, micro-processeurs.
- *débutants, à quelques années d'expérience de* conception électronique.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence **SM 786** au Service du Recrutement des *Ingénieurs et Cadres* Boite Postale N° 1

MATRA 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Ordina

Département Informatique Scientifique et Industrielle

Le développement de notre marché et notre évolution ouvrent des perspectives à

INGENIEURS

ENSAE - ENST - ESE - ENSEEIHT - UNIVERSITAIRES...

débutants ou confirmés

Ils participeront ou dirigeront d'importants projets dans les domaines suivants :

- Gestion industrielle, recherche opérationnelle, analyse numérique
- Avionique, automatismes, contrôle de processus industriels
- CAO, logiciel de base, micro-informatique
- Réseaux, reconnaissance de formes

Adresser votre C.V., sous référence ISI 31 à Eric BOUDON.

Ordina 10, rue Auber 75009 PARIS

SEDIS

1200 personnes - 200 MF

L'UN DES PLUS IMPORTANTS FABRICANTS *MONDIAUX DE CHAINES MÉCANIQUES* DE PRÉCISION rech. à LEVALLOIS (92)

RESPONSABLE ORGANISATION

pour analyse de Services du Siège, puis des 3 Usines en vue CONCEVOIR, PROPOSER et METTRE EN PLACE de NOUVELLES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES impliquant une utilisation plus poussée et cohérente de l'INFORMATIQUE.

INDISPENSABLE

- FORMATION SUPÉRIEURE, *préf. technique ou scientifique.*
- 5 ans minimum d'EXPÉRIENCE D'ORGANISATION en CABINET ou Sce Organisation d'une Entreprise INDUSTRIELLE de préf.
- Bonne connaissance de l'utilisation de l'INFORMATIQUE.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. *détaillé, rémunération* et photo ss réf. 4620 à

SC sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Lafarge Coppee

La Division Sanitaire du Groupe LAFARGE COPPEE, ALLIA DOULTON, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements sanitaires (3500 personnes - C.A. : 800 millions de F) recrute

CONTRÔLEUR DE GESTION

Sous la supervision du Directeur Financier du Groupe ALLIA DOULTON, il a pour mission de contrôler les activités de 5 sociétés (15 usines en France, G.-B., R.F.A.) ; il est notamment chargé d' :

- améliorer le système de contrôle de gestion commun pour le Groupe ;
- animer et assister les Contrôleurs de gestion des Sociétés ;
- analyser et comparer chaque mois pour la Direction Générale, les performances de ces Sociétés ; proposer des mesures pour améliorer leur rentabilité.

Le candidat (29 ans minimum) aura une formation supérieure et une expérience de contrôle de gestion en entreprise industrielle, si possible à vocation internationale. Une bonne connaissance de l'anglais parlé est nécessaire. Ses capacités d'analyse sur le terrain sont aussi importantes que ses compétences de gestion et d'animation.

Courts déplacements en France, G.-B. et R.F.A. (5 jours par mois environ).

Veuillez écrire, sous référence 54 M, en précisant votre salaire actuel, à notre *conseil* Richard BÉNATOUIL, GROUPE BBC - 37, boulevard Sébastopol, 75001 Paris.

Tous les candidats sont assurés d'une discrétion absolue et d'une réponse dans un délai d'un mois.

HAVAS CONTACT

Société d'études et de réalisations spécialisée dans la lutte contre les nuisances et la sécurité industrielle recherche un

•ingénieur

SUPELEC - INSTN - ENSTA - INPG ...

ayant 2 à 3 ans d'expérience. (Réf. 2784 I)

•technicien

ELECTRONIQUE ET SYSTEME DE MESURE

de niveau BTS. (Réf. 2784 T)

Ils participeront au développement de capteurs et de systèmes de mesure électrostatique, tant en recherche (laboratoires et bancs d'essai) qu'en applications technologiques.

Adresser C.V., photo et prétentions en rappelant la référence du poste choisi à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER

recherche

pour l'une de ses filiales PME réalisant un chiffre d'affaires de plus de 80 000 000 de F. à l'exportation

L'ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Le candidat doit être de formation HEC ou ESSEC et avoir au moins 7 ans d'expérience professionnelle dont 3 ans dans le département international d'une grande banque ou équivalent.

Poste à responsabilités variées bénéficiant d'une large autonomie conviendrait à candidat d'un entregent certain.

Adresser C.V., photo et prétentions à **la Compagnie Internationale de Maintenance**

87, Avenue de l'Aérodrome - 94310 ORLY

bleu

QUARTIER OPERA

Importante Société (plus de 4 000 personnes) recrute pour sa

DIRECTION DU PERSONNEL

UN(E) JEUNE CADRE CHARGE(E) D'ETUDES

Titulaire d'un **D.U.T.**, option Gestion de Personnel de préférence ou diplôme équivalent.

Il ou elle devra manifester :

- une capacité à collecter, présenter et interpréter l'information statistique (tableau de bord, bilan social, etc...),
- et des aptitudes rédactionnelles (études ponctuelles, notes et lettres diverses, etc...).

Une première expérience en entreprise est indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous *No 89473 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra* 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



recherche dans le cadre d'une

PETITE EQUIPE ORGANISATION INFORMATIQUE

informaticien de gestion

Il participera à l'étude, la réalisation technique et la maintenance d'application de gestion sur mini-ordinateur en collaboration avec l'organisation et les utilisateurs.

De formation supérieure et/ou expérience si possible de 2 à 3 ans dans l'informatique de gestion, une bonne connaissance de l'entreprise et des problèmes de gestion.

Lieu de travail : *région DE TRAPPES (78).*

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. SOI/44 à CIT ALCATEL Service Recrutement Cadres, B.P. 22 - 10 bis, rue Louis Lormand 78320 LE MESNIL SAINT DENIS.

Nous *sommes* une importante société française à vocation internationale. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs équipements dans les meilleures conditions, quelles qu'en soient la nature et l'importance tant en France qu'à l'étranger. Notre activité s'étend à tous les domaines économiques. Compte tenu de notre développement, nous recherchons un(e)

RESPONSABLE RECRUTEMENT

Nous avons le souci du développement personnel des hommes qui composent nos équipes. Le département du personnel recherche le ou la responsable de nos recrutements (cadres et ingénieurs principalement). *Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement* supérieur et bien que jeune, votre expérience personnelle et professionnelle en cabinet *ou en entreprise vous permet d'être crédible et reconnu comme tel par nos responsa-*bles auprès de qui vous définirez les postes à pourvoir et les méthodes appropriées pour y parvenir dans les meilleurs délais et dans le cadre d'un budget défini. Vous serez le correspondant de la société et le garant de son image auprès des prestataires de services, des écoles, des organismes professionnels...

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez sous réf. 6460 M à Jean-Loup Parichon ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION

38, RUE DE LISBONNE – 75008 PARIS TELEPHONE : 563-03-10

Plein Champs

MEMBRE DE SYNTEC

DELAS-WEIR groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE

Premier Spécialiste Européen condenseurs et réchauffeurs pour centrales électriques recherche

INGENIEUR

bureau d'études

Dépendant directement du Directeur des Etudes il aura une formation supérieure et obligatoirement une expérience de 3 à 4 années en bureau d'études, ainsi qu'une bonne connaissance des codes SNCT, ASME . . .

Une pratique réelle du dessin et des plans ainsi que de l'ANGLAIS est indispensable. (Réf. MR1)

INGENIEUR

service études générales

Formation supérieure axée sur thermo-dynamique et mécanique des fluides.

Expérience 3/4 ans équipements de transfert thermique.

Il participera : • *à l'assistance aux licenciés étrangers* • aux travaux de Recherche et Développement.

Pratique de l'ANGLAIS indispensable. (Réf. BA2)

Lieu de travail : proximité porte Champerret.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : DELAS - WEIR - 12/14, rue d'Alsace 92532 LEVALLOIS-PERRET *(discrétion assurée)*

SOCIETE – MERE D'UN GROUPE DE DIMENSION NATIONALE

recherche

pour son département INFORMATIQUF

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Formation supérieure : MIAGE - DUT ou équivalent.
- 2 à 3 ans d'expérience en analyse programmation.
- Connaissances télétraitement – S.G.B.D. – COBOL appréciées.
- Goût des contacts.

Notre matériel :

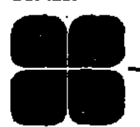
- IBM 158
- *OS/VS – C.I.C.S. – S.G.B.D.(ADABAS)*
- Réseau de télétraitement – 150 terminaux sous TRANSPAC.

Nous proposons :

participer à la réalisation de projets de gestion utilisant le télétraitement et les bases de données depuis la phase fonctionnelle jusqu'à la mise en oeuvre opérationnelle.

Adresser CV, prétentions sous N° 7879 à

PARFRANCE Annonces 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
BANLIEUE SUD

recherche

INGÉNIEUR

FORMATION :
- ÉLECTROMÉCANICIEN.

TACHES :
- Ingénierie de BATIMENT et plus spécialement HOSPITALIÈRE.
- Toutes installations techniques de BATIMENT.
- Etablissement et suivis des propositions TECHNIQUES et COMMERCIALES.
- Elaboration de dossiers techniques complets.

LES CANDIDATS DEVRONT ETRE :
- Titulaires d'un diplôme GRANDE ECOLE ou équivalent.
- Posséder, si possible, quelques années d'expérience, et s'intéresser à l'EXPORTATION.

Langue anglaise écrite et parlée indispensable.

Adresser curriculum vitae et prétentions
SOUS LA RÉFÉRENCE n° 4.183 à :
PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS,
qui transmettra.

Jeune cadre commercial haut niveau

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE FRANCAIS crée un nouveau poste au sein d'une de ses filiales et offre une très intéressante perspective de carrière à un **Jeune Cadre Commercial haut niveau.**

Au sein de cette société déjà fortement implantée dans le secteur de la grande distribution, le titulaire du poste :
- participera à la promotion d'une nouvelle politique commerciale et de marketing auprès des clients,
- suivra et développera les contacts avec les grandes centrales d'achats au niveau national,
- assurera l'assistance sur le terrain des directeurs régionaux.

Ce poste conviendrait à un **candidat motivé et performant**, HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, ayant une expérience de 5 ans environ dans commercialisation de produits de grande consommation.
Poste : ville Bourgogne.

Ecrire sous référ. PA 399 CM



4, rue Massenet 75016 Paris

Chef du service approvisionnement

La filiale (1,3 milliard de C.A) d'un très important groupe Industriel et Financier, recherche son

Rattaché directement à la Direction générale, il aura pour mission de définir et de faire appliquer la politique d'approvisionnement (France et étranger) dans une structure décentralisée.

Ce poste s'adresse à un cadre de formation supérieure (Grandes Ecoles d'Ingénieurs, HEC, ESSEC) ayant 10 à 15 ans d'expérience dans ce domaine au sein de la CONSTRUCTION ELECTRIQUE.

Anglais souhaité.

Ce poste d'avenir s'adresse à un négociateur professionnel apte à affronter des situations nouvelles.

Assuré d'une discrétion absolue, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée) sous référence 8110 à rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS.

rscg carrières

SOCIÉTÉ sise à BEAUVAIS (Oise)

recherche

TECHNICIEN DE HAUT NIVEAU

Chargé de l'entretien électrique

Expérience exigée en électricité d'équipements électriques, en électromécanique et en électronique.

Position cadre - Age souhaité 30 ans minimum
Libre rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 88.896 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.



ADTECH INTERNATIONAL
est la filiale française d'un groupe américain. Elle construit et diffuse en Europe des alimentations stabilisées d'équipement, linéaires et à découpage.

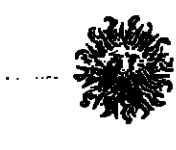
Elle offre à sa Clientèle des produits sur catalogue et des produits spéciaux qui font l'objet d'études préalables. Le Directeur des Etudes recherche pour l'assister dans sa tâche (études des modèles spéciaux, développements technologiques de l'ensemble) un

ingénieur électronicien

issu d'une grande école (ESE, ENSERG, N7, ENSEA. Il est souhaité une première expérience mais ceci n'est pas impératif. Par contre, un intérêt pour les circuits de commutation de puissance et pour les asservissements linéaires ou échantillonnés, le goût de la mécanique ainsi que la pratique de l'Anglais seront favorablement pris en compte. Société en rapide expansion. Lieu de travail : MANTES (78).

Ecrire avec C.V. explicite sous référence S/S/BD à

CETAGEP
30, Av. Amiral Lemonnier - 78160 MARLY LE ROI



régie presse
recrute

PROSPECTRICE TÉLÉPHONE

pour son service « annonces classées »

« LE MONDE »

Si le téléphone est pour vous un moyen de communication.
Si vous avez :
- le goût du contact ;
- un réel sens commercial ;
- de grandes facilités d'adaptation ;
- une excellente présentation.

Nous vous offrons :
- un travail d'équipe ;
- un fixe + intéressement.

Vous êtes disponible immédiatement ?
Alors téléphonez-nous pour un premier rendez-vous au 233-44-21, poste 314.

S.C.O.D.
SOCIÉTÉ DE CONSEIL DE RÉALISATIONS INFORMATIQUES SPÉCIALISTE DES SYSTEMES CONVERSATIONNELS

recherche

JEUNE INGENIEUR
Organisation Comptable

Le candidat possède une formation supérieure ESC, MIAGE ... et une expérience de 3 ans environ dans un service comptable ou dans le domaine de l'organisation.

Des connaissances en informatique seront appréciées.

Il sera chargé de l'organisation comptable : conception de plans comptables, définition des méthodes et procédures, en introduisant le produit comptable temps réel COMPTAREL.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 02.737 M à :

bac
PERSONNEL CONSEIL
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ENTREPRISE BATIMENT PREMIER PLAN
implantée en région Parisienne

recherche

CADRES COMMERCIAUX de haut niveau

En direct avec le responsable de l'unité à laquelle ils seront intégrés, ils assureront les contacts commerciaux pour, détecter les affaires, rassembler les informations, et établir l'ensemble des documents préliminaires au montage et à la conclusion des affaires.

Ils seront assistés pour la partie technique de leur mission par des ingénieurs qualifiés.

De formation écoles supérieures de commerce les candidats devront avoir une bonne connaissance du milieu d'affaires bâtiment (maîtres d'oeuvre, promoteurs et sociétés d'investissements) ainsi qu'une connaissance de la législation des règlements d'urbanismes et des problèmes fonciers.

Adresser CV et prétentions sous N° 7880 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

1ère Société Française de Réassurance - Paris 9ème

recherche

Pour son departement Informatique
equipe d'un IBM 43/41
bases de données - télétraitement

ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMES

pour développement télétraitement
DUT ou MIAGE ou équivalent COBOL ANS-CICS/DL1
Formation complementaire prévue.
Horaire : 38 h. 45 en 5 jours.
13éme mois - prime de vacances
restaurant d'entreprise.

Réponse à toute lettre manuscrite, CV, photo et salaire, adressés s/réf. 261 à M. ROY - SCOR - 37, rue de la Victoire 75009 PARIS.

SCOR

Société spécialisée dans les prestations auprès des collectivités

recherche

INGÉNIEURS CHIMISTES

spécialisés dans le traitement des eaux potables et usées

AYANT :
- 5 à 10 ans d'expérience,
- connaissances gestion et organisation du travail.

D.U.T., B.T.S. chimie, débutants

Pour postes en laboratoire
Déplacements fréquents en province

Adresser C.V., photo et prétentions s/n° 89.500, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LA COMPAGNIE de CONSTRUCTION MÉCANIQUE

SULZER

recherche
pour son département « Génie chimique »

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Fonction : vente d'appareils de génie chimique

Missions :
- Visites fréquentes de la clientèle chimie et engineering.
- Établissement des devis.

Profil souhaité :
- Ingénieur diplômé avec spécialisation en génie chimique.
- Quelques années d'expérience dans la vente de biens d'équipement industriels.
- Si possible, connaissance langue allemande.

Poste basé à Paris mais nécessitant d'assez nombreux déplacements de courte durée, surtout en France.

Ecrire avec C.V. et prétentions
au Service du Personnel de la C.C.M. SULZER
51, boulevard Brune, Cedex 59
75669 PARIS BRUNE.

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
offre une opportunité exceptionnelle à

jeune juriste

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il créera la fonction de Juriste d'Entreprise, se verra donner des responsabilités croissantes, et deviendra, à terme, le Conseil opérationel du Groupe auprès des différents Départements.

Sa formation est au minimum un D.E.S. de Droit des Affaires.
Il aura un intérêt certain pour le Droit Social.
Une expérience de 1 à 2 années dans une entreprise ou dans un cabinet serait un atout important.
Le poste requiert une réelle personnalité possédant une grande faculté d'adaptation.

Les contacts seront menés avec une totale discrétion, et il sera répondu à toutes les candidatures.

Merci d'écrire avec C.V. et prétentions sous référence F 161. à

P.A.J. CONSEIL
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT
CSNCR

FICHET-BAUCHE
Groupe Français parmi les leaders mondiaux de la sécurité

recherche

un ingénieur de recherche appliquée

pour promouvoir et développer, dans le métier de la sécurité, l'utilisation des matériels et technologies électroniques avancées.

CE POSTE NECESSITE :
* *une formation INGENIEUR GRANDE ECOLE avec spécialisation transmission,*
* *une première expérience professionnelle dans ce domaine de recherche se traduisant par une bonne connaissance des techniques modernes de transmission.*

Lieu de travail : VELIZY.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines
15/17 Avenue Morane-Saulnier 78140 VELIZY.

SFIM
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
91 MASSY

recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN
CONFIRME

pour prendre la responsabilité d'un groupe technique concevant, réalisant et mettant en œuvre des systèmes à base de microprocesseurs.

Ecrire avec C.V. et prétentions Service du Personnel - B. P. 74 - 91301 MASSY

LNE
LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recherche
pour son département
Environnement Acoustique

UN AGENT TECHNIQUE DÉBUTANT

- I.U.T. de mesures physiques et connaissances de l'anglais appréciées.
- Essais de mesures acoustiques en laboratoire et à l'extérieur.
- Déplacements fréquents en France.

Envoyer C.V., prétentions et photo (retournée) sous réf. 81/DEA/OI, 1, rue Gaston-Boissier, 75015 PARIS.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Section d'Etudes et Fabrications des télécommunications

recherche

POUR SON SERVICE GESTION MÉTHODES DÉPARTEMENT TECHNOLOGIE

UN INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE

Dégagé des O.M. pour le poste de
RESPONSABLE DES CIRCUITS INTÉGRÉS

Il sera chargé en particulier :
- Des marchés d'études et de développement de nouveaux circuits ;
- Des travaux de normalisation nationaux et internationaux ;
- De conseiller les ingénieurs chargés du développement de matériels.

FORMATION SOUHAITÉE : débutant ou quelques années d'expérience en électronique informatique et possédant de bonnes connaissances en :
- Circuits électroniques logiques et analogiques ;
- Circuits intégrés, microprocesseurs.

QUALITÉS DEMANDÉES : goût pour la technologie et les applications des circuits intégrés, esprit d'initiative, facilité des contacts humains.

Adresser lettre manuscrite avec photo, C.V. et prét.
au Directeur de la SEFT
Fort d'Issy, 18, rue du Docteur-Zamenhoff,
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE DE L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE
300 M.F. C.A. - PARIS BANLIEUE OUEST

recherche

CHEF COMPTABLE CADRE POSITION 2
100.000 F +

- Il animera un service de 6 personnes.
- Il aura la responsabilité de l'ensemble des postes de la balance générale et la mission d'établir les situations mensuelles et les bilans.
- Il assistera le contrôleur du groupe dans certains domaines particuliers : reporting mensuel, amélioration des méthodes comptables, développement et utilisation de l'informatique.
- Expérience similaire nécessaire, anglais apprécié.

Adr. C.V. et lettre de candidature sous le n° T 025683 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT FRENCH MECHANICAL COMPANY
(sales about 300 MF) seeks a

young engineer

- Assistant export sales manager.
- English mother language or fluent in american English.
- Must have recent working in Europe.
- Experience in gears appreciated.
- To be stationed in Paris, but must be willing to travel especially in North America.

Please reply in english with C.V.
No 29354 to
projets Publicité
12 rue des Pyramides
75001 Paris who
will forward.



Cii Honeywell Bull

recherche pour son Centre de Calcul et d'Essais, dans le cadre de ses activités d'Etudes de nouveaux systèmes et réseaux (matériel - logiciel - micro-logiciel) des

INGENIEURS SYSTEME

Ils assureront l'installation, le suivi et le fonctionnement optimum de chaque nouvelle version système et assisteront les utilisateurs (ingénieurs d'études). Ces postes, de niveaux de responsabilité différents, suivant l'expérience acquise, s'adressent de préférence à des ingénieurs grandes écoles.
Lieu de travail : Paris - Banlieue Ouest.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 117 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull PC 1F103 - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES VIE

recherche

UN DE SES COLLABORATEURS

pour son service technique d'Assurance Collective

Le candidat de niveau Math Sup devra posséder des connaissances actuarielles

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant vos prétentions sous réf. 13207 M a : BLEU Publicité
17, Rue du Docteur Lebel
94300 VINCENNES

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

CIT Alcatel

recherche pour sa DIVISION DES APPLICATIONS ELECTRONIQUES

ingénieur électronicien

Il sera chargé d'études dans le domaine reconnaissance de la parole.

De formation électronicien, il aura acquis des connaissances et si possible une expérience en architecture et logiciel de microprocesseurs.

Lieu de travail : LA VERRIERE - Région de TRAPPES (78).

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL, Service Recrutement Cadres sous référence JMD 54/8 - BP 22 - 10 bis rue Louis Lormand - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
PARIS banlieue OUEST

recherche pour renforcer ses moyens d'études de développement et de réalisation dans le domaine de l'OPTIQUE

INGÉNIEURS SYSTÈMES
ESO - ESE - E.N.S.T. - ENSI

INGÉNIEUR MÉCANIQUE
de PRÉCISION A. et M. ou équiv.

CHEF D'ATELIER D'OPTIQUE
ou TECHNICIEN POLYVAL.
ayant bonne expérience

POLISSEURS EN OPTIQUE
PRÉCISION B.T.S. ou P3
expérimentés

Adresser C.V. à nº 89.172 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Ingénieur Chimiste

Développement - Mise au point

ENSI, INSA, etc... débutant ou 1ère expérience industrielle.

Dans le cadre d'une unité de production, il sera chargé du suivi des produits et de leur amélioration sur les plans qualité et coût.

Bonne connaissance de la langue anglaise exigée.

Poste basé à BEAUCHAMP Val d'Oise.

MEDIA BA

Envoyez C.V., photo et prétentions au service Recrutement 3M France Avenue Boulé 95250 Beauchamp.

3M

MOYENNE ENTREPRISE
de CHIMIE FINE et de BIOCHIMIE
exerçant ses activités dans 65 pays et à travers 12 filiales, recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Formation Grandes Ecoles
HEC - ESSEC - ESCP - SCIENCES PO ou X
ECP - MINES

Expérience 5 à 10 ans

Fonction :
Il sera chargé des problèmes suivants :
- FINANCIER : études financières, gestion de la trésorerie et du crédit client, fiscalité.
- JURIDIQUE : droit des sociétés, contentieux et assurances.
- ÉTUDES SOCIALES.

Envoyer C.V., photo et prétentions à nº 89.128 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SOCIÉTÉ COSMÉTIQUES HAUT DE GAMME
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Ce futur directeur commercial sera avant tout un homme de terrain, *dynamique, persévérant* et disponible

Sous la direction du directeur général, il sera chargé :
- D'appliquer la politique commerciale ;
- De compléter et de dynamiser l'équipe de ventes existante ;
- De l'extension du réseau commercial.

Ce cadre aura une excellente connaissance à l'échelle nationale et régionale de la distribution en parfumerie et institut de beauté

Connaissance de l'anglais souhaitée

Ce poste convient à un homme de 35 ans minimum et justifiant d'une expérience réussie dans ce secteur.

Adresser C.V. et photo s/nº 7.994 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SCIENTIFIQUE

niveau Ingénieur ou équivalent, familiarisé avec INSTRUMENTATION électronique (traitement du signal, optique, physique du solide).

Vous êtes jeune, dynamique et bilingue anglais.
Vous êtes capable d'établir d'excellents contacts avec des chercheurs.
Vous savez vous adapter.
(Déplacements une semaine par mois).

Nous sommes filiale d'une société U.S., leader sur son marché.
Nous avons un poste TECHNICO-COMMERCIAL pour vous.

Adressez candidature, c.v. et photo à Mr ZELLER

EG&G INSTRUMENTS
4, place de la Balance - Silic 428
94583 RUNGIS CEDEX.

TRADUCTEURS Espagnol-Anglais, mi-temps, temps complet. Ecrire nº 25822, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur 75002 Paris.

LE BUREAU VÉRITAS

recherche pour la division réglementation, développement et recherches de ses services maritimes

UN INGÉNIEUR

EN CONSTRUCTION NAVALE
DEBUTANT ENSTA ou ENSM

Bonnes connaissances en programmation FORTRAN et BASIC, anglais parlé et écrit pour contrôle de *dossiers de stabilité*, calculs et études spéciales de stabilité de navires, engins flottants, etc., maintenance et développement des moyens informatiques du département.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence nº 9 A, *BUREAU VÉRITAS*, Service Maritime D.R.D., 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
disponible rapidement

DÉBUTANT DIPLOMÉ

enseignement commercial supérieur options commerce international pour *opérations import*

Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V. et photo sous référence 12844 M à :
BLEU Publicité 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES

FILIALE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
recrute

UN (E) CHEF COMPTABLE

- Niveau D.E.C.S.
- Sous-traitance informatique.
- Déclarations fiscales, sociales.
- Reporting mensuel.
- Anglais nécessaire.

Rémunération motivante.
Lieu de travail Paris-17e.

Écrire sous nº T 025744 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

FLONIC

Nous recherchons un

ingénieur d'études

Débutant ou 1ère expérience

Directement rattaché au Directeur d'Etudes, il sera chargé des études *mécaniques* des compteurs d'eau, de la conception de nouveaux produits, et de la transformation des compteurs *existants*.

De formation Grande Ecole (AM, INSA...), et ayant de préférence 1 à 2 années d'expérience, *il devra également justifier de bonnes connaissances* en hydraulique, et de bonnes notions en fonderie, plastique...

Le poste est à pourvoir dans un premier temps en Région Parisienne, puis à MACON ou à HAGUENAU (67) en juillet 1982.

Etant donné les possibilités *d'évolution*, la mobilité est indispensable. Rémunération selon expérience.

Envoyer CV et prétentions à C. Rios - Service du Personnel - FLONIC MONTROUGE - 12 place des Etats-Unis - BP 422 92541 Montrouge.

FLONIC
Schlumberger

média-system

Société QUANTEL (laser et électro-optique)
17, avenue de l'Atlantique, 91400 Orsay.
Un des leaders mondiaux dans sa spécialité (38 millions de francs de C.A.) recherche pour sa division produits commerciaux

1 TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

Formation DUT/BTS (ou plusieurs années d'expér. dans le domaine des circuits analogiques/haute tension). Formation assurée six mois dans filiale américaine (Californie), puis retour Orsay pour participer, au sein d'une équipe dynamique, au lancement d'un produit nouveau. Bonnes connaissances en anglais. Ecr. avec C.V. détaillé.

SOCIÉTÉ EN EXPANSION
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

haut niveau ou équivalent (chimie de Paris, doctorat, etc.)

Pour développement et mise au point sur pilote de nouveaux procédés de traitement d'eaux usées industrielles. Expérience pratique dans le domaine nécessaire (3 ans minimum).

Poste à pourvoir en région parisienne.

Écrire sous nº T 025740 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

P.M. Labinal
7.200 personnes
C.A. : 1,2 Milliard

recherche
pour l'un de ses établissements dont les produits intéressent l'industrie AERONAUTIQUE

INGENIEUR METHODES

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, à dominante électromécanique, il secondera le chef de service, participera à l'élaboration du dossier industriel, animera l'analyse de la valeur et contribuera à la mise en application des nouveaux modes d'organisation.

Ce poste basé en proche banlieue Nord, intéresse un ingénieur de haut niveau ayant au minimum 2 années d'expérience dans l'industrie.

Fonction évolutive et perspective d'avenir assurées.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à P.M. LABINAL Direction des Relations Sociales - 5, avenue Newton - B.P. 64 78390 BOIS D'ARCY.

CABINET BREVETS
Quartier Saint-Lazare
recherche

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Connaissance anglais souhaitée.

Écrire sous nº 7.991 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

recherche pour son ETABLISSEMENT D'EVRY (91000) dans le cadre du programme ARIANE

PLUSIEURS INGENIEURS

DIVISION ETUDES ET DEVELOPPEMENT

1/ Réf. ED. 81.01
Département propulsion
- ayant quelques années d'expérience pour exercer des activités dans les domaines :
  - des études de la combustion des moteurs fusées
  - de la modélisation des phénomènes
  - de la définition et de l'exploitation des essais de chambres de combustion.

2/ Réf. ED. 81.02
Département Etudes Générales
- ayant quelques années d'expérience il sera chargé d'étudier des performances, de trajectoire et de guidage pour :
  - les phases d'avant-projet et de développement des lanceurs
  - les prévisions et les exploitations des vols ARIANE.

3/ Réf. ED. 80.27
Département Systèmes électriques
- ayant une expérience industrielle de 3 ans minimum

Il sera chargé de l'étude et du développement sur les véhicules spatiaux :
- des systèmes d'alimentation
- des systèmes séquentiels et pyrotechniques
- du système câblage.

Pour ce poste, la connaissance de la langue anglaise est indispensable.

DIVISION QUALITE FIABILITE
- ayant une expérience industrielle (5ans environ), pour :
  - exercer une activité dans le domaine de la QUALITE électronique et mécanique.
  - définition, négociation et gestion des dispositifs QUALITE à mettre en œuvre par les industriels.

La connaissance de l'Anglais est nécessaire et des déplacements sont à prévoir. Expérience QUALITE souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions à :
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
Direction des Lanceurs,
Service du Personnel
Immeuble Hélios - rue Baudelaire
91000 EVRY.

PUBLIC RELATION, standing. Ecrire M. DONJIN, 149, rue Saint-Honoré (1er), qui transm.

Ville de Tremblay-lès-Gonesse
Recrute d'urgence :
Directrice de crèche
- personne âgée de 25 ans au moins, 60 ans au plus,
- personne agréée par le préfet (D.D.A.S.S.),
- personne titulaire :
  — du doctorat en médecine,
  — *ou diplôme d'Etat de puériculture* (doit justifier de 5 ans au moins d'exercice de la profession).

Adresser C.V. à M. le Maire de Tremblay-lès-Gonesse.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ

Pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la THERMIQUE DU BATIMENT avec comme thème principal les économies d'énergie.

Env. C.V. et prétentions à :
Station de recherche du C.S.T.B.
Service thermique et aéraulique,
84, avenue Jean-Jaurès
77420 CHAMPS-S/MARNE.

Sté Import-Export recherche TRADUCTRICE ALLEMAND/ANGLAIS très expérimentée Libre rapidement.
Ecrire sous réf. 4437 à O.P.F., 2, rue de Sèze, 75009 Paris, qui transmettra.

COLLABORATEUR haut niveau. Ecrire M. LAMARQUE, 149, rue St-Honoré, Paris-1er; qui transm.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

PARIS

recherche pour son Secteur Clientèle industrielle (PMI)

1 JNE INGÉNIEUR

CENTRALE, MINES ou SUPELEC ayant une formation complémentaire économique ou financière (IAE ou DECS)

LE CANDIDAT DOIT AVOIR :
- le goût de l'analyse industrielle ;
- l'aptitude aux contacts de haut niveau.

Une première expérience professionnelle acquise au sein d'une PMI serait appréciée.

MISSION :
Au sein d'une équipe restreinte, il se verra confier l'étude complète de demandes de crédits impliquant le diagnostic d'Entreprise, l'analyse du risque et la préparation de la décision finale.

Il sera en relation constante avec des chefs d'Entreprises, des Banquiers et des Administrations.

Envoyer C.V., photo et prétentions, s/réf. 3877, à P. LICHAU S.A., B.P./220, 75063 Paris Cedex/02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FORMATION ARTISTIQUE RECHERCHE
MANNEQUINS Modèles
Comédiens ainsi que FIGURANTS
Pour tournage début mars
Tél. : 261-19-14 - 266-67-44.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recherche pour son Service « ÉCONOMIE »

1º) UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(X, MINES, Ponts et Chaussées, etc...), formation économie. Niveau 3e Cycle.

2º) UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ARCHIT. ou UNIV.

pour effectuer des études et recherches technico-économiques.

Adresser C.V. et prétentions à : C.S.T.B. 4, av. du Recteur-Poincaré, 75016 Paris.

Non-voyant cherche lectrice pour lectures et écriture de son courrier, 1 heure ou 1 heure et demie, plusieurs fois par semaine, *rémunérée*. Envoyer C.V. manuscrit à M. Etienne ISTILLART, 4, rue Dupin, 75006 Paris Tél. : 222-18-58.

Sté ELECTRONIQUE
Banlieue sud rech. pour compléter son équipe

1 INGÉNIEUR CONFIRMÉ

L'étude et l'industrialisation de nouveaux produits lui seront confiées.
Connaissance souhaitable des circuits analogiques de puissance et de la technologie.
Ecrire avec C.V. et prétent. à FONTAINE ELECTRONIQUE BP 10 19380 Chilly-Mazarin

---

INFORMATIS

Société d'Engineering et de Réalisations Informatiques pour d'importants Projets Internationaux.

INGÉNIEURS LOGICIEL
3 a. exp. en Processus Industriels ou en syst. de Télécomm.

INGÉNIEURS SYSTÈMES
Ayant expérience *Logiciel et/Téléphonie* pour diriger de gros Projets de Télécom. et téléphonie.

3 INGÉNIEURS HARD
Pour le suivi de réalisations d'importants projets techniques (cont. tech. et des plannings).

2 INGÉN.-HARD/SOFT
Pour le suivi technique au niveau du Logiciel et du Matériel d'importants projets.

2INGÉNIEURSHARDWARE

Niveau III A, maîtrisant l'anglais et connaissant le « milieu » de la téléphonie, capable d'analyser des cahiers des charges et de rédiger des spécifications techniques et de discuter avec les différents responsables.

INGÉNIEURS HARD
de formation électronique et conn. la technologie des composants (semi-conducteurs).
Déplac. possibles en U.R.S.S.

3 PROGRAMMEURS
GESTION - BASIC S/PDP 11
26, r. Daubenton 5e, 337-95-22.

SOCIETE COOPERATIVE de production H.L.M. issue de Coopérative de location-attribution recherche DIRECTEUR ayant une bonne expérience de *l'élaboration et de la gestion des* programmes d'accession à la propriété et de l'administration d'une Société. Ecrire à M. F. Dubois sous mention personnel avec C.V. détaillé et références, LA BOURGUIGNONNE, 2 allée du Roussillon, 21000 DIJON.

Nous assurons l'exploitation des Systèmes Informatiques *de gestion d'un groupe pétrolier*

Nous recherchons :

ANALYSTES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour prendre la responsabilité de la gestion d'application tant en batch qu'en temps réel, puis *participer à des développements* importants. Les postes à pourvoir impliquent des relations étroites avec les utilisateurs pour avoir une bonne connaissance de leurs besoins et leur assurer une excellente qualité de service.

L'exploitation de ces systèmes se fait sur IBM 370/OS, sous IMS et avec un réseau de 300 terminaux. Les langages utilisés sont PL1, DL1.

Les candidats (tes) que nous souhaitons intégrer dans nos équipes auront une solide formation de base (type MIAGE) et une expérience de 2 ans minimum acquise de préférence sur des systèmes de gestion de grandes entreprises. Nous assurerons la formation *complémentaire nécessaire.*

La lieu de travail est à PARIS - LA DÉFENSE (à proximité immédiate du client) avec accès à un restaurant d'entreprise, un club omnisports, ...

De larges possibilités d'évolution de carrière sont assurées au sein du G.F.I. (1.300 personnes, implantation nationale).

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence M033, à Mme AHR
ALLIANCE INFORMATIQUE
Tour Neptune - Cedex 20
92806 Paris - La Défense 1.

Bureau d'études recrute
1) UN INFORMATICIEN ANALYSTE
- 5 ans d'activité sur matériel I.B.M. ;
- *expér.* I.M.S. indispensable.

2) UN CHARGÉ D'ÉTUDES
3 ans d'expérience minimum gestion, comptabilité et mini-informatique P.M.E.
Ecr. s/nº T025670 M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE *SERVICES* ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (480 personnes), partenaire *d'un groupe industriel de taille internationale* recherche

CHEF DE PROJET

Ayant 5 ans d'expérience minimum en informatique.

Connaissances en *matériel* et logiciels I.B.M. exigées (DL1 - CICS - IMS...).

Env. C.V., photo et prét. sous nº 875, PUBLICITÉS RÉUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Société d'Expertise *comptable d'Argenteuil* recherche ASSISTANT-COLLABORATEUR *ayant expérience de cabinet pour* tenue de dossiers clients.
Rémunération 78.000/130.000 selon expérience.
Discrétion assurée.
Ecr. s/nº T025727M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante Association *recherche pour* VACANCES PAQUES (8 au 20 avril) PROFESSEUR ou ETUDIANT ANGLAIS - pour Direction séjour linguistique Angleterre.
Tél. 584-14-62 de 9 à 17 h.

---

secrétaires



Bi-Lingual Secretary/ Personal Assistant

French/English — Paris

SRI (formerly the Stanford Research Institute) is a *unique, independent, not-for-profit organisation* performing research and consulting for clients in government and business.

An opportunity has arisen for a bilingual Secretary/P.A. to work for the Director of SRI-France based in Paris. In addition to excellent shorthand/typing skills, the successful candidate will have the personality and administrative ability to help his demanding work schedule.

Applications are invited from candidates, ideally aged between 30 and 40, with a lively interest in current affairs, the ability to interface with clients and the need to become involved in an expanding *and varied organisation which provides a stimu*lating and challenging working atmosphere. Excellent salary and attractive benefits are offered.

Please apply in own handwriting, in English, enclosing curriculum vitae and recent photograph to:

M. Henri Gaignard, SRI-France, 10 Rue Bellini, 75782, Paris cedex 16.

SRI International

SOCIÉTÉ MIC

recherche pour sa DIRECTION COMMERCIALE

SECRÉTAIRE DIRECTION

TRILINGUE
- allemand (écrit parlé) ;
- anglais courant apprécié.

nombreux avantages sociaux, rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. à Sté MIC, M. SASSOT, 2, place Gustave-Eiffel, 94518 Rungis Cedex.

Groupe de presse spécialisée recherche
Standardiste-dactylo-confirmée
Horaire 8 heures/16 heures
Lieu de travail : métro Vaugirard.
Envoyer C.V. et lettre manuscrite à Danièle VASSEUR - EPROMA 15, square de *Vergennes, 75015 Paris.*

SOCIETE IMPORT (8e)
recherche
SECRETAIRE
STENODACTYLO
Télexiste, bilingue anglais, expérience dix ans minimum, avantages sociaux, métro Chaussée-d'Antin. Adresser C.V. manuscrit sous nº T 025.678 M à *Régie-Presse*, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

représentation offres

Fabricant de bijoux fantaisie recherche V.R.P. multi-cartes, bien introduit pour collection ligne exclusive pierres dures, perles de culture sur plaqué or. Priorité pour secteurs Paris, grande banlieue 2, Nord/Pas-de-Calais 1. Ecrire CRÉATION G. DONI, 37, rue Notre-Dame-du-Peuple, 83300 DRAGUIGNAN.

information divers

POUR

TROUVER

UN

EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- les bonnes réponses aux tests.
- La graphologie et ses pièges.
- Les trois types de curriculum vitae, etc.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplômes. Pour les connaître demander une documentation gratuite sur la revue FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

Pour bien choisir votre métier, FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en Banlieue.

Emplois outre-mer, étranger, MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

travaux à façon

USINE TRICOT RÉG. CENTRE Rectil. Jacquard 12-8-7-5-2½, circulaire jauge 18, recherche travail à façon de préférence, tricotage montage. Ecr. s/n° T025742M, R.-Presse, 85bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ENTREPRISE. Sérieuses références effectue rapidement travx peint., menuiserie. Décor. coord. tous corps d'Etat. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 et 893-30-02.

travail à domicile

Frappe tous textes et documents sur IBM sphère. Travail rapide et soigné. Téléphone : 046-79-98.

Je rédige ou corrige textes littéraires ou autres. Téléphone : 236-88-74.

cours et leçons

MATH - PHYS - CHIM. par prof. Rattrap. rapide Bac PCEM Prépa. 20 ans d'expér. - 526-82-47.

L'arabe en 80 heures. Cours individuels. Stages collectifs et d'entreprise. LANSER, 500-04-73 - ALI, 533-67-88.

J.F., bilingue français-arabe, donnerait cours d'arabe. Ecrire s/n° 3.193 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

occasions

ACHAT BRILLANTS

rubis, saphirs, émeraudes bijoux or, argenterie. Perrono. Joailliers orfèvres. 4, Chaussée-d'Antin. Opéra. 37, avenue Victor-Hugo. Etoile. Vente en occasion. Echange.

automobiles

ventes

(moins de 5 C.V.)

A vdre 2 CV (78 Poissy). Année 1962. Bon état mécan. : 1.500 F. Tél. soir au 979.31.36.

achats

PAIE CHER et COMPTANT

R-5 GOLF, 104, BMW

BAYARD-AUTO, 341-44-44. 21, rue de Toul, Paris (12e).

divers

305 - 504 - 505

Mod. 80/81, peu roulé, garant. Auto Paris-XV - 533-69.95. 63, rue Desnouettes, 15e.

NOUS
SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT
VOUS PROPOSONS
A DES PRIX INTÉRESSANTS un grand choix de véhicules de types variés repris en cours de contrat.

CITROEN CX - INNOCENTI DE TOMASO - VOLKSWAGEN - VOLVO 343 et 245 BREAK - TOYOTA - UTILITAIRES. Téléphone : 763-11-01.

NEUBAUER
PEUGEOT-TALBOT

EXCEPTIONNEL !

En mars encore quelques PEUGEOT ou TALBOT AU TARIF DE SEPTEMBRE 80. M. Rolland - Tél. : 766-02-44.

boxes - parking

ÉPINAY-ENGHIEN

A vendre 33 BOXES en sous-sol en 4 lots ou en totalité. 23.000 F chacun - 228-44-61.

deux-roues

A VENDRE
YAMAHA DTMX 125
JUIN 1980 - 500 km - 5.800 F
Access. compris : porte-bagages, casque taille 58 ou 60, antivol. Tél. bur. : 285-72-34 - 9 h-17 h. 91360 EPINAY-SUR-ORGE.

DEMANDES D'EMPLOIS

ASSURANCE VIE

Dirigeant d'une compagnie d'assurance (Directeur Commercial) 45 ans, 15 ans d'expérience distribution, recrutement, formation, animation, publicité ; très au courant des questions techniques et administratives, y compris informatiques, recherche

DIRECTION GENERALE

Société d'assurance vie à créer ou à relancer.
Merci d'adresser offre sous référence 2785 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/SUR TRANS.

CADRE COMMERCIAL
HAUT NIVEAU
Formation supérieure

Expérience de l'organisation, de la programmation et du contrôle des agents commerciaux
Très bonne connaissance clientèle industrielle et administrative,
Sens du contact et de la négociation
Gestionnaire rigoureux.
Cherche poste direction ventes ou P.M.E.
Écrire s/n° 3.128 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CADRE PLURIDISCIPLINAIRE JEUNE

ayant déjà assumé de hautes responsabilités
- TRÉSORIER DE BANQUE ;
- CONSEILLER FINANCIER

d'une organisation internationale.
CHERCHE

POSTE DE RESPONSABILITÉ ET DE DÉCISION

dans un groupe industriel et ou bancaire.
Ecrire s/n° 879.832 M à RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
CHERCHE EMPLOI STABLE

Français 49 ans, études d'ingénieur en Russie Soviétique, a négocié pendant 12 ans des contrats de vente d'équipements et de matériel français en U.R.S.S.,

parlant et écrivant parfaitement le russe, excellents rapports avec centrales d'achats et de ventes soviétiques,

cherche situation d'avenir dans société spécialisée commerce avec l'U.R.S.S. ou désirant s'introduire sur le marché soviétique, dispose d'excellentes références commerciales et morales, ferait courts ou longs séjours en U.R.S.S.

ROBERT DELEKIAN,
51, avenue Franklin-Roosevelt, Paris - 359-68-36.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE JURIDIQUE. — 28 ans, maîtrise de droit + DEA de droit international, anglais courant, expérience enseignement droit et économie, connaissances milieu touristique : organisation voyages.
RECHERCHE : poste relations publiques, tourisme, cadre administratif ou juridique, Paris, province (section BCO/DK 17).

F. PSYCHOLOGUE-PSYCHOTHÉRAPEUTE d'entretiens et relaxations. — 37 ans, DESS 3e cycle psychopathologie + licence philosophie + formation techniques projectives, 5 ans d'expérience en psychiatrie infantile + 2 ans psychothérapies relaxation adultes + articles et expositions-recherches sur espace vécu et urbanisme, processus de création et culture populaire.
RECHERCHE : travail dans hygiène mentale, sélection, publicité, animation, médias, Paris, R.P. (section BCO/DK 18).

CADRE EXPORTATION. — Prospection et promotion des marchés étrangers, créations de réseaux de distribution, implantation de sociétés, développement de projets : Etats-Unis, Afrique, Amérique latine, Golfe, 10 ans d'expérience dans ou pour sociétés de premier ordre, habitude négociations à l'échelon gouvernemental ou investisseurs privés, trilingue.
RECHERCHE : poste similaire dans société à vocation exportatrice vers ces pays (section BCO/JCB 19).

CADRE COMMERCIAL CONFIRMÉ. — 33 ans, autodidacte, anglais courant, 13 ans d'expérience ventes sur réseau national, marketing, gestion commerciale dans sociétés de services, grande disponibilité.
RECHERCHE : situation similaire dans toutes sociétés commerciales désirant développer un réseau de ventes, France, déplacements étranger acceptés (section BCO/JCB 20).

s'adresser à: ANPE
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

JURISTE
DROIT DES AFFAIRES

Docteur en droit, 45 ans
- Expérience professionnelle, 15 ans dans la banque, le notariat, l'industrie et le conseil des sociétés ;
- Rédaction des contrats, droit des sociétés, brevets et licence know-how, droit du travail-contentieux :

recherche poste de

JURISTE D'ENTREPRISE PARIS ou BANLIEUE

Disponible régulièrement jusqu'à 3 jours par semaine. Possibilité déplacements France-Etranger

Ecr. s/n° 65.524 Havas Contact 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris

CHEF D'EXPLOITATION 5 ans expér. N.C.R., conn. prog. ASSEMBLEUR BASIC, COBOL exploitation IMOS, DOS/OS, JCL-CDC ch. place Paris. Ecrire sous n° 4.350 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

J.F., exp. bibliot. docum., travail administratif secteur social, culturel, diplômes universitaires, Paris, cherche poste stable. Ecrire s/n° 7.980 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. Fme, 42 ans, ing. thermique, anglais, expérience calculs résistance des matériaux cherche emploi mi-temps Paris-banlieue Sud ou près R.E.R. Ecr. s/n° 1424 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 23 ans, diplômée E.S.C. Reims, exp. ventes/marketing, anglais, allemand ch. situation Paris/région parisienne. Ecr. s/n° 1438 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE, 35 ans, plus. années d'expér. de la presse, ch. poste dans quotidien ou hebdo. Faire offres n° 7.965 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

COLLABORATRICE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE (haut niveau)
45 ans. Expérience confirmée P.M.E., gestion personnel vente et maintenance clientèle, grande disponibilité, possède voiture, pouvant voyager, excellente présentation. Bonne connaissance anglais, libre 15 avril, étudierait toute proposition sérieuse d'emploi stable Paris, banl. Nord ou Nord-Est. Ecr. n° 88.954 Contesse, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

H. 31 ans, employé banque 6 ans + aide-conducteur de travaux bâtiment 6 ans + stages de gestion entreprises 1 an, cherche de préférence ds PME bâtiment rég. parisienne, mais n'exclut pas emploi région, si offre intéress. Ecr. s/n° 6.090 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

H. 30 ans - Physico-chimiste Docteur 3e cycle Traducteur diplômé russe-franç. Notions d'anglais Etudie toute proposition Ecr. s/n° 6.084 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

GESTION DE BREVETS
J.F. 10 ans expér. propriété industr., création divis. admin. d'un service brevets, dépôts ts pays, brevet européen, toutes procédures d'examen formel, gest. des annuités ts pays, rech. poste dans cabinet ou industrie. Ecr. s/n° 6.091 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

FONCTION PERSONNEL
32 ans, célibat. format. gest. organisat., expér. formateur dans Sté commerce international + stage gestion personnel, ouvert ttes props. Ecr. R. SABATIER, 103, rue de Javel, 75015 Paris.

H., 24 ans, chaudronnier O.O. II, spécialiste tôlerie fine aviation, électromécanique, ch. emploi Maroc - Afrique. Ecrire : Bernard, 28, rue Anatole-France, 60110 Méru (France).

Secrétaire sténodactylo, 31 ans, 13 ans d'expérience bâtim., cherche emploi mi-temps ou temps complet dans banl. est. Ecrire s/n° 7.988 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

M., 39 ans, connaiss. all., étud. ttes propos. temps part. ou dom. Ecr. s/n° 7.985 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune homme 26 ans ELECTRICIEN QUALIFIE recherche
Chantier à l'étranger
étudierait toutes propositions
Tél. 333-68-21
de 12 h 30 à 13 h 45.

Jeune diplômé universitaire Dauphine, maîtrise économie, option finance, goût du contact, entreprenant, étudie toutes propositions en finance ou gestion. Ecrire s/n° 3.207 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Spécialiste marketing Dispose 30 h. par mois, étudie toutes propos. PME-PMI Paris-proche banlieue Ouest. Ecrire s/n° 3.209 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune homme de confiance cultivé, efficace, excellente présentation, propose à particulier, écrivain ou homme d'affaires, de le seconder.

E. PLOQUIN, 11, rue Gabriel-Péri 92120 MONTROUGE Téléphone : 272-75-92

HOMME 29 ANS
Diplômé I.C.H.
Brevet de technicien bâtiment expérience chantiers, bureau d'étude et syndicat de copropriété, cherche
Poste à responsabilité sur Paris.
M. Richard ANDREY, 101, rue Saint-Dominique 75007 PARIS.
Téléphone domicile 555-55-31
Travail 918-52-51

Jeune cadre-transit transp. inter. contrats imp-exp. cherche emploi Maghreb, Moyen-Orient, Afrique. Arabe, Français-Anglais Ecr. s/n° 3.210 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. diplômée en Sciences po. droit pub., préparant une thèse de 3e cycle en histoire urbaine, cherche emploi momentané ou temps partiel exp. prof. rédaction de presse Anglais, Italien, dactylo. Tél. : 580-43-49 après 17 heures.

F. 49 ans, cadre administratif expérim. trav. varié ch. poste à responsab. Tél. 626-24-91.

CADRE, 32 ans, diplômé enseignement supérieur, 5 ans expér. Adjoint à Chef de Personnel, Sté secteur tertiaire, connaissant tous les aspects de la fonction (recrutement, payes informatisées, gestion) intéressé par les problèmes de formation recherche situation dans organisme secteur bancaire ou équivalent Paris-Banlieue. Ecr. s/n° 89.396, Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

J.F. 25 ans, diplômée EDHEC, expér. export. Anglais, allem., ch. poste en rapport, basé PARIS. Ecr. s/n° 1140 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
vous recherchez débutants ou confirmés
HEC - ESCP
IEP, SC. ÉCO, IAE, DECS rigoureusement sélectionnés
AFIPEC : 281-13-44.

JOURNALISTE, 29 a., HEC. 7 ans REPORTAGES QUOTIDIENS et MAGAZINES, cherche emploi. Ecr. s/n° 3.175 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

formation professionnelle

IFACE - Département Perfectionnement
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PROPOSE UN STAGE non rémunéré (sauf indemnités de formation) pour CADRES demandeurs d'emploi, du 23 mars au 10 juillet 81

INFORMATIQUE ET GESTION pour Petites et Moyennes Entreprises

Dossier d'inscription sur demande à IFACE
79, avenue de la République 75011 PARIS - Tél. 355.39.08 poste 12-11

capitaux propositions commerciales

A CÉDER D'URGENCE AFFAIRE BATIMENT 50 PERS. C.A. 600 à 700 000 NF mensuel travaux intérieurs, tout corps état + marchés divers, chauffage, plomberie. Pour traiter 1er contact : 707-15-34.

Prêts hypothécaires F.P. 17 %. Accords immédiats. Fischer, 51, r. Vivienne, 508-04-19.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL
Restauration petit imm., asc., appartements 2, 3, 4 P. DUPLEX aménagés, charme. 261-27-46.

2e arrdt

OPÉRA-MONSIGNY
studios, 2 et 3 P. aménagés dans bel imm. restauré, calme, soleil, asc. Tél. : 261-27-46.

4e arrdt

MARAIS SAINT-PAUL
Très belle rénovation 3 pièces, 64 m², 1er étage sur rue très calme, poutres apparentes. 785.000 F. Tél. mercredi de 11 à 19 heures au 274-47-72 ou SIVEGI 260-30-00.

BEAUBOURG-QUINCAMPOIX dans imm. en rénovation, Pptaire vd 3 P., entrée, cuis., 2 s. de bains, W.-C., 89 m2. Finitions luxueuses - Tél. : 757-84-50.

5e arrdt

GOBELINS bel immeuble pierre de taille très beau living, 2 chambres, cuisine, bains, balcon, soleil. Px : 900.000 F. T. : 325-83-81.

PANTHÉON
STUDIO, cuisine, bains, poutres, calme, soleil. Tél. : 325-32-77.

6e arrdt

CH-MIDI-RASPAIL. 354-42-70
220 M2
Caractère, calme, soleil.

RUE CHRISTINE 60 m² séjour + chbre, 3e ét., asc., GARBI 567-22-88.

7e arrdt

VIIe - SAINTE-CLOTILDE
Superbe Hôtel Napoléon III
360 m² CHARME VERDURE Doressay. 548-43-94.

38, RUE VANEAU
RESTE A VENDRE
36 m² sur jardin calme, neuf, ouest.
S/place tous les jours 14-18 h.
NEVEU 550-48-83. 743-96-96.

8e arrdt

EUROPE - Très beau 6 P., cuis. équipée, chbre personnel, possib. profession libérale - 705-24-10.

9e arrdt

Près square Berlioz, bel imm. propriét. vd appt 150 m², dble séj. s. à manger, 3 chbres, 2 bns, 2 w.-c., chauff. centr. + 2 serv. + cave, 4e étage. 975.000 F. Refait neuf - Tél. 224-18-42.

11e arrdt

STUDIO avec petit grenier, 3e ét., à rénover. Prix 52.000 F., crédit propriétaire. Tél. : 260-29-61.

14e arrdt

RÉCENT ét. élevé, 4 P. terrasse + logg. 1.380.000 F. 548-58-16.

15e arrdt

4 P. tout confort, calme, plein soleil, sur jardin. 850.000 F - 579-75-80.

15e PRES PORTE VERSAILLES 3 P., 62 m², 5e ét., verdure, tt cft, 530.000 F. calme. 500-78-65.

16e arrdt

PASSY étage élevé, 4 Pces imm. pierre de taille. 1.325.000 F - 548-58-16.

à 300 mètres **ÉTOILE** près av. V.-HUGO sur de calmes jard. intérieurs, restauration luxueuse de 16 APPARTS du studio au 5 P. DUPLEX et TRIPLEX. Tél. : 261-27-46.

MUETTE RAVISSANT **DUPLEX** de CARACTÈRE, 62 m2 ENVIRON, DÉCORÉ. TÉL. : 606-10-08.

17e arrdt

Mo GUY-MOQUET
43/49, rue Guy-Moquet
STUDIO à 4 PIÈCES
Prix fermes et définitifs
Livraison 1er TRIMES. 1982
Renseignements et ventes
GET 63, bould de Courcelles Paris-8e. 763-83-96

87, RUE LEMERCIER
Beau séjour d'angle 3 fenêtres + 3 Pces, cuisine, bains, w.-c. 550.000 F. Mercredi, 13/17 h.

NIEL AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
Dans somptueux hôtel particulier, magnifique appartement à personnaliser 5/6 pièces, 160 m² environ, 2 bains, 2e et dernier étage. Calme, soleil. Prix incroyable 1.380.000 F. Visite mardi et mercredi de 14 à 18 h., 17, VILLA AUBLET (Donne 44, rue Laugier) ou tél. PROMOTIC 553-14-14.

18e arrdt

RUE DU MONT-CENIS
Grand studio, confort, 2e étage 198.000 F - 255-66-18.

Mo LAMARCK. Imm. récent, tout confort, grand studio, terrasse, soleil, état impeccable. 350.000 F - 255-66-18.

RUE LAMARCK, près Mo, gd 2 pces, tt cft, 4e s/rue, asc., chff. centr. 395.000 F - 255-66-18.

78 - Yvelines

LE PECQ/MARLY-LE-ROI ppriétaire vd 4-5 p. neuf, 90 m² + parkg. 3 ch., 3 balcons, cuisine équipée, piscine, R.E.R., S.N.C.F. Px : 510.000 F. T. : 958-15-44.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY SAINT-JAMES
5 P. gd cft, 3e ét., 171 m² chambre service, garage
Très bel immeuble 1930
Excl. AMSELLE. 329-78-50.

GARCHES Ravissant appartem. modèle Gd séj., 3 chbres, 130 m², park. SUR GRAND PARC MICHEL & REYL 265-90-05.

94 Val-de-Marne

VINCENNES 200 m. BOIS URGENT
EXCEPTIONN. Bel imm. réc., P. de taille, rez-de-chauss. surélevé
5 P. cuis., vid-ord, s. de bains placards, w.-c., cave, box
Tél., px 690.000 F s/pl. ce jour 91-93, RUE DEFRANCE 10 h. à 17 h. ou tél. 603-27-51.

SAINT-MANDÉ BOURGEOIS ASC. TAPIS MAGNIFIQUE APPARTEMENT 4 gdes pièces, cuis., bains, w.c. Prix 900.000 F. 344-07-13.

appartements achats

RECHERCHE appts 2 à 4 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans travx. PAIEMT CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

ACHETE comptant chez notaire 3-4 pièces Paris, bon quartier. Mme LEULIER, tél. : 261-39-78 ou le soir 900-84-25.

Ach., imm. moderne résidentiel, 3-4 pces, tr. sér. Leroy, 29, bd Voltaire, Paris. Tél. 805-58-70.

Jean FEUILLADE, 54, av. de la M.-Picquet, 15e - 566-00-75, recherche Paris-15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiement comptant.

Recherche appts 1 à 3 p., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec/ss travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-23-55, même le soir.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, Paris-8e recherche pour sa clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS.
ACHAT OU LOCATION **562-02-37**

appartements occupés

Mo JEAN-JAURÈS (19e)
Bel imm. pierre de t. Parfait état. 2 P., ent., cuis., w.-c. Poss. s. d'eau, débar. Occupé dame âgée. Prix 110.000. F. - Crédit 80 %. Voir pptaire mercredi 14 h. 30 à 16 h. 30, 4, AV. JEAN-JAURÈS.

terrains

BOUGIVAL
Cadre exceptionnel proche gare (50 trains/jour : Saint-Lazare), terrains viabilisés de 1.000 m². Continental Immobilier tél. : 742-68-34. Immobilière 78 Tél. : 969-50.55.

viagers

Sté spécialiste viagers
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Prix indexation et garantie. Etude gratuite discrète.

FONCIAL VIAGERS
19, boulevard Malesherbes, 8e. Téléphone 266-32-35. Spécialiste, 42 ans d'expérience. Etude gratuite, rente indexée.

LIBRE Brunoy, studio confort. Femme 75 ans. 23.000 + 1.700 rente. LODEL Tél. 355.00.44.

locations non meublées offres

Paris

2 P. tt cft, 1.900 F, ce jour 11 à 16 h - 56, bd Saint-Germain, 1er étage - « FAC » 337-69-59.

ATELIER d'Artistes près place Tertre av. chbre et mezzan. asc., tt cft, park. 4.250 F. SERGE KAYSER. Téléphone 329-60-60.

TOLBIAC Faculté 3-4 pièces, asc. (sans honoraires). Park. verdure 2.600 F + ch. Tél. 336-17-36.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavil. ttes banlieues. Loyer gar. 5.000 F max. - 283-57-02.

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

PARC MONCEAU - 5e étage LUXUEUX 6 P., 2 bns, 180 m². Chbre de service. - 704-20-12.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PCES LOYERS GARANTIS par sociétés ou ambassades - 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE LOYERS GARANTIS rech. 1 à 6 pièces pour banques et ambassades - Tél. 705-54-78.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris-8e
Rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPTS PARIS et MAISONS OUEST RESIDENT.
LOCATION OU ACHAT **562-78-99**

Région parisienne

Etudiante cherche à RUEIL-MALMAISON ou envir. STUDIO MEUBLÉ ou F2 pour avril, mai, juin.

S'adr. M. PUTHOT, pharmacien 74800 LA ROCHE-SUR-FORON Tél. (50) 03-02-21.

bureaux

Société recherche bureaux boutiq. ou étage, 100 à 120 m². Etat indifférent. Loyer modéré. Bail 3-6-9. Quartier indifférent. Tél. 325-45-11.

VOTRE SIÈGE A PARIS
VOTRE SIÈGE A LONDRES
de 80 à 300 F par mois
CONSTITUTION de STÉS
G.E.I.C.A. 296-41-12 +
56bis, rue du Louvre, Paris-2e.

PRÈS FOCH
HOTEL PARTICULIER
ÉTAT EXCEPTIONNEL
750 m² entièrement commercial
727-89-39

BUREAUX MEUBLÉS OU SIÈGES DE STÉS
avec secrétariat, tél., télex

TOUTES DÉMARCHES POUR CRÉATION D'ENTREPRISES

ACTE S.A. 261-80-88 +

Société d'ingénieurs recherche Bureaux 250 m² environ dans immeuble grand standing préférence 8e, 16e et 17e. Tél. 763-13-82.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services
ASPAC PARIS-8e 293-60-60 +
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides - prix compétitifs

BUREAUX
Affaire intéressante à Paris, du transfert Londres, bureaux modernes 62 m², moquette, air conditionné, centre d'affaires LE LOUVRE, rue de Rivoli ; bureaux équipés (3 tél., télex, poss. parkings), bail 2 ans à reprendre. Prix intéressant.
Pour tous renseignements : Mme SANTA-CROCE
Téléphone : 285-99-05.

locaux commerciaux

RÉPUBLIQUE
Plein centre Paris
Artère principale
2, boulevard de Magenta
Vends murs, 930 m² sur 2 nivx + cave, avec 80 m. façade sur 2 rues.
Visite tous les jours, de 8 h 30 à 17 heures, ou téléphoner au 200-22-23.

Société vend NOISY-LE-SEC en Z.I. sur terrain 1.200 m² — USINE de 600 m², chambre froide, conviendrait à profession alimentaire + 2 appts de 150 m² chacun, état neuf, accès camion, larges possibilités de développement, financement possible à taux très avantageux. Tél. pour rendez-vous 302-69-99.

PARIS-12e porte Dorée
cède droit au bail
Exceptionnel
Façade 60m./200 m² sur 2 niveaux. Quai couvert pour roulant. Monte-charge 1,5 tonne, chauffage par *air comprimé*, force. Bureaux 300 m. Standard téléphonique 4 lignes, 15 postes. Aménagement décoration 3 ans. Logement gardien 3 pièces. Ecr. s/n° T025707M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SUR LE QUAI VALMY
Locaux 1.700 m², libres fin 1981, aménageables bureaux, ateliers, dépôts à la demande. Contacter : C. FLEURMONT 23, rue Louis-Braille, 75012 Paris - Tél. 344-23-25.

boutiques

CHARENTON
pour investisseur, immeuble en rénovation, murs de boutique. Px 185.000 F. 298-54-70.

maisons individuelles

A VENDRE
Maison rurale de centre ville, sit. CARRIÈRES-S/SEINE (78420), compr. 3 P., cuis., s. bns, cour. POUR TOUS RENSEIGN., TÉL. : 913-03-23.

pavillons

Pavillon, 6 pces, 4 ch., ss/sol, gar. 2 voitures, terrain 321 m². 780.000 F. Tél. : 660-79-37.

villas

CHATOU dans hameau calme, charmante VILLA « ILE DE FRANCE » toit, ardoises, récept. sur jardin., 3 chambres, bains, douche, lingerie, confort, garage, jardin. Prix intéressant 690.000 F AGENCE DE LA TERRASSE. LE VESINET. 976-05-90.

BOURG-LA-REINE
résidentiel magnifique villa, réception 50 m², 4 chambres, parc 1.100 m², 2.300.000 F. 683-08-96.

maisons de campagne

Alpes-Haute-Provence
25 km nord MANOSQUE
Oraison, dans joli village perché, belle maison de 3 p., salle d'eau, w.c., garage, entièrement restaurée. Jolie cour arborée. Terrain attenant 122 m², possible agrandir construction, ensoleillée, jolie vue. Prix except. : 220.000 F.

Hautes-Alpes, à 15 km station de ski Lus-la-Croix-Haute et à 40 km ouest de Gap, dans hameau typique, jolie fermette de caractère en pierre, 5 p. avec hangar, grange et splendide bergerie voûtée de 100 m². Petit terrain attenant et jardin potager. A saisir : 280.000 F.

A 20 km nord de Sisteron, direct. Gap, dans site exceptionnel, sur terrain de 4.000 m², jolie fermette typique en pierre, aménagement intérieur à terminer, cheminée, four à pain, belle bergerie voûtée. Prix : 350.000 F. CATRY - Tél. : (91) 54-92-93.

propriétés

LE PERREUX
Particulier vend propriété 350 m² habit. sur 1.000 m² de jardin paysagé, piscine chauffée, pavillon de gardien, garage 2 voitures, excellent état. 1.650.000 F. Tél. h. de bur. : 371-76-19 ; le soir, samedi et dimanche : 324-33-22.

12 km TOURS pptaire vend maison bourgeoise 12 gdes p., 2 s. de bns, w.-c. à l'étage, chauff. air chaud, parc 1.500 m², cave, grenier, remise. Prix : 650.000 F. Tél. : 16 (47) 43-42-33.

L'EURE, 50' Paris, élégante propriété ancienne restaurée, living, 6 chambres, grand confort, beau jdin de 1.200 m², clos murs, vue, dépendances. Prix : 750.000 F. Téléphone : (1) 555-67-61.

RÉGION TOURISTIQUE
49 MONTIGNE-LES-RAIRIES
par autoroute A 11 Océane (autoroute du Mans)

dans un parc de 4 ha. jardin à la française.
MAGNIFIQUE PPTE ancienne.
CHATEAU
- entièrement restauré et équipé, 14 chbres et sanitaires + appt 3 pièces, dernier étage + 2 chambres service.
- dépendances, écuries, maison gardien.

Prix à débattre.
L. PETIT LAGRANGE
47, rue des Acacias,
75017 PARIS - Tél. 766-98-36.

LOIRET
135 km PARIS
Joli MANOIR 12 pièces, tout confort, dépendances sur 27 hect. dont étang 6 hect. Possibilité augmenter superficie. SBS VILLEMURLIN 45600 SULLY-SUR-LOIRE.

LOIRET
Très belle FERME aménagée sur 25 ha. Possibilité augmenter superficie jusqu'à 40 ha. Etang. Possibilité location chasse 180 ha attenant.

Ecr. Havas Montargis, 200.534.

domaines

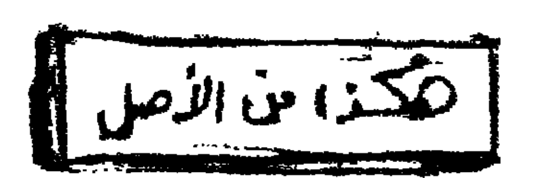
LOIRET
135 km Paris
Joli TERRITOIRE DE CHASSE de 148 hectares, bois et plaine dont étang. 5 hectares bâtiments, ferme à restaurer, possibilité réduire superficie à 51 hectares ou 97 hectares. SBS VILLEMURLIN 45600. SULLY-SUR-LOIRE.

Achète grand domaine à vocation forestière et chasse, préférence dépts 45-41-18-89-58. Ecrire s/n° P200454, Havas Paris, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

forêts

MORVAN - Région SAULIEU Bois de chênes 14 ha, 1.200 m³ + 300 m³ divers, bordure route. Société ERMENOU-MARCHAL, 16, r. Carnot, 89200 Avallon. Tél. (86) 34-03-71.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01



INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Printemps anglais

Marks & Spencer, firme britannique, est installée depuis six ans en France. Elle vient d'ouvrir un quatrième magasin à *Reims et en annonce un cinquième* à Strasbourg pour octobre. Sa politique reste la même en France qu'en Grande-Bretagne, où la société s'installe plutôt dans la « Grand Rue » des villes que dans les centres commerciaux. Ainsi, le magasin du boulevard Haussmann, à Paris, draine toute une clientèle de ce quartier de bureaux, qui y *fait son marché à l'heure du* déjeuner. Le rayon alimentation réalise 20 % du chiffre d'affaires du magasin et sert de banc d'essai, notamment pour les pro*duits frais français qui seront* ensuite exportés outre-Manche, alors que les Parisiens essaient les spécialités anglaises de thés, d'épicerie, de vins et de bières, de pains et *de biscuits, à des* prix très en dessous de ceux pratiqués dans les épiceries de luxe.

Côté habillement, la société fait réaliser ses collections par quatre-vingt-cinq modélistes au niveau de la conception. L'exécution est ensuite le fait de quelque deux cents fournisseurs qui travaillent sous la marque St Michael. Tous les textiles sont testés dans les moindres détails pour leur solidité, leur résistance à la transpiration, voire aux averses de la « machine à pleuvoir » pour les *imperméables.*

Les formes témoignent du souci de la firme de s'adresser à un vaste public. La gamme de tailles est très étendue, notamment pour les blouses et certaines vestes existant jusqu'au 50, plutôt dans les premiers prix. Ainsi les modèles en velours de coton se trouvent-ils en marine, noir, prune ou marron. On trouve *aussi* de *seyants blazers* de polyester (jusqu'au 46-48) en rouge drapeau, blanc ou marine, dont les prix varient, selon les matières employées, de 299 F en *polyester à 499 F en pure laine* Woolmark, à assortir aux kilts (249 F) et aux jupes plissées, en trois longueurs. Les chemisiers, toujours lavables et faciles d'en*tretien, aux cols brodés et tra*vaillés, sont à 175 F (jusqu'au 44) et les classiques sont réalisés en satin de polyester, en crêpes synthétiques et en jerseys *(à partir de 69 F). Parmi les* tricots, on note les tee-shirts de coton à motif brodé et encolure ronde (45 F), et toute une série de pulls à manches courtes en acrylique ajouré à vestes assorties (85 F et 99 F).

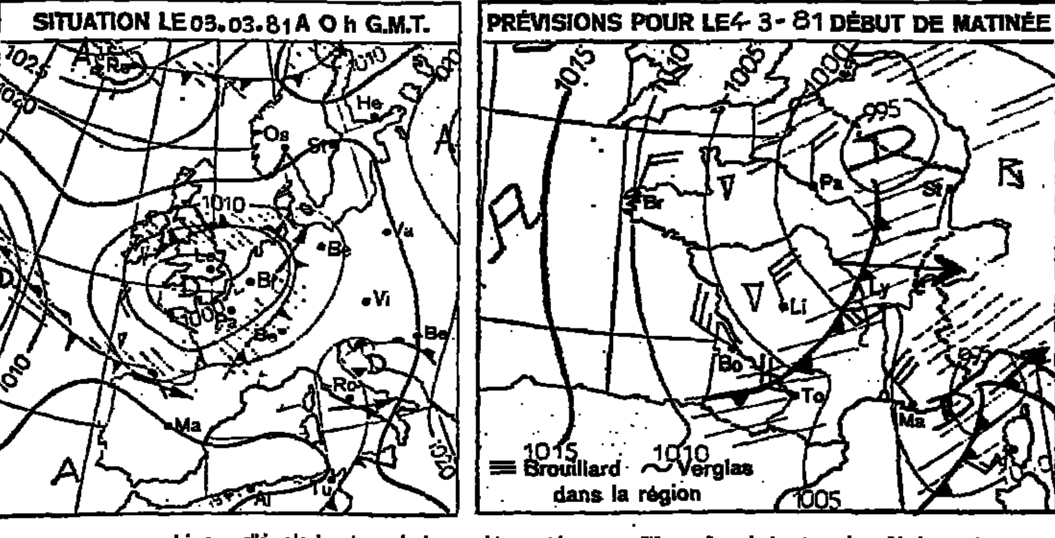
NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de Marcq.)

MARKS AND SPENCER : imperméable en polyester et viscose beige ou vert amande, à poches en diagonale, pied de col et boutonnage sur patte. *L'ampleur profilée est donnée par des fronces dans le dos* à partir de l'empiècement. Existe en deux longueurs, du 38 au 48. 349 francs. 35, boulevard Haussmann ; Rosny 2 ; Lyon, La Part-Dieu ; Reims, 55-63, rue de Vesle ; et Bruxelles, 17-21, rue Neuve.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

PRÉVISIONS POUR LE 4 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en *France entre le mardi 3 mars à* 0 heure et le mercredi 4 mars à 24 heures :

La dépression centrée sur la Manche se déplacera vers l'Allemagne et les perturbations qui la contournent par le sud se déplaceront vers le golfe de Gênes et les Alpes. L'air froid du nord des îles Britanniques *pénétrera sur la France à l'arrière* de la dépression et une amélioration débutera sur nos régions occidentales.

Mercredi, le temps en France sera assez médiocre et mis à part des éclaircies locales assez clairsemées les nuages seront abondants. On notera des pluies ou des averses, parfois orageuses. Les précipitations pourront être assez abondantes sur les massifs montagneux (neige vers 1 200, puis 800 à 1 000 mètres).

Dans la journée, des éclaircies un peu plus marquées se développeront de la Bretagne et de la Normandie au Bassin aquitain où les précipitations tendront à cesser, comme d'ailleurs sur le littoral du golfe du Lion.

Les vents tourneront progressivement au secteur nord, ils seront très irréguliers avec de fortes rafales. *Les températures seront en baisse* progressive par le nord-ouest.

Le mardi 3 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 000,1 millibars, soit 750,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journé du 2 mars ; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3) : Ajaccio, 13 et 9 degrés ; Biarritz, 16 et 9 ; Bordeaux, 13 et 7 ; Bourges, 12 et 4 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 10 et 6 ; Cherbourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 13 et 4 ; Dijon, 13 et 5 ; Grenoble, 11 et 4 ; Lille, 10 et 5 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 12 et 6 ; Nancy, 12 et 2 ; Nantes, 13 et 7 ; Nice, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, 10 et 6 ; Pau, 16 et 7 ; Perpignan, 12 et 6 ; Rennes, 11 et 6 ; Strasbourg, 12 et 2 ; Tours, 11 et 6 ; Toulouse, 15 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 10 degrés ; Amsterdam, 8 et 3 ; Athènes, 12 et 6 ; Berlin, 5 et 1 ; Bonn, 9 et 3 ; Bruxelles, 9 et 4 ; Le Caire, 17 et 7 ; îles Canaries, 19 et 14 ; Copenhague, 1 et −2 ; Genève, 10 et 4 ; Jérusalem, 7 et 5 ; Lisbonne, 15 et 6 ; Londres, 9 et 5 ; Madrid, 15 et 2 ; Moscou, −2 et −7 ; Nairobi, 29 et 12 ; New-York, 8 et 0 ; Palma-de-Majorque, 16 et 2 ; Rome, 13 et 12 ; Stockholm, 0 et −4.

TEMPS PROBABLE
DU JEUDI 5 AU DIMANCHE 8 MARS

Jeudi 5 mars. — Temps froid avec *quelques gelées matinales et brouil*lards givrants dans l'intérieur. Eclaircies dans la journée. Ciel se *couvrant sur l'Ouest avec des pluies* gagnant en soirée la Normandie, le Poitou et l'Aquitaine. Vents s'orientant au secteur sud. Températures s'élevant à 10 degrés dans l'Ouest, 6 à 8 ailleurs.

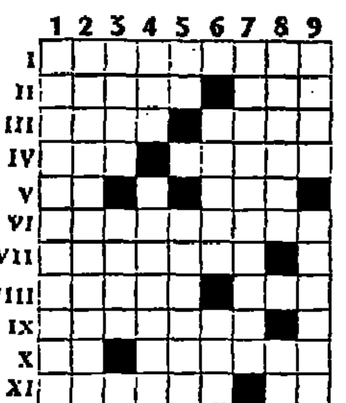
Vendredi 6 mars. — Les pluies s'étendent à l'ensemble de la France. Elles seront précédées de chutes de neige dans l'extrême Est jusqu'à *basse altitude et même en plaine.* Les vents seront de secteur sud-ouest et deviendront assez forts. Les températures s'élèveront à 12 ou 14 degrés dans l'Ouest, 8 degrés ailleurs.

Samedi 7 et dimanche 8 mars. — Persistance du temps doux et pluvieux en général. Eclaircies près de la Méditerranée. Vents de sud-ouest assez forts ou même forts près des côtes atlantiques et de la Manche. Températures atteignant 14 à 16 degrés dans le Midi, de 10 à 12 degrés sur la moitié nord du pays.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2878



HORIZONTALEMENT

I. Verbalise les conducteurs qui tiennent leur droite. — II. Se débarrasse du superflu ; Anglaise légère. — III. Indicatif d'un verbe irréfléchi ; Par quoi les amoureuses de bijoux se font pincer. — IV. Article ; Réputée quand elle est secrète. — V. « Impair » joué par un duc de Bourgogne ; Institution britannique des plus stables. — VI. Avec elle, on fait les frais de la conversation. — VII. N'ont pas leur pareil pour saisir la balle au bond. — VIII. Fait l'objet d'émissions clandestines ; Un illustre aveugle y aurait vu, si l'on peut dire, sa fin. — IX. Telle l'école où l'on mélange les genres. — X. Copulative ; Des chiffres et des lettres. — XI. Train d'atterrissage des unités de l'aire ; Situe une possession plus ou moins lointaine.

VERTICALEMENT

1. Anciens guerriers versés dans la réserve. — 2. Qualité pour le bûcheur, défaut pour l'âne. — 3. Pratique l'usure dès qu'on l'emprunte ; On parle souvent de ses chaussures alors qu'il passe sa vie en sabots. — 4. Belle, dans l'Atlantique ; Peut se dire du café du coin. — 5. Démonstratif ; Objet d'un toast populaire. — 6. La bonne vieille « Rosalie » ne l'est plus, mais la fringante « Mercedes » l'est toujours ; Points cardinaux. — 7. Adversaire du lapinisme. — 8. Mal en point ; Démonstratif. — 9. Ne trouve sa vie que dans les eaux mortes ; Arbre qui roule en travers de la route.

Solution du problème n° 2877

Horizontalement

I. Ignivomes. — II. Laiderons. — III. Liserons. — IV. O.N.U. ; Mg ; Is. — V. Gésier ; La. — VI. Stalag. — VII. Soûl ; Pige. — VIII. Séchées. — IX. Eut ; Air. — X. Beuverie. — XI. Ferre ; En.

Verticalement

1. Illogisme. — 2. Gaine. Ube. — 3. Nisus ; Uster. — 4. Ide ; Isle ; Ur. — 5. Vermet ; Cave. — 6. Orographie. — 7. Mon ; Lierre. — 8. Ensilage ; In. — 9. S.S. Sagesse

GUY BROUTY.

PRESSE

LE NUMÉRO « MÉMORIAL » DE « LIBÉRATION »

Le quotidien *Libération*, qui a décidé d'interrompre sa publication depuis le 21 février, met en vente (25 francs), à partir de ce mardi 3 mars, un numéro « mémorial » intitulé « *Les années Libé* ». On le trouvera mercredi en province.

Sur quatre-vingt-seize pages, on y retrouve quelques « une » fameuses du journal, avec les titres-chocs, dont ce quotidien avait le secret. On découvre également tous les noms des collaborateurs de *Libération*.

En dernière page, un seul titre : « *A suivre* », avec une courte explication qui, pour Serge July, directeur de la rédaction, signifie que : « Cette dernière page refermée, il doit être clair que tout commence » Aucune date n'est encore arrêtée pour la reparution du journal. Toutefois, *« on espère que c'est pour bientôt et on travaille dans ce sens »*, dit-on rue *de Lorraine.*

BREF

TRANSPORTS

GRÈVE DES RENSEIGNEMENTS *S.N.C.F.* — *A l'appel des syndicats* C.G.T., C.F.D.T. et F.O., la plus grande partie du personnel du centre de renseignements téléphoniques de la S.N.C.F. à Paris (261-50-50) observe, depuis ce lundi matin 2 mars, à 6 heures, jusqu'au 6 mars, à 24 heures, une grève qui a pour conséquence de perturber gravement l'activité du service. Ce conflit a pour origine le mécontentement qui règne au sein de la S.C.E.T.A. (*Société de* contrôle et d'exploitation des transports automobiles), filiale à 83,5 % de la S.N.C.F. qui gère le centre.

La direction de la S.N.C.F. conseille aux usagers de s'adresser directement aux services de renseignements des gares parisiennes pour toute information horaire ou tarifaire : Paris-Austerlitz : 584-16-16 ; Paris-Est : 208-49-90 ; Paris-Gare de Lyon : 345-92-22 ; Paris-Montparnasse : 538-52-29 ; Paris-Nord : 280-03-03 ; Paris-Saint-Lazare : 538-52-29.

TROISIÈME AGE

LOISIRS...

Retraite et temps libre sont souvent associés. Mais la cessation d'activité est-elle véritablement ressentie comme l'occasion de se livrer enfin à des loisirs ou bien s'agit-il d'occuper ce nouveau temps disponible qu'il faut aménager *de façon différente ?* « Loisirs et personnes âgées », tel est le thème du dernier numéro de la revue *Gérontologie et Société*, qui est consacré à l'examen de cet aspect de la vie des retraités.

★ « Loisirs et personnes âgées - Gérontologie et Société », N° 15, 1980, 190 pages, 50 francs. Edité par la Fondation nationale de gérontologie, 49, rue Mirabeau - 75016 Paris. Tél. 525-92-80.

... ET VACANCES

Partir en vacances, c'est bien, encore faut-il savoir les préparer ! C'est à ce défi que M. et A. Adam ont essayé de répondre dans leur ouvrage, *Réussir ses vacances*, réalisé avec la participation du secrétariat d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale, du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, du Comité français d'éducation pour la santé. En plus des conseils et des renseignements pratiques pour partir sans crainte, ce guide comporte des informations, répertoriées région par région, sur le climat, l'environnement, les hôtels ou les villages de vacances.

★ « Réussir ses vacances », par Martine et Antoine Adam. 207 pages, 39 francs. A commander à « Vivre sa retraite », boîte postale 73 - 92260 Fontenay-aux-Roses.

VIVRE A PARIS

FUNICULAIRE EN PANNE. — Le service du funiculaire de Montmartre est interrompu pour entretien depuis le lundi 2 mars et pendant une durée d'un mois environ. La R.A.T.P. précise qu'un service *de remplacement fonctionnera par* autobus à partir de la station inférieure, place Saint-Pierre, entre 6 h. 45 et 21 h. 10, et de la station supérieure, parvis du Sacré-*Cœur, entre 7 h. et 21 h. 25.*

CONTRE LES CHIENS POLLUEURS

Pour 74 %, les Parisiens sont favorables à une sanction par contravention pour les propriétaires de chiens qui ne respectent pas les règlements d'hygiène. La Ville de Paris a demandé à la Sofres un sondage sur ce thème, après la campagne lancée l'an dernier afin de sensibiliser la population à ce que l'on appelle les nuisances canines. On compte, le sait-on, à Paris, un chien pour trois habitants.

Les résultats de ce sondage sont publiés dans le mensuel Ville de Paris *du mois de mars.*

ASSURANCE-MALADIE ET PENSIONS. — Les pensions des personnes âgées ne sont pas concernées par la suppression de la cotisation supplémentaire de 1 point d'assurance-maladie prélevée depuis le 1er août 1979. Les seuls salariés verront le taux de leur cotisation diminuer au mois de février 1981, passant de 5,50 % à 4,50 %. La cotisation d'assurance-maladie de 1 % pour le régime général et de 2 % pour les régimes complémentaires prélevée sur les pensions depuis le 1er juillet 1980 est toujours en vigueur.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 MARS

« Hommage à Fouquet », 10 h. 30, pavillon de Flore au musée du Louvre, Mme Saint-Girons.

« Saint-Séverin et Saint-Etienne du Mont », 14 h. 30, entrée de Saint-Séverin, Mme Colin.

« Notre-Dame », 15 h., façade, Mme Bouquet des Chaux.

« Place des Vosges », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Legrégeois.

« Exposition Pissarro », 17 h. 15, Grand Palais, Mme Garnier-Ahlberg (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Gainsborough », 15 h., Grand Palais (Approche de l'art).

« Gainsborough », 16 h., Grand Palais (Mme Angot).

« L'opéra », 14 h. 30, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'île Saint-Louis », 15 h. 30, métro Pont-Marie (Mme Fleuriot).

« Le Marais », 15 h., métro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).

« Une tapisserie », 14 h. 30, 107, rue de Rivoli (Pour enfants).

« Saint-Germain des Prés », 14 h. 30, façade église (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les impressionnistes », 14 h. 45, musée du Jeu de Paume (Tourisme culturel).

« Les synagogues de la rue des Rosiers. Le couvent des Blancs-Manteaux », 14 h. 30, 3, rue Malher (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

MERCREDI 4 MARS

15 h. : salle du Musée des monuments français, Palais de Chaillot, Mme S. Egler : « L'expressionnisme allemand ».

15 h. et 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Autour d'un tableau : l'ex-voto des Philippe de Champagne ».

17 h., 3, rue Récamier, M. J. Vial : « Le français à l'école primaire » (Ligue française de l'enseignement).

17 h. 30 : 6, rue Ferrus, MM. J. Klein et J. Lacouture : « Impressions de Pologne » (IFRI).

18 h. : amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M. H. Pequignot : « Vieillir : un risque ? » (Mouvement universel de la responsabilité scientifique).

20 h. : 26, rue Bergère M. R. Malzac : « Le couple et l'astrologie » (l'Homme et la connaissance).

18 h. : salle Jean-Renoir, Centre Pompidou : « Art et tradition populaires au Brésil ».

19 h. : Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Haïm Vidal Sephiha « Trésor collectif judéo-espagnol ».

20 h. 30 : 18, rue de Varennes, docteur R. Gentis : « Leçons du corps » (Association française de psychologie humaniste).

20 h. 30 : 80, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Vos rêves et vous » (Psycho-Santé).

21 h. : 9 bis, avenue d'Iéna : « Inde, Népal et Ceylan » (Autour du Monde) (projections).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* daté 2-3 mars 1981 :

DES ARRETES

● Relatif aux contributions *financières de l'Etat accordées*, au titre de 1981, aux producteurs de films de court métrage ;

● Relatif aux prix de qualité accordés, au titre de 1981, par l'Etat aux producteurs de films de court métrage ;

● Relatif à l'homologation des dispositifs d'échappement adaptables aux véhicules réceptionnés au titre du code de la route ;

● *Portant relèvement du taux* des taxes parafiscales prévues au profit du comité national interprofessionnel de *l'horticulture ;*

● Fixant certaines mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose dans les espèces bovine, caprine et ovine et à la lutte contre la tuberculose dans l'espèce bovine ;

● Fixant l'assiette des cotisations sociales dues par certains éleveurs.

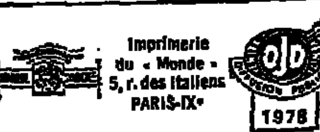
UNE LISTE

● Des candidats autorisés à participer au concours d'agrégation pour le recrutement de pro*fesseurs des universités dans* les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion.

UN DECRET

● *Modifiant* le décret du 17 octobre 1975 sur la limitation des niveaux sonores.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.



ENQUÊTE

Pauvres de toujours et pauvres d'aujourd'hui

II. — De la salle commune au blockhaus

par MICHEL CASTAING

Les jeunes majeurs, sans formation et sans emplois, n'intéressent personne. Rejetés dès l'école, les enfants du quart-monde n'ont pour seule « solution » que de créer de nouvelles familles de réprouvés. Le handicap des illettrés français est insurmontable. Depuis 1978, la montée des appels de vraie détresse due en partie à des ratés de l'administration, est dramatique (« le Monde » du 3 mars).

« Je n'attends que la mort », dit Marthe, quatre-vingt-huit ans. Un lit étroit, une méchante armoire, et, derrière le lit, une étagère où le regard s'embue à contempler le patrimoine de toute une vie : quelques bibelots qui n'ont que la valeur du souvenir, une petite poupée, une photo dans un cadre. Le regard balaie cette salle commune de l'hospice général de Lille, qui — en voie de complète rénovation — comporte encore des ailes de bâtiment datant de Louis XIV, avec de longs et sinistres corridors, suintant de crasse et d'humidité, où trottinent des pensionnaires en robe de chambre, un seau de toilette à la main. Des couloirs de la mort.

Elle avait soixante-treize ans, Marthe, lorsque, à la disparition de son mari, ancien employé de commerce, son fils unique, qui avait à l'époque quarante-cinq ans, l'a placée là. « *Tu seras mieux ici, maman, maintenant que tu es toute seule. On s'occupera de toi. Tu sais bien que nous, à Paris, ce n'est pas possible.* » Voilà quinze ans qu'elle n'a plus revu son fils. « *Je ne lui écris pas, dit-elle, ça me ferait trop de peine de ne pas recevoir de réponse.* » Voilà quinze ans qu'elle vit dans la promiscuité de cette salle commune de quarante lits, au milieu de femmes qui ne sont pas toutes âgées, qui n'ont pas toutes leur tête ou leurs jambes.

Marthe est valide et lucide. Quand elle parle de sa jeunesse, elle dit avec un sourire malicieux : « *Je travaillais pour les hommes. Je faisais des faux-cols.* » Quand elle parle de sa vie à l'hospice, elle dit : « *Je lis un peu, je regarde un peu la télévision* », elle répète surtout : « *J'attends la mort.* » La vieille dame aurait dû pouvoir finir ses jours chez elle, dans son décor familier. Pas dans un univers à la Kafka, réveillée au milieu de la nuit par les hurlements d'une voisine de lit ; pas à demi prostrée dans un fauteuil par quinze ans de semi-réclusion.

L'hospitalisation, le placement dans un établissement quelconque, quand on est vieux, sans ressources et sans défense, « *c'est la solution de facilité pour la famille, le médecin, les services sociaux*, dit ce responsable parisien de l'aide ménagère. *Très peu de gens sont invalides, au point de ne pouvoir rester chez eux, et, pour les grands grabataires, il faut créer des petites unités de dix à quinze lits, comme cela se fait, par exemple, à Grenoble. On met la charrue avant les bœufs, en développant l'hébergement collectif avant le maintien à domicile. Humainement, c'est navrant ; financièrement c'est aberrant. Mais il est vrai qu'une maison de retraite ça s'inaugure...* »

Solitude collective

C'est pour la vie à domicile des personnes âgées que militent, notamment, les petits frères des pauvres, convaincus par expérience que la plupart d'entre elles surmontent, avec de l'aide, leurs handicaps. Dans le quartier du Vieux-Lille, où n'exerce qu'une assistante sociale « et demie » pour neuf cent cinquante habitants âgés de plus de soixante-quinze ans, leur action est particulièrement précieuse : non seulement ils rendent de multiples services domestiques, en portant des repas, en bricolant dans la maison, mais encore ils s'efforcent de développer le service de soins à domicile — leur gros souci — et de maintenir leurs « protégés » en contact avec la vie sociale du quartier.

Surtout, ils arrachent à la solitude collective de l'hospice des pensionnaires, âgés ou non, que les services sociaux ont mis là comme au rebut, il y a quinze ou vingt ans, au sortir de l'Assistance publique ou d'un hôpital psychiatrique. Soixante-quinze personnes, âgées de moins de soixante ans, vont être obligées, elles, de quitter l'établissement lillois, transformé en maison de cure médicale. Pour aller où ? Rien n'est prévu pour elles. Leur handicap (débilité légère, absence de liens extérieurs, difficulté à se situer) n'est pas assez fort pour répondre à une norme officielle. Qu'elles aillent grossir les rangs des clochards...

Alors, les petits frères ont créé une structure d'accueil, en voie de réalisation : un foyer d'hébergement de vingt-trois places où, peu à peu, les locataires devraient retrouver une personnalité et une autonomie suffisantes pour voleter de leurs propres ailes — après vingt ans de cage — et laisser la place à d'autres en s'insérant à leur tour dans ce quartier du Vieux-Lille.

A Paris, Bersabée, fondation des petits frères des pauvres a acquis en deux ans et demi, grâce à diverses sources de financement, dont des donations, une centaine de studios et de deux-pièces pour reloger des personnes âgées dans leur environnement d'antan ou dans des logements « regroupés » : ainsi, dans le onzième arrondissement, neuf studios leur sont réservés dans un immeuble neuf.

Le logement, bien sûr, casse-tête perpétuel quand on veut éviter le mouroir à quelqu'un qui ne peut plus, à quatre-vingts ans, monter et descendre les étages, mais aussi l'aide ménagère et les soins à domicile, services insuffisamment assurés. Les pauvres, ici, ce sont les aides ménagères elles-mêmes. Dans le dix-septième arrondissement de Paris, par exemple, elles sont cent trente à s'occuper de quatre cents personnes âgées. Recrutées par le biais de l'Agence nationale pour l'emploi, elles gagnaient, début 1981, 15,50 F nets de l'heure, soit nettement moins qu'une femme de ménage, alors qu'elles font aussi les courses et les repas et qu'elles apportent une autre présence. Beaucoup d'Antillaises parmi elles, trop contentes de travailler pour récriminer : pourquoi leur accorder alors une convention collective ?

« Comme un poisson mort »

Il faut patauger dans la boue, pour accéder, sur les hauteurs de Saint-Leu-d'Esserent (Oise), aux habitations d'une cinquantaine d'ouvriers algériens, dont certains vivent, survivent ici depuis plus *de trente ans. Habitations !* Des blockhaus de la dernière guerre, un camion tout bosselé, une vieille caravane rafistolée, des baraques en planches ou en mauvais béton. L'eau, il faut aller la chercher au bas de la colline; l'électricité, c'est la lampe à pétrole ; le chauffage, c'est un antique poêle à charbon; les w.-c., des trous creusés dans la nature. Dans cet igloo de pierre, où s'alignent cinq lits, le sol est balayé, tout est rangé. Il y gèle. En contrebas, s'étend une immense centrale électrique.

Cet après-midi-là, les hommes sont au travail, dans les entreprises métallurgiques des environs, sauf quelques malades ou invalides, comme ce vieux travailleur qui raconte, en pointant le doigt : « *J'ai participé, à partir de 1948, à la construction de la centrale électrique que vous voyez là. Et puis, l'année dernière, le médecin m'a dit que je n'avais plus le droit de travailler. Je touche maintenant dans les 500 francs par mois. On m'a rejeté comme un poisson mort.* » Ali vit de la solidarité de ses compatriotes : « *Oui, j'ai à manger, mais pourquoi on m'empêche de travailler ? Et qu'est-ce que tu veux que je retourne faire en Algérie ? Ça fait trente-deux ans que je suis ici. Je ne connais plus personne là-bas.* »

Ils ne refusent pas de payer un loyer, ces ouvriers algériens en transhumance depuis des lustres, mais à condition qu'il ne gruge pas un salaire de 3 000 francs par mois qu'ils envoient pour partie à leurs familles restées au pays. Mais ils ne veulent pas être logés à Creil, jugé trop éloigné de leurs lieux de travail (seuls quelques-uns possèdent une vieille voiture) et les foyers proches sont saturés. Créer un nouveau centre d'hébergement ? Voilà des années que la municipalité communiste de Saint-Leu-d'Esserent étudie, avec des communes avoisinantes, un projet qui n'aboutit pas. Et, au vu de la nouvelle politique d'immigration du P.C.F., ce n'est pas de sitôt qu'Ali et les autres quitteront leurs casemates. « *Il y a pourtant des logements vides à Saint-Leu-d'Esserent* », dit M. Ahmed Zaïdi, responsable départemental de l'amicale des Algériens en Europe.

Blockhaus ici ; cubes de béton posés au ras du sol à Gouvieux, toujours dans l'Oise, où cet habitat des ouvriers champignonnistes portugais jouxte à longueur d'année des monticules de fumier; courées de Roubaix-Tourcoing, ces sordides impasses où s'entassent, dans la pire des promiscuités, des familles du sous-prolétariat français ; îlot insalubre de la rue Saint-Michel, à Epinal, que le moindre mégot mal éteint rayerait du cadastre en quelques minutes : chacun connaît, dans sa ville, dans sa région, d'innommables taudis, devant lesquels on passe en se bouchant le nez et en fermant les yeux.

La mesure, la « cage à lapin », bref le logement, c'est le premier signe extérieur de la pauvreté, le baromètre de la paupérisation. Les bidonvilles ont, paraît-il, disparu du territoire. S'il est vrai qu'on a beaucoup œuvré, surtout dans les années 1970-1975, pour « *la résorption de l'habitat insalubre* », on a, dans le même temps, fait pousser quantité de « *plantes folles* », comme ces tours uniquement composées de F 5, où ne pouvaient s'agglutiner que des familles nombreuses et modestes. « *Aucun raisonnement social sur l'équilibre des groupes n'a présidé aux réformes du logement, d'où des phénomènes de ségrégation qu'on découvre aujourd'hui* », dit-on, par exemple, à l'Office public H.L.M. de Roubaix. Comme l'assurait élégamment M. Marcel Cavaillé, lorsqu'il était secrétaire d'Etat au logement : « *Les H.L.M., c'est fait pour loger les bas-de-gamme* ».

Cités d'urgence et de transit, ZUP et grands ensembles édifiés, *à la chaîne* et *à la diable*, à la périphérie des villes : les ghettos ont remplacé les bidonvilles. Là, « *une large fraction des populations les plus pauvres*, souligne M. Robert Lion, délégué général de l'Union des H.L.M., *a pris la place de gens moins pauvres* », ouvriers qualifiés et petits cadres, attirés par l'accession à la propriété et l'habitat individuel. Ainsi, c'est la fuite en avant qui est pratiquée par exemple dans la cité des Minguettes, à Vénissieux (Rhône).

Trente-cinq mille habitants, trente-huit ethnies, avec une forte proportion de travailleurs maghrébins et antillais et de réfugiés du Sud-Est asiatique. Une zone hérissée d'immeubles copies conformes, trois bistrots pour seuls centres d'accueil, neuf mille logements, dont mille cinq cents sont actuellement vides : le chômage, la cherté des loyers. « *La situation s'est incontestablement dégradée*, observe un éducateur spécialisé. *En novembre dernier, il y avait à Vénissieux 3 320 demandeurs d'emploi pour 214 offres recensés à l'A.N.P.E. locale.* »

« Les éléments d'un cocktail détonant »

Les Minguettes : une réputation très exagérée de Chicago à la lyonnaise. Mais ici, où mille cinq cents enfants et adolescents ressortissent au domaine de la prévention avec des retards scolaires d'un à trois ans, comme dans d'autres grands ensembles dépourvus d'une animation suffisante, existent les germes de la violence et de la délinquance. Comment en serait-il autrement, quand sont réunis, selon l'expression de M. Lion, « *les éléments d'un cocktail détonant* » ?

Pour le délégué général de l'Union des H.L.M., il faut désormais faire prévaloir « *des solutions locales bien mûries trouvées en coresponsabilité avec toutes les autorités sur place* ». Ainsi dans le Calvados, où l'office départemental des H.L.M., en relation avec le conseil général, a construit plus de deux cents pavillons locatifs pour les familles du quart-monde. Ainsi à Roubaix, où l'expérience de l'Almagare, en cours de réalisation, paraît passionnante : le schéma d'aménagement du quartier à l'architecture très originale a été élaboré en étroite collaboration avec les futurs habitants, des familles défavorisées (bénéficiant de l'aide personnalisée au logement). La cooptation s'est *faite jusqu'au niveau du voisinage* et tout un système d'animation est prévu. Même le « syndrome du concierge » a été supprimé, remplacé par un « collectif ».

Prochain article :

LES DEUX MAMELLES SÈCHES

HABITATS INSALUBRES ET QUART-MONDE A MARSEILLE

Français et immigrés sont logés à la même enseigne

De notre correspondant

Marseille. — « *En comparaison avec d'autres villes d'égale importance que je connais, comme Bruxelles ou Lyon, Marseille m'apparaît comme une ville où la misère est plus importante qu'ailleurs.* » C'est M. Jean Tonglet qui parle. Ce jeune homme de vingt-cinq ans vient d'être nommé responsable régional du mouvement Aide à toute détresse (A.T.D.)-quart-monde. Implanté depuis 1972 et qui possède depuis décembre 1980 une Maison du quart-monde, où les pauvres, les exclus peuvent se retrouver et débattre de leurs problèmes avec une équipe de permanents, qui ont choisi de consacrer leur vie à soulager et à combattre leur misère en *la partageant sur le terrain.*

Il semble en effet que, avec Marseille, il faille toujours compter avec un « plus » : davantage de chômage qu'ailleurs, davantage d'immigrés, davantage de misère... La pauvreté liée à l'immigration occulte trop souvent celle qui frappe les Européens, lesquels représentent 30 % à 50 % des familles dans certaines cités d'urgence de la ville. Si la misère immigrée est en général plus voyante, le sous-prolétariat français tient une place importante. A titre d'exemple : le bureau d'aide sociale de Marseille a distribué l'an dernier cent vingt-cinq mille colis, soixante-trois mille bons de repas et vingt mille secours en espèces.

En l'absence de toute statistique, M. Jean Tonglet estime que dix à quinze mille personnes ont franchi à Marseille ce « seuil de pauvreté », qui implique indigence matérielle et exclusion sociale et qui caractérise les gens du quart-monde.

Marseille compte encore six bidonvilles, en dépit d'un effort considérable de résorption. Il y en avait trente voilà seulement vingt ans. Cinq se situent dans les quartiers nord, le cinquième, celui de l'Arenas, en voie de disparition, a été longtemps le plus important de Marseille, où s'entassaient des populations mêlées, Maghrébins, gitans et Européens.

Sur la « carte de la pauvreté » dressée par les militants d'A.T.D., apparaît nettement le clivage quartiers nord - quartiers sud, quartiers pauvres - quartiers riches. Si la plupart des bidonvilles se regroupent au nord de la ville, on y trouve aussi la quasi-totalité des cités d'urgence ou de transit, construites le plus souvent à la suite des actions menées par le mouvement de l'abbé Pierre. Le patrimoine du seul office municipal d'H.L.M. recèle mille cinq cents logements de ce type. C'est aussi dans les quartiers nord que les H.L.M. anciennes se sont bidonvillisées, comme le Vieux-Moulin à Saint-Joseph, véritable cité d'exclus où vivent cent soixante familles.

Bidonvillisation verticale

« *Par suite de la perte d'emploi du père, certaines familles franchissent un nouveau seuil de pauvreté,* dit M. Jean Tonglet. *Naguère, les plus pauvres se trouvaient dans les bidonvilles. Aujourd'hui, on les retrouve dans les H.L.M., où ils subissent peut-être un isolement encore plus grand.* »

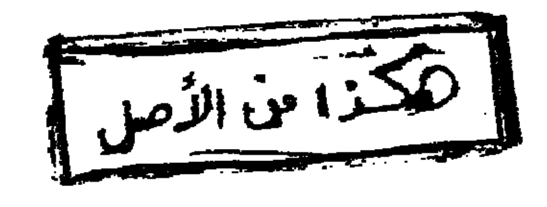
Impression confirmée par la lutte d'envergure entreprise au niveau municipal. D'ici cinq ans, les mille familles vivant en bidonville devraient être relogées. La participation de la ville *au financement des opérations* de résorption d'habitats insalubres devrait atteindre, en 1981, 16 millions de francs et porter sur plus de deux mille logements. A cet égard, la réhabilitation de la cité-dépotoir de Bassens, démolie et reconstruite sur place, est exemplaire. Deux opérations nouvelles concernant les cités la Paternelle et le ruisseau Mirabeau devraient la compléter. La première opération du ruisseau Mirabeau, grâce à laquelle soixante-dix familles tziganes ont pu quitter leur cloaque pour habiter une cité spécifiquement conçue pour leur mode de vie, est du reste remarquable. Ici, habitat en « dur » et caravanes vivent en osmose.

Reste le parc de logements construits dans les années 1950-60. Ce sont souvent de grands ensembles de plus de cinq cents logements, édifiés, avec l'aide de l'Etat, à l'arrivée des rapatriés. La population d'origine les a quittés, les groupes se sont paupérisés, accueillant une grande proportion d'immigrés. Il existe déjà plusieurs groupes de ce type (Kallisté, Corot), représentant deux mille cinq cents logements, pour lesquels le processus de bidonvillisation verticale est déjà plus qu'avancé. En trois ans, l'aide de la ville pour la réhabilitation des groupes d'H.L.M. anciennes s'est montée à plus de 30 millions de francs, et le programme des trois années à venir, intéressant sept mille logements, demandera un effort financier de 5 millions de francs à la ville, sur un montant de 100 millions de francs de travaux.

« *La réhabilitation avance*, reconnaît M. Jean Tonglet, *mais la volonté des élus n'est pas toujours comprise par l'opinion, et les projets de construction de logements sociaux se heurtent aux réactions des habitants des quartiers où l'on désire les implanter. Ces derniers ne sont pas prêts à envisager une cohabitation avec la misère.* » Une famille de l'Estaque, qui vit encore dans une grotte, dit : « *A manger, on en a. Ce qu'on veut, c'est être compris. Il y a trop d'indifférence...* »

JEAN CONTRUCCI.





MIDI-PYRÉNÉES

Les maladies de la croissance

MAITRISER LA CIRCULATION, CONTROLER LA POLLUTION

Toulouse, avec les rêves et les cauchemars d'une capitale

(De notre envoyé spécial.)

Toulouse. — Toulouse bétonne, s'enfle et bourdonne, mais Toulouse se congestionne et *suffoque*. *Toulouse, qui a eu* l'un des taux de croissance les plus élevés de France, affiche aujourd'hui 400 000 âmes dans ses murs et 560 000 avec les communes *pavillonnaires* d'alentour. L'agglomération, plus que demi-millionnaire, a doublé en trois décennies ! Mais Toulouse est comme un obèse qui rêverait encore de mangeailles. Ses responsables se voient fort *bien régner sur 750 000 habitants* et *s'ils* ont abandonné l'idée d'atteindre le million, ce n'est pas sans une pointe de regret.

A l'aimable apathie des années 50 a succédé *la frénésie, voire même une certaine mégalomanie*. Autrefois, on s'occupait de bien vivre, c'est-à-dire d'en faire le moins possible et de cultiver ses amis. Aujourd'hui, on ne parle que de *gagner tous les paris, même quand* ils sont stupides : celui de garder le quatrième rang des mégapoles de France (que l'on dispute à Bordeaux, rivale de toujours), celui de *rester la capitale de l'aéronautique*, celui de devenir la ville des *industries de l'an 2000*. Toulouse s'était jadis enivrée de Concorde ; elle n'arrive pas à se déprendre de ses rêves.

Comme les cités trop vite grandies, *la ville souffre pourtant de toutes les* maladies de pléthore. Thrombose circulatoire d'abord. Les Toulousains détiennent trois records : ils ont le *taux de motorisation le plus élevé* de l'Hexagone (une voiture par ménage), ils marchent moins que personne *et, encombrements obligent*, ils consacrent cinquante minutes par jour à leurs déplacements. Est-ce par goût immodéré du volant ou par insuffisance des transports en *commun ?*

Les ingénieurs-guérisseurs ont tout *imaginé pour traiter le mal :* quartier piéton et plan de circulation, bien sûr, mais aussi couverture sur toute sa longueur du fameux canal du Midi, la plus belle coulée verte de *la Ville rose*. C'était tout de même un peu gros. On a alors songé à *dérouler* sur un kilomètre et demi le long des admirables quais de la Garonne (site inscrit) le vilain tapis de béton d'une voie sur berge. Voilà six ans *que* les associations (1) luttent *par tous les moyens* (pétition réunissant huit mille signatures, fête annuelle, pose de bancs achetés par *souscription*) contre ce projet que la municipalité n'a toujours pas abandonné. *Car elle propose « un aménagement paysager pouvant comporter une voie routière ».*

On ouvre aussi à coups de bulldozers des rocades (évidemment contestées lorsqu'elles tranchent dans le vif d'un quartier) des radiales et des pénétrantes (qui le seront demain). Et puis on réveille les souvenirs. Notamment ceux des tramways qui, jadis, sillonnaient la ville. Mais il faudrait aujourd'hui écorner des pâtés de maison pour leur permettre de tourner. Adapter la ville *au rail. Impensable, a répondu le* maire, M. Pierre Baudis (app. U.D.F.). Dans le centre, *passer en souterrain :* c'est donc le métro, dont l'immense et coûteux chantier fait frémir.

Conséquence de la thrombose circulatoire : les Toulousains vivent dans le vacarme et les gaz d'échappement. Pour le bruit, la ville a signé *un protocole avec le ministère de* l'environnement. Avec 5 millions, on va insonoriser en deux ans quelques écoles et trois immeubles H.L.M. situés en bordure d'une rocade. Pour les gaz, on les surveille. Depuis trois ans la municipalité a fait planter *en six points noirs des appareils* d'enregistrement. En cas d'élévation brusque des teneurs en oxyde de carbone, dit-on, on détournerait la circulation.

Cocktail au Mirail

En matière de pureté de l'air, les édiles ont présentement d'autres chats à fouetter. Il y a belle lurette *que certains quartiers périphériques ne sentent plus la violette. La ville* s'enorgueillit de la fameuse cité satellite du Mirail et du complexe chimique situé dans la partie sud de la commune. Ces entreprises ne manquent pas de renom. La Société nationale des poudres et explosifs (S.N.P.E.) *emploie trois cent cinquante* personnes. Sa capacité annuelle de production est de 28 000 tonnes de phosgène (gaz toxique utilisé en chimie comme produit de base) et 12 000 tonnes de formol. Elle fait partie d'un *groupe d'Etat* totalisant sept usines et un important centre de recherche.

La société Azote et produits chimiques (A.P.C.) occupe 1 250 personnes et fabrique bon an mal an plus de *400 000 tonnes d'ammoniac dont elle* tire des engrais azotés. A.P.C. appartient à un consortium possédant une dizaine d'usines à travers la France et dépendant du groupe Charbonnage de France-chimie. Enfin Tolochimie — 70 ouvriers, 8 000 tonnes par an *de produits* divers — est une filiale du géant Rhône-Poulenc. Non loin de ces trois « grosses boîtes » (dont deux appartiennent à l'Etat) se dresse l'usine d'incinération des ordures *ménagères de Toulouse, qui fournit* également son eau chaude à la cité du Mirail. On y brûle annuellement 120 000 tonnes de déchets et 9 000 tonnes de fuel.

Ce bel ensemble lâche nuit et jour un cocktail de fumées et de *gaz puants* où se mêlent le chlore, l'oxyde d'azote, l'ammoniac et l'anhydride sulfureux. On voit les feuilles des arbres roussir et tomber en plein été. Les vitres se couvrent de dépôts *gras. Les riverains les plus proches* toussent et pleurnichent. Les infirmières d'un hôpital malencontreusement situé sous le vent ferment hermétiquement les fenêtres pour protéger les asthmatiques.

Comment se répartissent les res*ponsabilités ? Les tribunaux devant* lesquels plusieurs procès sont en cours en jugeront. Disons qu'elles sont largement partagées. L'insouciance des industriels comme des *ingénieurs de la ville, le laxisme* des administrations qui n'ont pu faire appliquer leurs propres prescriptions, *l'imprévoyance des urbanistes qui ont* laissé bâtir à proximité des usines sont en cause.

Un détail en dit long : vingt inspecteurs seulement consacrent le tiers de leur temps à surveiller les milliers d'entreprises disséminées sur *les huit départements de la région*. Mais aussi la pagaille, le gaspillage et l'inefficacité semblent régner. L'agglomération est dotée d'un formidable réseau d'appareils mesurant *les polluants atmosphériques : pas* moins d'une trentaine dont l'un est *capable* de fournir automatiquement, toutes les heures, l'analyse précise et simultanée de sept polluants. Cette machine, unique en France, a coûté 600 000 francs. Encore en *cours de réglage, elle est installée* en banlieue, à 10 kilomètres du Capitole, dans une zone... exempte de pollution. Quant aux autres, ils appartiennent à six organismes publics et privés *différents* mais *non coordonnées*. En outre, ils fournissent — quand ils marchent — des résultats qui ne sont pas comparables.

Aussi, une fois de plus, a-t-il fallu que les pollués se rebiffent pour *secouer tout cela. Constats d'huissier*, analyses péremptoires, plaintes, conférences de presse largement répercutées, création d'association (2), intervention des syndicalistes. En janvier 1980, la préfecture a enfin convoqué autour d'un tapis vert tous *les protagonistes (voir le Monde du* 9 avril 1980). Un an plus tard, le bilan est encore modeste. En construisant une nouvelle cheminée et en lavant ses gaz, la S.N.P.E. semble avoir fait *son devoir. L'A.P.C. promet* d'améliorer l'un de ses quatre ateliers polluants au prix de 5 millions de francs. Quant à la ville elle n'a toujours pris aucune décision. A *quand la prochaine flambée de* mécontentement ?

La municipalité paraît en tout cas plus pressée de lancer ou de mener à bien de grands projets que de réparer *les bavures du passé. Ainsi, sur* les 17 hectares de terrain rachetés aux *militaires*, à proximité du centre, 10 hectares vont être opportunément convertis en espace vert, après démolition des casernes. Pour les 7 autres hectares, un concours d'architecture *a été lancé. Le parti adopté par* M. Pierre Baudis ne manque pas de surprendre les urbanistes et l'Union des associations de quartiers (3). Il s'agit de construire une *nouvelle cité administrative* (45 000 mètres carrés de bureaux), un *complexe* culturel (salle des congrès, opéra, conservatoire de musique, musée des arts et traditions populaires) et un palais des sports. Ce nouveau cœur de ville *battra sur un parking géant de 2 500* places et, peut-être, sur un croisement de lignes de métro. Voilà donc un ensemble qui va accentuer encore les migrations alternantes entre le centre et la périphérie. C'est le prix qu'ils devront payer pour que, grâce *à cette « city »*, Toulouse puisse, paraît-il, tenir son rang de capitale régionale.

Un barrage sur la Garonne

On ne peut certes reprocher aux élus de la Ville rose de manquer d'ambitions à long terme. En aval de Toulouse, sur la rive droite de la Garonne, 600 hectares de terrains sont réservés pour une urbanisation *future. Mais pour les rendre* effectivement constructibles, il faudrait les abriter des inondations derrière 7 kilomètres de hautes digues. Qui paiera ses ouvrages ? On a alors ressorti des cartons un projet de barrage électrique en aval de la *ville. L'E.D.F. ne s'y intéresse plus du* tout, mais, si on parvenait à le construire quand même, le niveau de la Garonne monterait. Il faudrait alors, et impérativement, défendre les rives *encore à découvert. Le tout est présenté* comme une opération de *défense contre les crues et, surtout*, comme une reconquête de la Garonne avec un nouveau plan d'eau, des baignades, des pédalos et même des services de bateaux-mouches.

La volonté de continuer à urbaniser « à tout va » se lit sur le plan d'occupation des sols. Celui-ci, à peine publié, est déjà en révision. Il s'agit de réduire le kilométrage des pistes cyclables, d'ouvrir de nouvelles pénétrantes et d'augmenter la hauteur des *immeubles. Tout ce que l'on évite de* faire partout ailleurs. Mais les édiles ont, de leur ville, une vision grandiose. Trois chiffres en témoignent. La commune de Toulouse s'étend sur 12 000 hectares, la surface de Paris, dit-on avec fierté : 4 500 hectares sont déjà urbanisés et 3 600 autres, considérés comme « mités », le seront demain. Va-t-on s'arrêter là ? Pas du *tout. Le POS prévoit que les 30 %* du territoire restant seront soit réservés à des zones industrielles (600 hectares), soit urbanisables. Toulouse ambitionne-t-elle de rivaliser avec *la capitale pour la surface* bétonnée ?

En tout cas, la ville concentre déjà le quart de la population des huit départements de la région Midi-Pyrénées. Tarbes, la seule ville moyenne de quelque importance, a *dix fois moins d'habitants. La Ville* rose, qui devait être une « métropole d'équilibre », est en train de devenir, à l'échelle du Sud-Ouest, une tête hypertrophiée sur un corps de plus en *plus débile*.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Comité de défense des berges de la Garonne et du centre de Toulouse, 7, descente de la Halle aux Poissons, 31000 Toulouse.

(2) Association des riverains de Toulouse Sud et banlieue contre les nuisances et pollutions industrielles, 57, *chemin des Etroits, 31400 Toulouse.*

(3) Union des comités de quar*tier : 41, avenue de Fronton*, 31200 Toulouse.

Pas d'accord

L'E. et les micro-centrales

M. Pierre Cottrel, de Toulouse, secrétaire d'une société de pêche ariégeoise, nous écrit :

J'ai eu l'occasion d'entendre des *fonctionnaires* du ministère de l'agriculture protester de leur impuissance à interdire l'installation d'une micro-centrale. C'est un argument dilatoire, qui cache mal l'absence de volonté de l'administration. Cette attitude trouve une bonne illustration dans le projet du parc national de l'Ariège, qui ne prévoit, à l'endroit des micro-centrales, ni *contrainte particulière ni interdiction*, alors que la loi de 1960 créant les parcs nationaux pré*voit expressément la possibilité* de telles interdictions ou restrictions.

En second lieu, malgré la dérision que l'E.D.F. affecte à l'égard des micro-centrales, elle n'en achète pas moins le courant produit, sans même chercher à véri*fier les titres des exploitants*. Exemple : la micro-centrale de Conflens-de-Betmajou, sur la *commune de Seix (Ariège)*, a fourni pendant des mois de l'électricité à E.D.F., alors qu'elle fonctionnait sans aucune autorisation.

D'autre part, dans les Pyrénées et les Alpes du Sud, ce sont des sociétés spécialisées qui collectionnent barrages et conduites *forcées, en s'abritant juridiquement* derrière une multiplicité de raisons sociales destinées à cacher l'importance de la production électrique qu'elles contrôlent.

Comment peut se concilier le régime de nationalisation de l'électricité et l'émergence de ce nouveau capitalisme privé ? Selon la loi d'avril 1946, sont exclus de la nationalisation les aménagements de production dont la puissance installée n'excède pas 8 000 kVA. Or les sociétés spécialisées, en additionnant leurs barrages, tiennent beaucoup plus de 8 000 kVA. Il serait *tout* de même intéressant de connaître le point de vue de l'administration *sur* un point de droit aussi important.

Enfin, *pour les études d'impact*, les micro-centrales de moins de 500 kW s'en trouvent dispensées au bénéfice d'une simple notice indiquant les incidences éventuelles des travaux sur l'environnement. Ce décret d'octobre 1977 est trop peu normatif pour avoir des conséquences pratiques, et cela d'autant moins que la notice est laissée à la discrétion du demandeur.

Que reste-t-il de la Bigorre ?

Après notre article sur les projets d'aménagement et de mise en valeur de la Garonne (le Monde *du 12 février), nous avons reçu d'un de nos lecteurs originaires de la Bigorre, M. Christian d'Epenoux, journaliste à* l'Express, *la lettre suivante :*

« La Garonne m'est familière : j'ai passé mon enfance en Gironde. Nous passions nos vacances plus au sud, en Bigorre, où je suis né, dans la propriété de ma grand-mère maternelle. Il y a cinq ans, mû par la folie coûteuse de conserver quelques racines dans le terroir, j'ai racheté cette vieille et belle demeure.

» Ayant pu observer, j'ai pu comparer : au rythme où vont les *choses, il ne restera bientôt* plus rien des Hautes-Pyrénées que j'ai connues naguère. La plaine de Tarbes, *baignée par* l'Adour, jadis coupée de haies et de bosquets, est devenue sur plus de 15 kilomètres de profondeur une banlieue pavillonnaire. La polyculture de jadis est devenue monoculture : le maïs sur de grands espaces. On a tout coupé, tout ce *qui dépassait : il n'y a* plus, sur des kilomètres, le moindre arbrisseau. Pour gagner de la lumière, on coupe même, en bordure des champs, les vieux chênes et les noyers.

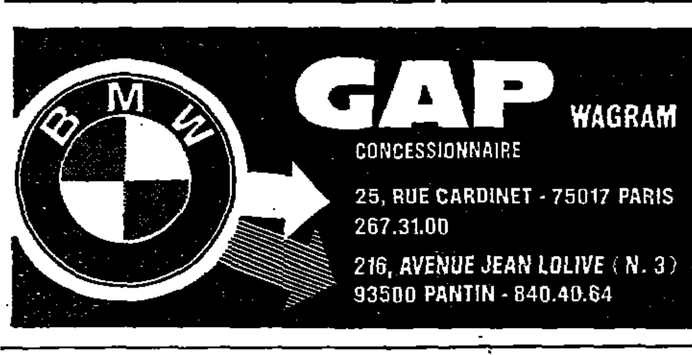
Le vent déboule à présent des coteaux avec une violence inconnue : rien ne l'arrête. En 1976, il est venu frapper le village à près de 200 km-h, arrachant tout sur son passage : les toits les plus *fragiles*, des centaines d'arbres. *Quatorze grands arbres dans* mon modeste parc de 1,5 hectare ! Les paysans s'étonnent : on n'avait jamais vu ça. Ils commencent à comprendre : si l'on n'y prend garde, m'ont-ils encore dit l'autre jour, ce pays est foutu.

L'abattage systématique est une chose, le massacre de l'Adour en est une autre. La rivière, pour éviter ses caprices, a été passée au bulldozer : elle mordait trop sur les champs en bordure. Elle *coule comme un canal rapide :* le niveau des nappes souterraines est profondément perturbé. Quand arrive l'été, le pompage intensif des nappes pour arroser le maïs fait le reste : les arbres tombent comme des quilles.

Le second grand fléau est le dragage de la rivière : les gravières se suivent parfois tous les 2 *kilomètres ! La rivière est mé*connaissable. Or un entrepreneur vient d'obtenir, pour développer une extraction à grande échelle, un permis portant sur 60 hectares. Les derniers bois de l'Adour, admirables, vont y passer. Pour rassurer le bon peuple, le puissant personnage affirme qu'il laissera plus tard, derrière lui, un lac pour le canotage.

Ce département est plutôt pauvre, lointain. Les préfets s'y succèdent, hâtant leur passage, considéré comme une pénitence dans ce fief de la gauche. L'écologie est encore considérée comme un luxe parisien, un obstacle au progrès anarchique au nom duquel on fait n'importe quoi.

Je ne suis pas un expert. Que peut-on *faire* ? Par quoi commencer ? Qui aller trouver ?







ENVIRONNEMENT

LA BOURGOGNE N'A PAS DE PÉTROLE

Talant ou les économies de bouts de chandelle

De notre envoyée spéciale

Dijon. — Talant, dix mille habitants, sur le plateau qui domine Dijon. Les enfants sortent de l'école. Une maternelle toute neuve... qui fait la nique à la hausse des prix du pétrole. Sur le toit, une pompe à chaleur est installée, un réseau de canalisations court le long des murs et les « radiateurs » sont au plafond, hors de portée des petites mains. Ces « ventilo-convecteurs » soufflent dans les pièces un air tiède qui ne nécessite qu'une eau à 45 degrés au lieu de 90 degrés dans le chauffage traditionnel. Chaque pièce peut être chauffée indépendamment et le réglage est très rapide : en dix minutes, on passe facilement de 12 degrés à 19 degrés dans une classe. L'économie attendue est de l'ordre de 15 % à 20 %.

Pendant ce temps, les ouvriers des ateliers municipaux, un grand hangar tout neuf qui abrite les camions et les machines de travaux publics, travaillent à leur établi sous des rampes à gaz : un double tuyau équipé d'un brûleur diffuse, par rayonnement, la chaleur au-dessus des postes de travail, au lieu de la laisser se perdre sous le toit, d'ailleurs fortement isolé. Résultat : 35 % d'économie.

Une autre école sera chauffée de la même façon que la maternelle Langevin ; la piscine sera solaire et une dizaine de maisons bioclimatiques vont être construites à Talant. « *Pas des maisons pour des cobayes, des maisons futuristes pour loger quelques originaux* », prévient l'architecte, Alex Fasciaux, mais des procédés simples (serres et capteurs à air), une architecture « *rassurante* ». Bien sûr, précisent les architectes, « *au lieu de tourner un bouton à 20 °C, il faut ouvrir les volets le matin, les fermer le soir, se priver d'ouvertures au nord. Un nouvel art de vivre qui rappelle celui des anciens* ».

Au total, Talant pense économiser chaque année 200 tonnes d'équivalent-pétrole.

Pourquoi Talant ? Pourquoi cette commune est-elle plus consciente que ses voisines de la nécessité d'économiser l'énergie tout de suite, même si la rentabilité de certains équipements n'est assurée qu'à moyen terme ? Chacun sait que le pétrole est quinze fois plus cher qu'avant le réveil des pays producteurs, en 1973. Pour diminuer la dépendance énergétique du pays, il n'y a pas, pensent les élus de Talant, de petites économies... et pas de temps à perdre. C'est particulièrement vrai des socialistes qui ont affirmé que le nucléaire ne devait être qu'une transition... vers le solaire.

Le maire de Talant, M. Michel Houëlle, est socialiste, et ingénieur... au C.E.A., au centre de recherche de Valduc, où il s'occupe de sûreté des réacteurs. Tout rapprochement entre ses préoccupations civiques et solaires et une activité professionnelle sur laquelle il est très discret est laissé à l'appréciation du lecteur... Mais c'est ainsi.

Porté en 1977 à la mairie avec une équipe communiste, socialiste et P.S.U., par une population nouvelle, qui s'inquiétait de la croissance trop rapide de cette banlieue rurale de Dijon (trois mille habitants dans le bourg, sept mille nouveaux aujourd'hui), il estime qu'un électeur sur dix a, dans sa commune, une « *sensibilité écologique* ».

Au conseil, un professeur de faculté et un élu P.S.U. représentent cette tendance. En privilégiant le solaire et les énergies gratuites, la municipalité répond donc à l'attente de ceux qui l'ont élue. L'efficacité de l'entreprise est — autre hasard — assurée par la présence à Talant d'un ingénieur thermicien passionné par les énergies nouvelles : sa propre maison fonctionne depuis plusieurs années comme l'école maternelle, et il estime économiser chez lui au moins 30 % des frais de chauffage.

Enfin, la prise de conscience au niveau régional de ces nouvelles exigences est venue conforter les expériences talantaises. Le colloque organisé récemment par la mairie de Talant et le conseil régional, à Dijon, avait pour but de faire du prosélytisme parmi les élus.

Si les dépenses de chauffage et de carburant représentent, selon un spécialiste de Rhône-Alpes-Energie, de 6 % à 10 % du budget de fonctionnement d'une commune, il est légitime de se préoccuper de leur progression, qui dépend beaucoup des types d'énergie utilisés. Mais c'est un « *travail de fourmi* », qui coûte cher : pour gagner 15 % à 20 % en consommation, il faut investir en études et en équipements l' « *équivalent du budget énergie de la commune sur un an* ».

En deux jours, les élus et les techniciens réunis dans la salle moderne et « énergivorace » du conseil régional de Bourgogne ont passé en revue les différents moyens de subvenir à leurs besoins en énergie, ou de réduire leur consommation... et les limites de ces innovations.

On a évoqué l'expérience provençale des micro-centrales hydro-électriques et rappelé qu'E.D.F. n'a que le monopole de la distribution et est obligée d'acheter les watts excédentaires. On a constaté que le recensement des sites bourguignons pour la géothermie, c'est-à-dire l'utilisation des eaux chaudes souterraines, était en cours. On n'a pas oublié la biomasse, c'est-à-dire la chaleur produite par le cycle végétal, tout en avouant que celle-ci n'était rentable que pour des besoins locaux : il faut en effet 70 mètres cubes de paille pour produire la même énergie qu'un mètre cube de charbon. On a montré enfin comment les H.L.M. de la Nièvre pouvaient se chauffer... au bois.

La paille et la poutre

Certains orateurs ont vilipendé le chauffage tout-électrique, véritable « *gaspillage organisé, normalisé et réglementé* » et critiqué notamment l'obligation de renouveler l'air toutes les heures. Mais d'autres ont noté le coût parfois élevé des « économies » : la collecte du verre perdu à Dijon coûte par exemple beaucoup plus que les 150 000 francs fournis par leur revente à l'usine de Saint-Gobain... Mais c'est « *une bonne chose malgré tout...* ». Question de principe.

Un spécialiste a recensé les avantages comparés des capteurs à air, à eau et des pompes à chaleur pour chauffer les gymnases et les piscines, en rappelant notamment qu'il était très utile de couvrir par une bâche isolante le plan d'eau quand les nageurs sont partis. Et que, finalement, « *le meilleur moyen d'économiser l'énergie est de couper le chauffage et la ventilation lorsque le bâtiment n'est pas utilisé* » !

C'est notamment pour de tels équipements que le conseil régional a mis au point un système d'aide et de subvention aux collectivités qui se lancent dans les économies : 60 % du coût des études ; jusqu'à 50 % de l'investissement quand le système est utilisé pour la première fois dans la région, auxquels s'ajoutent 400 F par tonne d'équivalent-pétrole (TEP) économisée, ce qui double la subvention de l'Agence nationale pour les économies d'énergie.

Le budget régional a réservé 6 millions de francs en 1981 (au lieu de 500 000 F en 1975 et 4,5 millions en 1980) pour ces aides, soit 3 % de son montant. On espère ainsi économiser 2 % de la consommation régionale de l'habitat, de l'agriculture et du tertiaire (environ 1 % de la consommation d'énergie globale en France). « *Malgré un effort financier important*, a déclaré lors du colloque, M. Pierre Joxe, président du conseil régional (socialiste), *c'est un résultat à la marge de la marge. Certains nous le reprochent, mais nous pensons que l'effort est justifié et nous avons l'intention de le développer. La réduction de la dépendance énergétique du pays est prioritaire.* » Une vingtaine d'opérations permettant des économies supérieures à 5 % ont été financées, dont neuf piscines solaires, et, précise M. Joxe, « *quand il s'agit d'habitat social, on fait coup double.* »

Des économies de bouts de chandelle, peut-être, mais une manière de préparer la pénurie. Plutôt un credo qu'un simple calcul économique. Une façon de « *provoquer les ruptures dès aujourd'hui* », comme dit, citant Michel Rocard, le maire de Talant.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

DIX-SEPT ÉTATS RÉUNIS A CANNES

La dépollution de la Méditerranée : une affaire d'argent

De notre correspondant régional

Le financement du plan d'action pour la Méditerranée (PAM) pour les trois prochaines années (1981-1983) représente l'une des principales questions examinées dans le cadre de la réunion inter-gouvernementale des pays méditerranéens, qui est organisée, à Cannes, du 2 au 7 mars. Dix-sept Etats sont représentés à cette conférence, qui est réunie parallèlement à la deuxième réunion des parties contractantes à la convention de Barcelone pour la protection de la Méditerranée contre la pollution.

Cannes. — Si la coopération internationale pour la sauvegarde de la Méditerranée a régulièrement progressé au cours de ces dernières années, le financement des actions à entreprendre soulève, lui, des problèmes que rend plus aigus la crise économique. Le plan d'action pour la Méditerranée (PAM) a été lancé en 1976 à Barcelone, sous les auspices du programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.), qui en a assuré la charge financière pendant trois ans. En 1979-1980, la contribution du P.N.U.E. a encore représenté le tiers du budget de 4 900 000 dollars, dont les deux tiers restants ont été supportés par les Etats riverains et la Communauté économique européenne. Or l'aide du P.N.U.E. doit être réduite progressivement pour cesser complètement en 1983 et être reportée sur d'autres programmes concernant, en particulier, les côtes de l'Afrique orientale et la région des Caraïbes.

Une double question est donc posée aux représentants des gouvernements méditerranéens présents à Cannes : quelle doit être l'enveloppe financière consacrée aux activités proposées pour l'ensemble du programme 1981-1983 et comment les dépenses doivent-elles être réparties entre les Etats contractants ?

Le P.N.U.E. a estimé le coût minimal de ce programme à 13,6 millions de dollars. Mais les experts financiers intergouvernementaux, réunis à la fin janvier à Genève, ont placé, eux, la barre à 8 millions de dollars. Le directeur exécutif du P.N.U.E., M. Mostafa Kamal Tolba (Egypte), a mis fermement en garde ses interlocuteurs : « *Le P.N.U.E. a déjà dépensé 8 millions de dollars pour la mise en route du plan d'action pour la Méditerranée. Les problèmes posés étaient complexes et nous avons tâtonné, mais nous devons désormais faire face à d'autres obligations en profitant de l'expérience acquise. Les recommandations de Genève sont inacceptables, d'autant plus que les gouvernements intéressés n'ont suggéré ni une réduction ni un report des activités envisagées. Je ne crois pas, dans ces conditions, qu'un budget de 13,6 millions de dollars — qui peut d'ailleurs être ramené à 12 millions de dollars par certaines mesures de rationalisation — puisse créer des difficultés insurmontables pour les parties contractantes.*

La solution réside apparemment dans une augmentation de la contribution des trois principaux « payeurs » (la France, l'Italie, l'Espagne), qui représentent déjà 85 % du financement de l'ensemble des Etats membres. « *Nous sommes disposés à faire un pas supplémentaire* », a indiqué M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, qui présidait la séance inaugurale. « *Mais il sera forcément limité dans les circonstances actuelles.* » La part de la France est de loin la plus élevée puisqu'elle atteint 46,5 % de toutes les contributions nationales, mais elle demeure modeste en chiffres absolus puisque notre pays ne verse en moyenne que 3 millions de francs par an, soit l'équivalent du coût de la construction d'une petite station d'épuration pour six mille habitants, ou encore à peine le prix de quatre villas sur la Côte d'Azur... Il est vrai, toutefois, comme l'a souligné M. d'Ornano, que l'effort consenti par la France chez elle est illustré par des actions d'envergure (dépollution du golfe de Fos, de l'étang de Berre et du Rhône, assainissement du littoral méditerranéen). Une autre raison devrait inciter le gouvernement français à manifester plus encore sa solidarité à l'égard de ses partenaires : l'élection de M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, à la présidence des parties contractantes de la convention de Barcelone, poste dans lequel il succède à M. Ridka Bach Baouaf (Tunisie).

La conférence de Cannes doit aussi se prononcer sur le choix d'une ville comme siège de l'unité de coordination du PAM, installée jusqu'ici à Genève. Trois candidats sont en lice : Athènes, Barcelone et Monaco.

GUY PORTE.

Quinze stations d'épuration, dont celle de Marseille sont construites sur le littoral provençal

De notre correspondant régional

Marseille. — Le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a fait le point au cours de sa dernière réunion de la réalisation du programme d'assainissement du littoral lancé en juin 1980 (*le Monde* du 18 juin).

Le programme décennal, d'un montant de 1 800 millions de francs, doit être financé conjointement par l'Etat (35 %), l'établissement public régional (20 %), l'Agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, et les collectivités locales (20 à 30 %). En 1980, sur 156,2 millions de francs de travaux, l'Etat a versé 29,24 millions de francs de subventions, et la contribution du conseil régional s'est élevée à 27,11 millions de francs. Une trentaine d'opérations, représentant 156,7 millions de francs de travaux, ont été décidées pour 1981, mais, dans son rapport, M. Pierre Merli, sénateur (rad. soc.) et maire d'Antibes, président de la commission de tourisme, des loisirs et de l'environnement, a exprimé son inquiétude au sujet de la participation de l'Etat qui a pris un retard important pouvant être estimé à 13 millions de francs (valeur 1982). « *Compte tenu de l'importance des travaux à venir en 1982*, a-t-il indiqué, *il faudrait envisager dès aujourd'hui une augmentation des crédits du ministère de l'intérieur de 60 %, et de ceux du ministère de l'agriculture de 120 %...* ». De son côté, M. Omer Margaillan, au nom du groupe socialiste, a précisé que la réduction des investissements concernant les communes rurales a été de 80 % en 1980 par rapport aux propositions initiales. « *Il est évident*, a-t-il déclaré, *que si nos inquiétudes devenaient la réalité de demain notre groupe n'aurait d'autre solution que de proposer immédiatement la suspension du programme d'assainissement du littoral en laissant à l'Etat la lourde responsabilité de rompre des engagements pris avec l'accord unanime de l'ensemble des élus locaux et régionaux.* » Les élus du conseil régional ont également dénoncé le « dérapage » des aides accordées par l'Agence de bassin, qui passent à 17 % sous forme de subventions (au lieu de 20 %) et à 13 % (au lieu de 10 %) sous forme d'avances, les montants plafonds ayant été cependant relevés.

Sur la trentaine d'opérations financées en 1981, quinze stations d'épuration sont en cours de construction, dont celles de Bandol-Sanary, Toulon-Est, Ramatuelle, Roquebrune-les-Issambres, Fréjus-Saint-Raphaël dans le Var ; de Grasse-Vallauris, et de la rive droite du Var dans les Alpes-Maritimes ; ainsi que celles de Marignane, Allauch, Eguilles, La Fare, etc., dans les Bouches-du-Rhône, auxquelles s'ajoutent les travaux préparatoires de la station de Marseille, qui sera achevée en 1984. La construction de la station d'épuration de Nice est retardée par les difficultés qu'a soulevées la catastrophe d'octobre 1979 à propos de l'utilisation des terrains de l'aéroport. La ville de Nice achèvera cependant au cours de cette année la construction des ouvrages de rejets en mer, qui représente un investissement de 63 millions de francs. — G. P.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. PIERRE MAUROY ATTAQUE LA CIRCULAIRE SUR LA RÉGIONALISATION

De notre correspondant

Lille. — M. Pierre Mauroy, président (P.S.) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, va introduire, devant le Conseil d'Etat, un recours en annulation de la circulaire d'application des treize décrets publiés le 13 février, à propos du fonctionnement de l'établissement public régional. Si, au gouvernement, on fait valoir que ces décrets étendent la compétence des régions, au contraire, M. Pierre Mauroy estime que « *le président de la République est devenu l'agent d'une contre-réforme en ce qui concerne la région* » (*le Monde* du 27 février). Il est vrai que l'application stricte des décrets du 13 février, et surtout la circulaire qui les explique, compromettrait des actions déjà engagées par l'établissement public régional du Nord-Pas-de-Calais, notamment pour ce qui concerne la culture, la formation permanente, la politique régionale de recherche scientifique et même le logement.

En attendant, le préfet de région, M. Maurice Paraf, prendra des mesures conservatoires pour l'année 1981, afin que les activités du conseil général lancées avant la parution des décrets puissent être engagées cette année, selon des modalités identiques aux années précédentes.

G. S.

Le Monde

économie

Libres opinions

Faudra-t-il renoncer à raffiner le pétrole brut en France ?

par FRANÇOIS BIZARD (*)

L'INDUSTRIE du raffinage-distribution, qui achète, transporte et traite le pétrole brut et distribue les produits, est, en France, dans une situation grave. Au cours de la période écoulée depuis 1973, elle n'a pas trouvé, dans le produit de ses ventes, la couverture de ses coûts et n'a pu, *a fortiori*, rémunérer les capitaux investis : elle a accumulé, hors effet de la réévaluation des stocks, de lourds déficits.

Pour la seule année 1980, dont les comptes ne sont pas encore complètement établis, la perte globale du raffinage-distribution est estimée à plus de 4 milliards de francs. Depuis 1973, les pertes accumulées par cette industrie seront ainsi d'une vingtaine de milliards de francs d'aujourd'hui. Son endettement, qui était de 20 milliards de francs à la fin de 1973, s'établira aux environs de 50 milliards au 1er janvier 1981.

Cette situation est la conséquence du régime de taxation des prix des produits pétroliers institué peu avant les événements de 1973, ainsi que de la façon dont il a été conçu et appliqué. Les prix taxés, qui ne sont pas des prix imposés, mais des prix-plafonds, laissent cette industrie soumise à la répercussion des baisses survenant sur les marchés voisins et interdisent celle des hausses qui s'y produisent. Des prix-plafonds devraient évidemment être constamment fixés à un niveau permettant au moins la couverture des coûts et la rémunération des capitaux investis. Il n'en a pas été ainsi, et l'augmentation des coûts n'a été répercutée qu'insuffisamment ou trop tardivement dans les prix taxés.

Au fil de ces années, où ses assises étaient progressivement et inexorablement sapées, l'industrie du raffinage a poursuivi ses activités, *convaincue que la situation était trop grave pour que le régime de* la taxation ne soit pas rapidement reconsidéré. Il lui est d'ailleurs *arrivé de recevoir* des apaisements à ce sujet.

En tout cas, les pouvoirs publics avaient dit, à la fin de l'été 1978, qu'ils assureraient la répercussion de la hausse des coûts et, plus particulièrement, selon des règles qu'ils avaient définies, les variations *du prix du pétrole brut* et du cours du dollar.

Lors des décisions d'augmentation des prix du 7 février dernier, ils ont néanmoins purement et simplement décidé de ne pas tenir compte de la hausse du cours du dollar, pourtant considérable. Et le principe même de la non-application des règles fixées a donné, d'un coup, une dimension nouvelle aux problèmes de l'industrie du raffinage.

Une industrie trop endettée

Les conséquences pratiques immédiates de ces décisions sont lourdes, car l'augmentation intervenue n'a été ainsi que du tiers de celle qui était due en vertu des règles fixées. Encore faut-il noter que ces règles auraient conduit à porter la valeur du dollar à prendre en compte de 4,40 à 4,63 seulement, alors que le dollar cotait déjà 4,93 ce 7 février. Et l'on sait qu'une augmentation de 10 centimes du cours du dollar accroît les charges du raffinage de 30 francs *par tonne*.

Invoquer, comme il a été fait récemment, pour justifier la décision *prise, le fait que les prix en France sont actuellement analogues à* ceux de certains pays voisins, c'est oublier que pendant deux *ans les prix dans ces pays ont été beaucoup plus élevés que les prix* français. Les pouvoirs publics n'ont d'ailleurs pas manqué, il y a peu, de souligner que, si les prix hors taxe avaient été, entre janvier 1979 et septembre 1980, les mêmes que les prix allemands, le consommateur français aurait dû payer 28 milliards de plus. Si le raffinage en France avait bénéficié dans cette période de ressources de cet ordre de grandeur, il lui serait évidemment plus facile de faire face à la situation présente.

Actuellement, sur la base des prix en vigueur des produits et du brut et du cours du dollar, les charges d'exploitation de cette industrie excèdent ses recettes d'un montant qui, sur un seul mois, est supérieur à 1 milliard de francs. Cette situation globale recouvre des situations diverses selon les sociétés, en fonction essentiellement des coûts de leurs approvisionnements respectifs, mais même les mieux placées d'entre elles sont désormais fortement déficitaires.

Sans doute l'induarie de l'exploration-production, de son côté, voit-elle actuellement augmenter, en fonction des hausses de prix décidées par l'OPEP et sous réserve des prélèvements fiscaux auxquels elle est soumise, la rente minière des productions de pétrole brut auxquelles elle participe. L'effort permis par ces ressources accrues n'est pas suffisant cependant pour assurer la reconstitution *des réserves de pétrole brut. Toute ponction exercée par* l'industrie du raffinage-distribution sur l'industrie de l'exploration-production, à *supposer même qu'elle soit économiquement* et juridiquement concevable, va à l'encontre de cette nécessité vitale.

Il est difficile d'imaginer qu'une industrie telle que le raffinage, déjà exagérément endettée, puisse continuer, même si elle parvenait *à trouver les ressources nécessaires, à prendre chaque jour, comme* par le passé, les engagements financiers considérables qu'exige son *activité, alors que le coût de ses produits est supérieur au prix* auquel elle est autorisée à les vendre. Il faut d'ailleurs se demander dans quelle mesure les *responsables des sociétés en ont le droit*. Sans même parler des investissements indispensables pour assurer l'avenir, les achats de pétrole brut représentent en moyenne chaque mois une dépense d'une douzaine de milliards de francs. Il y a un risque que la situation nouvelle ait des répercussions sur les décisions des sociétés en matière d'approvisionnement.

L'industrie du raffinage est une des grandes industries de notre pays : par l'ampleur de ses équipements, par son chiffre d'affaires, par les effectifs directement et indirectement employés, par la parfaite maîtrise de techniques de pointe. Que l'existence d'une telle industrie soit menacée est une chose grave pour le pays. C'est, certes, la loi économique, finalement fructueuse pour la collectivité nationale, que disparaisse toute activité non rentable. Mais, dans ce cas particulier, les pertes sont le résultat, non pas d'un manque d'efficacité ou d'une inadaptation de la production à la demande du marché, mais du régime de prix imposé par l'Etat, et des décisions prises par lui dans le cadre de ce régime.

Mais l'industrie du raffinage n'est pas seulement une de nos grandes industries. Elle est aussi un des éléments qui concourent à la sécurité des approvisionnements pétroliers du pays. En effet, elle donne une plus grande liberté d'action en la matière. Elle permet la réduction de la facture pétrolière en devises, celle-ci n'ayant pas à inclure la valeur ajoutée du raffinage. Elle apporte la contribution aux approvisionnements en pétrole brut des groupes auxquels sont affiliées les sociétés de raffinage. Ce sont là d'ailleurs les raisons pour lesquelles, depuis 1928, tous nos gouvernements ont considéré comme indispensable l'existence sur le territoire national d'une industrie du raffinage à hauteur des besoins du marché intérieur français.

Cette politique est aujourd'hui mise en question, non pas au niveau de déclarations de principe, mais de décisions dont la portée n'est guère perceptible par l'opinion. *Sans doute la situation est-elle* encore réversible. Mais il est déjà fort tard. Et plus le temps passe, plus les décisions à *prendre seront lourdes*.

Telles sont les réflexions qu'inspire la situation actuelle à toutes les sociétés pétrolières opérant en France, qu'il s'agisse des groupes français ou des sociétés affiliées à d'autres groupes internationaux. Cette profession a unanimement demandé, en vain, que ses prix soient libérés, comme ceux de toutes les autres industries. Elle a maintes fois attiré l'attention sur l'impasse à laquelle risquait de *conduire le régime de taxation.* Et c'est avec la même unanimité qu'elle analyse actuellement les dangers graves que présente à brève échéance *la façon dont ce régime est aujourd'hui appliqué.*

(*) Président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole.

ÉTRANGER

En Inde

Le nouveau budget vise à encourager les investissements et à contenir l'inflation

De notre correspondant

New-Delhi. — Reconnaissant que le budget pour 1981-1982 s'inscrivait dans une situation économique qui restait difficile (*le Monde* du 17 février), mais *« s'était considérablement améliorée comparée aux conditions désespérées qui existaient il y a un an »*, le ministre des finances, M. Venkataraman, présentant, samedi 28 février, le budget, a expliqué que, confronté à l'héritage de ses prédécesseurs, le gouvernement *s'était* d'abord attaché à arrêter la détérioration puis à remettre l'économie *« sur la voie de la stabilité et de la croissance ». « Ce ne fut pas facile »*, devait-il avouer avant d'affirmer que d'incontestables progrès avaient été enregistrés dans les secteurs-clés de l'énergie, du charbon (on prévoit une production de 115 millions de tonnes), et *des chemins de fer*. La croissance de la production industrielle devrait être d'environ 4 % ; la production agricole alimentaire devrait dépasser 132 millions de tonnes. Deux facteurs qui, selon le ministre, devrait permettre d'atteindre en 1980-1981 un taux de croissance de P.N.B. de *6,5 %*.

De ce tableau *découle* la stratégie adoptée : *« En 1981-1982, nous passerons d'une gestion de crise à une politique de croissance. »* Le cadre en est désormais tracé par le VIe Plan, qui vient d'être approuvé, et se fixe pour objectif une croissance annuelle de 5,2 %

En ce qui concerne la balance *des paiements*, la *situation*, a reconnu M. Venkataraman, reste *« préoccupante »*. La facture pétrolière devrait, en effet, s'élever, en 1980-1981, à 56 milliards de roupies (1), alors qu'elle n'était que de 16,7 milliards de roupies il y a deux ans. A la suite de quoi le pays devrait faire face à un déficit d'environ 20 milliards de roupies, ce qui, a-t-il relevé, est largement *supérieur à l'aide* extérieure disponible, qui devrait *se monter à environ 1,7 milliard* de dollars. D'où, notamment, la politique menée pour accroître les exportations.

Augmentation des crédits de la défense

Ainsi, *« l'heure n'est pas à la complaisance »*, a admis le ministre en insistant sur les tendances inflationnistes. Fin janvier, la hausse des prix était de 13,5 % et, depuis, les produits pétroliers ont été augmentés. *Ainsi, « l'inflation a été ralentie : elle n'a pas été vaincue. »* La *vigilance est donc requise.*

Dans l'immédiat, elle commande que le déficit budgétaire soit contenu dans des limites *« raisonnables »* et que la politique fiscale ne contribue pas à alimenter l'inflation.

Insistant sur la nécessité de voir l'épargne privée s'investir dans le circuit financier, le ministre a rappelé l'initiative prise récemment pour éponger une partie de l'argent noir en circulation qui mine l'économie (2). Puis il a annoncé une hausse des taux d'intérêt bancaires et l'encouragement des dépôts à long terme.

Examinant les prévisions budgétaires établies pour 1980-1981, il a indiqué que le déficit s'établirait non pas à 14,4 milliards de roupies, mais à environ 19,7 milliards, à la suite, essentiellement, de l'augmentation des crédits consacrés aux plans national et régionaux.

Présentant ensuite les prévisions pour 1981-1982, il a insisté sur les nouveaux efforts accomplis en faveur du plan (les crédits qui y sont consacrés augmentent de *20 %) et sur la priorité accordée* au secteur agricole et sur la relance de la politique de planning familial. *« Tous nos efforts pour vaincre la pauvreté*, devait-il déclarer, *seront vains si nous ne parvenons pas à réduire le taux de croissance de notre population. »*

Après avoir indiqué qu'un important effort serait fait pour améliorer les communications routières dans le Nord-Est (région *en crise depuis plus d'un an)*, le ministre a annoncé que les crédits *affectés* à la *défense représenteront* une somme de 42 milliards de roupies, en augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente.

Finalement, les dépenses totales pour 1981-1982 sont estimées à 248 milliards de roupies, les recettes à 230,6 milliards, soit un déficit de 18 milliards, réduit à 15,4 milliards, les nouvelles mesures fiscales annoncées devant rapporter 2,7 milliards, la somme la *plus faible* enregistrée lors des quatre dernières années.

Parallèlement, M. Venkataraman a annoncé que le seuil d'exemption du paiement de l'impôt sur le revenu était porté de *12 000 à 15 000 roupies*, mesure *qui* concernera environ 1,4 million de *personnes. Plus d'un million de* contribuables — on en compte environ quatre millions en Inde — bénéficieront par ailleurs d'allégements fiscaux. A noter également l'exemption totale d'impôt pendant cinq ans des firmes exportatrices installées dans les zones franches.

Le *Patriot*, quotidien proche du parti communiste pro-soviétique, titre sur *« les concessions accordées au big business, aux sociétés pétrolières étrangères, aux grands planteurs de thé, aux possesseurs de biens immobiliers et aux classes moyennes »*.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Une roupie = environ 0,60 F.

(2) Depuis février, il est possible de « blanchir » son argent noir (c'est-à-dire de l'argent acquis illégalement et non déclaré) en achetant des obligations au porteur d'une valeur de 10 000 roupies, qui, dans dix ans, rapporteront 12 000 roupies. Aucune question n'est posée quant à l'origine des fonds utilisés, aucun impôt prélevé. M. Venkataraman a annoncé que le gouvernement entendait ainsi voir rentrer *dans les caisses de l'Etat 2 milliards* de roupies en 1980-1981 et 8 milliards en 1981-1982, chiffre considérés par les spécialistes comme très optimistes.

LA CHINE REÇOIT SON PREMIER PRÊT DU F.M.I.

Washington (A.F.P.). — Le Fonds monétaire international a annoncé le 2 mars que, en réponse à une demande des autorités de Pékin, il avait ouvert à la Chine un crédit « standby » de 450 millions de droits de tirages spéciaux (environ 547 millions de dollars). Ce crédit, utilisable au cours des douze prochains mois, vise à soutenir un programme *de stabilisation économique adopté* par le gouvernement chinois. Il s'agit du premier prêt consenti par le F.M.I. à Pékin depuis que la Chine en est devenue membre, en avril 1980. Ce prêt est accordé, précise dans un communiqué le F.M.I., sur la première tranche de crédit dont dispose la Chine. Le quota de *la Chine au F.M.I. a été fixé à* 1,8 milliard de D.T.S. (environ *2,18 milliards de dollars*).

● *Une délégation chinoise*, qui se trouve actuellement au Japon, a annoncé officiellement, le 26 février, à la société Mitsubishi Heavy Industries l'annulation d'un contrat portant sur la livraison de matériel de laminoirs. Aux *dirigeants de la firme japonaise*, qui devait fournir une partie de l'équipement de *l'aciérie* de Baoshan, à Shanghai, la délégation a déclaré que la Chine était prête à compenser la perte subie par les Japonais. — *(A.F.P.)*

AUTOMOBILE

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La hausse des prix des voitures japonaises due à la montée du yen reste limitée

De notre correspondant

Bonn. — La faiblesse du deutschemark par rapport au yen est en train de porter un coup d'arrêt à la conquête du marché *ouest-allemand* par les autos japonaises, qui avaient connu un succès *spectaculaire en 1980*. Il y a trois ans, la part des Japonais ne s'élevait encore qu'à 3,7 %. Elle est passée à 5,6 % l'année suivante pour atteindre 10,4 % en 1980, avec la vente de deux cent cinquante mille voitures en R.F.A.

Le recul du mark modifie provisoirement ce tableau plutôt *sombre pour les firmes ouest-allemandes*. A l'heure actuelle, le prix en deutschemark d'une voiture exportée dans la République fédérale rapporte aux fabricants japonais 40 à 45 % de moins qu'au début de 1980. Ceux-ci sont donc contraints de relever leurs prix, mais cette hausse reste nettement plus faible qu'on ne pouvait s'y attendre, compte tenu de *l'évolution des taux de change.* Sauf dans quelques cas exceptionnels, elle va jusqu'à 10 %, et s'établit en moyenne entre 5 et 6 %.

Il faut donc croire que les firmes japonaises disposaient encore d'une marge assez considérable pour fixer leurs prix de vente à l'exportation. Toujours est-il qu'au début de ce mois Toyota procédera à des augmentations d'environ 5,5 % et Mazda, de 5,3 % *pour la moyenne de sa* gamme.

Il reste que, après cette hausse, les voitures japonaises sont encore nettement moins chères que les modèles allemands comparables. Et si les *producteurs* de la R.F.A. ont entamé le combat *en réduisant* leurs prix de vente, ou en offrant à la clientèle un équipement plus complet de leurs voitures, les agents des firmes japonaises paraissent être en mesure d'offrir eux aussi des réductions appréciables sur les prix « officiels ».

L'industrie ouest-allemande, cependant, en dépit de ses revers, ne croit pas que le moment soit déjà venu d'abandonner son « complexe de supériorité ». On maintient ici que la clientèle commence à se rendre compte du fait que, sur le plan technique, les firmes de la R.F.A. jouiraient toujours d'une incontestable supériorité par rapport à leurs concurrentes japonaises. Autre argument moins discutable : si les voitures nippones sont moins chères à l'achat, leur entretien et les pièces de rechange coûtent plus *cher. Enfin et surtout,* la *valeur* d'une voiture allemande continue d'être nettement supérieure à la revente sur le marché de l'occasion.

Ces considérations incitent les producteurs ouest-allemands à croire que la bataille contre les Japonais ne serait pas perdue. Encore les plus optimistes concèdent-ils que la part des Japonais devrait se stabiliser aux alentours de 12 à 13 % du marché de la R.F.A. Comme on pouvait également s'y attendre, les firmes allemandes ne *manquent pas à cette* occasion de critiquer vivement l'attitude de la France où des mesures administratives discutables, sinon illégales, limitent à 3 % l'entrée des autos japonaises. Cette politique amène en effet les exportateurs nippons à concentrer leurs efforts sur des marchés *comme celui de la R.F.A. où* les règles du jeu commercial continuent d'être respectées.

JEAN WETZ.

M. VICTOR DIAL P.-D. G. DE FORD-FRANCE ENTRE CHEZ PEUGEOT

M. Victor Dial, qui était président-directeur général de Ford-France depuis 1973, a été nommé directeur général d'Automobiles Peugeot à compter du 2 mars.

De nationalité américaine, M. Dial, âgé de quarante-deux ans, est entré à la Ford Motor Company à Detroit en 1961, et il travaillait pour Ford en Europe depuis 1963. Diplômé de l'université de Yale, officier de la marine américaine pendant deux ans, M. Dial a été affecté à Paris en 1967. Chez Peugeot, il sera chargé en particulier du marketing, du service après-vente et des contrôles de qualité.

● *Les pertes de British Leyland pour 1980*, c'est une perte record de l'ordre de 400 millions de livres (4,4 milliards de francs) que British Leyland s'apprête à annoncer pour l'année 1980. Ce déficit fait suite à ceux de 1978 (37 millions de livres) et de 1979 (144 millions de livres), et alors *que la firme ne compte guère* rétablir la situation avant 1983 ou 1984.

● *Plusieurs milliers de licenciement sont prévus chez Volkswagen - Brésil*, affirme l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*. Cette mesure concernerait quatre mille *salariés* ce mois-ci, et trois mille autres cet été. La baisse des ventes (— 10,5 % en 1980) de Wolkswagen au Brésil serait due, selon un porte-parole dela filiale, à la décision du gouvernement brésilien de favoriser l'utilisation de l'éthanol comme combustible.

TEXTILE

DUHAMEL (K Way) A REÇU 10 MILLIONS DE FRANCS DE L'IDI

La société Duhamel, spécialiste du vêtement de sport, distributeur de la marque K Way, a obtenu un concours *en fonds propres de* l'Institut de développement industriel (IDI) et de Participex, *société de* financement régional. Cette intervention, destinée à accélérer le développement international de la société et à faciliter la diversification des produits (nautisme et cyclisme), s'opère par une augmen*tation de 10 millions de francs du* capital.

Duhamel a réalisé un chiffre d'affaires de 160 millions de francs en *1980, en progression de 20 %* par rapport à 1979, et effectue le quart de ses ventes *à l'exportation*. La firme vient d'ouvrir une usine aux Etats-Unis pour lancer le coupe-vent sur le marché américain.

● *Sursis pour Montefibre-Saint-Nabord* (Vosges). — L'usine textile de la filiale française du groupe Montedison, qui emploie six cent cinquante salariés à la fabrication de fibres synthétiques, continuera ses activités au moins jusqu'en décembre 1981. Cependant, les négociations engagées avec le CIASI (Comité interministériel pour l'aménagement des *structures industrielles) seraient* suspendues, le CIASI ne proposant que 10 millions de francs, alors que Montefibre souhaitait un prêt à long terme de 50 millions. Le déficit cumulé de la société au cours des deux derniers exercices est évalué à 94 millions de francs.

● *La société Jacquard* (bonneterie), mise en règlement judiciaire en avril 1978, reprendra ses activités à compter du 16 mars. Elle emploiera neuf cent soixante salariés et non plus mille cent. La Nouvelle Société Jacquard, qui est *contrôlée par une holding* genevoise la Société Investrade *Trade, abandonnera les usines du* Creusot et d'Autun (Saone-et-Loire) mais relancera les unités de Chalon-sur-Saône et de Montchanin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOGENAL

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE

Bilan et résultats de l'exercice 1980

Le conseil d'administration de la Société générale alsacienne de banque, réuni le 24 février 1981 sous la présidence de M. J.-P. Delacour, a examiné le bilan et les résultats au 31 décembre 1980.

Le total du bilan s'élève à 26 278 821 098 francs, contre 24 milliards 46 591 969 francs pour l'exercice précédent.

L'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 29 avril 1981, se verra proposer par le conseil d'arrêter le bénéfice de l'exercice à 25 860 646 francs, contre 18 234 495 francs en 1979. Cette sensible progression des résultats est due à l'augmentation de 28,7 % du produit net bancaire, qui atteint 643 511 553 francs, et à une croissance modérée des frais généraux. Elle a été obtenue après qu'eurent été passées, avec toute la prudence nécessaire, les provisions qu'appelle la conjoncture économique.

Le bénéfice permettra de proposer à l'assemblée le versement, le 18 mai 1981, d'un dividende de 12 francs net par action auxquels s'ajouteront 6 francs d'impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal). Les 180 000 actions provenant de l'augmentation de capital réalisée en 1980 participeront à la distribution.

Attribution d'actions gratuites à l'occasion du centenaire

A l'occasion du centenaire de la création de la société en 1881, le conseil a, d'autre part, décidé de procéder à une attribution d'actions gratuites par incorporation de réserves, à raison d'une action nouvelle pour six anciennes. Le capital se trouve ainsi porté de 180 000 000 de francs à 210 000 000 de francs, et représenté par 1 050 000 actions de 200 francs. Les opérations d'attribution commenceront le 30 mars prochain.

Les actions nouvelles porteront jouissance du 1er janvier 1980 et, en conséquence, donneront droit au dividende qui sera payé le 18 mai prochain. Ce dernier sera donc servi à 1 050 000 actions, de sorte que le montant global distribué s'élèvera à 12 600 000 francs, contre 7 920 000 francs en 1980.

Actionnariat du personnel

Le conseil, d'autre part, dans le cadre de la loi du 24 octobre 1980 permettant de distribuer des actions gratuites au personnel, proposera à l'assemblée générale l'attribution de 31 500 actions nouvelles à 2 000 salariés environ. Le conseil a estimé que l'attachement du personnel à la maison et son intérêt constamment manifesté pour l'action SOGENAL justifient que ces dispositions soient pleinement appliquées. Cette attribution d'actions au personnel entraînerait une augmentation de 3 % du capital, soit 6 300 000 francs. Le capital passerait de 210 000 000 de francs à 216 300 000 francs et comporterait alors 1 081 500 actions.

Après ces opérations, les fonds propres de la banque atteindraient 363 937 260 francs et les capitaux permanents 505 497 260 francs.

FRANCE BAIL

Le conseil d'administration de France Bail, société de crédit-bail mobilier du Groupe Sovac, s'est réuni le 24 février 1981 pour examiner les comptes de l'exercice 1980.

Après amortissements et provisions largement calculés, le bénéfice net se monte à 11 193 926 francs ; il était de 11 144 004 francs au 31 décembre 1979.

La marge financière telle qu'elle ressort du bilan financier, après provision pour risques financiers, se monte à 87 486 132 francs — contre 75 266 051 francs — au 31 décembre 1979.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale de fixer le *revenu global de chaque action* à 36,75 francs, ce montant comprend un dividende de 24,50 francs, et des impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal) de 12,25 francs.

Il propose également d'affecter à la réserve générale une somme de 4 333 926 francs.

Par ailleurs, il décide de proposer à l'assemblée générale extraordinaire qui suivra l'assemblée générale ordinaire du 23 avril 1981 la résolution suivante :

« L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, en vertu de l'article 2 de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980, décide de ne pas procéder à la distribution facultative d'actions en faveur des salariés *permise par cette loi.* »



CROUZET

Distribution d'actions aux salariés

Lors de sa séance du 16 février 1981, le conseil d'administration de Crouzet a retenu le principe de la distribution d'actions aux salariés préconisée par la loi du 24 octobre 1980.

Crouzet poursuit ainsi sa politique en matière de participation du personnel au capital de l'entreprise commencée en 1969. Cette proposition sera soumise à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qui doit se réunir le 14 avril 1981.

La distribution, qui portera sur 43 446 actions, soit 3 % du capital de la société, avec jouissance du 1er janvier 1981, s'étendra aux salariés de la société mère et de ses filiales françaises qui remplissent les conditions énoncées par la loi, soit environ quatre mille quatre cent quarante personnes.

La répartition sera effectuée conformément à l'accord de participation en vigueur dans l'entreprise, le délai d'indisponibilité retenu sera de trois ans.

CESSATION DE GARANTIE

La banque Hervet, succursale sise à Montreuil (93100), Croix-de-Chavaux, 7, boulevard de Chanzy, informe le public que la garantie financière qu'elle avait délivrée à la S.A.R.L. Bagnolet Voyages, dont le siège est à Bagnolet (93170), 45, avenue Gallieni, cessera de produire effet trois jours après la publication du présent avis, conformément à l'article 20 du décret n° 77-363 du 28 mars 1977, la convention de correspondant passée entre cette société et la S.A.R.L. Magtour Voyages, dont le siège social est à Paris (18e), 44, avenue de Clichy, ayant été résiliée.

Les créances nées antérieurement à la date de cessation de la garantie restent couvertes par la banque Hervet à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication à l'adresse de la succursale ci-dessus indiquée.

Il est précisé qu'il ne s'agit que de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut, en aucune façon, mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la société Bagnolet Voyages.

CARREFOUR

Le directoire a arrêté les résultats de la société Carrefour (en millions de francs) :

	1980	1979
Chiffre d'affaires hors taxes	12 270	10 086
Amortissements .	125,5	123,9
Bénéfice d'exploitation	658,8	496,6
Impôt	219,7	160,7
Participation	131,6	99,9
Résultat dispon.	216,9	177,4

Le directoire proposera à l'assemblée générale ordinaire, prévue pour le 15 mai 1981, de fixer le dividende à 65 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 32,50 francs par action, soit au même niveau que pour l'exercice 1979, étant rappelé qu'au cours de l'exercice 1980 est intervenue l'attribution gratuite d'une action pour cinq et la distribution d'actions aux salariés.

DUMEZ

Se référant à la loi du 24 octobre 1980 relative à la distribution d'actions aux salariés, la société Dumez rappelle que, par d'autres voies, elle a été, depuis plusieurs années, au-delà du désir du législateur en permettant l'acquisition de 8 % de son capital par le personnel :

— depuis 1973 par son plan d'épargne renouvelé chaque année ;

— en 1976 et 1978 par deux distributions directes.

Au cours de sa séance du 17 février 1981, le directoire de la société Dumez a constaté que la loi ne permettait pas d'atteindre une grande partie du personnel qui est muté à l'étranger où le groupe réalise 80 % de son chiffre d'affaires. Dans ces conditions, et compte tenu du capital déjà acquis par le personnel, le directoire a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale de ne pas utiliser les possibilités de distribution d'actions prévues par la loi.

GROUPE HENKEL

1980 a été satisfaisant

C'est ce que vient de déclarer à la presse le nouveau président de la direction centrale du groupe Henkel, le docteur Helmut Sihler.

Le chiffre d'affaires mondial consolidé marque une progression d'environ 11 %, ce qui le situe au niveau de 7,6 milliards de deutschemarks. La progression hors d'Allemagne a été supérieure à celle des ventes de R.F.A., où elle s'est limitée à environ 6 %.

Le docteur Sihler a également annoncé que les investissements du groupe en 1981 atteindraient le *chiffre record de 400 millions de* deutschemarks.



FINEXTEL

Le conseil d'administration de FINEXTEL, réuni le 25 février sous la présidence de M. Michel Gaudet, a arrêté le bilan au 31 décembre 1980 et les comptes du onzième exercice social de la société.

Au cours de l'exercice, le montant cumulé des investissements en valeur initiale hors taxes est passé de 4 874 à 5 401 millions, dont 5 098 millions d'investissements dans le secteur des télécommunications (contre 4 874 millions en 1979) ; et 303 millions (contre 218) dans le secteur immobilier privé, dont 258,8 millions en location simple, et 44,2 millions en crédit-bail.

Le montant du chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à F 828 920 760, en augmentation de 15,8 % sur celui de F 715 633 134 de 1979. Après dotations aux amortissements et provisions pour F 317 928 202, le bénéfice net de l'exercice ressort à F 187 630 747, en progression de 12,1 % sur celui de l'exercice antérieur.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée le 21 mai, la mise en paiement d'un dividende de F 20 par action (contre F 17,80 au titre de l'exercice 1979). Il est rappelé qu'en raison du statut fiscal applicable aux sociétés de financement des télécommunications ce dividende ne donne pas droit à avoir fiscal.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. obligations 11 % 1978

Les intérêts courus du 10 mars 1980 au 9 mars 1981 sur les obligations C.N.T. 11 % 1978 seront payables à partir du 10 mars 1981 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F (montant global : 110 F).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,49 F, soit un net de 82,51 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série des numéros 430 193 à 448 118 sortis au tirage au sort du 20 janvier 1981 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 1 000 F, coupon n° 4, au 10 mars 1982 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels, ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des Finances et perceptions), auprès des bureaux de poste et au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris (15e).

Il est rappelé :

— D'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;

— D'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception sous bordereau des certificats nominatifs concernés ;

— Enfin, que les titres compris dans les séries des numéros 630 462 à 659 526 et 475 476 à 496 606 sont respectivement remboursables depuis le 10 mars 1979 et le 10 mars 1980.

AGRICULTURE

La Semaine internationale de l'agriculture s'ouvrira à Paris le 8 mars

La Semaine internationale de l'agriculture s'ouvrira, à Paris, le dimanche 8 mars, au Parc des expositions de la porte de Versailles, et durera jusqu'au 15 mars. Cette manifestation traditionnelle comprend le Salon international de l'agriculture, dont la plus large part est consacrée à l'élevage, le Salon international de la machine agricole et celui de la motoculture de plaisance.

En présentant à la mi-février ces expositions, M. Méhaignerie avait indiqué qu'elles seraient axées sur trois thèmes : les économies de consommations intermédiaires, la productivité et la qualité. Un colloque international sera organisé sur le thème « agriculture et alimentation ».

S'il s'agit bien de réunir à Paris les animaux et les machines de la plus grande ferme jamais vue, et de les présenter au million de visiteurs attendus cette année encore, dont la moitié seulement travaillent dans ou pour l'agriculture, on ne peut dire pour autant que ces salons soient très représentatifs de l'agriculture française. Cette année, le plus moderne, le plus performant, le plus neuf va se présenter à un public d'agriculteurs touché par la crise, atteint par une baisse de revenu importante en 1980, qui se traduit par un recul spectaculaire de l'activité du machinisme agricole, lequel n'est d'ailleurs pas seulement français, mais mondial.

Très forte chute des immatriculations de tracteurs

Le chiffre d'affaires de l'industrie française du machinisme agricole, qui s'élève à 9,730 milliards de francs, a baissé en valeur constante de 6,7 % en 1980 (+ 3,1 % en francs courants). C'est la sixième baisse consécutive enregistrée depuis 1975. C'est aussi la plus forte. Elle correspond à la détérioration du revenu des agriculteurs pour le marché intérieur, et pour l'exportation, à un arrêt de la demande des pays producteurs de pétrole et à un recul de l'activité économique en Allemagne fédérale, notre premier client.

L'industrie des tracteurs, qui représente 39,3 % du chiffre d'affaires de la branche, enregistre un recul plus fort que les machines (— 10,1 % contre — 4,4 %). La production française a diminué de 16 %, atteignant 39 100 unités contre 46 450 en 1979. Les immatriculations totales régressent de 9 % (58 784, le chiffre le plus bas depuis 1954, contre 64 470), celles des tracteurs d'origine française (qui représentent 47,9 % du total contre 47,2 en 1979) de 7,4 % et celles des tracteurs importés de près de 10 %. Alors qu'au sein des immatriculations totales, la part des plus de 100 CV tombait de 11,3 à 7,9 %, la production en France des tracteurs de cette catégorie est passée de 3,3 % à 7,8 % de l'ensemble des tracteurs fabriqués.

La consommation apparente de matériel agricole (ventes domestiques et importations) a baissé de 2,5 % à monnaie constante ; elle représente cependant un volume d'achat par les agriculteurs d'une valeur de 11,8 milliards, dont 4,35 milliards pour les tracteurs. En indice, pour une base 100 en 1970, cette consommation de machines a atteint son maximum en 1974, avec l'indice 140,5, pour retomber, en 1980, à l'indice 125,6.

Les exportations ont atteint, avec les collections (c'est-à-dire les éléments d'une machine complète) 3,15 milliards, soit 32,5 % du chiffre d'affaires de la branche, soit aussi une régression de 10,3 % en volume par rapport à 1979, qui se décompose entre — 2,1 % pour les machines et — 16,9 % pour les tracteurs.

Les importations auraient progressé, selon les statistiques douanières, de 0,7 % en valeur réelle et de 9,3 % en monnaie courante. Le fait que, selon ces statistiques, les importations de tracteurs n'aient ni augmenté ni diminué, alors que dans un marché en baisse la part des immatriculations de tracteurs fabriqués en France progresse, fait dire au Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles, qui dresse ce bilan, que les résultats enregistrés à l'importation sont peu fiables et que l'appréciation sur le déficit commercial de la France doit être corrigée.

Ces réserves faites, les importations ont atteint avec les collections, plus de 5 milliards (4,3 milliards de francs sans les collections), le taux de couverture s'établissant à 70 % (64,9 % pour les tracteurs et 75,2 % pour les machines) contre 75,1 % en 1979 (76,1 % pour les tracteurs et 74,3 % pour les machines). Pour les quatre cinquièmes, ces importations proviennent de la C.E.E. (34 % d'Allemagne fédérale, 23 % d'Italie, 10,4 % du Benelux). La Communauté absorbe 51 % de la production de l'industrie du machinisme française (16 % pour l'Allemagne fédérale, 13,3 % pour le Royaume-Uni, 9,5 % pour l'Italie).

M. Dreyfus, le président du syndicat, se dit modérément optimiste pour 1981. Selon lui, le marché intérieur devrait cesser de se dégrader, tandis que la brutalité de la chute du marché d'exportation laisse à penser qu'elle sera de courte durée. Parmi les signes favorables à la reprise, il range la tendance à la hausse des cours mondiaux de produits agricoles, l'amélioration de la productivité de l'industrie (qui a réduit ses effectifs de 22 % en six ans, employant 35 600 personnes en 1980 contre 45 618 en 1975, quand dans le même temps le niveau d'activité ne baissait que de 10%).

Au rang des espoirs aussi, la prise de conscience par les agriculteurs de la nécessité d'économiser les produits chers (semences, engrais, phytosanitaires, énergie) que le matériel neuf permet de moins consommer, et l'idée que les subventions modestes versées en 1981 à ces mêmes paysans amélioreront un peu les possibilités d'investissement. L'argument suprême reste qu'il deviendra impossible de continuer à produire des biens agricoles en les vendant à des prix inférieurs à leur coût. L'agriculture devra *« alors à la fois vendre plus cher et améliorer à nouveau sa productivité »*. Une manière élégante de dire que six ans de baisse de revenu, et donc de mévente du matériel agricole, cela suffit.

J. G.

Faits et chiffres

Energie

● *La Roumanie choisit l'Italie et les Etats-Unis pour la construction de réacteurs nucléaires.* Une filiale de l'IRI-Finmeccanica et la société américaine General Electric ont été choisies — de préférence à des entreprises française, allemande et suisse — par la Roumanie pour la construction de deux réacteurs nucléaires de 700 mégawatts de type Candu. Le contrat se monte à 320 millions de dollars.

Social

● *Grève pour protester contre la mise à pied d'un délégué syndical.* — Les mineurs du bassin houiller de Gardanne (Bouches-du-Rhône) se sont mis en grève pour une durée de six jours, à l'appel de la C.G.T., lundi 2 mars, pour protester contre la mise à pied, pour six jours, d'un délégué syndical, après les incidents de la semaine dernière.

● *La C.G.C. réclame une « table ronde » et la C.F.T.C. un « Monsieur automobile ».* — La fédération de la métallurgie C.G.C. a réclamé à nouveau, lundi 2 mars, la réunion d'une *« table ronde de l'automobile réunissant des « représentants du gouvernement, des industriels et des organisations syndicales »*, après la réunion dont elle est sortie *« profondément déçue »*, vendredi 27 février, avec les responsables de la direction des industries métallurgiques, mécaniques et électriques du ministère de l'industrie. Quant à la fédération C.F.T.C. de la métallurgie, elle demande à M. Barre la désignation d'un *« Monsieur automobile »* qui *« engagerait immédiatement des discussions »* avec les organisations patronales et syndicales *« avant qu'il ne soit trop tard »*.

● *Grève contre l'abus de l'intérim.* — Une soixantaine d'employés intérimaires travaillant pour le compte des Houillères de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) ont observé une journée de grève, lundi 2 mars, pour protester contre leurs conditions d'embauche.

Employés par la société de travail intérimaire SMI Sobofer, de Montceau-les-Mines, les ouvriers en grève, soutenus par la C.G.T., protestent contre la non-application des textes de loi.

MONNAIE

HAUSSE DU DOLLAR FORTE BAISSE DE L'OR

Déjà sensible en début de semaine, la hausse du dollar s'est poursuivie le mardi 3 mars sur tous les marchés des changes en raison de la fermeté du taux d'intérêt aux Etats-Unis.

A Paris, le cours de la monnaie américaine s'est élevé à un peu plus de 5,11 F contre 5,06 F la veille, et à Francfort a dépassé 2,17 DM contre 2,15 DM, malgré la flambée du taux d'intérêt outre-Rhin.

Lundi 2 mars, le loyer de l'argent au jour le jour a même dépassé largement 30 % en Allemagne fédérale, au point que la Bundesbank a dû réinjecter des liquidités dans le circuit bancaire, et, mardi 3 mars, *rétablir son taux « Lombard spécial »* à 12 %, ce qui a quelque peu relâché la tension.

Au sein du système monétaire européen, néanmoins, du fait de la politique de taux élevés pratiquée outre-Rhin, le mark est remonté à la deuxième place derrière le florin et devant le franc français, ce dernier revenant à son taux pivot, soit 2,3550 francs pour un mark (contre 2,3833 francs il y a quinze jours).

Mais l'événement de ce début de semaine a été la baisse sensible de l'or ; en deux séances, le cours de l'once de 31,1 gr est revenu de 490 dollars à 466 dollars, à son plus bas niveau depuis novembre 1979, avant la grande flambée du début de 1980 qui le porta à 850 dollars.

AFFAIRES

THOMSON REÇOIT UNE COMMANDE AMÉRICAINE DE 35 000 TERMINAUX TÉLÉMATIQUES

Thomson C.S.F. vient d'être choisi par une filiale de G.T.E., numéro deux du téléphone aux Etats-Unis, pour la fourniture de 35 000 terminaux télématiques.

Cette commande ferme est la plus importante jamais passée à un constructeur pour ce type de terminaux télématiques. Ceux-ci équiperont des entreprises qu'ils relieront à des banques de données internes ou externes. *« Ils en seront,* affirme la société dans un communiqué, *les outils intelligents pour l'accès, la mémorisation et la distribution d'un grand nombre d'informations, paroles ou données. »*

Ces terminaux, dont le terminal annuaire constitue en France le modèle de base, seront livrés à G.T.E. dès janvier 1982. Cette pénétration de Thomson sur le marché américain de la *« business communication »* est un indéniable succès face à la concurrence outre-atlantique et place la société française en mesure de répondre aux besoins actuels du marché de la télématique dans tous les pays industrialisés.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ..	5,1150	5,1200	— 190	— 160	— 330	— 285	— 920	— 780
$ can. ...	4,2410	4,2470	— 185	— 150	— 315	— 250	— 675	— 530
Yen (100).	2,4320	2,4380	+ 70	+ 105	+ 180	+ 235	+ 575	+ 690
DM	2,3525	2,3590	— 35	— 5	— 50	— 10	+ 35	+ 130
Florin ...	2,1330	2,1380	+ 20	+ 40	+ 45	+ 80	+ 195	+ 275
F.B. (100).	14,3850	14,4150	— 80	+ 70	— 180	+ 25	— 535	— 10
F.S.	2,5610	2,5670	+ 55	+ 80	+ 130	+ 170	+ 485	+ 595
L. (1 000).	4,8865	4,8970	— 235	— 160	— 420	— 330	—1260	—1020
£	11,1530	11,1700	— 195	— 80	8	+ 140	+ 780	+1095

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	12	13	13 3/8	14 1/8	13 3/8	14 1/8	13 1/8	13 5/8
$ E.-U. ..	15 3/4	16 1/4	16 9/16	16 15/16	16 3/4	17 1/8	17 1/8	17 1/2
Florin ...	10	11	11	11 1/2	11 1/8	11 7/8	11 1/4	11 7/8
F.B. (100).	7	9	12 1/8	12 7/8	13	13 3/4	13 1/2	14 1/4
F.S.	10	11	9	9 5/8	9 1/4	9 3/4	9 3/8	9 7/8
L. (1 000).	15	16	16 3/4	18 1/4	17 1/8	18 5/8	18	19 1/2
£	17	20	14	14 3/4	13	13 3/4	12 1/8	12 7/8
Fr franc	11 7/8	12 1/8	13 7/8	14 1/8	14 1/4	14 1/2	14 5/8	14 7/8

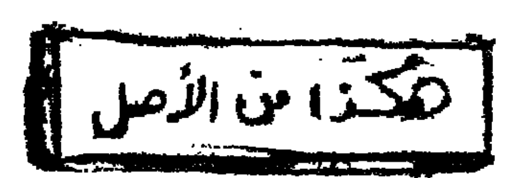
Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LES MARCHÉS FI

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PARIS

BOURSE DE PARIS — 3 MARS



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 MARS

Irrégulier

Après un début de semaine prometteur (+ 0.66 % de hausse sur l'indice instantané), la Bourse de Paris est apparue passablement irrégulière, l'indice étant resté pratiquement inchangé.

Avances et replis ont alterné dans les compartiments, au gré des opérateurs, qui ont fait preuve de la plus grande sélectivité.

Au chapitre des hausses figurent La Redoute (+ 9 %), en liaison avec la bonne marche de la vente par correspondance, Alsthom-Atlantique (+ 8,8 %), Moteurs Leroy-Somer (+ 5 %), Générale de fonderie (+ 4,7 %), qui maintiendra « au moins » son dividende, Roussel-Uclaf (+ 3 %).

A celui des baisses, la vedette a été la Générale des eaux, dont la chute de 9 % fait suite à une flambée de 10 % la veille. Des rumeurs continuent à courir sur la société, dont 450 000 titres ont fait l'objet d'une option vendredi dernier. Selon certains boursiers, les achats seraient terminés, pour d'autres ce serait seulement une pause.

Autre baisse spectaculaire, les pétroles BP (— 12 %).

D'une façon générale, les variations sont très spécifiques, tenant compte des situations particulières. Aux valeurs étrangères, les américaines ont été favorisées, de même que certaines mines d'or, en dépit de la baisse du métal.

Le cour de l'once a vivement fléchi d'un jour sur l'autre, revenant à 466,75 dollars à Londres pour la première fois depuis la fin de 1979.

Le lingot a perdu 440 F à 85 010 F, et le napoléon a gagné 2 F à 870 F.

Le 4 1/2 % reste stable et le 7 % est revenu de 7 640 F à 7.511 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE DE FONDERIE. — Malgré la brutale dégradation du marché du chauffage, dont l'activité a été, à certains moments, en diminution de près de 50 %, la société a pu maintenir en 1980 un chiffre d'affaires égal à celui de 1979, avec un résultat net suffisamment bénéficiaire « pour permettre de proposer à nos actionnaires une distribution au moins équivalente à celle de 1979 (6 F net). On sait que la distribution d'un dividende a été interrompue en 1977 et en 1978 : elle avait été de 9 F net en 1976. Ainsi, estime le président, M. Michel Bedat, « se trouve confirmé le retour à la rentabilité qui avait caractérisé l'exercice 1979, de même que s'affirme notre capacité de résister aux fluctuations de la conjoncture, celle du second semestre 1980 étant incontestablement la plus détestable que nous ayons connue en chauffage central.

Au niveau du groupe, avec un chiffre d'affaires consolidé en augmentation, le résultat net consolidé sera supérieur à celui de l'an dernier, et nettement plus important que celui de la société mère.

FRANCE-BAIL. — Le bénéfice net de l'exercice 1980 se monte à 11,19 millions de francs contre 11,14 millions de francs. Le dividende net est fixé à 24,50 F contre 22 F.

S.C.O.A. — La société va émettre un emprunt convertible de 52 millions de francs.

S.K.F. — Le bénéfice du groupe suédois s'est établi à 953 millions de couronnes en 1980 contre 475 millions de couronnes, avec un chiffre d'affaires de 12,51 milliards de couronnes contre 11,06 milliards. Le dividende est porté de 6 couronnes suédoises à 7 couronnes suédoises. Le capital va être augmenté par émission d'une action nouvelle pour cinq anciennes, au prix de 75 couronnes.

NORSK HYDRO. — Un dividende de 8 % du nominal de 100 couronnes sera distribué au titre de l'exercice de six mois clos le 31 décembre 1980, soit 2 % de plus que la moitié des 12 % versés au titre du précédent exercice de douze mois, le conseil tenant à marquer ainsi le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de la société.

NEW-YORK

Légère avance

Dans un marché d'abord hésitant, les cours ont fléchi sous l'effet des ventes bénéficiaires, de sorte que l'indice Dow Jones perdait 4 points à l'ouverture. Puis de nouvelles demandes stoppaient le recul, de sorte que l'indice a finalement gagné 3,41 points à 977,99. Les opérateurs restaient relativement optimistes quant à l'évolution des taux et pensaient qu'ils allaient encore descendre un peu. On sait que plusieurs experts prévoient, au mieux, un maintien de ces taux au niveau actuel.

Le compartiment le plus favorisé a été celui des pétroles, notamment Exxon et Mobil.

VALEURS	Cours 27 févr.	Cours 2 mars
Alcoa	33 1/4	33
A.T.T.	51 3/4	50 7/8
Boeing	35	35
Chase Manhattan Bank	47 3/4	47 7/8
Du Pont de Nemours	48 5/8	48 5/8
Eastman Kodak	80	79 7/8
Exxon	71 3/8	72 3/4
Ford	19 5/8	20 1/8
General Electric	67 3/8	65 5/8
General Foods	31 1/8	33 1/8
General Motors	50 3/8	50
Goodyear	18 1/4	18 1/4
I.B.M.	63 5/8	63 5/8
I.T.T.	28 3/8	28 1/2
Kennecott	23 3/8	23 5/8
Mobil Oil	68 1/4	68 3/4
Pfizer	50 1/8	49 5/8
Schlumberger	109 1/4	110 1/8
Texaco	39	40 7/8
U.A.L. Inc.	23 1/4	24 1/2
Union Carbide	59 7/8	58 3/4
U.S. Steel	28 1/4	28 3/4
Westinghouse	29 1/4	29 1/2
Xerox Corp.	57 1/8	57 1/4

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc.1980)

	27 févr.	2 mars
Valeurs françaises	98,4	99
Valeurs étrangères	104,2	104,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général 108,5 109,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 3 mars ...... 11 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2/3	3/3
1 dollar (en yens)	210,50	211,60

BOURSE DE PARIS 3 MARS COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	29	1 286
5 %	43	0 425
3 % amort. 45-54	71	1 787
4 1/4 % 1963	94 50	2 004
Emp. N. Eq. 6 % 65	....	2 532
Emp. N. Eq. 6 % 67	98 30	4 537
Emp. 7 % 1973	7503	..
Emp. 8,80 % 77	98 90	6 871
Emp. 9,80 % 78	81 10	6 310
E.D.F. 7,8 % 61	115	0 812
E.D.F. 14,5 % 80-82	96	9 975
Ch. France 3 %	198 50	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	772	770
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	2000
Concorde	342	340
Epargne de France	390	380
Financ. Victoire	300	298
France I.A.R.D.	145	148
GAN (Sté Centr.)	744	746

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.E.G.	182	182
U.A.P.	583	585
Actibail	150	148
— (oblig. conv.)	164 20	....
Alsacienne Banque	378	388
Banque Hervet	204 50	200 50
Bque. Hypoth. Eur.	325	327
Bque. Nat. Paris	280	280
B.O.I.C.	28 15	27
(LI) B. Scalb Dep.	141	140
Banque Worms	210	210
C.G.I.B.	30 50	29 30 o
Cie Crédit Univ.	365	370
C.A.M.E.	94 50	94
Créditel	105	106
Créd. Gén. Ind.	245	....
Crédit Lyonnais	283	283 50
Electro-Banque	172	172
Eurobail	145	145 60
Financière Sofal	350	345
Fr. Cr. et B. (Cie)	145	149
France Bail	285 50	297 d
Hydro-Energie	18 80	19 05

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Immobail B.I.P.	215	215
Immobanque	293	300
Immofice	285	278
Interbail	235	234
— (obl. conv.)	240	....
Laffitte-Bail	186	185 50
Locabail Immob.	328	325
Loca-Expansion	140	138 80
Locafinancière	168 20	166 20
Marseille Créd.	280	280
Paris-Réescompte	490	486
Séquanaise Banq.	263 50	263 50
Sicotel	145	140 50
Silminco	295	289
Sté Cent. Banq.	79 50	79
Société Générale	263	263
Soficomi	244	....
Sovabail	315	315
Unibail	309	295
Un. Ind. Crédit	230	223
Cie Foncière	169	....
C.G.V.	215	213
Fonc. Ch.-d'Eau	950	980

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
(M) S.O.F.I.P.	90 50	90 50
Fonc. Lyonnaise	1280	1280
Immob. Marseille	1792	1850
Louvre	278	280
Simvim	153 40	156 50
Cogifi	202	202 50
Foncina	158 10	155 50
Gr. Fin. Constr.	195 10	195 10
Immindo	175	170 50
Imminvest	145 50	145 50
Cie Lyon. Imm.	137 50	137 50
Ufimeg	95	95 50
Ugimo	160 50	161 10
Union Habit.	281	....
Un. Imm. France	250	250
Sofragi	289 90	287
Applic. Hydraul.	233	233
Artois	310	305
Cantan. Blanzy	401	401
(NY) Centrest	105	105
(NY) Champex	130	....
Comindus	415	410 50
Cie Industrielle	301	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
(U) Dév. R. Nord	135	134 80
Electro-Financ.	325	320
(M) Et. Particip	79	80
Fin. Bretagne	84 50	84 50
Fin. Ind. Gaz Eaux	730	725
Fin. Saneile-Maub.	107	105 50
Fin. et Mar. Part.	94 80	....
France (La)	521	528
Lebon et Cie	370	384
(NY) Londex	108 50	....
Cie Marocaine	27 60	27
OPB Paribas	127	....
Paris-Orléans	118 90	116 10
Part. Fin. Gest. Im.	250	251 90
Placem. Inter.	106 60	108 70
Providence S.A.	369	355 60
Rosario (Fin)	168 10	161 80
Santa-Fé	77	....
Sofio	133	128
Cambodge	170	170
Clause	400	390
Indo-Hévéas	169 30	173
Madag. Agr. Inc.	28	26 20 o
Padang	330	330
Salins du Midi	315	312 10
Allobroge	301	300
Bananie	217	....
Fromageries Bel	342	342
Bongrain	745	780
Cedis	921	958
(M) Chambourcy	476	....
Cofradel	880	....
Economats Centr.	568	568
Epargne	920	950
Euromarché	793	800
From. P.-Renard	491	480
Générale Biscuit	422	422
Genvrain	205	197
Goulet-Turpin	214 50	206 o
Gds Moul. Corbeil	139 50	139 70
Gds Moul. Paris	311	311
Nicolas	487	485
Piper-Heidsieck	276 50	275
Potin	961	951
Promodès	1375	1340
Rochefortaise	182	189 30
Roquefort	600	600
Taittinger	374 50	374 50
Unipol	115 50	119 80
Bénédictine	849	840
Bras. et Glac. Ind.	822	818
Dist. Indochine	378	393 d
Ricqlès-Zan	124 80	....
Saint-Raphaël	101	101 20
Sogepal	468	471 50
Union Brasseries	87	....
Française Sucr.	580	573
Equip. Véhicules	26	26 10
Borie	430	....
Camp. Bernard	286	286
Carabati	206 50	205
Ciments Vicat	224 80	224 90
Cochery	72 90	73 40
Drag. Trav. Pub.	258	260
Fougerolle	156	156
Gds Trav. de l'Est	29 40	30
Herlicq	89	89
Lambert Frères	151	161
Leroy (Ets G.)	68 50	68 50
Origny-Desvroise	135 10	140
Porcher	292	302
Rougier	90	88 10
Sablières Seine	148	148
Sacer	44	43
Sainrapt et Brice	124	124
Savoisienne	93 70	94
SMAC Acieroïd	168	167 90
Spie Batignolles	93 80	97 20
Dunlop	9 80	9 80
Hutchinson	45	45 10
Safic-Alcan	188 50	196
Comiphos	142 60	143
Gaumont	390	399
Pathé Cinéma	72	71
Pathé-Marconi	30	30
Tour Eiffel	144	144
Air-Industrie	24	....
Applic. Mécan.	38 15	....
Arbel	155	155
Bernard-Moteurs	50	50
B.S.L.	140 50	140
C.M.P.	29 80	20 80 o
De Dietrich	498	498
Dev-Lamothe	305	303 50
E.L.M.-Leblanc	580	580
Emaud-Somua	39 80	39 10
Forges Strasbourg	136 80	136 70
(Li) F.B.M. ch. fer	70	....
Frankel	355	356
Huard-U.C.F.	110	108
Jaeger	175	180
Jaz	89 50	93
Luchaire	170	166
Métal Déployé	307	314
Nadella	19 80	20 40
Nodet-Gougis	315	316
Peugeot (act. cat.)	130 10	130 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ratier-For. G.S.P.	7 50	....
Ressorts Indust.	149 90	148 50
Sarem	117 50	115
Sicli	69	70
Soudure Autog.	137 50	136 20
Speichim	174	181
Testut-Aequitas	125	....
Trailor	335	335
Virax	47 30	47 30
At. Ch. Loire	42	43
Ent. Gares Frig.	165	165
Indust. Maritime	300	312
Mag. Gén. Paris	201	200
Cercle de Monaco	80	80
Eaux de Vichy	1035	....
Vichy (Fermière)	300	305
Vittel	480	475
Aussedat-Rey	35	36 40
Darblay S.A.	33 50	31 50
Didot-Bottin	375	379
Imp. G. Lang	11 30	11 75 d
La Risle	27 50	....
Rochette-Cenpa	28 70	28 50 d
A. Thiery-Sigrand	80	80
Bon-Marché	115	116
Damart-Servip	1078	1060
Fnac	254	254
Mars. Madagasc.	48 60	48 60
Maurel et Prom.	29 80	32 50 d
Optorg	185	188
Palais Nouveauté	301	300
Uniprix	55 80	55 60
Europ Accumul.	168	170
Fin. piles CIPEL	139	140
Intertechnique	1115	1150
Lampes	142 20	147 80
Merlin-Gerin	328	326
Mors	156 50	150
Piles Wonder	209	217
Radiologie	97	97
SAFT Acc. Fixes	985	1000
Slim	1310	1320
Sintra	750	750
Unidel	100	98 10
Carnaud S.A.	87 50	87
Escaut-Meuse	228 50	226
Gougnon (F. de)	40 20	40
Profilés Tubes Es.	17 70	17 o
Tissmétal	54 90	53 90
Vincent-Bourget	21 60	....
Kinta	314	310
Mokta	333	....
Amrep G.	1090	1090
Elf-Antargaz	345	335
Hydroc. St-Denis	146	....
Lille-Bonnières-C.	325	329 80
Carbone-Lorraine	65 50	65
Delalande S.A.	162	165 50
Finalens	84 50	89 d
FPP	173	....
(Ly) Gerland	302	301
Gévelot	84	80 70
Grande-Paroisse	120	122
Ripolin-Georget	70	65 50 o
Rousselot S.A.	275 50	288 50
Soufre Réunies	178	171
Synthelabo	112	112
Thann et Mulh.	51	51
Ufiner S.M.O.	85	85 10
Agache-Willot	425	424
Files-Fourmies	7 50	8
Lainière-Roubaix	35	35
Roudière	219	218
M. Chambon	160	....
Gén. Maritime	14	17 80 d
Delmas-Vieljeux	306	310
Nation. Navigation	74	73
Navale Worms	112	112 50
SCAC	250	260
Sterni	334	347
Transp. Citram	155	156
Transp. et Indust.	112	112
Blanzy-Ouest	240	245 80
La Brosse	116	111 50
Conte S.A.	44	43 50
Degremont	116	115
Ecco	2000	2000
Ferrailles C.F.F.	240	233 10
Havas	880	860
Locatel	345	....
Lyon-Alemand	215	206 50
G. Magnant	46	....
MIC	161	....
O.F.P.-Omn. F. Paris	385	387
Publicis	725	731
Salan	65	65
Saulier-Leblanc	320	320
Waterman S.A.	182	187
Brass. du Maroc	223	....
Brass. Ouest-Afr.	41 50	42
A.E.G.	139	136
Akzo	37	37 10
Alcan Alum.	170	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Algemeine Bank	816	816
Am. Petrofina	325	341 50
Arbed	152	....
Asturienne Mines	49	48 15
Bco Pop Espanol	98 50	98 50
B. N. Mexique	44 40	44
B. Régl. Internat.	40700	40800
Barlow Rand	42 60	....
Bell Canada	78	78
Blyvoor	78 90	72 50
Bowater	22 10	22
British Petroleum	44 25	....
Br. Lambert (G.B.L.)	129	....
Caland Holdings	57 30	....
Canadian-Pacific	176	181
Cockerill-Ougrée	22	....
Cominco	265	263
Commerzbank	286 20	....
Courtaulds	6 05	....
Dart. and Kraft	240	240
De Beers (port.)	42 60	....
Dow Chemical	184	186
Dresdner Bank	353	353
Est-Asiatique	39 20	....
Femmes d'Auj.	85	....
Finoutremer	97	....
Finsider	0 32	....
Foseco	16	16
Gén. Belgique	175 10	175 10
Gevaert	182	....
Glaxo	29 50	29 50
Goodyear	92	92
Grace and Co	267	284
Grand Metropolitan	18 50	....
Gulf Oil Canada	104	103
Hartebeest	305	....
Honeywell Inc.	490	....
Hoogovens	29 50	36 d
I. C. Industries	147	....
Int. Min. Chem	277 50	278
Johannesburg	335	....
Kubota	9	9
Latonia	120 40	122 20
Mannesmann	285	....
Marks-Spencer	13 10	13 90
Matsushita	22 20	22 60
Mineral-Ressourc.	67	....
Nat. Nederlanden	271 50	273
Noranda	108	109 80
Olivetti	19 70	19 70
Pakhoed Holding	83	....
Petrofina Canada	430	....
Pfizer Inc.	257	258 20
Phoenix Assuranc.	24 50	....
Pirelli	9 40	8 50
President Steyn.	186	185 40
Procter Gamble	354	352
Rolinco	469	469 80
Robeco	469 80	470
Shell fr. (port.)	43 80	....
S.K.F. Aktiebolag	117	120 10
Sperry Rand	280	284 50
Steel Cy of Can.	146	....
Stilfontein	87 45	89 50
Suéd. Allumettes	118 40	120
Tenneco	244	253
Thorn EMI	30	....
Thyssen c. 1 000	143 50	141 50
Val Reefs	367	360
Vieille Montagne	136	....
Wagons-Lits	129	130 10
West Rand	18 50	19 20

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entrepose	185	186
Sicomur	179	179
Sofibus	225	....
Rodamco	245	245 20

Autres valeurs hors cote

Alsar	128	....
Cellulose du Pin	33 20	....
Coparex	601	600
Ima Industries	13	....
La Mure	86	....
Métallurgique Minière	158	155
Océanic	26 60	14 90 o
Pétrofigaz	420	420
Pronuptia	279	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	90	....
Ufinex	220	....
Voyer S.A.	1 45	....
Rorento NV	266	268

SICAV

2/3	Émission Frais inclus	Rachat net
1re catégorie	9640 37	9203 22
Actions France	161 18	153 87
Actions-Investiss.	188 42	180 78
Actions sélectives	209 86	200 34
Audificandi	245 76	234 62
A.G.F. 5000	195 77	186 89
Agimo	304 56	290 75
Altefi	153 52	146 56
A.L.T.O.	179 08	170 96
Amérique Gestion	281 24	268 49
Bourse-Investiss.	198 37	189 37
C.I.P.	581 89	555 50
Convertimo	178 46	170 37
Cortexa	622 62	594 39
Credinter	227 72	217 39
Crois. Immobil.	236 91	226 17
Drouot-France	187 98	179 46
Drouot-Investiss.	423 71	404 50
Energie	205 48	196 16
Epargne-Croiss.	797 32	761 16
Epargne-Industr.	328 30	313 41
Epargne-Inter	406 15	387 73
Epargne-Oblig.	144 50	137 95
Epargne-Unie	516 04	492 64
Epargne-Valeur	262 81	250 89
Euro-Croissance	241 16	230 22
Financière Privée	511 83	488 62
Foncier Investiss.	470 70	449 36
France-Épargne	267 92	255 77
France-Garantie	252 30	247 35
France-Investiss.	240 50	229 59
Fr.-Obl. (nouv.)	337 71	322 40
Francic	193 74	184 95
Fructidor	172 38	164 56
Fructifrance	325 62	310 85
Gestion Mobilière	325 03	310 29
Gest. Rendement	384 96	367 50
Gest. Sél. France	280	267 30
I.M.S.I.	257 42	245 75
Indo-Suez Valeurs	390 58	372 87
Intercroissance	182 20	173 94
Interoblig.	5972 77	5701 93
Interselect France	196 89	187 96
Intervaleurs Indust.	293 80	280 48
Invest. St-Honoré	393 56	375 71
Laffitte-France	154 85	147 81
Laffitte-Oblig.	134 86	128 74
Laffitte-Rend.	153 41	146 45
Laffitte-Tokyo	423 34	404 14
Livret portefeuille	292 01	278 77
Multi-Obligations	313 46	299 25
Multirendement	121 08	115 80
Mondial Investiss.	232 13	221 60
Natio.-Inter.	526 11	502 25
Natio.-Valeurs	386 88	369 15
Obligem	123 94	118 32
Paribas Gestion	297 47	283 98
Pierre Investiss.	301 49	287 82
Rothschild Expans.	463 01	442 01
Sécur. Mobilière	335 62	320 40
Sélec. Mobil. Div.	230 36	219 91
S.P.I. Privinter	162 86	145 93
Sélection-Rendem.	141 83	135 40
Sélect. Val. Franç.	160 50	153 22
S.F.I. fr. et étr.	266 77	254 67
Sicavimmo	375 47	358 44
Sicav 5000	151 57	144 70
S.I. Est	634 71	605 83
Slivafrance	245 93	234 78
Slivam	180 55	172 36
Slivarente	165 68	158 17
Slivinter	186 94	178 46
S.I.G.	439 78	419 36
S.N.I.	688 35	657 14
Sogepargne	269 32	257 11
Sogevar	528 77	504 79
Soginter	602 13	574 83
Soleil Investiss.	298 72	285 17
U.A.P. Investiss.	207 31	197 91
Unifrance	181 11	172 90
Unifoncier	460 04	439 18
Unigestion	359 04	342 76
Uni-Japon	500 31	477 62
Unirente	1252 61	1211 42
Valorem	241 34	230 40
Worms Investiss.	411 12	392 48

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la *cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre* 14 h 15 et 14 h 30. *Pour cette* raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2480	4,5 % 1973	2385	2375	2376	2350 50
3100	C.N.E. 3%	3091	3100	3089	3092
475	Afrique Occ.	485 50	480	480	485
495	Air Liquide	489	501	500	491
111	Als. Part. Ind.	107	114	114	114
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
240	E.J. Lefebvre	240	240	240	235 50
130	E. Saun.-Duv.	129 90	130	130	127 40
540	Essilor	564	555	551	544
245	Esso S.A.F.	246 50	248 50	244 50	248 50
335	Eurafrance	338	338 70	338 70	338 50
1050	Europe n° 1	1046	1048	1045	1035
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
70	Nouvelles Gal.	78	78	78	76 60
290	Olida-Caby	314 50	315	310	313
101	Opfi-Paribas	102	102	102 10	102
104	Papet. Gascogne	100 50	100 50	100 50	100 50
119	Paris-France	124	125 50	125 50	123 10
107	Pechelbronn	105	104	104	102 10
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
300	U.I.S.	285	293	293	293
161	U.C.B.	162 50	160 50	160 50	157 80
180	Un. Fr. Banques	170	172	172	170 60
155	U.T.A.	167 20	163 50	163	165
7 50	Usinor	8 55	8 20	8 10	....
93	— (obl.)	94 10	95 90	95 90	94 10
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
395	Dome Mines	363 50	368 50	368 50	365 50
230	Du Pont-Nem.	248	249 50	249 50	244 70
385	Eastman Kodak	400	404	404	403 10
93	East Rand	88	88 60	90 50	90 10
147	Ericsson	146 50	149	149	147 50
375	Exxon Corp.	374	374 10	374 10	374 10
105	Ford Motor	101 40	104 80	104 80	102 80
230	Free State	204	206	206 40	210
88	Gencor	84 20	88 50	88 50	88 80
320	Gen. Electr.	334 40	336 20	334 10	336 20

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
246	Gen. Motors	257	255	255	254
48	Goldfields	49 20	48	48	48
87	Harmony	82	86 50	85 10	86 50
8	Hitachi	7 90	7 95	8	8
265	Hoechst Akt.	264 50	266 50	266 50	265
33	Imp. Chemical	29 30	29 25	29 25	29 40
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
575	Siemens A.G.	570	582	582	578
78	Sony	83 50	83 40	83 10	83 40
270	Unilever	279 30	281 50	281 60	....
97	Un. Min. 1/10	101 50	99	99	97 05
270	Unit. Techn.	285	286	285 80	285
380	West Drief.	330	332	332 50	332
280	West Deep	242 90	248 90	248	245 10
355	West Hold.	319 80	322	320 10	322
285	Xerox Corp.	293 50	295	295	292 20
2 70	Zambia Corp.	2 85	2 94	2 96	2 89

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 057	5 112	4 980	5 230
Allemagne (100 DM)	235 280	235 500	229	241
Belgique (100 F)	14 379	14 375	13 650	14 350
Pays-Bas (100 fl.)	212 590	213 330	206	217
Danemark (100 krd)	75 240	75 070	72 500	77 500
Norvège (100 k)	91 970	93 280	90	95
Grande-Bretagne (£ 1)	11 025	11 162	10 800	11 400
Grèce (100 drachmes)	9 760	9 785	....	....
Italie (1 000 lires)	4 883	4 889	4 600	5
Suisse (100 fr.)	254 450	255 850	249	262
Suède (100 krs)	108 450	109 070	105 500	111
Autriche (100 sch)	33 220	33 270	32 300	33 900
Espagne (100 pes.)	5 778	5 790	5 600	6
Portugal (100 esc.)	8 820	8 870	8 100	9
Canada ($ can 1)	4 204	4 240	4 100	4 330
Japon (100 yens)	2 397	2 437	2 330	2 480

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/3
Or fin (kilo en barre)	85500	85100
Or fin (en lingot)	85450	85010
Pièce française (20 fr)	868	870
Pièce française (10 fr)	490	494 50
Pièce suisse (20 fr)	602	600
Pièce latine (20 fr)	570 10	570 10
Souverain	752	750
Pièce de 20 dollars	3230	3210
Pièce de 10 dollars	1600	1561
Pièce de 5 dollars	811	.....
Pièce de 50 pesos	3365	3320
Pièce de 10 florins	606	601

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 3 mars 1981 a été tiré à 583 835 exemplaires.

La retraite des artisans

PLUSIEURS MILLIERS DE DOSSIERS ONT ÉTÉ DÉTRUITS OU JETÉS A LA SEINE PAR LE CID-UNATI

Plusieurs milliers de dossiers de la Caisse de retraite des artisans ont été détruits, jetés dans la rue ou dans la Seine, par des contestataires du CID-Unati. Les cent cinquante manifestants qui, le 9 février, avaient envahi les locaux de la Caisse nationale (Cancava) et lancé des dossiers dans la rue, puis emporté des milliers de documents, ont jeté ceux-ci dans la Seine, dans la nuit de dimanche 1er au lundi 2 mars. Les contestataires demandent que le nouveau régime de retraite complémentaire et obligatoire, qui a été mis en route en janvier 1973, devienne un régime facultatif.

A B C D E F G

Aux États-Unis

La centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. s'oppose au programme économique de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Plus de cent cinquante associations américaines viennent de se coaliser pour combattre le programme économique de M. Reagan. On compte parmi elles des fédérations de consommateurs, des mouvements de défense de l'environnement et même des groupes religieux. Mais l'élément principal de cette coalition est la centrale A.F.L.-C.I.O., qui rassemble à elle seule treize millions six cent mille membres.

« La seule mesure que nous approuvons est l'augmentation du budget militaire », souligne M. Markley Roberts, membre du département de la recherche économique de l'A.F.L.-C.I.O. Propos un peu étonnant dans la bouche d'un syndicaliste, mais pas aux États-Unis où les citoyens estiment dans leur majorité urgent de combler un fossé — réel ou présumé — avec l'Union soviétique.

L'A.F.L.-C.I.O. est installée à 200 mètres de la Maison Blanche, dans un immeuble moderne et cossu, symbole de sa puissance. Cette fédération de syndicats (cent six au total) sera plus forte encore dans quelques mois, lorsque le syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) l'aura rejointe, après une séparation de quatorze ans. Il ne restera plus alors qu'un seul gros syndicat indépendant, celui des camionneurs qui, contrairement à l'A.F.L.-C.I.O. et à l'U.A.W., a soutenu M. Reagan aux dernières élections.

La victoire républicaine a été amèrement ressentie par M. Kirkland, président de l'A.F.L.-C.I.O. Il s'est aperçu qu'à peine 58 % de ses effectifs avaient suivi la consigne de vote en faveur de M. Carter. Consigne donnée, à vrai dire, avec peu d'enthousiasme car le président sortant avait déçu les syndicalistes, qui lui préféraient M. Kennedy. Depuis cet échec, l'A.F.L.-C.I.O. a décidé de participer plus activement aux campagnes électorales du parti démocrate. Elle patronnera désormais des candidats aux « primaires » présidentielles et parlementaires, au lieu d'avaliser simplement des choix faits en dehors d'elle, sinon contre son gré.

Mais, pour le moment, le premier souci des dirigeants syndicaux est de contrer le programme gouvernemental. Quitte à contredire les syndiqués qui avaient fait confiance au candidat républicain. N'est-ce pas un peu curieux ? *« Ces votes exprimaient une frustration et un mécontentement »*, réplique M. Roberts. *Les travailleurs qui ont voté pour Reagan n'approuvaient pas pour autant son programme économique. »*

Quatre critiques

L'A.F.L.-C.I.O. est d'accord avec les objectifs déclarés du président : il faut réduire l'inflation, restaurer la puissance économique industrielle, améliorer la productivité, ne pas gaspiller les deniers publics... Mais elle conteste formellement qu'on puisse y arriver par les moyens de M. Reagan. Selon les dirigeants syndicaux, la recette présidentielle serait inefficace, dangereuse et, en tout cas, injuste. On va, disent-ils, enrichir un peu plus les riches, avant d'arriver à un désastre économique.

Premier point contesté : la réduction des impôts sur le revenu. Selon les calculs de l'A.F.L.-C.I.O., 60 % de ce cadeau iront aux 20 % des contribuables les plus fortunés puisque la baisse des taux sera appliquée uniformément à toutes les tranches. Les syndicats réclament exactement le contraire : qu'on offre cette économie aux 80 % de moyens et bas revenus. Quant aux réductions fiscales pour l'industrie, elles ne feront qu'encourager une migration des entreprises loin des zones de fort chômage. L'A.F.L.-C.I.O. voudrait plutôt des mesures sélectives pour encourager les investissements les plus nécessaires.

Deuxième désaccord avec M. Reagan : les coupes budgétaires. Contrairement à ce qu'affirme le président, ce sont les citoyens les moins favorisés qui vont en souffrir le plus, affirme l'A.F.L.-C.I.O., qui prévoit une réduction de 17,5 milliards de dollars dans les programmes sociaux en 1982. De quoi détruire ces programmes et *« affaiblir l'économie nationale »*, dont ils étaient l'un des fondements depuis un demi-siècle. *« Non seulement les coupes budgétaires vont faire perdre tout de suite un million d'emplois*, affirment les dirigeants syndicaux, *mais elles menaceront les réserves énergétiques, l'amélioration des transports, la défense de l'environnement et le développement urbain. »*

La troisième dénonciation porte sur les projets de *« déréglementations administratives »*. *« Le président affirme que les lois adoptées au cours de la dernière décennie pour défendre la santé, la sécurité, l'environnement et les consommateurs ont fait monter les prix, augmenter le chômage et diminuer la productivité. Il ignore combien ces lois ont amélioré la qualité de la vie. »*

Quatrième et dernier volet : la politique monétaire. On veut bien reconnaître avec M. Reagan que des taux d'intérêt de 20 % sont *« absurdes »*, mais on l'accuse de se rallier aux mesures traditionnelles de limitation de la masse monétaire dont l'échec est patent. Selon les dirigeants syndicaux, seul *« un contrôle sélectif du crédit »* est efficace.

Limiter les dégâts

L'A.F.L.-C.I.O. sait très bien que le Congrès finira par approuver une bonne partie de ce programme. Son souci — modeste — est de limiter les dégâts. Mais comment faire ? Dans la législature précédente, la centrale syndicale pouvait compter sur une majorité de sympathisants, ce n'est plus vrai à la Chambre (seuls 211 élus sur 435 lui seraient favorables) ni au Sénat (46 sur 100). D'où la main tendue à des républicains modérés.

Les avances que le président fait aux syndicalistes ne sont pas jugées très convaincantes. Certes, M. Reagan a progressivement assoupli ses positions anti-syndicales, il ne parle plus d'enlever aux unions un certain contrôle sur l'embauche, de leur appliquer une sorte de loi anti-trusts ou de supprimer les rétributions minimales dans l'industrie. Mais la méfiance demeure. *« Le président ne recherche pas une entente avec nous, il veut seulement éviter une confrontation »*, affirme M. Markley Roberts.

ROBERT SOLÉ.

● *La suspension de l'aide américaine au Nicaragua* sera effectuée dans deux semaines si le gouvernement de Managua ne démontre pas, de façon irréfutable, qu'il a cessé de livrer des armes aux rebelles salvadoriens, a déclaré, le lundi 2 mars, à Washington, M. Alexandre Haig, secrétaire d'État américain. Washington a récemment suspendu l'octroi de 15 millions de dollars qui restaient à fournir au Nicaragua sur un prêt de 75 millions de dollars, ainsi qu'un contrat de vente de blé d'un montant de 9,6 millions de dollars et un programme d'« aliments pour la paix » de 15 millions de dollars. — *(A.F.P., A.P.)*

En Pologne

La Diète va examiner la nouvelle législation agricole

Varsovie *(A.F.P.-Reuter)*. — La Diète (Parlement) polonais est convoquée pour le vendredi 6 mars afin d'examiner en première lecture la nouvelle législation agricole. Son élaboration est indispensable pour que devienne applicable l'accord conclu il y a quelques semaines entre le gouvernement et les paysans à Rszeszow.

Pour sa part, l'épiscopat a demandé que l'Église soit autorisée à remplir son sacerdoce dans les hôpitaux, les maisons de vieillesse, les maisons de repos, les pénitenciers et les maisons de correction. Selon un communiqué sur la réunion de la commission mixte Église - gouvernement le lundi 2 mars, cette demande a été approuvée et des négociations vont se poursuivre *« pour lever les difficultés »*.

La commission a aussi accueilli avec « *satisfaction* » les « *signes de stabilisation de la situation socio-politique* » et, dans ce contexte, les représentants du gouvernement *« ont à nouveau souligné le rôle positif de l'Église catholique dans ce processus »*.

Ce coup de chapeau contraste avec l'attaque sans précédent lancée le même jour contre le clergé par le quotidien de l'armée, *Zolnierz Wolnoscic*, qui a accusé certains prêtres de transformer leur chaire en tribune politique. Il est vrai que le journal avait opposé cette attaque à celle de la hiérarchie catholique dont il a loué *« le sens profond des responsabilités et du patriotisme »*.

D'autre part, l'ancien dirigeant du parti, M. Edward Gierek, qui, depuis sa crise cardiaque, vit avec sa famille à Katowice, est sorti du silence qu'il observait après qu'il eut été remplacé le 5 septembre dernier par M. Kania.

Dans une mise au point publiée par l'organe du parti de Katowice *Trybuna Robotnicza*, M. Gierek qualifie de *« diffamations »* les allégations d'un quotidien de Cracovie mettant en doute l'authenticité de son diplôme d'ingénieur obtenu en 1953 à l'École supérieure des mines de Cracovie. M. Gierek explique qu'il avait obtenu, le 15 juin 1953, son diplôme d'ingénieur (dans la spécialité d'extraction charbonnière), tout à fait régulièrement, en bénéficiant des dispositions d'une loi de 1948, permettant aux travailleurs chevronnés de l'industrie d'obtenir un diplôme d'enseignement supérieur sans suivre une scolarité complète. Des milliers de travailleurs ont bénéficié de ce système, a-t-il précisé. Le problème avait été soulevé par la section Solidarité de l'université de Cracovie qui estimait que de tels diplômes sont sans valeur.

Le détournement d'un avion de ligne à Kaboul

LES PIRATES DE L'AIR DEMANDENT LA LIBÉRATION DE PRISONNIERS POLITIQUES PAKISTANAIS

L'équipage et les cent quarante-huit passagers d'un Boeing de la Pakistan International Airlines détourné, lundi 2 mars, sur Kaboul, alors qu'il effectuait la liaison intérieure Karachi - Peshawar, étaient toujours détenus, mardi, en fin de matinée, à l'intérieur de l'appareil, par des pirates de l'air armés. Un de ces hommes, Mohammed Alamgir, qui affirme appartenir au parti populaire pakistanais, l'ancienne formation gouvernementale, a menacé de faire sauter l'avion si ses exigences ne sont pas satisfaites dans les vingt-quatre heures, a-t-on appris de sources proches de la compagnie. Il réclame notamment la libération de plusieurs de ses parents, ainsi que celle d'un certain nombre d'étudiants arrêtés. Des officiels pakistanais sont arrivés à Kaboul et ont entrepris des négociations avec les pirates. — (A.F.P., A.P.)

NOUVEAUX TREMBLEMENTS DE TERRE EN GRÈCE

Athènes *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*. — La terre tremble toujours en Grèce, dans la région qui a subi deux violents séismes, le 24 février. Ainsi soixante-quatorze « répliques » ont-elles été enregistrées dans la seule nuit du 2 au 3 mars. Mais cinq jours après ces tremblements de terre on a retrouvé, dans un village proche de Corinthe, deux survivants.

Les légers dégâts infligés par les séismes du 24 février à plusieurs monuments d'Athènes seront réparés, espère-t-on, avant la saison touristique. En outre, le temple d'Égine, l'église Saint-Luc de Livadia et divers musées (à Corinthe, à Spetsai et à Perakhora) ont subi des dommages plus ou moins importants.

Enfin, une secousse de magnitude 4,6 s'est produite près de Salonique, dans la soirée du 2 mars, là où un tremblement de terre avait tué une cinquantaine de personnes les 24 mai et 20 juin 1978.

[Selon les calculs du Centre sismologique européo-méditerranéen de Strasbourg, l'épicentre du premier tremblement de terre était situé par 38°20' nord et 22°51' est, celui du second étant un peu au nord-est de la position du premier. Les foyers des deux secousses étaient respectivement à une quarantaine et à une cinquantaine de kilomètres de profondeur, ce qui explique probablement en partie que le nombre des victimes et l'étendue des dégâts n'aient pas été plus importants.]

Le relèvement à 13 % du taux de base des banques est jugé « prématuré » par les pouvoirs publics

Amorcé à la veille du week-end à l'initiative des banques du secteur privé (Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Indosuez, Paribas), le relèvement du taux de base bancaire, porté de 12,25 % à 13 %, s'est généralisé en début de semaine, s'étendant au secteur nationalisé. La B.N.P. puis le Crédit lyonnais ont annoncé lundi après-midi que leur taux de base était également porté à 13 %, tandis que la Société générale avait pris discrètement cette décision à la veille du week-end.

En haut lieu, cette mesure a soulevé une certaine irritation. Certes, la rue de Rivoli s'y attendait quelque peu, mais son annonce a surpris, et elle est qualifiée de « prématurée ».

Pour justifier leur décision, les banques, on le sait *(le Monde* daté 1er et 2 mars 1981), mettent en avant la hausse générale du loyer de l'argent sur le marché monétaire français, qui, elle-même, est la conséquence directe du très brutal relèvement des taux déclenché par la Bundesbank en Allemagne fédérale, lui-même déclenché par la persistance d'une forte tension des taux aux États-Unis.

La Banque de France, soucieuse de défendre le franc en essayant de « suivre » l'évolution ouest-allemande, avait elle même donné le signal en relevant de 0,50 % le niveau de ses interventions, porté de 11 % à 11 1/2 %. Immédiatement, le marché avait suivi, de sorte qu'en huit jours, les taux du marché monétaire à un et trois mois progressaient de 1 %, montant à 13 % et 13 3/4 %.

Les banques, dont près de 60 % des ressources sont désormais rémunérées, souvent à des conditions proches de celles du marché monétaire, n'ont pas voulu attendre pour répercuter une hausse que les pouvoirs publics jugent dommageable dans l'immédiat, pour l'économie française.

Mais, depuis trois ans, les banques sont libres de fixer leur taux de base, sans concertation préalable avec le Trésor, comme auparavant. Elles font valoir que la tension des taux outre-Rhin risque de durer un certain temps, et que les lois du marché doivent jouer. Elles fait également remarquer que leur taux de base n'a pas encore retrouvé son niveau record de mars 1980 (13,25 %).

● *Grève du métro à Paris et à Marseille.* — Le trafic du métro parisien était assez faiblement perturbé ce mardi 3 mars par la grève de vingt-quatre heures décidée par la C.G.T. pour s'associer aux obsèques du conducteur Hubert Paulou, grièvement blessé le 6 février dernier à la station Nation et décédé depuis. Les syndicats F.O. et C.F.T.C. ont demandé seulement une heure d'arrêt de travail. A Marseille, l'intersyndicale des conducteurs d'autobus, de trolleybus et du métro ont reconduit pour vingt-quatre heures, ce mardi, le mot d'ordre de grève lancé la veille.

